

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°01 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Pouvoirs de l'exécutif en temps de crise
Centre pour l'égalité de traitement
«Afferambulanz»

p. 4
p. 6
p. 9

Sommaire des séances publiques n°s1 à 3
Sommaire des questions parlementaires

p. 14
p. Q1

1^{re} séance
2^e séance
3^e séance

Mardi 10 octobre 2017
Mercredi 11 octobre 2017
Jeudi 12 octobre 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



104 projets de loi adoptés au cours de 49 séances publiques et 632 réunions de commissions



Les membres de la Conférence des Présidents à l'occasion de la conférence de presse: Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo, M. Eugène Berger, M. Claude Wiseler (de gauche à droite)

nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée ou encore le nouveau congé parental. Le plus gros du travail législatif s'est passé au sein des commissions parlementaires: 632 réunions de commissions ont eu lieu au cours de la session.

La Chambre s'ouvre davantage

M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur les efforts de la Chambre des Députés pour impliquer les citoyens dans le processus démocratique. L'enthousiasme pour la pétition publique, qui a fêté cette année ses trois ans, n'a pas diminué: quelque 140 pétitions ont été déposées au cours de l'année parlementaire dont 135 déposées sous format électronique sur le site de la Chambre. Huit débats publics ont été organisés au cours de la dernière session.

Une journée portes ouvertes au printemps 2018

Au cours des douze derniers mois, 117 visites guidées - un «chiffre record» - ont été organisées par la Chambre des Députés. Le Parlement ouvrira à nouveau ses portes à tous les citoyens à l'occasion d'une journée portes ouvertes organisée au printemps 2018, a également annoncé le Président de la Chambre.

APF: le plus grand événement organisé par la Chambre

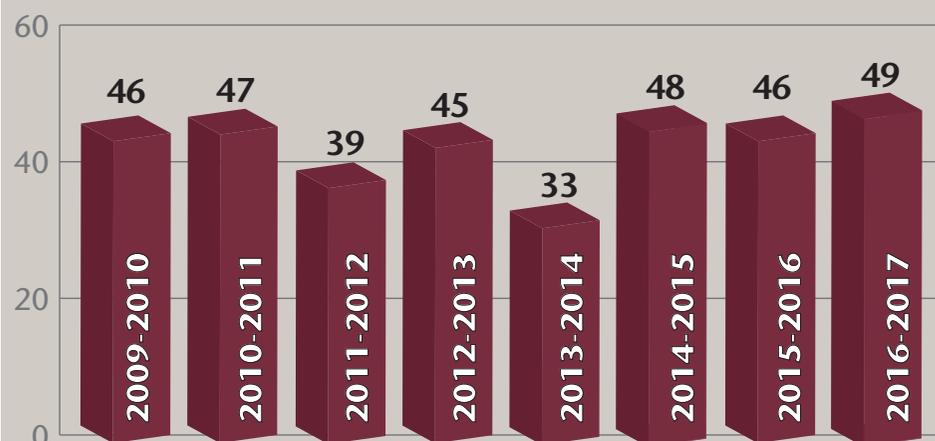
Sur le plan international, le Président a évoqué l'«événement mammoth» qu'était la 43^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et qui a réuni environ 600 participants de 72 pays - dont 25 présidents de parlement - dans le cadre des festivités des 50 ans de sa création à Luxembourg. Il s'agit du plus grand événement que le Parlement luxembourgeois n'ait jamais organisé.

CPI: présidence assurée par la Chambre

Sur le plan régional, le Parlement luxembourgeois assure depuis le 1^{er} janvier 2017 (et pour une période de deux ans) la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) dont la priorité centrale est de faciliter les échanges quotidiens des citoyens - surtout des jeunes - issus de la Grande Région. Dans ce contexte, la Chambre organise en octobre une conférence sur la problématique du logement.

(suite en page 3)

SÉANCES PUBLIQUES



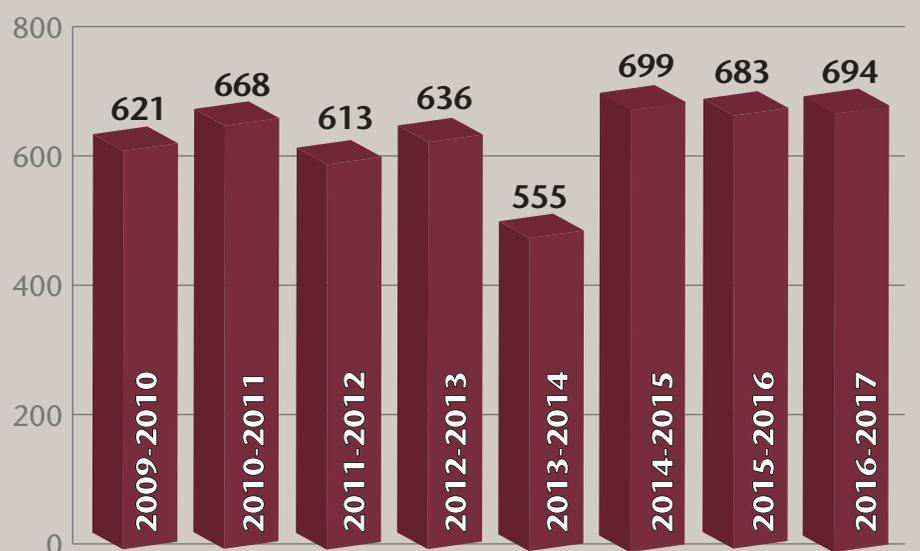
«Une session chargée touche à sa fin et une autre plus chargée encore s'annonce avant les élections législatives dans un an», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une conférence de presse avec les membres de la Conférence des Présidents le 6 octobre 2017, à quelques jours de la rentrée parlementaire.

Le Président a retracé les points forts de la session 2016-2017 et a évoqué les défis qui attendent la Chambre au cours de l'année parlementaire 2017-2018. Entre-temps, la nouvelle session a débuté le mardi 10 octobre.

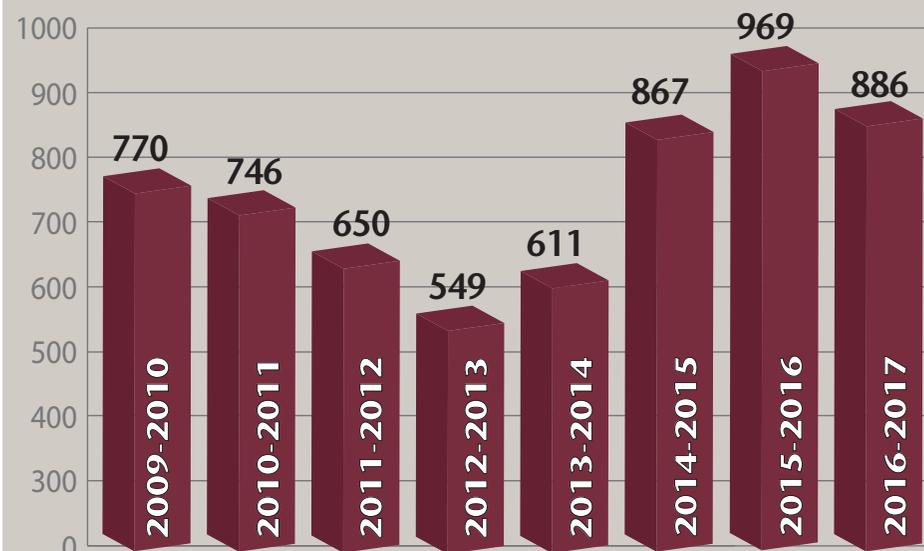
Le bilan des travaux législatifs

Au cours de la session écoulée, 114 projets de loi ont été déposés au parlement; 104 projets de loi ont été adoptés au cours des 49 séances publiques de la session parlementaire dont 80% par une large majorité de plus de 50 des 60 députés. Les députés ont alors passé quelque 180 heures au sein de la salle plénière où ils ont voté plusieurs projets de loi d'envergure comme la réforme de la nationalité, le

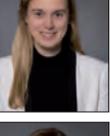
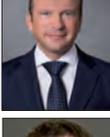
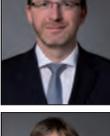
RÉUNIONS DES ORGANES, COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL



QUESTIONS PARLEMENTAIRES



Composition de la Chambre des Députés au 10/10/2017

 Graas Gusty 	Gouvernement				
 Krieps Alexander 					
 Bauler André 	 Mertens Edy 				
 Elvinger Joëlle 	 Brasseur Anne 			 Hetto-Gaasch Françoise 	 Wagner David 
 Hahn Max 	 Polfer Lydie 			 Kaes Aly 	 Baum Marc 
 Lamberty Claude 	 Berger Eugène 			 Meyers Paul-Henri 	 Mergen Martine 
 Baum Gilles 	 Beissel Simone 			 Mosar Laurent 	 Adehm Diane 
	 Delles Lex 			 Modert Octavie 	 Lies Marc 
 Arndt Frank 	 Dall'Agnol Claudia 			 Spautz Marc 	 Eischen Félix 
 Burton Tess 	 Fayot Franz 			 Wiseler Claude 	 Andrich-Duval Sylvie 
 Bofferding Taina 	 Haagen Claude 			 Roth Gilles 	 Eicher Emile 
 Cruchten Yves 	 Body Alex 			 Wolter Michel 	 Gloden Léon 
 Hemmen Cécile 	 Angel Marc 			 Halsdorf Jean-Marie 	 Wilmes Serge 
 Negri Roger 	 Engel Georges 			 Schank Marco 	 Hansen Martine 
 Adam Claude 	 Kox Henri 			 Arendt Nancy 	 Zeimet Laurent 
 Anzia Gérard 	 Loschetter Viviane 			 Oberweis Marcel 	 Reding Roy 
 Traversini Roberto 	 Lorsché Josée 			 Gibéryen Gast 	 Kartheiser Fernand 
			Orateur		
			Présidence		

 Barra Isabelle Secrétaire générale adjointe	 Reiter Benoît Secrétaire général adjoint	 Di Bartolomeo Mars Président	 Frieseisen Claude Secrétaire général
--	---	---	---

104 projets de loi adoptés au cours de 49 séances publiques et 632 réunions de commissions (suite)

(suite de la page 1)

Une «dernière» session «très chargée»

Pour ce qui est de la session 2017-2018, qui sera la dernière pour le

Parlement dans sa constellation actuelle, le Président de la Chambre des Députés a énuméré toute une série de réformes importantes à venir dont la réforme des congés spéciaux, les réformes judiciaires, le cadre légal

pour la protection des animaux, la réforme de la Police, la réforme des services de secours, le projet de loi sur le port du voile intégral ou encore sur l'Université du Luxembourg. Les députés sont également en train

de préparer des débats de consultation importants dont notamment un débat sur le logement et un autre sur le développement économique et social du Grand-Duché (processus «Rifkin»).

Les élections législatives prévues pour la mi-octobre 2018 ne devraient pas interférer avec les travaux législatifs durant la session 2017-2018, a finalement conclu M. Mars Di Bartolomeo devant la presse.

Session ordinaire 2016-2017 – Relevé général (établi le 10.10.2017 à la fin de la session)

Total de toutes les réunions	743
Séances publiques	49
Bureau	21
Conférence des Présidents	34
Réunions de commissions et groupes de travail	639
Durée totale des séances publiques	181:37 heures
Projets de loi déposés	114
Projets de loi évacués	115
Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel	104
Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel	1
Projets de loi retirés	10
Propositions de loi déposées	2
Propositions de loi évacuées	4
Propositions de loi évacuées conjointement avec un autre projet	1
Propositions de loi retirées	3
Projets de révision de la Constitution évacués	1
Projets de révision de la Constitution retirés	1
Propositions de révision de la Constitution déposées	1
Propositions de révision de la Constitution évacuées	2
Propositions de révision de la Constitution adoptées en premier vote constitutionnel	1
Propositions de révision de la Constitution adoptées en second vote constitutionnel	1
Projets de règlement grand-ducal déposés	7
Projets de règlement grand-ducal évacués	15
Projets de règlement grand-ducal avisés	10
Projets de règlement grand-ducal retirés	5

Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés déposées	1
Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés évacuées	2
Motions adoptées (liées à un dossier)	14
Motions adoptées (non liées à un dossier)	1
Résolutions adoptées (liées à un dossier)	3
Résolutions adoptées (non liées à un dossier)	4
Heures d'actualité	4
Interpellations	11
Débats de consultation	2
Débats d'orientation	4
Déclarations gouvernementales (suivies d'un débat)	7
Divers déposés	2
Divers évacués	2
Heures de questions au Gouvernement	7 heures et 64 questions
Questions élargies	7
Questions parlementaires	886
Réponses aux questions parlementaires	907
Questions urgentes	32
Urgence reconnue	9
Urgence non reconnue	23
Affaires européennes	2
Avis motivés	1
Avis politiques	1

Le dépôt du budget pour l'exercice 2018

«Le budget 2018 est un budget de la qualité de vie, de la compétitivité et de la continuité», c'est en ces termes que le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, a présenté le 11 octobre 2017 à la Chambre des Députés le projet de budget de l'État pour l'exercice 2018 (dossier parlementaire 7200). Il s'agit du dernier budget déposé par le Ministre Pierre Gramegna pour la législature courante. Mme Joëlle Elvinger a été désignée rapportrice du budget 2018.

Un solde de 333 millions d'euros

Au niveau de l'Administration publique, le Gouvernement table sur un solde positif de 333 millions d'euros grâce aux excédents de recettes réalisés par la sécurité sociale et les communes. Ces excédents compensent le déficit de 890 millions au niveau de l'Administration centrale. Sur les prochaines années, le solde de l'Administration centrale connaîtra une amélioration progressive et devrait s'établir à moins 89 millions d'euros en 2021, a précisé M. Gramegna en salle plénière. Le déficit au niveau de l'Administration centrale

s'explique par le niveau élevé des investissements, a ajouté le Ministre des Finances.

L'éducation nationale: une priorité dans les dépenses de l'État

Du côté des dépenses, les investissements publics pour 2018 s'élèvent à 2,4 milliards, ce qui représente 4,1% du PIB. Une grande priorité dans les investissements est accordée à l'éducation avec la mise en œuvre de l'éducation plurilingue ainsi que les 20 heures hebdomadaires d'encadrement gratuit pour les enfants en bas âge (un à quatre ans) dans le cadre du régime du chèque service accueil. À partir de la prochaine rentrée scolaire, les livres scolaires dans l'enseignement secondaire seront gratuits (14,5 millions d'euros seront investis pour la gratuité des livres scolaires) et 500 nouveaux postes dans l'enseignement seront créés, a annoncé le Ministre Gramegna.

Une autre priorité en matière d'investissements est le logement (les programmes de subvention pour les logements sociaux seront revus à la

hausse), les transports publics (qui coûteront 826,5 millions d'euros à l'État) ainsi que les investissements environnementaux et climatiques (doublés depuis 2013).

À partir de l'année prochaine, un abattement de 2.500 euros pour les voitures à usage individuel électriques hybrides rechargeables sera introduit, a expliqué le Ministre aux députés et à la presse.

L'État investira davantage dans la sécurité des citoyens avec la création de 100 postes pour la Police grand-ducale. Le Grand-Duché augmentera sa part dans le budget de l'OTAN et allouera 4 millions d'euros pour la protection des frontières extérieures de l'UE (Frontex), a précisé le Ministre des Finances.

Une dette publique «raisonnable»

En ce qui concerne la dette publique du Grand-Duché s'élevant à 12,8 milliards d'euros, et qui d'après Pierre Gramegna est une dette publique «raisonnable», elle continue de figurer parmi les plus faibles en



(de gauche à droite) Mme Joëlle Elvinger, rapportrice du budget 2018, M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Europe et s'établira en 2018 à 22,7% du PIB, contre une moyenne de 89,5% en zone euro.

En 2018, l'État devra rembourser 700 millions d'euros, a précisé le Ministre Pierre Gramegna.

Au niveau européen, le Luxembourg reste un élève modèle, a estimé le Ministre des Finances. En effet, le Grand-Duché est le seul État membre de la zone euro ayant respecté tous les critères du pacte de stabilité et de croissance (PSC).

Des accords pour cadrer la mondialisation



Échange de vues à la Chambre des Députés avec Mme Cecilia Malmström, Commissaire européenne chargée du Commerce (au milieu)

Faire tomber les barrières commerciales pour soutenir le commerce européen et permettre aux entreprises européennes d'exporter dans le monde entier dans les meilleures conditions possibles, c'est l'objectif de la politique commerciale de l'Union européenne (UE) présentée le 25 septembre 2017 par la Commissaire européenne chargée du Commerce, Mme Cecilia Malmström, aux députés membres de plu-

sieurs commissions parlementaires.

«Le commerce ne se fait pas à n'importe quel prix»

La stratégie de l'UE en ce qui concerne sa politique commerciale est d'établir des accords internationaux reposant sur les valeurs fondamentales de l'UE, a rappelé la Commissaire suédoise. Dans ce sens, elle a souligné que «le commerce ne se fait pas à n'importe quel prix» et

qu'aucun accord de libre-échange ne sera conclu s'il ne respecte pas la réglementation de l'UE en ce qui concerne les normes sociales, environnementales et de sécurité alimentaire.

Le traité de libre-échange avec le Japon, sur les principaux éléments duquel les deux parties ont trouvé un accord de principe cet été, est également le premier accord de libre-échange s'engageant claire-

ment à respecter l'accord de Paris sur le climat. L'accord de Paris sera d'office partie intégrante pour les futurs accords de libre-échange conclus par l'UE, et dans ce sens, Mme Malmström a fait connaître ses doutes quant à une éventuelle reprise des travaux du TTIP avec les Etats-Unis.

«Façonner la mondialisation»

Plusieurs accords sont d'actualité.

L'Accord économique et commercial global (CETA) entre l'UE et le Canada est entré en application provisoire, le 21 septembre 2017, dans sa quasi-totalité, alors qu'il n'a été ratifié que par sept des 38 parlements nationaux et régionaux qui sont censés le voter, dont le Parlement luxembourgeois.

Interrogée sur les travaux concernant le code de conduite contraignant pour les membres du tribunal permanent des investissements prévu par le CETA, la Commissaire européenne a répondu qu'ils commenceront bientôt et se feront dans la transparence maximale. Dans une motion adoptée en octobre 2016, la majorité des députés avaient demandé au Gouvernement luxembourgeois de suivre de près cette question.

Outre le CETA et l'accord de principe sur l'accord de partenariat économique UE-Japon, la Commission européenne se prépare à ouvrir les négociations avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Chili, a expliqué la Commissaire européenne aux députés luxembourgeois. En concluant ces différents accords, la Commission européenne espère «donner une nouvelle image à la mondialisation et la façonner».

L'avenir commercial avec le Royaume-Uni ainsi que les relations avec la Chine étaient également des sujets évoqués lors de l'échange de vues entre la Commissaire européenne et la délégation luxembourgeoise.

Renforcer la dimension sociale de l'Europe

La Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs, Mme Marianne Thyssen, était à Luxembourg le 6 octobre 2017 pour un échange de vues avec une délégation parlementaire à la Chambre des Députés.

«La Commission Juncker a tenu parole», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en faisant allusion à la promesse faite par l'actuelle Commission européenne au moment de son entrée en fonction de soigner davantage le contact avec les parlements nationaux. Mme Thyssen fut le sixième membre de l'équipe de M. Jean-Claude Juncker à rendre visite au Parlement luxembourgeois en l'espace d'une année.

En guise d'introduction, Mme Marianne Thyssen a rappelé les chiffres clés du rapport trimestriel sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe présenté la veille à Bruxelles. Ce rapport fait état d'une amélioration de l'emploi dans quasiment tous les États membres de l'Union européenne (UE).

Selon la Commission européenne, l'emploi a augmenté au cours du deuxième trimestre 2017 de 1,5% dans l'UE et de 1,6% dans la zone euro par rapport à la même période en 2016. 3,5 millions de personnes supplémentaires seraient venues grossir les chiffres de l'emploi dans l'Union, et 2,4 millions dans la zone euro. Grâce à cette tendance à la hausse, l'Union européenne peut se prévaloir du plus grand nombre de

personnes ayant un emploi, à savoir 235,4 millions de personnes, ce qui signifie le niveau d'emploi le plus élevé jamais enregistré.

Mme Marianne Thyssen a ensuite répondu aux questions des députés.

Une première série d'interrogations était liée aux récentes déclarations et annonces du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union.

Le deuxième tour de table portait plus particulièrement sur des aspects relevant du champ de compétences directes de la Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs.



La Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs, Mme Marianne Thyssen, a répondu aux questions des parlementaires luxembourgeois.

Une vision commune pour l'Europe

Le Luxembourg et la Lettonie partagent le même esprit et la même vision européenne, c'est ce qui est ressorti d'un échange de vues entre le Ministre des Affaires étrangères letton, M. Edgars Rinkēvičs, et des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

ropéennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration le 18 octobre 2017.

Les deux pays fêtent en effet leur 95^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques. Dans ce contexte, l'hôte letton a remercié le

Luxembourg de ne jamais avoir reconnu l'annexion et l'occupation des pays baltes.

Une Europe de la sécurité

Interrogé par les députés au sujet des propositions du Président fran-

çais Emmanuel Macron sur une politique européenne de défense commune intensifiée avec un budget européen propre, le Ministre des Affaires étrangères letton a souligné qu'il y voyait une plus-value et que les pays membres devraient intensifier leurs efforts de recherche et de développement dans le secteur de la défense.

Quant à l'idée d'une armée européenne, le chef de la diplomatie lettonne a affirmé que l'Union européenne devrait d'abord mobiliser et améliorer les effectifs dont elle dispose déjà, comme par exemple les groupements tactiques de l'Union européenne, des troupes européennes jamais déployées. De manière générale, il a souligné que l'OTAN et les 27 États membres restants devraient éviter le double emploi dans leurs efforts mais au contraire se compléter mutuellement.

Autres sujets débattus

Un autre sujet abordé lors de cet échange de vues était l'Union de l'énergie. Depuis quelques années, la

Lettonie n'est plus à 100% dépendante de la Russie en matière d'approvisionnement énergétique, a précisé M. Edgars Rinkēvičs.

Selon le chef de la diplomatie lettonne, le but de la Lettonie est d'atteindre une part d'énergie renouvelable représentant 20% de son mix énergétique.

Les relations avec la Russie, le futur de l'Union européenne ainsi que les négociations du Brexit et le droit des citoyens européens résidant et travaillant au Royaume-Uni furent d'autres sujets discutés lors de la rencontre avec les députés.

Les événements récents en Espagne et le référendum en Catalogne étaient au cœur d'une entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Ministre des Affaires étrangères letton. Les deux hommes politiques s'étaient déjà rencontrés en juin dernier lors de la visite officielle d'une délégation luxembourgeoise en Lettonie.



Le Ministre des Affaires étrangères letton, M. Edgars Rinkēvičs, entouré de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

«Mir hunn en Devoir de mémoire»



S.A.R. le Grand-Duc, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, ont participé à la cérémonie au Monument national de la solidarité luxembourgeoise («Kanounenhivwel»).

L'importance de la mémoire figurait parmi les messages-clés du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcé à l'occasion de la Journée de commémoration nationale, le 10 octobre 2017.

Les générations qui n'ont pas connu la guerre ont tendance à

croire que les valeurs comme la démocratie et la liberté sont des acquis évidents. Toutefois, le premier citoyen luxembourgeois a rappelé que «dat ass awer net esou an et ass och net op ëmmer an éiweg ofgesécher. A grad dofir ass et wichteg, ëmmer erëm drun ze erënneren, wéi et war, wéi mir déi Grondfräiheeten net haten, a wéi

et wier, wa mir déi Grondrechter net hätten oder net méi hätten. Da kënnen mir vläicht besser schätzen, wat et wäert ass, a Fridden a Fräiheet ze liewen.» D'où l'importance de commémorer ceux qui ont lutté pour ces valeurs, a expliqué le Président de la Chambre lors de la cérémonie de commémoration et de mémoire au Conservatoire de la Ville de Luxembourg. «Mir hunn en Devoir de mémoire a mussen dofir d'Evenementer hei am Land an iwwert d'Grenzen eraus objektiv analyséieren a kritesch hannerfroen, fir net a Gefor ze geroden, déi nämlecht Feeler nach eemol ze maachen», a encore ajouté M. Di Bartolomeo.

Protéger les valeurs démocratiques

Dans son discours, le Président de la Chambre a mis en garde contre les tendances extrémistes qui apparaissent en Europe et remettent en question des valeurs démocratiques:

«Virun allem däerfe mir net de Feeler maachen, datt mir Extremismus an extrem a geféierlech Vereinfachungen imitéieren, well soss hunn déi schonn hallef gewonnen. Mir mussen eis Grondwäerter wéi Demokratie a Fräiheet an d'Mënscherechter mat aller



Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a déposé une couronne de fleurs au Monument national de la résistance et de la déportation («Hinzerter Kräiz»).

Kraaft verteidegen a géint all Form vun Ennerdrückung, Rassismus, Antisemitismus, Haassverbriechen, Friemenhaass an Terror kämpfen - mat Argumenter an Iwwerzeugung.»

Dans ce contexte, le Président de la Chambre a souligné la responsabilité des générations: «Eis Missioun als Kanner, Enkelen an Urenkele vun

deenen, deene mir haut gedenken, ass dofir ze suergen, datt si domat net duerchkommen!»

La Journée de commémoration nationale est consacrée au souvenir de la lutte menée par le peuple luxembourgeois durant l'occupation de 1940 à 1945.

Mettre fin à la violence contre les Rohingyas



Des parlementaires originaires de 177 États membres ont assisté à la 137^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est déroulée du 14 au 18 octobre 2017 à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie). La Chambre des Députés y était représentée par MM. Alex Bodry et Eugène Berger.

Le débat général de l'Assemblée était centré sur le thème «Promouvoir le pluralisme culturel et la paix à travers le dialogue interreligieux et interethnique». Dans la Déclaration de Saint-Petersbourg, les parlementaires se sont notamment engagés à:

- veiller à ce que les mesures prises pour prévenir l'extrémisme violent

soient pleinement conformes au droit international relatif aux droits de l'homme et ne reposent pas sur des stéréotypes et des partis pris,

- renforcer les capacités des travailleurs sociaux et des agents de médiation de manière à créer un climat de paix et de confiance aux niveaux local et régional,

- promouvoir l'enseignement des compétences relationnelles et l'éducation aux droits de l'homme à tous les niveaux d'enseignement, en soulignant l'importance du pluralisme religieux et la diversité culturelle,

- renforcer le rôle de la science, promouvoir des approches globales et des méthodes comparatives pour

mieux expliquer les processus de la mondialisation et leurs effets,

- stimuler la diplomatie parlementaire pour résoudre les conflits interreligieux et interethniques.

Lors de leurs travaux, les parlementaires ont par ailleurs adopté une résolution condamnant le nettoyage ethnique dont est victime la minorité rohingya dans l'État Rakhine, dans le Nord du Myanmar. Ils ont exhorté le Gouvernement du Myanmar de mettre fin immédiatement à la violence et aux déplacements forcés que subissent les Rohingyas ainsi qu'aux violations flagrantes de leurs droits fondamentaux.

M. Alex Bodry et M. Eugène Berger (à droite)

Un échange de vues sur la politique migratoire

Les défis de la politique migratoire de l'Union européenne (UE) étaient au cœur d'un échange de vues entre les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de l'Immigration et de la Défense et le Directeur général Matthias Ruete de la Direction générale de la migration et des affaires intérieures de la Commission européenne le 9 octobre 2017.

Depuis le début de la crise migratoire en 2015, une prise de conscience s'est installée au niveau européen pour s'attaquer aux questions migratoires, a constaté l'expert européen Matthias Ruete. Dans ce sens, la Commission européenne a commencé à mettre en place une «véritable» administration européenne avec par exemple la création de «hotspots» et l'extension des pouvoirs de «Frontex», a ajouté M. Ruete.

Mise en place d'une politique européenne de retour

Un autre sujet abordé par le Directeur général de la migration et des

affaires intérieures de la Commission, et qui d'après lui sera une grande priorité dans les années à venir, est la mise en place d'une véritable politique européenne de retour. Cette question est très controversée au sein des États membres de l'Union européenne mais nécessaire pour pouvoir accueillir ceux qui sont réellement dans le besoin, a constaté M. Matthias Ruete. En outre, il a insisté à ce que la politique européenne de retour se fasse de pair avec une politique de migration légale. Une autre question soulevée par l'expert européen était celle de la mobilisation de fonds européens pour l'intégration.

Réforme de «Dublin II» et les relations UE-Afrique

Au cours des discussions avec le Directeur général de la migration de la Commission européenne, les députés se sont informés sur les développements récents en ce qui concerne la réforme du règlement de Dublin II (règlement européen déterminant à quel État membre incombe l'instruction d'une demande

d'asile donnée). De plus, les députés ont souligné la nécessité de mettre en place une véritable politique de l'UE pour l'Afrique qui devrait, selon

eux, être liée à une politique d'investissements des sociétés européennes en Afrique. Matthias Ruete a partagé l'idée des députés et a également

souligné que cette politique Afrique-UE devrait se faire en concertation étroite avec la politique européenne de développement.



Entrevue de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes avec le Directeur général de la migration et des affaires intérieures, M. Matthias Ruete (3^e de gauche)

Les déplacements forcés causés par le conflit syrien

Une délégation de Handicap International Luxembourg s'est entretenue, le 3 octobre 2017, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, sur les déplacements forcés causés par le conflit syrien.

Dans ce contexte, les membres de Handicap International ont remis un rapport rassemblant les témoignages de femmes syriennes déplacées au Liban.

La délégation de Handicap International a rappelé quelques chiffres clés du nombre de Syriens forcés de trouver refuge dans les pays voisins:

- 3 millions en Turquie,
- 700.000 en Jordanie,
- 1,5 millions au Liban, représentant un quart de la population libanaise, une situation qui pèse sur l'économie du pays.

naise, une situation qui pèse sur l'économie du pays.

Un témoignage précieux

Mme Martina Vohankova, chef de projet pour les actions de Handicap International en Syrie et spécialisée dans les opérations d'éducation aux risques des armes, a présenté un rapport sur la corrélation entre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées en Syrie et les déplacements de populations. Après avoir entendu le témoignage de Mme Vohankova, le Président de la Chambre l'a remerciée de son travail courageux et a ajouté que «nous vous devons beaucoup de respect pour votre engagement humanitaire dans des zones de crise».

Se mobiliser davantage contre l'utilisation d'armes explosives

La délégation de Handicap International a également fait un appel pour une mobilisation accrue contre



Les responsables de Handicap International reçus par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo (à gauche), et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Marc Angel (2^e de droite)

l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Dans ce contexte,

les représentants ont rappelé le lancement de la campagne traditionnelle

«pyramide de chaussures» le 7 octobre 2017.

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (19 octobre 2017)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Mosar Laurent
	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Berger Eugène, Polfer Lydie
Secrétaire général		Frieseisen Claude

Conférence des Présidents

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	DP	Krieps Alexander
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Negri Roger
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Wagner David

Commission de contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commission des Pétitions

Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Wagner David
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Delles Lex, Graas Gusty, Hahn Max

Commission du Règlement

Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Président	LSAP	Negri Roger
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
	DP	Bauler André, Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	CSV	Mosar Laurent
	DP	Polfer Lydie
Membres	CSV	Arendt Nancy (pour le volet Coopération), Halsdorf Jean-Marie, Spautz Marc, Wilmes Serge (sauf pour le volet Coopération), Wiseler Claude
	LSAP	Cruchten Yves, Dall'Agnol Claudia (sauf pour le volet

	DP	Berger Eugène, Graas Gusty
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Affaires intérieures

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Roth Gilles
Membres	CSV	Eicher Emile, Kaes Aly, Lies Marc, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Cruchten Yves
	DP	Hahn Max, Polfer Lydie
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	déi gréng	Kox Henri (sauf pour le projet de loi 6994)
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie
	LSAP	Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Lamberty Claude, Mertens Edy
	déi gréng	Anzia Gérard (pour le projet de loi 6994)
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	LSAP	Arndt Frank
	DP	Brasseur Anne
Membres	CSV	Eischen Félix,

	LSAP	Haagen Claude, Negri Roger
	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Mergen Martine
Membres	CSV	Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude, Zeimet Laurent
	LSAP	Angel Marc, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Mertens Edy
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Développement durable

Président	déi gréng	Lorsché Josée
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Kaes Aly
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eicher Emile (pour le volet Aménagement du territoire), Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge (sauf pour le volet Aménagement du territoire)
	LSAP	Cruchten Yves, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Kox Henri
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Économie

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Eischen Félix



Membres	CSV	Adehm Diane (sauf pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Eicher Emile (pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Gloden Léon, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent
	LSAP	Arndt Frank (pour le volet Energie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Burton Tess (sauf pour le volet Energie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Haagen Claude
	DP	Bauler André (sauf pour le volet Energie), Beissel Simone, Hahn Max (pour le volet Energie)
	déi gréng	Anzia Gérard
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Delles Lex
Vice-Présidents	CSV	Hetto-Gaasch Françoise
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Mergen Martine, Zeimet Laurent
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges
	DP	Baum Gilles, Lamberty Claude
	déi gréng	Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Anzia Gérard (pour le volet Formation professionnelle)
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Adam Claude
	CSV	Hansen Martine
Membres	CSV	Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge
	LSAP	Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Médias et Communications, sauf pour le projet de loi 7049), Fayot Franz (pour le projet de loi 7049), Negri Roger
	DP	Bauler André, Berger Eugène (pour les volets Médias, Communications et Espace),

		Delles Lex (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Environnement

Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Oberweis Marcel
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Schank Marco, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Berger Eugène (sauf pour le volet Eau), Graas Gusty (pour le volet Eau), Lamberty Claude
	déi gréng	Anzia Gérard
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	LSAP	Bofferding Taina
	CSV	Spautz Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine
	LSAP	Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Hahn Max, Lamberty Claude
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Berger Eugène
Vice-Présidents	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Mosar Laurent, Roth Gilles, Spautz Marc, Wolter Michel
	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	DP	Bauler André, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Kox Henri, Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast (sauf pour les volets Place financière et Secteur des assurances), Reding Roy (pour les volets Place financière et Secteur des assurances)

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	CSV	Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrich-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
	LSAP	Engel Georges, Haagen Claude
	DP	Baum Gilles,

		Delles Lex
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP	Krieps Alexander
	CSV	Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Meyers Paul-Henri
Membres	CSV	Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	LSAP	Bofferding Taina (pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Baum Marc

Commission juridique

Président	déi gréng	Loschetter Viviane
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Gloden Léon
Membres	CSV	Meyers Paul-Henri, Modert Octavie, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex, Fayot Franz
	DP	Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Reding Roy

Sous-commission «Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite» de la Commission juridique

Président	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Gloden Léon
	DP	Beissel Simone
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Lamberty Claude
	déi gréng	Traversini

		Roberto
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Président	LSAP	Hemmen Cécile
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Andrich-Duval Sylvie
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine (pour le volet Sports), Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité des chances), Burton Tess (pour le volet Égalité des chances), Dall'Agnol Claudia (pour les volets Santé et Sports), Engel Georges (pour les volets Santé et Sports)
	DP	Baum Gilles (pour le volet Sports), Berger Eugène (pour le volet Sports), Graas Gusty (pour les volets Santé et Égalité des chances), Krieps Alexander (sauf pour le volet Sports), Lamberty Claude (pour le volet Sports), Mertens Edy (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP	Bauler André (pour le volet Travail et Emploi)
	CSV	Wilmes Serge
Membres	CSV	Eischen Félix (pour le volet Travail et Emploi), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Sécurité sociale), Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Krieps Alexander, Lamberty Claude, Mertens Edy (pour le volet Sécurité sociale)
	déi gréng	Anzia Gérard (pour le volet Travail et Emploi), Lorsché Josée (pour le volet Sécurité sociale)
	déi Lénk	Baum Marc



Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (10 octobre 2017)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs:

Brasseur Anne (DP), Présidente de la délégation
Cruchten Yves (LSAP)

Hetto-Gaasch Françoise (CSV)

Membres suppléants:

Adam Claude (déi gréng)

Mergen Martine (CSV)

Wilmes Serge (CSV)

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation

Bodry Alex (LSAP)

Brasseur Anne (DP)

Loschetter Viviane (déi gréng)

Modert Octavie (CSV)

Mosar Laurent (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs:

Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office

Berger Eugène (DP)

Haagen Claude (LSAP)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Lorsché Josée (déi gréng)

Membres suppléants:

Gloden Léon (CSV)

Graas Gusty (DP)

Kox Henri (déi gréng)

Kartheiser Fernand (ADR)

Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs:

Dall'Agnol Claudia (LSAP), Présidente de la délégation

Beissel Simone (DP)

Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants:

Hetto-Gaasch Françoise (CSV)

Traversini Roberto (déi gréng)

Wagner David (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs:

Halsdorf Jean-Marie (CSV), Président de la délégation

Angel Marc (LSAP), Vice-Président de la délégation, trésorier de l'APOTAN

Krieps Alexander (DP)

Membres suppléants:

Arendt Nancy (CSV)

Kartheiser Fernand (ADR)

Loschetter Viviane (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:

Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation

Angel Marc (LSAP)

Beissel Simone (DP)

Berger Eugène (DP)

Bodry Alex (LSAP)

Kox Henri (déi gréng)

Mosar Laurent (CSV)

Polfer Lydie (DP)

Roth Gilles (CSV)

Wiseler Claude (CSV)

Wolter Michel (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:

Angel Marc (LSAP), Président de la délégation

Adam Claude (déi gréng)

Adehm Diane (CSV)

Berger Eugène (DP)

Gibéryen Gast (ADR)

Wagner David (déi Lénk)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs:

Negri Roger (LSAP), Président de la délégation
Oberweis Marcel (CSV), Vice-Président de la délégation

Arndt Frank (LSAP)

Graas Gusty (DP)

Gibéryen Gast (ADR)

Lorsché Josée (déi gréng)

Roth Gilles (CSV)

Membres suppléants:

Adam Claude (déi gréng)

Adehm Diane (CSV)

Dall'Agnol Claudia (LSAP)

Delles Lex (DP)

Engel Georges (LSAP)

Kaes Aly (CSV)

Reding Roy (ADR)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:

Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office

Bodry Alex (LSAP)

Eicher Emile (CSV)

Eischen Félix (CSV)

Graas Gusty (DP)

Lamberty Claude (DP)

Lorsché Josée (déi gréng)

Negri Roger (LSAP)

Schank Marco (CSV)

Baum Marc (déi Lénk)

Membres suppléants:

Baum Gilles (DP)

Burton Tess (LSAP)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Hemmen Cécile (LSAP)

Kox Henri (déi gréng)

Mertens Edy (DP)

Oberweis Marcel (CSV)

Roth Gilles (CSV)

Wagner David (déi Lénk)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:

Kox Henri (déi gréng), Président de la délégation

Berger Eugène (DP)

Dall'Agnol Claudia (LSAP)

Eischen Félix (CSV)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Kartheiser Fernand (ADR)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SEEG)

Membres effectifs:

Berger Eugène (DP), Président de la délégation

Bodry Alex (LSAP)

Kartheiser Fernand (ADR)

Kox Henri (déi gréng)

Mosar Laurent (CSV)

Wiseler Claude (CSV)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé (Europol «JPSG» - Joint parliamentary scrutiny group)

Membres effectifs:

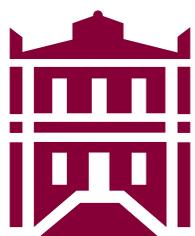
Angel Marc (LSAP)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Membres suppléants:

Adam Claude (déi gréng)

Kartheiser Fernand (ADR)



NOUVELLES LOIS

Pouvoirs de l'exécutif en temps de crise

6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution

La proposition de révision sous rubrique a pour objet de réviser l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution luxembourgeoise relatif au pouvoir réglementaire de l'exécutif en cas de crise internationale.

Dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle Constitution, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle avait amendé en date du 12 mai 2015 sa proposition de texte initiale afin de tenir compte de la recommandation du Conseil d'État, telle que formulée dans son avis du 2 juillet 2013 sur le projet de loi relative à la Protection nationale (doc. parl. 6475). La Haute Corporation avait suggéré de «mettre à profit la révision constitutionnelle en cours (doc. parl. 6030) pour adapter la Constitution afin qu'une solution comparable à celle de l'article 32(4) - qui ne vise que les crises internationales - soit dédiée aux crises ayant un caractère exclusivement national.»

Au vu des attentats terroristes de novembre 2015 en France notamment et sur demande du Premier Ministre, Ministre d'État, la Commission a donné son accord pour procéder à une révision ponctuelle et anticipée de l'article 32, paragraphe 4. Les travaux en commission ont

abouti au texte de la proposition de révision sous rubrique.

Ce texte diffère sur plusieurs aspects de la formulation du nouvel article 47, paragraphe 4 du projet d'une nouvelle Constitution (cf. doc. parl. 6030/15).

L'exécutif étant tenu de réagir rapidement en cas de crise grave, il importe de prévoir une certaine flexibilité dans la définition et le régime de l'état de crise, tout en garantissant au pouvoir législatif d'assumer entièrement ses prérogatives constitutionnelles. Voilà pourquoi la nouvelle proposition de texte prévoit de limiter dans le temps la validité des règlements et la durée de l'état de crise.

La proposition de révision, tout en étendant les cas de crise dans lesquels l'exécutif peut prendre, dans une situation d'urgence, des règlements dérogatoires, même à des lois existantes, et ce en toutes matières, vise par ailleurs à maintenir, dans ces hypothèses, l'équilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif inhérent au régime parlementaire et sauvegarde les attributions de la Chambre des Députés.

L'action du pouvoir exécutif reste entièrement soumise au contrôle politique de la Chambre des Députés et au contrôle juridictionnel des tribunaux, ceux-ci étant en vertu de l'article 95 de la Constitution en charge du contrôle de légalité des règlements grand-ducaux. Un recours en annulation contre les règlements de-

vant les juridictions administratives est également admis dans les conditions fixées par la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Ce contrôle concerne également leur conformité à la Constitution et aux traités internationaux.

Si les règlements pris par le Grand-Duc sur le fondement de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution peuvent déroger à des lois existantes, même dans le domaine réservé par la Constitution à la loi, ils doivent respecter les normes juridiques supérieures du droit national et international.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 20.01.2016

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Alex Bodry):

21.09.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation de la proposition de révision
Examen de l'avis du Conseil d'État

06.10.2016 Continuation des travaux

10.10.2016 Continuation des travaux

26.10.2016 Continuation des travaux

09.11.2016 Présentation et adoption d'un amendement

07.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.02.2017 Examen de la prise de position du Gouvernement

01.03.2017 Présentation et examen d'une proposition d'amendement



08.03.2017 Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
03.05.2017 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 01.06.2017
Second vote constitutionnel: 11.10.2017
Loi du 13 octobre 2017
Mémorial A: 2017, n°908, page 1

LTPS Strassen

7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen

Le projet de loi autorise le Gouvernement à procéder à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé, de logements pour étudiants et jeunes et d'un hall des sports

pour le Centre de logopédie à Strassen. Les dépenses engagées à cette fin ne peuvent dépasser le montant de 109.400.000 euros

La participation étatique dépasse le seuil des 40 millions d'euros prévu par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et requiert dès lors l'approbation de la Chambre des Députés en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.05.2017

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

06.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017
Loi du 21 septembre 2017
Mémorial A: 2017, n°866, page 1

Code de la consommation

7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation

Cette future loi apporte diverses modifications ponctuelles au Code de la consommation.

Ainsi, en réaction à une procédure dite EU-Pilot lancée par la Commission européenne à l'égard du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la transposition en droit national de la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs, des sanctions jugées non dissuasives sont renforcées par des sanctions pénales.

Sur base des recommandations de la Commission européenne, et alors que jusqu'à présent certaines obligations n'étaient sanctionnées en cas de non-respect par le professionnel que par la nullité du contrat conclu avec le consommateur, des peines d'amende sont introduites.

L'article L.213-2 du Code de la consommation est également modifié, afin de l'aligner, d'une part, sur le texte de la directive 2011/83/UE et,

d'autre part, de remplacer le délai de remboursement précis (30 jours) y prévu par une formulation en ligne avec la directive relative aux droits des consommateurs.

Les autres modifications au Code de la consommation répondent à des considérations d'application pratique de deux dispositions (L.112-3 paragraphe 1^{er} et L.212-6).

D'un côté, en ce qui concerne l'obligation d'indiquer les prix de vente à l'unité de mesure, pour les produits lessiviels et uniquement pour cette catégorie de produits, la faculté d'indiquer le prix également par unité de lavage pour une charge normale de lave-linge est introduite.

D'un autre côté, pour des biens d'occasion, l'obligation d'une « négociation individuelle » d'une éventuelle clause contractuelle écrite entre le professionnel et le consommateur lorsqu'il s'agit de fixer une garantie plus courte que la garantie légale de deux ans (sans qu'elle ne puisse être inférieure à un an) a été supprimée.

des mesures telles que le revenu minimum garanti (RMG), devront être affectés à la création d'emplois destinés aux chômeurs de longue durée dont les chances de retrouver un emploi sur le marché du travail ordinaire sont faibles, voire nulles. Cette approche permettra de sortir les chômeurs de la précarité en leur offrant un contrat à durée indéterminée.

L'État est donc disposé à aider à la création de nouveaux emplois dans le secteur public, parapublic ou social répondant à de vrais besoins. Ces emplois doivent être nouveaux, ne pas viser des remplacements d'emplois existants et surtout ne pas créer des situations de concurrence déloyale par rapport au secteur marchand.

Le dispositif introduit par le présent projet de loi s'adresse aux demandeurs d'emploi âgés de 30 ans au moins, inscrits à l'ADEM et sans emploi depuis au moins douze mois.

Le Fonds pour l'emploi remboursera 100 pour cent des frais salariaux, plafonnés à 150 pour cent du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, pour la première année, de 80 pour cent l'année suivante et 60 pour cent la troisième année. Le salaire ne sera donc pas limité d'office au niveau du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, mais devra prendre en compte la grille de salaires existante.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de longue durée âgés de plus de 50 ans, le remboursement concernera 100 pour cent des frais salariaux, plafonnés à 150 pour cent du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, jusqu'au jour de l'attribution au salarié d'une pension de vieillesse.

Le dispositif ainsi créé est réservé aux emplois nouvellement créés par l'État, par un établissement public, par une commune, par un syndicat communal, par une société d'impact social dont le capital social est composé à 100 pour cent de parts d'impact, par une association sans but lucratif ou par une fondation.

Dans une première phase, et jusqu'à la fin de la première année au cours de laquelle le présent projet de loi entre en vigueur, le nombre de contrats à durée indéterminée pour lesquels cette nouvelle aide peut être accordée est limité à 150 - ce qui permettra d'assurer une mise en œuvre adéquate du dispositif et d'évaluer la charge qu'il représente pour le Fonds pour l'emploi. Pour les années suivantes, le nombre de postes sera fixé d'année en année par le biais de la loi budgétaire couvrant l'année en question.

Le dispositif créé par le présent projet de loi n'est pas destiné à se substituer ni aux initiatives sociales, ni aux OTI, ni aux mesures qui existent dans le secteur privé et dont la finalité est la réinsertion professionnelle de personnes reclassées ou à capacité de travail réduite. Le nouveau dispositif est également complémentaire au revenu d'inclusion sociale (Revis) qui fait l'objet d'un projet de loi¹ et qui est appelé à remplacer le revenu minimum garanti.

¹ Doc. parl. 7113 : Projet de loi relatif au Revenu d'inclusion sociale et portant modification 1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

Le présent projet de loi prévoit d'autres modifications au Livre V du Code du travail:

- En ce qui concerne la prolongation des indemnités de chômage complet, le projet de loi introduit une différenciation entre la participation des chômeurs à des stages ou cours et la participation à des travaux d'utilité publique afin d'éviter des prolongations excessives de périodes de chômage par une mesure qui est une mesure d'occupation pendant la période de chômage visant à éviter une certaine inactivité.

- Par ailleurs, la durée des occupations temporaires indemnisées des chômeurs indemnisés âgés de moins de 50 ans est limitée à six mois renouvellements compris au lieu de douze mois renouvellement compris. Afin d'éviter que des postes permanents soient occupés pendant de longues périodes par des chômeurs indemnisés, le promoteur ne peut que bénéficier d'une seule occupation temporaire indemnisée pour un même poste sur une durée de douze mois.

- Dorénavant, les suppléments légaux ou conventionnels prévus pour certaines sortes de travaux doivent également bénéficier aux chômeurs occupés à des tâches d'utilité publique dans le cadre de l'occupation temporaire indemnisée, sans que ces suppléments ne soient considérés comme revenus accessoires en matière de chômage complet.

- Pour les chômeurs âgés de plus de 50 ans la possibilité de continuer l'occupation temporaire indemnisée par tranches de douze mois, le cas échéant jusqu'à la retraite, est maintenue, sans passage du bénéficiaire de l'OTI dans une mesure sociale.

- Dorénavant, le chômeur âgé de plus de 50 ans qui se trouve dans une occupation temporaire indemnisée pourra continuer à profiter de l'indemnité complémentaire.

- Le projet de loi vise également à élargir les catégories d'âge des bénéficiaires du stage de professionnalisation aux demandeurs d'emploi âgés de 30 ans au moins. Parallèlement, la période d'indemnisation de chômage complet est allongée d'une période égale à la durée effective du stage.

- Dans le contexte de l'aide à l'embauche des chômeurs âgés le projet de loi supprime le remboursement de la part assurée des cotisations de sécurité sociale aux employeurs - remboursement qui n'était pas justifié puisque la part de l'assuré des cotisations de sécurité sociale n'était pas à charge des employeurs.

2. de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

3. de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

4. de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt par Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie, le 01.06.2017
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
14.09.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

05.10.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2017

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.06.2017

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

12.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

06.07.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

10.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°684, page 1

Lutte contre le chômage

7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée

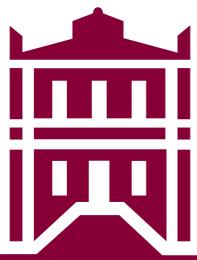
Le présent projet de loi introduit au Code du travail un dispositif encourageant la création d'emplois d'insertion à durée indéterminée s'adressant aux demandeurs d'emploi de

longue durée. Ainsi, le projet de loi a comme objectif de transformer des emplois précaires en véritables emplois, respectivement de créer des emplois réels correspondant à de vrais besoins tout en réduisant le nombre de chômeurs de longue durée.

La démarche consiste à investir dans l'emploi au lieu de financer le chômage. Les fonds qui actuellement servent à financer les indemnités de chômage ou des mesures temporaires, voire



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et Instagram



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018
- M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Composition des organes de la Chambre des Députés
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Discours de M. le Président
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Changements de composition des commissions parlementaires
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Communications
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
- Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits
- Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas
- Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass genee dräi Auer, et ass den zweeten Dënschdeg am Oktober: Ech maachen heimat d'Sézung op a ginn direkt d'Wuert weider un den Här Statsminister.

2. Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, fir d'Éischt ze soen, dass haut e speziellen Dag ass. Et ass den Dag vun eiser Commémoration nationale a mir sollen dat net vergiessen. Wann déi Leit deemools net gekämpft hätten, wiere mer vläicht haut net an enger Demokratie, wou mer zesumme kéinten eng Ouverture vun enger Chamber maachen. Ech wollt dat ervirsträchen.

Par Arrêté grand-ducal, Här President, vum 3. September 2017 huet de Grand-Duc mer d'Pouvoir ginn, fir d'Sézioun 2016-2017 zouzemaachen an, par la même occasion, och d'Sézioun 2017-2018 vun dëser Chamber opzemaachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Premierminister. Ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun. Domat ass déi ordinär Sézioun 2016-2017 ofgeschloss an déi ordinär Sézioun 2017-2018 ass opgemaach.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun de Mëtteg ginn, hu mer nach eng Rei vun eegeenen Ugeleeeënheiten ze regelen an ze klären. Fir d'Éischt emol d'Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber.

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi den éischte Paragraf vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement et virgesäit, maache mer Folgendes: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus» fir de Bureau. Ech froen deemno d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bäibehale wëllt oder och net.

Wëllt d'Chamber d'Zesummesetzung bäibehalen?

(Assentiment)

Ass dat esou decidéiert? Dann halen ech dat fest.

De Bureau bleibt deemno fir d'Sézioun 2017-2018 a senger jëtzege Zesummesetzung bestoen, dat heescht d'Madamm Simone Beissel als Vizepräsidentin, den Här Laurent Mosar als Vizepräsident an den Här Henri Kox ebenfals als Vizepräsident. D'Membere bleiwen den Här Alex Bodry, den Här Eugène Berger, den Här Michel Wolter, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Marc Angel, den Här Gilles Roth an den Här Claude Wiseler. Ech selwer bleiwe President a Generalsekretär bleibt den Här niewent mir, den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi et am Artikel 7 vum Chambersreglement virgesinn ass, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Zweetens musse mer d'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents bestätegen.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz war bis elo: ech selwer als President souwéi d'Fraktiounspräsidenten, déi Häre Claude Wiseler, Alex Bodry an Eugène Berger, an d'Madamm Viviane Loschetter.

Géife mer och déi Zesummesetzung bestätegen?

(Assentiment)

Merci. Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech lech och am Numm vun de Membere

vum Bureau an der Presidentekonferenz a selbstverständlech och vun eisem Generalsekretär Merci fir Aert Vertrauen.

4. Discours de M. le Président

Dës nei Sézioun ass eng Sézioun no de Wahlen grad wéi eng Sézioun virun de Wahlen. D'Gemeingewahlen, bei deenen iwwer zwee Drëttel vun lech derbäi waren, sinn eriwuer, fir déi eng méi positiv - Felicitatiounen! -, fir déi aner e bësse manner gutt - Courage!

Fir déi eng wéi fir déi aner gëllt et elo erëm, hei am Haus unzerappen. Et waart an deenen nächsten zwielef Méint bis zu de Legislativwahlen vill Aarbecht op eis. A vläicht gëtt et dowéinst och emol e bësse méi animéiert. Ech wënschen eis alleguer interessant a fair Debatten am Respekt vun deem anerem, esou wéi mir dat hei am Haus gewinnt sinn.

De leschte Freideg huet d'Presidentekonferenz de Bilan vun den Aarbechte vun der Sézioun 2016-2017 presentéiert an och den Ausbléck op déi nei Sézioun gemaach an ech brauch dat op dëser Plaz net méi ze maachen.

Wéi gesot, kéint en aarbechtsintensivt Joer op eis zou - Deputéiert a Personal. Wa mir déi Aarbecht an där kuerzer Zäit, déi eis an dëser Legislaturperiode nach bleift, beschmëglech maache wëllen, dann ass et wichteg, dass déi Aarbecht gutt preparéiert a geplangt ass an dass Regierung, Chamber, Conseil d'État an och eist Personal Hand an Hand schaffen. Och am Wahljoer wëllen a wäerte mir näischt an dëser Chamber iwwert de Knéi brieren. Mir scheien d'Aarbecht net, och wann et méi spéit gëtt an och wann déi Sézioun e bësse méi laang gëtt, mä mir wëllen déi Aarbechten esou gutt ewéi mëglech hei kënnen evakuéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Statsminister huet et gesot: Haut ass net nëmmen d'Rentrée parlementaire, mä och den nationale Commémorationsdag, wou mir besonnesch un déi Leit denken, deenen hirem Courage an hiren Affer mir Fridden, Fräiheet an Demokratie, och an dësem Haus vun der Demokratie, verdanken.

Mir hunn d'Chance, fir an engem fräien, demokratesche Land ze liewen. A ganz Generatione vun eis hunn ni missen déi Grujlegkeete vu Krich an Ennerdréckung erliewen. Dat ass eng Chance, mä och eng Verflichtung, fir alles ze maachen, fir esou Drame bei eis an dobaussen ze verhënneren an eis deenen an de Wee ze stellen, déi eis Grondfräiheeten a Fro stellen an Haass priedegen.

Dat gesot, schloen ech lech vir, elo zu eisem normale Programm iwwerzegoen.

5. Changements de composition des commissions parlementaires

Do geet et da fir d'Éischt ëm d'Kompositioun vun de Chamberskommissiounen. Gëtt et do ausser deem, wat ech matgedeelt kritt hunn, keng Ännerungen? Gëtt et do Propositionen, déi hei an der Chamber nach gemaach ginn?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da bleift et bei där Zesummesetzung vun eise Kommissiounen an d'Gesamtlescht vun de parlamentaresche Kommissiounen gëtt an eisem Compte rendu festgehalten.

6. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation

Da komme mer zur Zesummesetzung vun de Delegatiounen vun eisem Parlament an internationalen Assembléeën an Institutiounen. Hei hu mer eng nei Delegatioun, déi mer haut confirméiere sollen op Propositionen vun der Conférence des Présidents. Et handelt sech dobäi ëm eis Delegatioun beim Groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé a Saachen Euro-pol, dem „Joint Parliamentary Scrutiny Group“.

Als effektiv Membere ginn hei déi Häre Marc Angel a Jean-Marie Halsdorf proposéiert an als Suppléanten déi Häre Claude Adam a Fernand Kartheiser.

Ass d'Chamber mat där Zesummesetzung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Gëtt et nach Propositionen vun lech, wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Assembléeën ugeet?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Och hei gëtt déi gesamt Lescht am Compte rendu verëffentlecht.

7. Communications

Da maachen ech, wéi gewinnt, déi normal Kommunikatiounen un d'Chamber:

1) D'Lescht vun deenen nei parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lescht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung an der Administratioun agaan sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

3) D'Lescht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 10 octobre 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25.07.2017

7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 25.07.2017

7162 - Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 03.08.2017

7163 - Projet de loi relatif au régime fiscal de la propriété intellectuelle et modifiant

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

7164 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/4/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014 et portant:

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; et

3. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et



du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017

7166 - Projet de loi

- portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017

7167 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant

1) le Code pénal;

2) le Code de procédure pénale;

3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 10.08.2017

7168 - Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification

1) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

2) de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la police;

4) de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995; - de l'accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité de l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

5) de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

6) de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle;

7) de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement;

8) de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire;

9) de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière;

10) de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés;

11) de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, et

12) de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 10.08.2017

7169 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 10.08.2017

7170 - Projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 17.08.2017

7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique et modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 21.08.2017

7172 - Projet de loi

1. relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultants de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance;

2. relative à la gestion des déchets radioactifs, du transport de matières radioactives et de l'importation;

3. portant création d'un carnet radiologique électronique

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 24.08.2017

7173 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre des Sports, le 01.09.2017

7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. Serge Wilmes, Député, le 01.09.2017

7175 - Projet de loi portant approbation de

1. l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017

2. l'accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7176 - Projet de loi portant approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Luxembourg, le 21 novembre 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7177 - Projet de loi portant approbation de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gächel le 4 juillet 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7178 - Projet de loi portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles le 16 février 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction d'interdiction de dissimulation du visage dans certains lieux publics

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 05.09.2017

7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une administration du personnel de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.09.2017

7181 - Projet de loi portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.09.2017

7182 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;

5) de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7) de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9) de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 08.09.2017

7183 - Projet de loi portant création du Centre pour la sécurité, la santé et la qualité de vie au travail dans la fonction publique, portant modification

a) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de

l'État, dans les établissements publics et dans les écoles;

c) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État et

d) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant création de l'Administration des services médicaux du secteur public

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 08.09.2017

7184 - Projet de loi portant création de la Commission nationale pour la protection des données et la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 12.09.2017

7185 - Projet de loi portant approbation de «Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems, signed at Luxembourg, on the 20th June 2017»

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.09.2017

7186 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 15.09.2017

7188 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2) de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.09.2017

7189 - Projet de loi portant création d'un Institut public d'aide à l'enfance et à la jeunesse

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.09.2017

7190 - Projet de loi portant approbation du protocole portant amendement du Traité sur un système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS) et la déclaration conjointe, faits à Luxembourg le 8 juin 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017

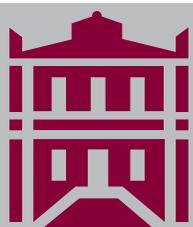
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

7192 - Projet de loi portant approbation du protocole n°15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 24 juin 2013

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

830 - Demande de pétition publique: Ethisch-moralische Verpflichtung der Politiker zur Offenlegung ihrer Finanzen

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

831 - Demande de pétition publique: Offenlegung und Anpassung der Gemeindeausgaben ans 21. Jahrhundert

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

832 - Demande de pétition publique: Begrenzung und Anpassung der Geschwindigkeit für Transportmittel über 3,5 Tonnen

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

833 - Demande de pétition publique: Gleichbehandlung der Bürger RMG und Arbeitslose

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

834 - Demande de pétition publique: Anstrengung um eventuell Kartellabsprachen bei öffentlichen Angeboten entgegenzuwirken und Ausgaben zu reduzieren

Dépôt: M. Guy Wagner, le 17.07.2017

835 - Demande de pétition publique: Regroupement des fratrices à l'école

Dépôt: Mme Sylvie Ferreira, le 19.07.2017

836 - Demande de pétition publique: Annulation pétition 832

Dépôt: M. Marc Remy, le 26.07.2017

837 - Demande de pétition publique: Remplacer la limite actuelle de vitesse (90 km/h) par une limite de vitesse à 110 km/h dans les tunnels sur autoroute

Dépôt: M. Laurent Terrassier, le 28.07.2017

838 - Demande de pétition publique: Gesetzesänderung bei Vergewaltigung an Minderjährigen

Dépôt: M. Sylvain Backes, le 30.07.2017

839 - Demande de pétition publique: Amendes de stationnement sur emplacements de livraison plus sévères

Dépôt: M. David Mariotto, le 07.08.2017

840 - Demande de pétition publique: 180 km/h sur les autoroutes à partir de 22:00h le soir jusqu'à 6:00h le matin

Dépôt: M. Kevin Raach, le 09.08.2017

841 - Demande de pétition publique: Keen Tarif de nuit (d'urgence) an der Apdikt fir Kanner

Dépôt: M. Mike Gira, le 13.08.2017

842 - Demande de pétition publique: Aféiere vun engem eenzege Wahlbezierk fir ganz Lëtzebuerg

Dépôt: M. Andy Humbert, le 30.08.2017

843 - Demande de pétition publique: Begrenzung der Aufbewahrungszeit von personenbezogenen Daten

Dépôt: M. Nermin Skrijelj, le 31.08.2017

844 - Demande de pétition publique: Entkriminalisierung vu Bouneweg, décriminalisation de Bonnevoie

Dépôt: Mme Milica Spica, le 31.08.2017

845 - Demande de pétition publique: Constitution d'une liste publique pour promoteurs malhonnêtes

Dépôt: M. Armand Bandiera, le 05.09.2017

846 - Demande de pétition publique: Roude Léiw, huel se

Dépôt: M. Carlo Bretz, 05.09.2017

847 - Demande de pétition publique: Introduction d'un cours de premiers secours dans les écoles et lycées

Dépôt: Mme Catia Neves da Costa, le 06.09.2017

848 - Demande de pétition publique: Limiter, signaler et indexer les rues/routes empruntables par les participants de la circulation ne disposant pas d'un moteur capable de dépasser une vitesse de 50 km/h

Dépôt: M. Peter Freitag, le 06.09.2017

849 - Demande de pétition publique: Polizeibüro rund um die Uhr in der Gemeinde Pétingen

Dépôt: M. Marc Goergen, le 10.09.2017

850 - Demande de pétition publique: Cours obligatoires en alimentation à l'enseignement secondaire - Obligatoresche Cours an de Lycéeën iwwert d'Ernährung - Verpflichtender Ernährungsunterricht an den Schulen

Dépôt: M. Kevin Berna, le 10.09.2017

851 - Demande de pétition publique: Pétition contre l'implémentation obligatoire des compteurs communicants (smartmètre modèle Smarty au Luxembourg) sur l'ensemble du réseau national d'électricité dont sur les réseaux de gaz et d'eau

Dépôt: M. Filipe Loureiro Marques Pinto, le 11.09.2017

852 - Demande de pétition publique: Recours collectif (action collective ou action de groupe)

Dépôt: Mme Silvia Vidal Munoz, au nom de Touring Association Luxembourg, le 11.09.2017

853 - Demande de pétition publique: Résolution des problèmes de mobilité et de transport via l'immobilité - Décentralisation, télétravail, plages horaires mobiles

Dépôt: M. Gabriele Catini, le 14.09.2017

854 - Demande de pétition publique: Pour la mise en loi d'une obligation de paiement de pourboire à partir d'un pourcentage prédéfini, dans des domaines du travail spécifiques comme par exemple la restauration ou la livraison

Dépôt: M. Patrick Papillo, le 17.09.2017

855 - Demande de pétition publique: Adaptation du temps pour pratiquer du jet-ski sur le territoire luxembourgeois de la Moselle

Dépôt: M. Serge Backendorf, le 18.09.2017

856 - Demande de pétition publique: Maintien de la possibilité de se prononcer aux urnes en cas de domicile à l'étranger

Dépôt: M. Carlo Schneider, le 18.09.2017

857 - Demande de pétition publique: Remplacer le système de files d'attente des centres de contrôle technique (SNCT) par un système qui ne requiert pas le déplacement des véhicules

Dépôt: M. Tom Leclerc, le 18.09.2017

858 - Demande de pétition publique: Donner une identité à l'aéroport

Dépôt: M. Francois Grataloup, le 19.09.2017

859 - Demande de pétition publique: Pour des accises beaucoup plus élevées sur le diesel

Dépôt: M. Luc Scholtes, le 24.09.2017

860 - Demande de pétition publique: Soulager les futurs locataires

Dépôt: M. Joao Lima Da Cruz, le 24.09.2017

861 - Demande de pétition publique: Résiliation de la convention „UEBL - Union économique belgo-luxembourgeoise“

Dépôt: M. Joao Lima Da Cruz, le 24.09.2017

862 - Demande de pétition publique: Sanctions pour les chauffeurs sous l'influence de l'alcool

Dépôt: M. Bruno Giallombardo, le 24.09.2017

863 - Demande de pétition publique: Permis de conduire provisoire/probatoire pour jeunes conducteurs

Dépôt: M. Mariano Neves Pires, le 25.09.2017

864 - Demande de pétition publique: Sécurité sur nos routes nationales

Dépôt: M. Joseph Colazzo, le 27.09.2017

865 - Demande de pétition publique: Voiture électrique exemptée de la TVA

Dépôt: M. Ernad Agovic, le 28.09.2017

866 - Demande de pétition publique: Sécurité routière

Dépôt: M. Marco Neves da Silva, le 28.09.2017

867 - Demande de pétition publique: Français: Pour la protection de l'enfant et de la dignité humaine et contre le projet de loi n°6568A sur la PMA (procréation médicalement assistée avec le sperme d'un tiers donneur) et la GPA (gestation par une mère porteuse qui abandonne l'enfant à un commanditaire); Deutsch: Für den Schutz des Kindes und der menschlichen Würde, gegen das Gesetzesprojekt Nr 6568A betreffend die medizinische Fortpflanzung mit Drittspendern (künstliche Befruchtung mit Sperma eines Dritten) und die Leihmutterchaft (GPA - Austragen eines Kindes durch eine Leihmutter, die ihr Kind hergibt an einen Auftraggeber)

Dépôt: M. J.-Jacques Lorang au nom de „Initiative Schutz fir d'Kand a.s.b.l.“, le 29.09.2017

8. Ordre du jour

Da géif ech d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour, deen d'Präsidentekonferenz vum leschten Donneschdeg proposéiert huet, d'accord ass.

(Assentiment)

Déi Propositione sinn uegheoll.

9. 7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Déclaration de recevabilité

Dann nach kuerz ee Punkt - ech hätt dat och kënnen virhuelen, mä ech huelen dat dann elo, de Generalsekretär huet ganz gutt opgepasst -, hei geet et em d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi. An hirer Reunioun vum 5. Oktober 2017 huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 7174 ausgeschwat. Et geet do em den Aménagement communal a si ass abruucht gi vum Här Serge Wilmes.

Schléisst d'Chamber sech dem Avis vun der Präsidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen Ordre du jour hu mer scho geneemegt an da géife mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7091 iwwert d'Uebstplanzen. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur vum Projet, den Här Gusty Graas.

10. 7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, 1990 hate mer hei zu Lëtzebuerg 57 ha Bongerten, 2015 waren et der schon 163. De Moment hu mer eng ronn 20 Betriber, déi intensiv 62 ha bewirtschaften. 2014 goufen insgesamt 3.000 Tonnen Uebst, hei zu Lëtzebuerg produziéiert, virun allem Äppel, Biren a Prommen. Mä dat mécht allerdéngs nëmmen 0,7% vun der gesamter Agrarproduktioun hei zu Lëtzebuerg aus. Dat ass natierlech net ganz vill, mä trotzdem sollt een dee Marché awer hei net ënnerschätzen. An ech wëll virun allem op den europäeschen Niveau hiweisen, wou d'Produktioun vun Uebst allerdéngs e ganz héije Stellewäert an der ganzer Agrarproduktioun huet.

Haut befaasse mer eis mat engem Gesetz iwwert de Commerce vu „Vermehrungsmaterial“ vun Uebstplanzen. Ech ginn éierlech zou, ech hu kee bessert lëtzebuergesch Wuert fonnt, et schéngt esou awer richtig ze sinn. Dat heescht, mir schwätzen hei virun allem vu Som vu Planzen, zu deenen och d'Porte-greffé gehéieren. Et ass evident, datt virun allem och an deem Beräich ganz héich Qualitätsstandarde mussen zielen, well sech jo virun allem um Niveau vun der Uebstproduktioun awer ganz séier kënnen Krankheete breetmaachen.

De Projet de loi ass an eiser Kommissioun an deem Sënn diskutéiert ginn an de 5. Mee 2017 gouf de President vun der Kommissioun als Rapporteur benannt. Em wat geet et genee? Mä hei geet et virun allem drëm, fir eng nei legal Basis ze schafen. D'europäesch Direktiv 2008/90 war zu Lëtzebuerg émgasat ginn duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 18. Abrëll 2010. An der Tëschenzäit sinn awer dräi nei EU-Direktiven zréckbehale ginn an dowéinst hu mer och gemengt, et wier elo gutt, wann ee géif en eegene legale Kader schafen. Duerfir erlaabt och dat Gesetz eis haut, en neit groussherzoglecht Reglement ze stëmmen (veuillez lire: Duerfir erlaabt eis och dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, en neit groussherzoglecht Reglement ze kréien), wat u sech méi genee detailléiert Prescriptiounen vun deenen dräi Direktiven zréckbehält. Deen neie juristesche Kader definéiert u sech och déi nei penal Sanktiounen an och d'administrativ Mesuren.

Et handelt sech bei deem Gesetz also prioritär em Adaptatiounen vum groussherzoglecht Reglement vun 2010. Ech wëll awer elo direkt ënnersträichen, datt dat Gesetz hei net fir Planze gëllt, déi ausserhalb der Europäescher Unioun exportéiert ginn, an och fir OGM-Planze ginn et zousätzlech Oplagen.

D'Produzenten hei zu Lëtzebuerg mussen hir Planze jo virun allem bei auslännesche Pepiniëre kafen. Mir wollten awer hunn, datt déi net professionell Entrepreneuren net ze vill Contractéiert sollten operuecht kréien. Si brauchen duerfir, am Contraire zu deenen anere Fournisseuren, net enregistriert ze ginn. Mir wëllen näamlech och an Zukunft nach hei zu Lëtzebuerg eng gewisse genetesch Diversitéit vun Uebstplanzen behalen. Dowéinst gëtt déi Lëscht vun Zorte vun Uebst, déi dodrënnerfalen, an déi annexéiert ass un d'Gesetz, allerdéngs limitéiert. Déi Zorten an d'Reproduktionsmaterial wéi och d'Hybride kënnen just op déi Lëscht kommen, wa se zertiféiert sinn oder wa se duerch den offizielle Contrôle vun CAC-Mate-

rial examinéiert goufen. CAC heescht iwwergens „conformitas agraria communitatis“.

D'Fournisseuren hei zu Lëtzebuerg ginn allerdéngs och autoriséiert, fir zu sougenannten „wëssenschaftlechen“ Zwecke Planzen ze benotzen. Déi kënnen dann och deementsprechend an de Commerce kommen. Wat awer wichteg ass: datt fir eis elo hei d'Garantie gellwärt gëtt, datt fir d'Pepiniëren déi Konditiounen, déi se mussen respektéieren beim Akaf vu Planzen am Ausland, méi kloer sinn. An ech denken hei virun allem un déi ekonomesch besonnesch wäertvoll Uebstskulturen. Esou mussen och d'Fournisseuren all schiedlech Organisme bei den zoustännegen Autoritéite mellen. Gegebenenfalls mussen si och Echantillonen an de Laboratoire schécken. Och mussen se mindestens während dräi Joer e Verkafs- an och en Akafsregëster féieren, soudatt u sech d'Tracabilitéit vun alle Wuere garantéiert ass.

Da gëtt och nach e Regëster vun deenen eenzelnen Uebstzorte gefouert. Eng Zort muss iwwergens offiziell an engem EU-Memberstat enregistriert sinn oder virun dem 30. September 2012 bei eis oder an engem aneren EU-Stat am Verkaf gewiescht sinn.

Während der Vegetationszäit oder der Recolte mussen d'Vermehrungsmaterialien an d'Uebstplanzen a getrennte Louse gefouert ginn. A wann d'Produkte fir en net professionelle Consommateur geduecht sinn, da brauch den Etiquetage nëmmen elementar Informatiounen ze enthalten. Ze bemerken ass allerdéngs nach eng Kéier, ech wëll dat hei ënnersträichen, datt bei genmodifizéierte Planzen dat op alle Fall muss ganz kloer op der Etikett gekennzeechent sinn. An Uebst a Vermehrungsmaterial vu klengen Produzenten, wat just fir de Gebrauch un net professionelle lokale Marché geduecht ass, ass allerdéngs vun dese Kontrollen dispenséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 11 vun deemem Projet de loi geet et dann em Produkter aus Drëttlänner ausserhalb der Europäescher Unioun. An deem Fall kann dann déi national Autoritéit, an dat ass an deemem Fall de Service horticulture vun der ASTA, déiselwecht Konditiounen applizéieren, wéi se och fir Produkter an der Annexe I virgesi sinn. A wann op EU-Niveau keng esou Contrainten oder Konditiounen bestinn, da kënnen déi national Bestëmmungen dee Moment och applizéiert ginn. All déi aner Planze gi jiddefalls bei hirer Produktioun kontrolléiert.

Déi responsabel staatlech Servicer hunn natierlech och zu alle Stonnen Zougang zu de Produktiounsinstallatiounen, dat allerdéngs just, wann e Verdacht op eng Infraction grave besteet. Si kënnen sech dann e Regëster froen, si kënnen Echantillone vun deenen eenzelne Planzen huelen, si kënnen Fotoe maachen a si kënnen och souguer Saisië vun de Produkter maachen. A wann eng Saisië iwwer dräi Méint Bestand huet, da kann d'Gericht decidéieren, datt déi Planze kënnen zerstéiert ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt déi zoustänneg Kontrollbeamten natierlech mussen eng spezifesche Formatioun kréien. Si hunn natierlech, wéi dat an deene Fäll do ëmmer ass, de Statut vum Officier de police judiciaire.

Da ginn natierlech an deem Gesetz och Sanktiounen opgelëscht. Et ass evident: Wa Kontrolle gemaach ginn, da mussen déi och sanktionéiert ginn, déi sech net un d'Regelen halen. Ech wëll hei virun allem op den Artikel 16 hiweisen, wou och Avertissements taxés virgesi sinn. Do ass de Minimum 25 Euro an de Maximum 250 Euro. De Conseil d'État war éischer der Meinung, mer sollten dat op 1.000 Euro eropsetzen. Mir hunn allerdéngs an der Kommissioun d'Meenung vuetratt, datt ee sollt bei 250 Euro bleiwen, well wann een de Seuil eropsetzt, riskéiert een, datt eng Rei Leit vläicht net bezuelen an der Hoffnung, dass den Tribunal eng mander héich Strof aussprieche géif. An den Artikel 17 befaasst sech dann och mat den administrative Sanktiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer och nach e kuerzt Wuert iwwert d'Avisen hei verléieren, déi duerch d'Bank alleguer positiv waren. D'Chambre de Commerce begreißt dést Gesetz. Mir hu souguer eng Rei textuell Propose vun där Chamber iwwerholl. Och d'Landwirtschaftskummer weist sech ganz zefriden.

Dann huet de Conseil d'État a sengem Avis vum 28. März 2017 dräi Oppositions formelles ausgeschwat, deene mer och alleguer Rechnung gedroen hunn. Do war ënner anere gefuerdert ginn, datt, wéi gesot, déi Uebstzorten och missten an engem Annexe an dem Gesetz herno drugehaange ginn. Eng



klassem Opposition formelle, wéi ee se a villen anere Gesetzer och begéint, war déi, datt eng Referenz op e Règlement grand-ducal gemaach gi war. Dann hat de Conseil d'État och nach Problemer mam fënnefte Paragraf vum Artikel 15, wou et ëm Sanktiounen gaangen ass. Wéi gesot, mir hu selbstverständlech deenen dräi Oppositionen och Rechnung gedroen.

De Conseil d'État huet zu deem Gesetz hei eng Rei textuell Propose gemaach, déi mer och iwwerholl hunn, a virun allem huet en den Titel vun deem Gesetz gekierzt, dee scho ganz schwéier auszespriechen war. A wéi gesot, ech entschëllege mech, datt mer net ëmmer esou dee richtege Lëtzebuurger Term fir déi technesch franséisch Ausdréck fonnt hunn.

Den Avis complémentaire vum Statsrot war da vum 27. Juni 2017. Den 29. September, elo de leschten 29. September, huet d'Kommissioun dese Rapport unanime ugeholl. Duerfir géif ech lech och bieden, deem éischte Gesetz an der neier Legislativperiod (veuillez lire: Sessioun) Är Ennerstëtzung ze ginn. An ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt e grouse Merci un de Rapporteur. En huet definitiv souzeseen alles gesot. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg net vill Uebstbaueren. Mir hunn 20 Betriber, ronn 60 ha. Fir déi ass natierlech d'Qualitéit vun de Planzen immens wichteg. A mat der Ëmsetzung vun deser Direktiv mat deem Projet de loi wäerte mer déi Qualitéit och kënne garantéieren. Duerfir ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An nächst Riednerin ass d'Madamm Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Merci, Här President. Ech wëll dann och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Wéi gesot, en ass op all Detail agaangen an deem ass näischt bäizefügen, soudass ech och den Accord vun eiser Fraktioun fir de Projet ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun eiser Fraktioun a gläichzäiteg e Merci un de Rapporteur fir den ausféierleche Bericht.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll mech meng Virriedner uschlëssen an och den Accord vun eiser Säit bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann huet den Här Wagner d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wollt just eng generell Remarque maachen, wat d'Registréieren an d'Standardiséiere vun den Aarten a vu Somer ugeet an der EU. Dat ass eng gréisser Diskussioun, wou och souguer Jurisprudence gesprach gi sinn, well et awer eng Gefor kann duerstelle fir d'Biodiversitéit. Ech mengen, vill Leit si sech däreer bewosst.

Deen heite Projet de loi, dee setzt d'Reglementer ëm, e gesäit och Ausname vir fir kleng Produzenten, wat och ze begrëssen ass. Allerdéngs betrëfft dat just e klengen Domän. Dofir wëilt ech awer zum Ausrock bréngen, datt mir trotz deser luewenswäerter Ausnamerege-

lung gréisser Bedenken hunn, wat de Prinzip ugeet. An deementspreechend wäerte mir eis enthalten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An elo huet d'Wuert den Här Landwirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Merci, Här President. Dese Gesetzesprojet ass d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Mat deem Gesetz an deene Reglementer, déi duerno nach wäerte kommen, soll séchergestallt ginn, datt d'Planzematerial, a besonnesch dat, wat fir de professionellen Uebstbau produziéiert a verkaaft gëtt, deene ganz wichtegen Ufuerderunge vu Variétéitsidentitéit a Planzegesondheet soll gerecht ginn.

Och wann et sech hei ëm eng ganz technesch Matière handelt - a grad duerfir erlaben ech mer, fir dem Rapporteur e ganz grouse Merci ze soe fir säi schréftlechen a mündleche Rapport an him ausdrécklech duerfir ze felicitéieren -, ass et awer ganz wichteg, datt mer dëst Gesetz fir eis Uebstbauere kréien. Et ass natierlech wichteg, wëll ech dem Här Wagner soen, grad well et ee ganz sensibele Beräich ass, datt mer eng streng Legislatioun um europäeschen Niveau hunn, besonnesch well eben einfach eis Lëtzebuurger Uebstbaueren an d'Ausland kafe ginn, an datt mer och eng ganz streng Reglementatioun an deem Beräich hunn.

Ech jiddefalls géif d'Chamber bieden, dese Projet unzehuelen. Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7091 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7091 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir hunn 58-mol Jo an 2 Abstentiounen, do mat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

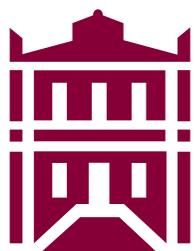
Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da wäre mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm, e bëssen éischer wéi soss, mä haaptsächlech doduerch ze erklären, dass den Owend déi offiziell Feierlechkeet fir den nationale Kommemoratiounsdag ass. Dat gesot, schlëssen ech d'Sëtzung of, a Rendez-vous ass muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 15.24 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel

- Exposé: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution

3. 7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum

- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Taina Bofferding, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»

- Rapport de la Commission juridique: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Cécile Hemmen, M. Edy Mertens, M. Roy Reding, M. Marc Baum

- Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sët-

zung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, Här President, dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dovun Akt an ech géif dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

Et ass d'Proposition 6938, fir den Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung ze änneren. Et sief drop higewisen direkt am Ufank, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen noutwendeg ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Duerfir géif ech dann och direkt dem Auteur-rapporteur d'Wuert ginn, dem Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

2. 6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel

Exposé

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei



dësem Projet oder dëser Proposition de révision dréit et sech ëm eng Neiformuléierung vum Artikel 32.(4) vum eiser Verfassung, dee virgesäit, dass a Krisensituatiounen der Exekutiv zäitlech an inhaltlech begrenzte Befugnisse zougestane ginn, fir iwwer Reglement eng Rei vu Moosnamen ze huelen, ënner anerem och Gesetzer kënnen ze vervollstännegen oder ofzeänneren. Dësen Text ass hei an der Chamber den 1. Juni vun dësem Joer an engem éischte Vott ugeholl ginn. Bei 55 Leit, déi un där Ofstëmmung deelgeholl hunn, hunn der 50 mat Jo a 5 mat Nee gestëmmt.

Ursprung vun deem Ganzen ass eng Proposition de révision, déi ech den 20. Januar 2016 a menger Qualitéit als President vun der Verfassungskommissioun deponéiert hunn, nodeem mer am Virfeld an der Kommissioun iwwert deen Text diskutéiert haten.

Duerno ass an zéng Sitzunge sech mat der Matière beschäftegt ginn. Et ass un eisem éischten Entwurf weider an der Kommissioun geféilt ginn, och opgrond vun deene sëllegen Avisen, déi erakomm sinn, a mir hunn eng nei Versioun presentéiert, déi a wesentleche Punkte vun där ursprénglecher Versioun ofwäicht. Et ass versicht ginn, eng adequat Antwort ze fannen op eng Rei vu gerechtfertegte Kriticken oder Froen, déi sech gestallt si gi mat dem éischten Text.

Wat seet den aktuellen Text vun eiser Verfassung 32.(4)?

Et geet also ëm Pouvoire vum Grand-Duc: «Toutefois, en cas de crise internationale, le Grand-Duc peut, s'il y a urgence, prendre en toute matière des règlements, même dérogatoires à des dispositions légales existantes. La durée de validité de ces règlements est limitée à trois mois.» Enn vum Zitat.

Dësen Text ass relativ rezent, well en ass eréischt den 19. November 2004 an d'Verfassung opgeholl ginn. En ass séngerzäit ënnerstëtzt gi vun den Deputéierten vun CSV, LSAP, DP, déi gréng an ADR.

Dësen Text huet eigentlech déi al Traditioun vun de järeleche Vollmachtgesetzer ersat, déi mer ëmmer Enn des Joers am Dezember hei an der Chamber diskutéiert an ofgestëmmt hunn. Et ass opgrond vun enger Suggestioun vum Statsrot, awer och opgrond vun den terroristeschen Attentater vu Paräis vum November 2015, wou mer als Kommissioun gemeinsam decidéiert hunn, fir d'Revisioun vum Artikel 32.(4), déi och am Kader vun der neier Verfassung virgesi war, déi Revisioun, dass mer déi géife lasseisen an zu enger punktueller Ofännerung vun deem Text vun eiser besteeënder Constitutioun komme loosse.

Wéi dat och a villen aneren europäesche Länner de Fall ass, sollen also reglementaresch Pouvoire vum Statschef a Krisensituatiounen an enger Drénglechkeetssituatioun ausgedeeent ginn, an dat an engem strengen, definéierte Kader, an dat besonnesch ënnert der Kontroll vun der Chamber an och vun de Richter.

Wéi ass elo den neie proposéierten Text, esou wéi d'Kommissioun en zrëckbehalen a wéi och dës Chamber e mat grousser Majoritéit dëst Joer schonn eng éischte Kéier gestëmmt huet?

Ech féieren dat hei op: «En cas de crise internationale, de menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population ou de péril imminent résultant d'atteintes graves à la sécurité publique, le Grand-Duc, après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des députés de légiférer dans les délais appropriés, peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires.

Ces mesures peuvent déroger à des lois existantes. Elles doivent être nécessaires, adéquates et proportionnées au but poursuivi et être conformes à la Constitution et aux traités internationaux.

La prorogation de l'état de crise au-delà de 10 jours ne peut être décidée que par une ou plusieurs lois votées dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution, qui en fixe la durée sans que la prorogation ne puisse dépasser une durée maximale de trois mois.

Tous les règlements pris en vertu de la présente disposition cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise.

La Chambre des députés ne peut être dissoute pendant l'état de crise.» Enn vum Zitat.

Esou wäit also eisen Text.

Deen Text, am Vergläich also och besonnesch mat deene besteeënde Formulatiounen vum Artikel 32.(4), geet an eng aner Richtung an deem Sënn, dass en de Champ d'application méi breet mécht vun der Krisensituatioun, wou e ka spillen, a gläichzäitig awer en anenkt, wat d'Pouvoire vun der Regierung ugeet, well en d'Chamber méi fréi a méi staark an déi ganz Prozedur matabënt.

Noutstands- oder Krisebestëmmunge gëllen an dräi Hypothesen an Zukunft:

Éischstens, an internationaler Kris; dat ass, wat haut scho virgesinn ass.

Zweetens, wann eng reell Bedroung fir d'liewenswichtig Interesse vun engem Deel oder enger ganzer Bevëlkerung virläit.

Oder drëttens, wann eng imminent Bedroung, déi duerch grav Verstéiss géint d'öffentlech Sécherheet entstanen ass, virläit.

Et muss awer virun allem och eng Urgenz festgestallt ginn. D'Krisensituatioun geet net duer, et muss och gläichzäitig eng Urgenz festgestallt ginn. An déi gëtt - dat ass nei - dëst Joer ganz kloer definéiert!

Wann de Grand-Duc se feststellt, dann huet en nëmmen ee Kritär ze berücksichtegen, dat ass, dass d'Chamber sech an der Onméiglechkeet befënt, fir an den néidegen Delaien ze legiferéieren. Dat ass deen eenzege Kritär vun der Urgenz. Wann d'Chamber à même wier, fir dat an den Delaien ze maachen, da kéint, obwuel eng Krisensituatioun géif virleien, deen heiten Artikel net benotzt ginn, well eben déi Drénglechkeet net gi wier an d'Chamber eigentlech an deenen Delaien, wou et néideg ass, déi richteg Dispositiounen kann huelen.

Besteeënd Gesetzer kënnen iwwer Reglement emgéännert ginn an alle Matièreen. Si mussen awer selbstverständlech der Verfassung an den internationale Verträge entsprechen. Den Artikel selwer präziséiert och, dass déi Moosname mussen noutwendeg, adequat a verhältnisméisseg zum verfolge Zil sinn. De Verwaltungsrichter an d'ordinär Gerichter kënnen mat Contestatiounen befaasst ginn, wat d'Applikatioun vun deem Artikel 32.(4) ugeet. A si wäerten dann hir onofhängeg a richterlech Kontroll ausüben.

Nei am Artikel 32.(4) ass och, dass d'Krisensituatioun an der Dauer begrenzt ass. Geet dës Dauer iwwer zéng Deeg eraus - dat ass e ganz kuerzen Delai -, da kann dat net méi weider vun der Regierung decidéiert ginn, ob se nach verlängert gëtt, mä da schwappt déi Kompetenz op d'Chamber iwwer. Eng Chamber, déi dat och net ka mat einfacher Majoritéit decidéieren, mä si muss dat mat enger qualifizierter Zweedrittmajoritéit decidéieren, wéi dat dann haut och bei Verfassungsännerunge virgeschriwwen ass. Also zwee Drëttel vun den Deputéierten mussen mat enger Verlängerung vum État de crise mat d'accord sinn.

Dat gëtt dann iwwer e Gesetz decidéiert. An déi Zweedrittmajoritéit garantéiert och am Normalfall, dass den Zousproch muss méi wäit sinn, wéi déi reng Regierungsmajoritéit ass, well déi am Regelfall zu Lëtzebuerg normalerweis keng Zweedrittmajoritéiten huet. Also mussen zumindest Deeler vun der Oppositioun mat d'accord sinn, fir eng Verlängerung vum État de crise ze stëmmen.

A selbstverständlech garantéiert déi fréi Aschaltung vum Parlament, déi haut net am Artikel 32.(4) virgesinn ass, och, dass eng öffentlech Debatt iwwert dat Ganz stattfënt, dass also och iwwert deen dote Wee eng zousätzlech Kontroll kann duerchgefouert ginn.

D'Parlament kann decidéieren iwwer eent oder méi Gesetzer, deen État de crise ze verlängeren. Mä do ass awer och eng maximal Dauer virgesinn an déi ass eigentlech fir d'Verlängerung dräi Méint, soudass also am Total den État de crise zu Lëtzebuerg héchstens kann dräi Méint an zéng Deeg daueren. Esou Situatiounen, wéi se a Frankräich elo stattfonnt hunn, sinn also mat deem heiten Text zu Lëtzebuerg net méiglech.

D'Parlament behält och während där ganzer Periode seng voll Pouvoiren. D'Parlament kann also zu all Moment d'Regierung interpelléieren, kann zu all Moment Gesetzer stëmmen, kann zu all Moment d'Demissioun vun enger Regierung froen. Dat ass méiglech duerch deen heiten Text. Et gëtt also keng Délégation de pouvoir gemaach, och während dem État de crise, vum Parlament un d'Regierung. D'Parlament bleift also voll handlungsfäeg während dem État de crise.

Spéitstens mam Enn vun der Krisensituatioun verléiere sämtlech Reglementer, déi geholl si ginn, hir Effeten. Si mussen also, wa se sollen en vigueur bleiwen, ersat si ginn duerch Gesetzer, well soss hu se keen Effet juridique méi fir d'Zukunft.

Fir ze verhënnern, dass eng Regierung géif déi Krisensituatioun méissbrauchen, fir sech iwwer virgezunne Wahlen en Avantage ze verschafen oder politesch Kapital draus ze schloen, ass och ausdrécklech elo am neie Verfassungstext präziséiert, dass et net kann zu enger virzäitiger Opléisung vun der Chamber komme während där Periode, wou eben den État de crise spillt.

Deen Text, dee mer hei virschloen, huet an eisen Ae méi Garantie fir d'Rechter vum Parlament, méi Garantien och fir d'Rechter vun eenzelne Bierger wéi deen aktuelle Verfassungs-

text. Säin Uwendungsberäich gëtt zwar erweidert, mä mat zousätzlechen zäitlechen an inhaltlechen Aschränkunge versinn. No zéng Deeg ass d'Chamber an net méi d'Regierung am Zentrum vun deem ganzen Dispositiv.

Dës nei Verfassungsbestëmmung ass an den Ae vun der grousser Majoritéit vun der Kommissioun de beschte Garant géint e permanenten État d'urgence, eng Verankerung vu Fräiheitsaschränkunge permanent am normale Strofrecht oder normale Strofprozeduren.

Dat ass jo eng Entwécklung, déi ee momentan a Frankräich ka beobachten, wou u sech elo d'Regierung zwar den État d'urgence als béent erkläert huet, mä elo an déi normal Gesetzer Elementer vun deenen aussergewöhnleche Moosname vum État d'urgence an dat normal Recht wéllt iwwerhuelen.

Dat ass eng Entwécklung, déi engem muss ze denke ginn, déi iwwerens och déi Lige strooft, déi mengen, jo, vun dem Parlament, do wäeren all Garantie ginn, dass do ni eppes kéint geschéien, wat eng Aschränkung géif bedeide vun eenzelne Rechter vum Bierger. Dat kéint bal nëmmen duerch d'Regierung geschéien.

Et gesäit ee ganz kloer och a Frankräich, wann ee gesäit, mat wat fir enger grousser Majoritéit déi Texter ugeholl si ginn, dass u sech d'Parlament och, deemno wéi déi politesch Situatioun ass oder déi gesellschaftlech Situatioun, net e Rempart ass géint eng Rei vu Verdriungen, déi kënnen an engem Strofrecht mat agebaut ginn.

Ausnamebestëmmunge wéinst enger Noutsituatioun mussen Ausnamebestëmmunge bleiwen. Si dierfen also nëmmen en temporäre Charakter hunn. A si dierfen op kee Fall bagatelliséiert oder verallgemengert ginn.

Mir si mat grousser Majoritéit an der Kommissioun der Meenung gewiescht, dass eben deen neien Text éischer déi dote Garantie gëtt, dass een also nëmmen, wa wierklech eng Noutsituatioun ass, dann an där Nout op déi heiten Instrumenter kann zrëckgräifen, wann d'Chamber net an den néidegen Delaien kann handeln. Mä fir de Rescht, mengen ech, soll een d'Fangere vun deem heiten Artikel loosse.

Et bleift en Artikel, dat war och déi Praxis vun deene leschte Joren, deen nëmmen à titre très exceptionnel ka benotzt ginn, därer benotzt ginn. An ech mengen, och d'Komplexitéit vun deem heite System, wéi mer en hei elo schlussendlech verankert hunn, an déi Aschränkungen, déi mat dra sinn, déi Garde-fouen, déi och mat agebaut si ginn, déi féieren dozou, dass hei net liichtfankeg op déi nei Dispositioun vun der Verfassung kann zrëckgegraff ginn an dass do déi néideg Garantie mat dra sinn, dass dat wierklech nëmmen an enger extremer Urgence, an enger extremer Noutsituatioun ka geschéien.

Am beschte wär et, ech hunn et scho gesot, wann een ni bräicht op deen heiten Artikel zrëckzegräifen, well da wär een eigentlech ni mat enger drénglecher Noutsituatioun als Land konfrontéiert.

Mir sinn awer der Meenung, dass et gutt ass, dass mer esou en Text hunn. Dat gëtt eis eng Handlungsfäegkeet an enger extremer Situatioun, déi vläicht net ëmmer do ass. Mä si bréngt awer och genuch Garantie fir deen Eenzelen a fir d'Rechter och vun de Verfassungsorganen, dass een net brauch ze fäerten, dass hei géif Mëssbrauch gemaach gi mat deem heiten Text.

An duerfir géif ech am Numm vun der Kommissioun proposéieren, dass d'Chamber nach eng Kéier géif am zweete Vott hiren éischte Vott bestätegen an den Accord gi fir deen heiten Text.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Ech wäert elo net nach eng Kéier meng Ried hei vu virun e puer Méint widerhuelen. De Rapporteur huet alles gesot, wat am Fong ze widerhuelen ass.

Mir hunn deemools dee Gesetzestext matgestëmmt. Et ass en equilibrierten Text, deen eist Land a seng Bierger an diverse Krisenzäite besser schütze kann.

Ech wéilt awer kuerz hei drun erënneren, an ech hat dat och deemools a menger Ried gesot, an ech kucken op d'Regierungsbänk, do sollt dee Moosnamekatalog opgestallt ginn. Ech wier wierklech frou, wa mer kéinte gewuer ginn, wou dee Moosnamekatalog elo dru wier.

An ech erënneren och un de Gesetzesprojet 6921 iwwert d'Terrorismusbekämpfung, wou

jo schonn en Avis vum Statsrot war, wou, wann ech dat richtig nogekuckt hunn, dräimol Amendementer scho vun der Regierung ofgi goufen, och opgrond vun Avise vun der Commission pour la protection des données personnelles. Mä mir hunn en nach ni eng Kéier an der Kommissioun virgestallt kritt oder och emol eng Kéier duerdiskutéiert. An ech mengen, et wier och wichtig, datt mer dat géifen zimlech schnell maachen.

Dëst gesot, ginn ech dann och hei nach eng Kéier en Accord. A jiddweree stëmmt jo selwer of.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gloden. Nächst Riednerin ass d'Madam Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt och dem Rapporteur Alex Bodry nach eng Kéier en häreleche Merci soen. En huet eis elo nach eng Kéier déi wichtegst Punkte vun dësem dach sensibele Projet erkläert.

Mir hunn eis ganz vill Méi ginn, wéi mer dat preparéiert hunn. Mir hunn all Wuert praktesch akribesch geprüeft an nach eng Kéier geprüeft a gekuckt, dass keng Differenze kéinten an der Interpretatioun sinn, ebe well et e sensibele Secteur ass.

An ech mengen, den Text, dee mer gemaach hunn an dee mer wierklech jo hei presentéiert hu virun der Vakanz, dat ass dee beschtmeiglechen Text, dee mer konnte maachen, an deen huet jo och den Assentiment vun der Majoritéit vun de Kolléeg mat sech bruecht. An dofir géif ech mech bornéieren, fir wierklech... Et ass alles gesot. Mir droen deen Text, dee mer en äme et conscience ausgeschafft hunn, mat, an ech bréngen hei nach eng Kéier den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Et ass effektiv tëschent dem 1. Juni, wou mer déi éischte Kéier e Vott iwwert dës Ännerung gemaach hunn, an haut keen neie Punkt an der Diskussioun ze vermellen.

An ech wëll duerfir och, grad wéi meng Kolléeg virdrun, net vu menger Riedezäit ganz profitéieren. Ech wëll just dem Här Bodry Merci soen och déi Kéier fir säi mëndleche Rapport an all déi Aarbecht virdrun. Ech schlësse mech och all sengen Aussoen, déi en a sengem Numm, an ech mengen, och am Numm vun der ganzer Kommissioun gemaach huet, un.

Ech kéint elo nach op e puer Aussoen zrëckgräifen, déi fir eis wichtig sinn, zum Beispill datt den éischten Entwurf en Ausdrock war als Reaktioun och op déi Attentater, déi fierchterlech Attentater zu Paräis. Vill Riedner hunn dat als Ugrëff op eis westlech Wäerter, eis westlech Gesellschaft gedeit. A mir hunn och gesot: „Mir mussen awer oppassen, mer kënnen eis westlech Wäerter net doduerch schützen, andeems mer se selwer da futtimaachen.“ An ech mengen, datt mer net iwwerregéiert hunn, datt mer hei e gudder Projet gemaach hunn.

Mir hu misse reagéieren, dat ass richteg. Mä d'Chamber bleift zu all Moment voll a Fonction. Mir hunn d'Kris restriktiv definéiert, d'Regierung op d'Gravitéit an op de Fait festgehale, datt et wierklech muss eng Urgence sinn, fir datt d'Regierung därer déi speziell Reglementer huelen.

Mir hate viru véier Méint als gréng Deputéierte fir de Projet gestëmmt a mir wäerte selbstverständlech haut och fir deen neien Artikel 32.(4) stëmmen.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Och mir als ADR hunn an de véier Méint, déi zanter dem éischte Vott vergaange sinn, eis Meenung zu dësem Text, deen d'Regierung ermächtigt, amplaz vun der Chamber ze legiferéieren, net geännert a mir bleiwen dergéint.

Ermächtigung vun dëser Zort hunn an eiser europäescher Geschicht zu schlëmmsten Abuse gefouert. Och mir als ADR, a grad mir als ADR, ënnerschätze kengesweegs d'Geforen, déi vum Terrorismus ausginn!

De Rapporteur sot am éischten Debat, wéi e vu mir dozou befrot gouf, fir konkret Beispiller ze nennen, wéi d'Regierung da géif Gebrauch maache vun dësem Pouvoir: „Als Beispiller do kéint Fouilles corporelles och ouni Usaz vun enger Infraktioun oder Fouillé vun Autoen erlaabt ginn.“

Hie sot weider, an ech zitieren en: „An ech sinn der Meinung, dass an normale Situatiounen, wéi dat haut zu Lëtzebuerg ass, dat soll verbuede bleiwen, dass an engem Rechtsstat wéi Lëtzebuerg dat soll verbuede bleiwen. Ech sinn net der Meinung wéi d'ADR, dass déi Fräiheete vun de Leit sollen ageschränkt ginn.“

A genau do huet hien eis als ADR eppes Falsches ennerstallt! Och mir als ADR, a grad mir als ADR, si géint Aschränkunge vu perséinleche Fräiheeten! Mir waren a mir si just der Meinung, datt mir als Chamber sollen elo a mat Aemooss, hunn ech deemools gesot, e Gesetz huelen, wat déi doten Ausnahme regelt, wat regelt, wéi, wéini an enner wem sengem Contrôle esou aussergewéinlech Mesurë sollten erlaabt ginn.

Mir sinn a bleiwe géint en Transfer vu legislativem Pouvoir vun dëser Chamber un egal wat fir eng Regierung. Mir waren, sinn a bleiwen awer och fir Gesetzer, déi elo en vigueur trieden an eise Sécherheetskäften erlaben, Terroristen ze bekämpfen, ze enttarnen, onschiedlech ze maachen an hir finanziell Ressourcen dréchenzeleeën, elo, an net wann eppes geschitt ass. Mir brauchen e Gesetz dozou a mir brauchen net eng Verfassungsännerung.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de leschte Riedner ass den...

(Interruption)

...Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et ass gesot ginn: Den 1. Juni, viru véier Méint, hu mer dat heiten an engem éischte Vott gestëmmt. Also, eng iwwergrouss Majoritéit hei an der Chamber huet dat gestëmmt. Deemooss sinn d'Argumenter ausgetosch ginn. Ech wäert se och net nach eng kéier widderhuelen, just op zwee Prinzipien zrëckkommen, déi fir eis awer wichteg sinn.

Éischters menge mer, datt den Ausnamezustand, em deen et awer hei geet, e Friemkierper an der Demokratie ass. Dat heescht, et ass e prinzipiellen Awand, dee mer géint dat heiten hunn. Och wa Garde-fouen agebaut sinn, menge mer, datt hei Méiglechkeete geschaf ginn, datt d'Exekutiv sech selwer eigentlech exorbitant Pouvoire ka ginn, och wa se zäitlech begrenzt sinn, déi awer d'Dier ganz grouss opmaache fir eventuell Deriven.

Zweetens menge mer oder gesi mer d'Utilitéit net a vun där doter Ännerung. Se ass komm opgrond vun deenen terroristeschen Attacken a Frankräich. Mir hunn entre-temps iwwerall an Europa terroristeschen Attacken, a mir gesinn, wéi verschide Länner mat deene Situatiounen emginn. Mir gesinn, wéi Frankräich domadder emgeet, a mir gesinn, wéi Däitschland domadder emgeet. An ech hätt mer éischer och fir eis e bësse méi däitsch Besonnenheet an dësem Fall gewünscht wéi franséisch Hysterie.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. An den Här Premierminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Ech wëll den Ora-teuren a virun allem dem Rapporteur, dem Här Bodry, och Merci soe fir dësen Text. Ech mengen, et ass eng Verbesserung, do si mer eis alleguerten eens, vum Text, deen et scho gëtt. Et ass wichteg, dass mer eng Äntwert hunn op eng Situatioun. An do solle mer och hei zesumme quer duerch d'Bänken alleguerten där Meinung sinn.

Den honorabelen Här Gloden huet eng konkret Fro gestallt iwwert de Moosnamekatalog. Här President, mir kënne beim beschte Wëlle kee Katalog ginn, well mir wëssen net, wat kënnt. Hei ass keng konkret Attack. Et ass keng konkret Definitioun, wéi d'Attack kann ausgesinn. Da kann et och net e konkrete Katalog vu Moosname sinn, dee mer elo géife fixéieren. Mir musse reagiere kënnen. De But vun deem Text ass, fir rapidement reagieren ze kënnen, an op dat, wat kënnt, dann och eben déi appropriéiert Äntwert kënnen ze hunn.

An ech mengen, wat ganz wichteg ass an deem doten Text, Här President, ass, dass au contraire d'Chamber awer och den Acteur principal ass. An dat ass eben dat, wat, ech mengen, och muss ervirgestrach ginn.

Et ass awer och drun ze erënneren, dass d'Verfassung... Hei huet een d'Gefill, wéi wann op eng kéier alles net méi legal wier. D'Verfassung bleift selbstverständlech en règle a bleift och bestoen, an et geet hei drëms, fir Texter, legal Texter, kënne séier als Äntwert ze hunn. An dowéinst awer wierklech Merci fir déi Zoustëmmung.

Hei geet et net drëms, dass d'Regierung méi Pouvoir kritt. Hei geet et drëms, dass de Stat eng richteg Äntwert huet op eng Situation de crise. An ech hoffen, dass mer et ni ze gebrauche kréien!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Premierminister.

Mir géifen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwergoen iwwert den Text, deen am Document parlementaire 6938 steet. Wéi gesot, et ass eng Zweedritteltmajoritéit erfuerdert a keng Procuratioun erlaabt.

Second vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution n°6938

D'Ofstëmmung fänkt un. An ech ginn dervun aus, dass jiddwereen ofgestëmmt huet. Dann ass d'Ofstëmmung elo eriwwer.

An d'Resultat ass: 51-mol jo, a 5-mol neen. Domat ass d'Zweedritteltmajoritéit largement erreicht an d'Proposition de révision ass domat uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech brauch lech dann och net déi klasesch Fro ze stellen. Merci.

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 7102, deen zum Rattachement vum Centre pour l'égalité de traitement un d'Chamber wäert féieren, a gläichzäiteg iwwert d'Emsetzung vun enger EU-Direktiv vun 2014 geet, déi dem CET eng nei Missioun gëtt. An den Här Rapporteur, de Gilles Baum, ass prett fir de Rapport. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

3. 7102 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modifiant le Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, am Regierungsaccord vun 2013 ass festgehale ginn, datt eng Maison des droits de l'homme geschaaft gëtt, déi d'CCDH - d'Commission consultative des droits de l'homme -, den ORK - den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand -, de CET an de Mediateur regroupéiert, an déi un de Pouvoir législatif, also un d'Chamber, rattachéiert ginn.

De Projet de loi 7102 huet als Éischt vun zwee Objektiver, de CET, also de Centre pour l'égalité de traitement, un d'Chamber ze bannen. De CET war bis elo ënnert der Tutelle vum Familjen- an Integrationsministère.

Als kleng Randbemierkung: Ech hu mer soe gelooss, datt den ORK, deen ënnert der Tutelle vum Educatiounsministère steet, och Objet vun engem Projet de loi ass, deen an noer Zukunft wäert deposéiert ginn, an deemno dann och un d'Chamber rattachéiert wäert ginn, esou wéi dat am Regierungsaccord virgesinn ass. De Mediateur ass jo souwisou un d'Chamber rattachéiert. An d'Commission consultative des droits de l'homme hirersäits huet jo d'Préferenz, fir net un de Pouvoir législatif ugebonden ze sinn.

Et mécht duerchaus Sënn, datt déi eenzel Organer un d'Chamber rattachéiert ginn, well si op déi eng oder aner Aart a Weis d'Aarbecht vun der Regierung a vun de Verwaltungen observéieren an tëschent dem Pouvoir exécutif an dem Bierger vermittelte sollen. Et mécht d'Aarbecht vum CET also nëmme nach méi kredibel an och nach méi onofhängeg vun der Regierung, wann en net méi ënnert der Tutelle vun engem Ministère steet.

Wat elo d'Personal vum CET ubelaangt, huet de Bureau vun der Chamber sech derfir ausgeschat, dass d'Leit, déi am CET schaffen, weiderhin un d'Regierungsverwaltung rattachéiert bleiwen an duerno detachéiert ginn. D'Personal vum CET wäert also net Bestanddeel vun der Chambersadministratioun ginn.

Mir schwätze vun engem aktuelle Budget vun 88.000 Euro am Joer, deen de CET beusprocht. Duerch déi nei Missioun, déi de CET mam Akraafttriede vun dësem Gesetz mat iwwerhëlt, kommen nach eng kéier ronn 67.000 Euro derbäi.

Déi nei Missioun geet zrëck op eng europäesch Direktiv, déi schonn zu engem ganz groussen Deel emgesat ginn ass. Et handelt sech em d'Direktiv 2014/54 vum 16. Abrëll 2014. Et ass e bessen eng speziell Situatioun, well Lëtzebuerg effektiv e Groussdeel vun der Disposition aus dëser Direktiv emgesat huet, a just deen eenzelnen Artikel gefeelt huet, deen de CET betrëfft. Et geet drëms, datt all Memberstat eng staatlech Struktur beoptraagt, d'Gläichbehandlung vun den europäeschen Aarbechter an hire Familljememberen ze promovéieren, ze analyséieren an ze kontrolléieren.

Hei gëllt et virun allem, derfir ze suergen, datt keng Diskriminatioun opgrond vun der Nationalitéit stattfënt. Lëtzebuerg wäert wéi gesot de CET mat dëser Missioun beoptragen, deen dann och als offiziell Kontaktstell fir all Concernéiert an déi europäesch Partner fungéiere wäert.

Zum Schluss bleift nach ze soen, dass dese Projet de loi de Kritik vun der Gläichbehandlung onofhängeg vun der Nationalitéit nach an eng Rei aner Gesetzer derbäisetzt. Wat déi eenzel Avisen zu dësem Projet de loi betrëfft, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Ech géif lech awer bieden, wann Der dermat averstane wäert, hei beim Vott eng mini Erreur matérielle matzebehiewen, wou mer och an der Chamber driwwer geschwat haten. An der Direktiv steet „l'handicap“. Dat hu mer och esou am Rapport iwwerholl. Dat richteg Wuert ass awer „le handicap“. A wann Der dermat averstane wäert, da géife mer den Text och

herno ofstëmme mat der Notioun „le handicap“.

Ech soen lech Merci. An ech ginn och elo schonn den Accord vun der DP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Déi éischt Riednerin ass d'Madamm Sylvie Andrich-Duval.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Dir wäert lech kaum wonnere, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass d'CSV voll a ganz hannert der Zilsatzung vun dësem Projet de loi steet. Den Inhalt geet eis souguer deelweis net wäit genuch.

De Rapporteur huet elo just am Detail alles erklärt. Duerfir soen ech him och Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

D'CSV begrëisst souguer ausdrécklech, dass elo hei zu Lëtzebuerg keng Persoun méi wéinst hirer Nationalitéit dierf diskriminéiert ginn. Dëst Motiv kënnt derbäi bei déi aner Motiver: d'Rass, déi ethnesch Hierkonft, d'Geschlecht, d'Relioun an hir Iwwerzeegungen, den Handicap an den Alter. Dat kënnt do derbäi.

Och d'Bewegungsfreiheet innerhalb vun der EU garantiéiert elo schonn de Beschäftegten d'Recht, fir an engem aneren EU-Land ze schaffen. Och hu se Usproch op gläiche Loun a Sozialleeschtungen. Si an hir Famillje kréien elo gehollef, besser a méi kontrolléiert un hir Rechter ze kommen. Dat ass gradesou begrëssenswäert.

Den Zenter fir Gläichbehandlung, de CET, fällt a béide Fäll eng Schlësselroll zou. Dir kënnt lech virstellen, dass de CET och dofir zousätzlech Moyene brauch, Ressourcë brauch. An d'CSV ennerstëtz dat jiddefalls.

De CET, dee leescht, zënter dass e geschaaft gouf, eng exzellente Aarbecht. E soll elo un d'Chamber ugebomme ginn. De Rapporteur huet et gesot. E laangjäreg Wonsch vun de Responsabelen. An anere Wieder: En ennersteet elo net méi der Regierung wéi bis elo. Domat gëtt en ebe méi onofhängeg an och méi visibel. E staarkt, begrëssenswäert Zeechen.

D'Personal vum CET soll allerdéngs jo net un d'Chambersverwaltung ugebomme ginn. Si ginn un d'Regierungsverwaltung ugebonden an dann detachéiert. Dës Demarche werft awer eng Rei Froen op. D'Institutionskommissioun vun der Chamber huet sech schonn zënter 2012 mat där prinzipieller Fro befasst: Wéi kann een d'Aarbechte vun deene verschiddeenen Organer, déi d'Menscherechter hei zu Lëtzebuerg féieren an och schützen, besser koordinéieren?

No Entrevuë mat deene Betreffene war och bekanntlech folgend Konklusioun festgehale ginn: Et soll eng Maison des droits de l'homme op enger eenzeger Adress geschaaft ginn. Dat gouf och vun der jëtzege Regierung iwwerholl.

Domat och kuerz d'Zwëschefro un d'Regierung: Wéini ass d'Gebai vum Haus vun de Menscherechter dann elo schlussendlech bezuchsfäerdig? Wéi sti mer do mam Bau?

Do kéime jo net nëmme den CET, mä och den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, den ORK, déi konsultativ Menscherechtskommissioun an d'Ombudspersonen dran. Si hu sech alleguerte gewünscht, un d'Chamber ugebonden ze ginn. Synergie sollten enner anerem méiglech sinn un Niveau vun Personal. E gemeinsame Rekrutement, en eenheetleche Statut.

Entre-temps ass awer d'Menscherechtskommissioun net méi d'accord, un d'Chamber ugebonden ze ginn. Si hunn en eegene Jurist kritt, dee se net wëllen deelen. Och kéint d'Nominationsprozedur vun hire Membere bei der Chamber problematesch gi fir si. Si wëllt dofir beim Statsministère ugebomme bleiwen.

D'Ausgangspositioun ass also net méi déiselwech. Derbäi kënnt, dass d'Equipp vum Mediateur jo en eegene Statut bei der Chamber huet, grad wéi d'Cour des comptes. Wou ass d'Linn hei? Mat wéi engem Argument huele mer déi eng bei d'Chamber an déi aner net?

An et ass och schued, dass den ORK net och zäitgläich mat eriwwegeholl gouf. E Punkt, deen och de Statsrot opgeworf huet. Duerfir wollt ech vun der Regierung wëssen, wéini deen ugekënnegte Projet de loi dann elo deposéiert gëtt. An dat zemoos, wou d'Mandatar vun dem ORK elo Enn des Joers wäerten auslafen, an dat dann ënnert deem ale Gesetz.

Kënnt Dir novollzéien, Här President, Dir Damen an Dir Hären, dass verschiddeenen Organer mat verschiddeenen Patrone bei där enger an darselwechter Institutioun - d'Chamber an de-



sem Fall - Sënn maachen? Wien ass hei den hierarcheschen, wien ass hei den administrative Chef? An den Ae vun der CSV: keng glécklech juristesche Situatioun. An elo ze argumentéieren: „Et sinn der jo nëmmen zwee“, hält och d’Strooss net. Dat muss an eisen Ae gekläert ginn, an zwar ier déi nächst Organisatioun, dat heescht den ORK, un d’Chamber ugebonne gëtt.

Här President, beim feelende Rescht vun der EU-Direktiv 2014/54 zur Bewegungsfreiheet vun de Beschäftigten innerhalb vun der EU, déi mer jo elo emsetzen, ass et leider scho 5 op 12! D’Direktiv hätt scho missen den 21. Mee 2016 ëmgesat sinn. Loosse mer et soen: Den Aarbechtsminister huet den Dossier ganz einfach verschlof, an dofir huet Bréssel hei ugesicht!

Dësen Drock erkläert och méiglecherweis, firwat d’Regierung am initiale Gesetzestext Wesentlech vergiess hat. D’CSV huet, an duerno och d’Statsbeamtekummer, recht behalen. D’Nationalitéit war vergiess ginn, als Diskriminatiounsmotiv am Stats- a Gemengebeamtestatut festzeschreien. Dat ass dunn nogeholl ginn duerch Amendement. Am Code du travail eleng geet et effektiv net duer.

D’CSV hat och verschidden Doleancë vum CET opgegraff.

Éischtens, d’Méiglechkeet fir de CET, viru Geriicht ze kloer fir d’Affer vun Diskriminatiounen. Dëst werft awer och vill Froen op. De CET, deen huet nämlech keng juristesche Personalitéit, wann e bis un d’Chamber ugebonnen ass. A fir d’CSV drängt sech op deem Gebitt eng déif gräifend Analys op, och am Kontext vun deenen aneren Organisatiounen, déi fir d’Menscherechter zoustänneg sinn.

Zweetens, e rasonabelen Delai aféieren, bannent deem dem CET seng Informatiouns- an Dokumentatiounsfroer musse beäntwert ginn. D’Regierung wëllt awer d’Gesetz op deem dote Punkt net änneren. Ass an d’Press goe vum CET senger Säit bei schwaarze Schof, esou wéi dat suggeréiert gouf an der Kommissioun, wierklech eng effikass Sanktioun? Et sief dohigestallt.

Drëtt Uleies, an domat soen ech och dem Rapporteur Merci, dass en déi gutt Nouvelle do annoncéiert huet, dass dat hei nach mat ugepasst gouf, déi redaktionell Ännerung, fir déi mer eis staark gemaach haten, fir „l’handicap“ als „le handicap“ festzeschreien, well enger-säits ass et emol éischtens richteg Franséisch. An zweetens ass déi Formulatioun och duerch dee ganzen UNO-Konventionstext vun de Rechter vun de behënnerte Persounen ermëzefannen. An och hat d’Regierung eigentlech an der Kommissioun hiren Accord ginn. An d’Familienkommissioun hat et och festgehalen. An dofir begrësse mer natierlech, dass deen Oubli do nogeholl gouf.

Da véiert a lescht opgegraffene Doleance vum CET a vum Conseil supérieur vun de behënnerte Persounen: Eng Derogatioun ofschwäche vum Antidiskriminatiounsgesetz vum 28. November 2006. Am Moment däreft beim Zougang zu Assurancëkontrakter par rapport zu Persounen mat engem Handicap an dem Alter Ausname gemaach ginn. Déi Ausnamen, déi mussen awer objektiv an ugemiesse gerechtfertegt sinn. Dat ass och konform zur Antidiskriminatiounsdirektiv 2000/43, mä Lëtzebuerg huet entre-temps, méi genee 2011, jo d’UNO-Konventioun vun de Rechter vun de behënnerte Persounen ratifizéiert.

An elo stellt sech d’Fro: Ass d’Gesetz vum 28. November 2006 nach konform mat der UNO-Konventioun? Et geet nämlech méi speziell ëm den Artikel 25, Punkt e), deen d’Diskriminatioun am Assurancëberäich verbitt. Déi behënnert Persoun mussen gerecht an ugemiesse Konditiounen am Assurancëberäich kréien. Däitschland huet zum Beispill säi Gesetz nogebessert: a) fir dass d’Assurancëprimmen net willkürlech kënnen fixéiert ginn, a b), fir dass se net einfach bei all behënnert Persoun kënten applizéiert ginn, egal wéi schwéier déi Behënnereung ass.

An doriwuer eraus ass d’EU-Kommissioun amgang, d’Gläichbehandlungsdirektiv ze iwwerschaffen. Do soll ënner anerem eng Ausnameregulung präziséiert ginn, déi eng ënnerschiddlech Behandlung opgrond vun engem Handicap, besonnesch dem Gesondheitszoustand, erméiglecht.

An dowéinst, Dir Dammen an Dir Hären, huet d’CSV en Amendement agereecht gehat, dee präziséiert, dass den Assurancërisiko muss baséieren, éischtens, op aktuarielle Prinzipien, zweetens, op pertinenten an zuverlässige statisteschen Donnéeën oder op pertinenten an zuverlässige medezinnesche Kenntniss. Dat bei Ausname souwuel beim Alter wéi och beim Handicap.

D’Assurancëgesellschaften missten och an deene Fäll Motiver liwweren, firwat se déi Differenzen applizéiert hunn, engersäits de Clienten an

anersäits awer och de Geriichtsinstanzen oder deenen Instanzen, déi mat de Plainté beoptragt sinn oder chargéiert sinn.

Schued, dass dësen Amendement Affer ginn ass vum Zäitdrock, ënnert deem da Lëtzebuerg hei steet wéinst der Direktiv „libre circulation“. Well och prinzipiell war d’Regierung nämlech net géint den CSV-Amendement. An et ass am Fong schued, wéi gesot, dass dat deem Drock do elo zum Affer gefall ass.

Eis behënnert an eeler Matbieger bedauern dat sécherlech gradesou vill wéi mir als CSV, well et wier quasi an engem gaangen, vu dass mer souwisou um Gesetzestext hei geännert hunn.

Dir verstitt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass d’CSV-Fraktioun dofir och dem Gesetzesprojet net ganz kann zoustëmmen. Duerfir wäerte mer eis beim Vott enthalten.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An déi nächst Riednerin ass d’Madamm Taina Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net selbstverständlech, dass Mënschen an enger Gesellschaft harmonesch a gerecht mateneen ëmginn. Eise Rechtsstat hält awer Benodeelegungen ausdrécklech net hin. Schutz virun Diskriminéierung ass e Mëscherecht fir jiddwieren.

Am Kampf géint d’Diskriminéierung leescht den Zentrum fir Gläichbehandlung eng ganz wichteg a wäertvoll Aarbecht. An et ass wichteg, dass mir als Legislatuer dem CET déi néideg Moyenen dofir ginn. Och wa mer mam neie Gesetz wichteg Ännerunge virhuelen, déi de Rapporteur jo och virdrunner schonn erkläert huet, an deem ech dann och hei nach wëll Merci soe fir seng zwee Rapporten, esou stellt sech awer d’Fro, ob den CET déi Unerkennung kritt, déi en eigentlech verdéngt hätt, an och entsprechend Moyenen, fir seng Aarbecht seriö kënnen ze maachen.

Elo, wou mer d’EU-Direktiv ëmsetzen, déi jo souwisou Changementer mat sech bréngt, wär et och eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir nach weider Ännerunge beim CET virzehuelen. Leider, dat hu mer jo schonn erkläert kritt, sti mer ënner Zäitdrock, well mer dréngend déi bestoend EU-Direktiv an nationaalt Recht mussen ëmsetzen.

Dat ass eng Erklärung, déi aliicht. Trotzdeem wëll ech betounen, dass et äusserst schued ass, dass mir eis net déi néideg Zäit huelen, fir méi ausgiebig iwwert de Schutz an d’Bekämpfung vun Diskriminéierung ze diskutéieren. Amplaz elo vun der Geleeënheet ze profitéieren an d’Schwäche vum Gesetz vum 2006 nozebesseren, maache mer haut just e Minimum.

Ee Punkt, deen der LSAP awer wichteg ass, deen och elo agefouert gëtt, ass den Délai de réponse. Den Zentrum selwer schreift a sengem Avis, dass en Délai de réponse, dee si këinten imposéieren, hinne géif hëllefen, hir Missioun méi effikass ze erleedegen. Dem CET säin Afloss ass geréng. En huet nämlech am Moment keen Drockmëttel, fir entweder eng Entreevue accordéiert ze kréien oder déi néideg Infoen an Dokumenter, déi e brauch.

Dat bréngt mat sech, dass si munchmol guer keng Äntwert kréien oder ganz spéit. An do geet leider och de Stat net mam gudden Beispill vir. Verschidde Ministère brauchen heiansdo sechs bis siwe Méint, fir iwwerhaupt ze äntwerten. Dat ass net seriö. A wa mer als Chamber dem CET déi néideg politesch Unerkennung wëlle ginn, dann ass esou en Délai de réponse méi wéi noutwendeg. An dofir si mir als Sozialiste frou, dass dese Punkt konnt duerchgesat ginn.

En anere Punkt am Kader vun der Diskriminéierungsbekämpfung, dee regelméisseg opkënn, ass den Droit d’ester en justice. Ech weess, dass sech hei déi politesch Geeschter scheeden. Och mam neie Gesetz däreft de CET net viru Geriicht kloen. Den Zenter fir Gläichbehandlung selwer schreift Rapporten iwwer Diskriminatiounsmotiver hei am Land, schafft Sensibiliséierungsmaterial dozou aus an informéiert Affer vun Diskriminatiounen iwwer hir Rechter. Mä de CET selwer kann net op d’Geriicht goen, fir géint Diskriminatioun ze kloen.

Dofir muss ee sech hei d’Fro gefale loossen, ob et wierklech politesch gewollt ass, dass Diskriminéierung méi systematesch verfollegt kënnen ginn. Wa mer dat wierklech wëllen, da komme mer an Zukunft net derlaanscht, dem Zenter rechtlech Mëttelen zur Verfügung ze stellen. Dese Punkt gouf och méi wéi eng Keier vun internationale Gremien ugeschwat a gefuerdert, wéi zum Beispill dem ECRI, der europäescher Kommissioun géint Rassismus an Intoleranz.

An hirem leschte Rapport vum fënnefte Cycle vum Monitoring, deen den 28. Februar dëst

Joer publizéiert gouf, heescht et, dass den ECRI de lëtzebuergeschen Autoritéte recommandéiert, zum Beispill dem CET en „Droit d’être saisi de plaintes“ ze attribuieren, dem CET a Mediateur néideg Pouvoiren ze ginn, fir effikass Enquêtes ze erstellen, hinnen den „Droit d’agir en justice“ ze ginn an och d’Recht, an de judiciairen an administrative Prozeduren ze intervenieren.

Domadder géif een allen Affer vun Diskriminatioun eng Méiglechkeet ginn, fir zu hirem Recht ze kommen. De CET kéint duerch Geriichtsuerteeler besser op Diskriminatiounen hiweisen, an entsprechend Geriichtsuerteeler kënten och eng ofschreckend Wierkung hunn.

Oft awer fäerte jo bekanntlech Affer vun Diskriminatiounen, op d’Geriicht ze goen, och wéinst dem Käschtepunkt. Dofir: Wa mer wëllen, dass de CET d’Roll vum Gardien vun de Mëscherechter soll iwwerhuelen, stellt sech d’Fro, firwat mer him des Méiglechkeet verweigere. Dobäi brauche si genuch Mëttelen, fir hir Kontrollfunktioon voll ausüben ze kënnen.

Kolleeginnen a Kolleegen, weider gouf och d’Chance net genotzt, fir ze kucken, ob et net oportoun wär, fir weider Kritäre fir Diskriminéierungen an d’Gesetz ze schreien. Mir hatten als Sozialiste schonns méi wéi eng Keier des Iwwerleeung opgeworf a gefrot, wéi et hei am Land zum Beispill mat der sozialer Diskriminéierung ausgesäit. Leider gouf dat vun deenen anere Parteien net opgegraff. An aus Zäitgrënn ass dat anscheinend och kee Sujet.

Komplett aus der Loft gegraff ass déi Iddi awer net, dat wëll ech och emol eng Keier kloerstellen. A Frankräich gesäit d’Gesetz, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, 21 Diskriminatiounskritäre vir. An d’lescht Joer huet d’Assemblée nationale per Gesetz d’Diskriminatioun „à raison de la précarité sociale“ opgeholl. Dës Form vun Diskriminéierung äussert sech zum Beispill do duerch, dass sozial defavoriséiert Persounen, obwuel se solvabel sinn, d’Locatioun vu Wunneng refuséiert kréien, oder dass verschidde Leit opgrond vun hirem Adress kee Prêt op enger Bank kréien. An dofir hu mir als Sozialisten d’Fro opgeworf, ob des sozial Diskriminéierung net och misst unerkannt a vum CET observéiert a verfollegt ginn.

Dann ass nach e leschte Punkt, deen ech wëll mat hei an d’Diskussioun bréngen: d’Formuléierung vum Changement de sexe. Dëst gouf am Kader vum Projet de loi 6792 kuerz ugeschneiden, Dir erënnert lech vläicht drun, d’lescht Joer, wou mer verschidden Direktiven, ënner anerem am Beräich Egalité des chances, Egalité de traitement zwëschen Fra a Mann am Travail ëmgesat respektiv ugepasst hunn.

Do hat de CET selwer a sengem Avis drop higewisen, dass d’Formuléierung vum Changement de sexe net gutt gewielt an ze vill restriktiv wär. Eng Geschlechtsëmwendung géif e medezinneschen Agrëff oder eng Hormontherapie viraussetzen, an et wär deemno net kloer, ob Transpersounen an Intersexueller och domadder gemengt sinn, déi sech net engem Agrëff ënnerzougen hunn.

De CET proposéiert Terminologijé wéi „Identité de genre“ oder „Expression de genre“, fir ebe méi global ze definéieren, fir och domadder praktesch jiddwree kënnen ze couvréieren. Weider argumentéiert den Zentrum, dass d’Geschlechtsëmwendung de Kierper zwar vun enger Persoun verännert, mä awer net hiert Geschlecht. De Kierper géif eigentlech nëmmen dem Geschlecht ugeglaach ginn. A mengem mëndleche Rapport zum Projet de loi 6792 hat ech gesot, dass déi Iwwerleeung vum Zentrum net falsch wäeren, allerdéngs sollen déi an engem anere Kontext diskutéiert ginn.

An an der Aarbechtskommissioun hate mer festgehalen, dass d’Problematik ëm d’Identité sexuelle am beschte soll an engem internationale Kader diskutéiert a geléist ginn. Dofir meng Fro: Wéi geet et elo weider? Vu datt jo bekanntlech keng Zäit war, fir dese Punkt elo unzagoen, géif ech gäre vun der Regierung wëssen, wou a wéi si dëst da wëllt diskutéieren a klären.

Nun, Här President, dëst zu de Remarquen, déi eis Sozialiste wichteg sinn, a Punkten, déi fir eis nach net vum Dësch sinn. Et ass schued, dass se net an dësem Kader konnte gekläert ginn. Wann en Dossier op ass, soll ee vun der Geleeënheet profitéieren, fir direkt alles ze klären, ze diskutéieren, a virun allem evitéieren, sech herno vun der Zäit iwwerrennen ze loossen.

Dëst gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Bofferding. An den nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Här President. Et ass, mengen ech, alles gesot.

A mir ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ware kuerz 16 Minutten, déi ech hei stoen hat.

(Hilarité)

Den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech wëll am Ufank direkt zwee Mercie lassginn: deen een un den Här Baum fir dee flotte Rapport, deen en eis hei presentéiert huet, an deen aneren un de CET, an zwar speziell fir d’Aarbecht vum Centre pour l’égalité de traitement, wat elo deen Engagement ugeet fir déi Leit, déi mat de Folge vun enger Behënnereung mussen eens ginn an hirem Liewen. An ech mengen, deen Engagement, dee se do weisen, dee verdéngt wierklech eis Ënnerstützung.

Dat Gesetz, wat haut awer zur Diskussioun steet, dat interpelléiert a verschidder Hisiicht.

Déi éischt Proposition ass, dass de CET soll hei un d’Chamber rattachéiert ginn. Domadder kënnen mer liewen. An et ass vläicht awer dann och d’Geleeënheet, wéi jo och anerer et scho gesot hunn, fir ze rappéléieren, dass mer e bëssen eng Poliferatioun vu Mëscherechtsorganer hei am Land hunn, an datt ee muss och kucken, net nëmme fir eng Kolocatioun, mä ob et net och Kompetenz gëtt, déi sech iwwerschniden, ob een net Verschiddenes kann zesummeleeren a rationaliséieren, fir och déi Organisatiounen méi effikass ze maachen.

Eng zweet Bemierkung ass och, dass een net dervun ausgoe kann, dass wann en Avis vun enger Mëscherechtsorganisatioun kënn, dass en domadder automatesch gutt ass. Et muss een och déi Avice kënnen kritisches kucken. Et muss ee se kënnen hannerfroen. An ech mengen, dat géllt och fir de Centre pour l’égalité de traitement. Well wa mer eis emol ukucken, wéi eng Fuerderungen aus deem Organ erauskommen, wat elo eiser Chamber rattachéiert gëtt, do kann ee sech awer dacks wonneren.

Déi éischt ass déi Fuerderung, fir kënnen virun d’Justiz ze goen: ester en justice. Do muss een awer eng Rei Bemierkunge maachen. Éischtens gëtt de CET elo en Organ vun der Chamber. An et muss ee sech wierklech froen, ob et d’Aufgab vun engem Organ vun der Chamber ass, virun d’Justiz ze goen. Och stelle sech elo an där neier Organisatioun d’Froer vu Gewaltentrennung.

Déi zweet Observatioun ass, dass et eigentlech d’Erfahrung ass, dass déi Organisatiounen, och vill ONGen, déi fir anerer bei der Justiz kloen, dacks eegen Interessen, eege politesch Agendae wëllen no vir bréngen, méi eigentlech, wéi dat Uleies vun deem vertrieben, fir dee se op d’Justiz ginn. An et ass och, fir dat ze verhënnere, wou ee muss ganz virsiichteg sinn, fir esou enger Organisatioun oder engem Centre oder iergendengem esou ee Recht ze ginn, well d’Erfahrung éischer weist, dass se hir eege politesch Agendae verfolgegen.

An dat Drëtt ass: Mir hunn e funktionéierende Rechtssystem, wou eigentlech jiddwree kann op d’Justiz zougräifen a wou och de System vun der Assistance judiciaire garantéiert, dass jo u sech jiddwree kann zu sengem Recht kommen.

Eng lescht Bemierkung, wat d’Justiz ugeet. Mir hunn do eng Poliferatioun u Prozesser a leschter Zäit vu politescher oder semipolitescher Natur a verschidder Beräicher. Dat alles féiert zu dem Banne vu grouse Ressourcen an eisem Appareil judiciaire an der Police.

Et muss ee sech jo och iwwerleeen: Wou fänkt de Punkt un, wou mer d’Justiz iwwerlaaschte mat Saachen, déi u sech kënnen politesch geregelt ginn? D’Justiz ass net do, fir Deficiënz vun der Politik ëmmer opzefänken.

Dat Zweet ass déi Saach vun den onofhängegen Enquêtes. Dat Recht gëtt hei ausgeweit an dësem Gesetz. An do wëlle mer warne virun der Zort vun Enquêtes, déi do kënnen a Fro kommen, a speziell virum Testing. Den Testing, ech weess net, ob jiddwreeen dermat familiariséiert ass, wat dat ass, dass ass u sech, ënner enger Scheidentitéit dacks, eng Infiltratioun vun enger Organisatioun, vun engem Commerce ze maachen, oder ënner enger Scheidentitéit oder mat enger erfonterter Geschicht, um Logementsmaart, am Aarbechtsmaart virzespriechen, fir eigentlech Preuven ze sammelen oder fir eng Diskriminatioun ze etabléieren.

De Problem dobäi ass, datt dat eng onéierlech Manéier ass, fir virzegoen, déi och d'Qualitéit vun där Preuve, déi een op déi Manéier ka kréien, awer a Fro stellt. Et ass jo u sech eng onéierlech Preuve. Et ass eng Provocation à commettre un délit u sech. Et ass eng Preuve, déi net loyal ass an déi eigentlech dann och net d'äerft virun engem Geriicht consideréiert ginn, well den Testing ass eng Irreführung vu Leit ënner falschem Virwand, fir kënnen eng Preuve ze konstruieren.

Mir si jo d'accord, datt de CET kann Enquête maachen, mä déi Enquête mussen éierlech sinn, a si d'äerfen net op esou Methoden zrëckgräifen. An ech soen dat hei, well den CET selwer 2013 den Testing, also eng onéierlech Method, als en utilit Instrument duergestallt huet: «un instrument utile, un moyen d'obtenir justice». Ma grad dat ass et net.

Eng drëtt Bemierkung ass, datt heiansdo déi Positionen, déi vum CET vertruede sinn, an der Zukunft en Organ vun der Chamber, heiansdo zimlech wäit un engem politesche Bord stinn, an zimlech an deem Sënn och extremisteschen an hirer Dimension sinn. Dozou gehéiert selbsterständlech och déi Iddi, fir Table-ronden ze organisieren, ob Kanner hautzudaags, wéi et op der Uni gemaach ginn ass, iwwerhaupt nach Eltere brauchen: «Les enfants ont-ils encore besoin de mères ou de pères?»

Et gehéiert déi Fuerderung derzou, d'„Rass“ ofzeschaffen. A Frankräich ass dat gemaach ginn. Mä wat gewanne mer doduerch, wa mer den Term „Rass“ ofschafen? Hu mer dann doduerch de Rassismus aus der Welt geschaaft?

Ech mengen, et muss ee sech dann och emol froen, wa mer just nëmmen nach all als Ethnie bezeechent ginn, wéi eng Konsequenzen dat dann hätt. An och wann ee politesch esou mécht, als géif et keng Rasse ginn - dat ass eng Diskussioun, déi ee ka féieren an där mir eis net verschléissen -, mä et gëtt Beräicher, zum Beispill an der Recherche médicale, wou dat absolut seng Begrënnung huet. Also, och do muss een oppassen, wat ee seet a wat ee mécht.

An da mat der sexueller Orientéierung. D'sexuell Orientéierung, dat ass kee kloer definéiert Begrëff. Et ass allgemeng ugeholl hei, datt dat haut - wat weess ech? - homosexuell, heterosexuell, bisexuell, transsexuell, intersexuell ass. Déi amerikanesch psychologesch Gesellschaft, déi huet am Abléck 28 sexuell Orientéierungen.

Gi mer dann elo hin a mir soen: Keng vun deenen, egal wéi se ass, solle mer diskriminieren? A wéi enger Hisiicht wëlle mer dat reell a Gesetzestext applizéieren? An zu deene sexuellen Orientéierungen, déi do opgezielt sinn, do gehéieren och Saache wéi de Voyeurismus.

Ech mengen, wa mer Terme gebrauchen, déi juristeschen net kloer delimitéiert sinn, déi keng Rechtskategorie an engem Penalrecht kënnen duerstellen, da muss mir als Legislatuer oppassen, datt mer net Saachen an d'Welt setzen, déi herno kënnen à tort et à travers gebraucht ginn, fir Diskriminatiounen ze konstruieren.

An do sinn ech beim nächsten Thema: d'Notioun vun der Diskriminierung. Eng Diskriminierung, hei gëtt ëmmer esou gemaach, als wär dat automatesch eppes Negatives. Een, deen diskriminéiert ass, dat ass eng negativ Behandlung. Dat ass et awer net! Eng Diskriminierung heescht u sech: eng Aneschthandlung. Et differenziert een.

An net all Differenzierung ass illegitim. Net all Differenzierung ass falsch a priori. An dat gëllt besonnesch och fir d'Differenzierung vun der Nationalitéit. Well bis elo hu mer an deem ganzen Diskriminierungsapparat eigentlech nëmmen zwou Kategorie vun Diskriminierungsursachen. Déi eng sinn déi, déi un d'Person gebonne sinn, biologesch, kierperlech Ursachen: den Alter, d'Geschlecht, d'Behënnerung. Dat si Saachen, wou e Mensch net wéinst senger biologescher Beschaffenheet, dat, wat e biologesch ausmécht, d'äerft géintwärt aneren an enger negativer Form behandelt ginn. Dat ass méi wéi richtig.

Deen zweete Grond, wat d'Diskriminierung ugeet, géif ech zesummefaassen ënnert dem Feld, ënnert der Iddi vun der Meenungsfräiheet: seng politesch Iwwerzeegungen, seng Relioun. Och dofir d'äerft een net negativ behandelt ginn, an deem Sënn net diskriminéiert, negativ behandelt ginn.

Elo féiere mer eppes aneres an: d'Nationalitéit als Diskriminierungsgrond. Mä en EU-Bierger, deen hei schafft, deen huet souwiesou d'Méiglechkeet, am Kader vu senger ganz normale

Rechter a senger Bewegungsfräiheet, der Liberté de circulation (veuillez lire: libre Circulation), op d'Gerichter zrëckzegräifen, wann e sech do benodeelegt fillt.

Ass et eng Diskriminierung am Sënn vun enger Negativbehandlung? Ma mir mussen wëssen, datt d'Nationalitéit eng ganz legitim - eng ganz legitim! - Ursach ass, fir zwësche Leit ze differenzieren. Mir schwätzen hei net vu Meenungsfräiheet. D'Nationalitéit ass eng juristesche Kategorie, déi e Stat engem gëtt oder ewechhëlt ënner bestëmmte Konditiounen an un déi legal Konditiounen gebonne sinn, déi mat där Nationalitéit verbonne sinn, déi aus der Legislatioun vun engem frieme Stat kommen, och vun eisem eegene Stat, a per se also eng normal Differenzierung, och an eiser Legislatioun, bedéngen. Dat ass eng normal Saach.

Ass et dofir en Diskriminierungsgrond? Oppe Fro! Ech wëll hei just warnen och virun enger méiglecher Entwécklung. Wien d'Nationalitéit an engem Sënn vun Negativbehandlung als Diskriminierung duerstellt, dee mécht do och e Wee op. An ech verweisen hei op den Avis vun der ASTI zu deem Gesetz. D'ASTI kritiséiert zum Beispill den Artikel 10 vun der Verfassung «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi», a seet: „Dat ass eng Diskriminierung.“

Déi nei Verfassung, déi mir kritiséieren als ADR, mä och déi nei Verfassung an hirem Artikel 16, dee projetéiert ass, seet och: „D'Lëtzebuerger si gläich virun dem Gesetz.“ D'ASTI wëllt dat net. D'Nationalitéit wier hei en Diskriminierungsgrond. A mir kommen dann an eng politesch Debatt eran. An ech si gespaant, fir ze gesinn, wat de Centre pour l'égalité de traitement dann zu där Saach ze soen huet an ob e sech dann elo dozou beruff fillt, och dozou Stellung ze huelen.

Fir eis als ADR sinn hei Saachen an deem Gesetz, déi mer begréissen. Jo, mir sinn d'accord: Den CET soll der Chamber rattachéiert ginn. Mir sinn awer net, soe mer emol, „naiv“ an där Fro vun deenen Enquêtes, déi den CET wëllt menéieren. Mir soe kloer, den Testing d'äerft do net derbäi sinn.

A mir soen: D'Nationalitéit kann e legitimen Differenzierungsgrond sinn, eng Discrimination légitime dans le sens propre du terme discrimination. An och dowéinst verweise mer op dat allgemengt d'Aarbechtsrecht, wat d'EU-Bierger hei hunn an op dat se kënnen zrëckgräifen am Kader vun der libre Circulation an der Europäescher Unioun.

Aus all deene Grënn géife mir mat deem Gesetz virsiichteg ëmgoen. Mir droen et net mat a

mir wäerten op jidde Fall an Zukunft ganz genau d'Aktivitéiten och vum CET, elo Organ vun der Lëtzebuerger Chamber, verfollegen a kucken, ob dat konform ass mat eiser Legislatioun a mat eisen Iwwerzeegungen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madamm Familljeministesche.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Villmoos Merci fir d'Éischt emol dem Rapporteur Gilles Baum fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Merci och de Memberen aus der Familljekommissioun fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht. An dann och e grouse Merci natierlech un d'Beamten aus dem Familljen- an dem Aarbechtsministère, déi un deemem Text geschafft hunn.

Ech mengen, et ass vill gesot ginn, et sinn e puer Froe gestallt ginn. Wéi gesot, et sinn zwee Objektiv, déi mer elo hei mat deem Projet de loi 7102 vum Centre pour l'égalité de traitement hunn, zum engen de Rattachement vum CET un d'Chamber an zum aneren natierlech d'vollständeg Ëmsetzung vun der Direktiv 2014/54, déi am Kontext vun der libre Circulation des travailleurs geholl ginn ass.

De Rattachement vum CET un d'Chamber steet am Regierungsprogramm. Dir hutt och gefrot no der Maison des droits de l'homme, wéini den ORK soll kommen. Ech hunn dat nogefrot. An dee Projet soll elo an den nächste Wochen an de Regierungsrat kommen, soudass deen dann och geschwé kann deposéiert ginn.

Et waren e puer Froe gestallt ginn, ech wëll och eng Kéier dorobber agoen, zum Beispill, firwat de Projet de loi keen Droit d'ester en justice fir de CET virgesäit. Deen Droit d'ester en justice stellt effektiv eng Revendication vum CET duer, déi och schonn eben an der Vergaangenheet gemaach ginn ass. Och aner Gremien, wéi de Conseil supérieur des personnes handicapées zum Beispill, preconiséieren esou e Recht fir de CET.

Mä esou e Recht ass awer mat enger ganzer Rei vu juristesche Froe verbonnen: Fir d'Éischt ass de CET un d'Chamber rattachéiert an en huet keng eegestänneg Personnalité juridique. Dat ass am Prinzip d'Viraussetzung, fir dass ee kann en justice eben agéieren. Dat géif awer da beinhalten, dass een dem CET eng ganz aner Form juridique géif ginn, mat alle Konsequenzen, déi dann do drunhänken.

An zweetens ass dat net wierklech d'Missioun, déi d'Direktiv fir déi Organisme virgesäit, déi déi Roll hunn, déi de CET och elo assuméiert. De CET ass am Fong éischer en Organ, wat deene leséierte Persounen soll hëllef, hinnen eng Hëllefstellung soll bidden, sech awer net an der Plaz vun deene Persounen an enger Action en justice soll engagéieren. Am Allgemenge sinn d'Missiounen vum CET éischer fir ze vermëttelen oder konsultativer Natur.

Dann e Wuert zum Assurancérisiko, et war ugeschwat ginn. D'Gesetz vun 2006 iwwert d'Égalité de traitement applizéiert sech och un d'Fourniture des biens et des services vum Artikel 2. Dat Gesetz gesäit zënter 2008 eng Derogation zu der Égalité de traitement bei Assurancékontrakter vir, wou et erlaabt ass, fir den Alter oder den Handicap en compte ze huelen, wann déi Derogation „objectivement“ an „raisonnablement“ justifiéiert ass. Et ass ze relevéieren, dass den Droit communautaire esou eng Derogation erlaabt, wann déi Konditiounen dann och erfüllt sinn. Vu dass d'Menschenrechtskonventioun eng äänlech Dispositioun virgesäit, mengen ech net, dass et do e Widersproch gëtt.

D'Madamm Andrich huet et gesot, si haten en Amendement virgeluecht, fir déi Konditiounen, an deenen een d'äerft déi Derogation maachen, nach weider ze präzisieren. Mir opposéieren eis vum Prinzip hier esou enger Präzisioun iwwerhaupt net. Mir hunn awer an der Chamberskommissioun drop higewisen, dass esou eng Dispositioun riskéiert, nei Diskussiounen opzeweeren, beim Statsrot notament a bei de Beruffskummeren. A mir hunn et e puermol héieren de Mëtten: Mir hunn eng extrem Urgence hei an dofir huet d'Kommissioun deen Amendement, deen nach zousätzlech Analyse gefuerdert hätt, eben dee Moment net gestëmmt.

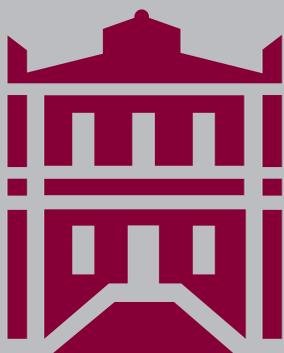
Dann, firwat ass net vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir aner Diskriminierungsmotiver an den Text vum Gesetz vun 2006 ze setzen, wéi zum Beispill de Changement de sexe, hu mer héieren?

Am Code pénal, wëll ech just eng Kéier hei soen, do stinn eng ganz Rei Infractiounen, wéi de Viol, de sexuellen Iwwergrëff an esou weider. An de Code pénal, dee seet schonn, wie wéini wéi muss gestrooft ginn. Dat heescht, et ass net, wéi wa mer dat elo hei géifen opmaache fir allméiglech Saachen.

Den Objectif vum Projet de loi war deen, wéi gesot, fir d'Direktiv 2014/54 ëmzesetzen, déi de Motif vun der Nationalitéit viséiert. Et war an deem Kontext net virgesinn, fir aner Diskri-



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





minatiounsmotiver an de Projet mat eranze-huelen. D'autant plus, dass déi Motiver dann natierlech och nees am Detail mussen analyséiert ginn. Mä wéi gesot, am Code pénal, do stinn och Limiten dran.

Da war d'Fro iwwert de Statut vum Personal gestallt ginn. D'Personal vun deenen aneren Institutiounen, déi un d'Chamber rattachéiert sinn, huet meeschtens e Statut, dee spezifesch ass a vum Statut du fonctionnaire oder anere Regimenter op enger Rei vu Punkten ofwächt. Déi verschidde Regimenter werfen oft juristeschen Froen op. Hei ass dann decidéiert ginn, fir d'Personal an engem bekannte Regimenter ze loosse, nämlech deem vum Employé de l'État, och fir esou Froen dee Moment ze evitéieren.

Dann zu der Natur vun den Enquêtes oder den Analysen. D'Regierung huet emol fir d'Éischt eben déi Direktiv an déi Dispositiounen, déi do nach érmesetze waren, tel quel esou, wéi et an der Direktiv steet, an de Gesetzestext iwwert de CET geschriwwen. Et ass awer evident, dass de CET Enquête ka maachen, déi sech dann am Kader vun der Direktiv natierlech och bewegen. Den Text seet jo, wat den Objet vun deenen Enquête soll sinn: ebe fir ze kucken, wat fir eng Hürden oder Restriktiounen dass eventuell bestinn, déi d'Rechter vun den EU-Bierger opgrond vun hirer Nationalitéit eben aschränken.

Voilà, ech mengen, ech hunn e bësselchen den Tour gemaach vun de Froen, déi nach hei gestallt gi sinn. An ech wär natierlech ganz frou, wann deen Text hei haut kéint gestëmmt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen zum Vott iwwert de Projet de loi 7102 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7102 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vott ass eriwwer.

Mir hunn 34-mol Jo, 3-mol Neen an 23 Absentiounen. Domat wär de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Bresseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Élvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet.

An ech stellen d'Fro, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ufroen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6995 iwwert d'Schafe vun der „Opferambulanz“ oder Afferambulanz op Lëtzebuergesch. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

4. 6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Häuslech Gewalt, Dir Dammen an Dir Hären, ass weder eng Privatsaach nach e Kavaliersdelikt. Si ass e kriminellen Akt an eng Verletzung vun de Mënschenrechter. Mat deem Projet de loi schafe mer eng wichteg Ulafstell, fir d'Rechter vun den Affer vun dëser Zort vu Gewalt ze stäerken. An

där Affer ginn et der méi wéi genuch! Dozou just e puer Zuelen.

An der Moyenne ginn et zu Lëtzebuerg 675 Fäll am Joer, wou d'Police weinst häuslecher Gewalt alarméiert gëtt. Bal 300 Fäll am Joer waren 2016 mat der Wegweisung verbonnen, dat heescht, den Täter ass fir eng Dauer vun zwou Woche bis zu dräi Méint aus der Wunneng vum Affer ecartéiert ginn an huet kee Kontakt zum Affer méi dierfen ophuelen.

Am Joer 2016 waren 12% vun den Affer manerjäreg. Dat ware ganzer 146 Kanner a jonk Leit. 40% vun den Affer waren tëschent 25 a 50 Joer al a stellen de Gros vun den Affer duer. An 116 Fäll koum et zu der Veruerteilung vum Täter. Dat heescht an anere Wieder, dass net méi wéi 17% vun den offiziell erfaassten Täter veruerteilt gi sinn. Fir all déi aner Täter huet d'Gewalt géint de Partner keng gréisser Konsequenz gehat. Dat heescht, 83% vun hinne si praktesch ongeschuer dovukomm. Déi Zuele ginn ze denken! Se sinn am Rapport vun 2016 iwwert d'Violence domestique ze fannen.

Eng Zuel, déi a kengem Rapport ze fannen ass, ass awer déi, déi d'Donkelziffer beschreift. Déi Ziffer ass ganz einfach net erfaassbar. Se verstopp sech hannert deenen offiziellen Zuelen. Dobäi handelt et sech ëm all déi Fäll vun häuslecher Gewalt, déi zu Lëtzebuerg ënnert den Dësch gekiert ginn, well vill Affer sech net traue, de Mond opzedinn a géint den Täter virzegoen. Dobäi muss ee wëssen, dass dës Zort vu Gewalt meeschtens keen eemolegt Erliefnis ass. No der éischter Kéier trëtt se erwiernermoosse regelméisseg op a verschlémmert sech mat der Zäit.

Häuslech Gewalt gëtt virun allem géint Fraen ausgeübt, zum Deel awer och géint Männer an zitt sech queesch duerch d'Gesellschaft, duerch all sozial Schichten an all kulturell Originnen. Déi betraffe Persounen fille sech séier an hirer Situatioun eleng gelooss, schumme sech souguer fir dat, wat se erliewen, an empfangen dobäi e Gefill vun Ohnmacht a vu Schold. Aus Angscht virum Partner, finanzieller Erpressung, der Suerg ëm d'Kanner an aus Angscht virum Geried an dem Getuschels vun den Noperen, der Famill an den Aarbechtskollegen hale vill Affer jorelaang de Mond, mam Resultat, dass den Täter net identifizéiert gëtt an dass en och net zur Rechenschaft gezu ka ginn.

Dës verheemlecht, et kann ee scho bal soen onheemlech Fäll stelle fir déi Betraffen e grouse Problem duer. Se si mat vill Leed a souguer Depressionen verbonnen a riskéieren, dass d'Affer keen aneren Auswee méi fanne wéi sech ze suicidéieren. International Studie beweisen nämlech, dass d'Relatioun tëschent Violence domestique a Suicide extrem héich ass.

Sollt d'Affer schlussendlech awer de Courage fannen, géint den Täter virzegoen, sinn d'Blessuren aus der Vergaangenheet net méi noweisbar, well se mat der Zäit verheelt sinn. Dat féiert natierlech dozou, dass déi lescht Blessuren, déi dem Affer zougefuegt gi sinn, um Geriicht oder vum Dokter als déi éischt Blessuren ugesi ginn, esou wéi wa virun näscht passéiert wier.

Dir Dammen an Dir Hären, fir deem déif gräifende Problem entgéintzesteieren, huet d'Regierung de Projet vun der Afferambulanz am Koalitionsaccord festgehale an Uleening un eis däitsch Noperen, wou dat Konzept sech scho längst bewäert huet. Op Franséisch schwätze mer vun der „Unité de documentation médico-légale“.

Deposéiert gouf dës Projet de loi de 27. Mai 2016 vum Justizminister Félix Braz, deen de Projet an enker Zesummenaarbecht mat der Chancëgläichheitsministesch Lydia Mutsch a mat anere kompetenten Instanzen entwéckelt huet.

D'Hauptmissioun vun deem neie Service besteet doran, déi kierperlech Verletzung vum Affer ze dokumentéieren an op déi Manéier ze verhënnern, dass Beweiser mat der Zäit verluer ginn. Am Fall, wou d'Affer géint den Täter wëllt kloen zu engem spéideren Zäitpunkt, steet dës Dokumentatioun him fräi zur Verfügung an huet e rechtskräfige Charakter. D'Dokumentatioun ass gratis an erfollegt op Basis vun enger professioneller medezinescher Bestandsopnam duerch en Dokter. Konservéiert gëtt d'Dokumentatioun am Laboratoire national de santé zu Diddeleng, dee mat deem Projet de loi eng zousätzlech Missioun kritt.

Allerdéngs ass et net d'Personal vum LNS, mä d'Affer selwer, wat Zougrëff zu senger Dokumentatioun huet an och d'Kontroll doriwwer behält. An et ass och d'Affer, dat d'Dokumentatioun zu jidder Zäit ka benotzen, fir de Beweis vu senger Verletzung zu liwweren. D'Identitéit vum Affer gëtt no der Bestandsopnam pseudonymiséiert, dat heescht, seng Identitéit gëtt just beim éischte Kontakt mam Service

opgeholl an ass duerno bei all Traitement vun der Dokumentatioun a vun de perséinlechen Daten net méi erkennbar.

Érischt wann et zu engem Gerichtsprozess kënnt, gëtt d'Identitéit nach eemol kontrolléiert, fir sécherstellen, dass et sech bei der Persoun net ëm eng Verwiesslung handelt, mä ëm dat effektiivt Affer.

Ech kommen zur konkreter Prozedur, déi folgendermoossen ofleef.

Am Projet de loi ass festgehale ginn, dass d'Affer no der Consultatioun e sougenannten „certificat de documentation médico-légal“ ausgehändegt kritt. Dese Certificat kann op Wonsch vum Affer am LNS archivéiert ginn, fir ze verhënnern, dass en an d'Hänn vum Täter geréit an dass d'Affer dowéinst zousätzlechen Aggressiounen a Gewalttaten ausgelievert gëtt.

Aus deemselwechte Grund kritt d'Affer och déi ganz Dokumentatioun net ausgehändegt, ausser am Fall, wou et dat ausdrécklech op eng Demande motivée hi wënscht.

Wichtig ass dobäi ze soen, dass et sech bei der Afferambulanz ëm en dezentrale Service handelt. D'Dokumentation médico-légale ass zwar eenzeg an eleng am LNS ënnerbruecht. Dat heescht awer net, dass d'Affer sech op Diddeleng an de Laboratoire muss deplacéieren, fir de Service an Usproch ze huelen. Et ass virgesinn, dass den LNS enk mat de Spideeler zesummeschafft an dass de Gerichtsmedezinner an dat Spidol kënnt, an deem d'Affer sech behandle léisst.

Dee Moment gëtt niewent der medezinescher Bestandsopnam vum Dokter an och der néideger Behandlung gläichzäitig eng rechtsmedezinesch Dokumentatioun opgestallt. Dat erspuert dem Affer, dass et sech fir d'Éischt an d'Spidol an duerno och nach an den LNS muss deplacéieren, woubäi ee muss wëssen, dass Blessuren, déi scho virun hirer Dokumentatioun am Spidol behandelt géife ginn, net méi deiselwecht Envergure hunn, wéi se am Ufank ausgesinn. Bei méi lichte Blessuren ass et dem Affer fräigestallt, direkt an den LNS ze fueren, wou e Gerichtsmedezinner d'Blessuren op der Plaz direkt dokumentéiert.

Aus Sécherheetsgrënn deplacéieren d'Gerichtsmedezinner sech net an d'Wunneng vum Affer an och net an eng aner Privatwunneng. Wat d'Aarbecht vun de Gerichtsmedezinner ugeet, esou hält de Projet de loi fest, dass dës Doktere sech op d'Dokumentatioun vun de Blessuren limitéieren an op déi néideg Prelevementen, dëst op Basis vun objektiven, wëssenschaftleche Kriterien aus der Medezinn an net op Basis vun all méiglechen Interpretatiounen vum Affer respektiv vum Dokter.

Fir d'Impartialitéit vun de Gerichtsmedezinner an alle Fäll sécherstellen, dierf d'Nogespréich mam Affer och nëmme just informativ Natur sinn an dierf sech just op d'Informatioun zu Nobetreiungsofferen a spezialiséierten Zentren bezieen. Dee Moment, wou d'Dokumentatioun bis opgestallt ass, gëtt se am LNS an engem Spezialarchiv opbewaart, getrennt vun allen anere Servicer.

D'Dauer vun deem Archivage läit bei zéng Joer. Et sief, d'Affer dréckt dee schréffleche Wonsch aus, deen Zäitraum ze verlängeren. D'Dokumentatioun kann awer och méi laang oprechterhale ginn, wa se fir Statistiken oder zu Zwecker vu Recherche gebraucht gëtt. An deem Fall bleift d'Identitéit vun der betraffener Persoun duerch d'Pseudonymiséierung vun de perséinlechen Date geschützt.

Léif Kolleginnen a Kollegen, och wann de Service vun der Afferambulanz net just fir d'Affer vun der häuslecher Gewalt reservéiert ass, esou gehéiert se awer ganz kloer an dee Kontext a riicht sech och just u groussjäreg Persounen. Fir manerjäreg Persounen stinn aner Servicer zur Verfügung.

An deem Sënn ergänt dës Projet de loi d'Gesetz vun 2013 iwwert d'Violence domestique a schafft en zousätzlech a wichteg Instrument, fir d'Rechter vun den Affer ze stäerken, esou wéi ech dat am Ufank gesot hunn. An deemselwechte Kontext gehéiert och d'Istanbul-Konventioun, vun där oft geschwat gëtt. Se wäert viraussichtlech nach dëst Joer duerch en entsprechende Projet de loi ratifizéiert ginn.

Zum Kampf géint häuslech Gewalt gehéiere schlussendlech och d'Berodungs- an d'Assistenzentren, déi den Affer an zum Deel souguer och den Täter zur Verfügung stinn. Beim éischten handelt et sech ëm de Service d'assistance aux victimes de violence domestique, dee scho méi laang existéiert. Dese Service bekëmmert sech net nëmme ëm d'Berodung vun de Victiminnen an ëm hir Prise en charge, mä och ëm d'Prise en charge vun hire Familljen, inklusiv de manerjärege Kanner, déi eben oft vu Violence domestique betraff sinn, wa se an hirem Haushalt stattfënt.

Den zweete Service ass de Service „Riicht Eraus“ vun der Croix-Rouge. Hei geet et drëms,

den Täter eng psychologesch an therapeutesch Hëllefstellung unzubidden, an zwar souwuel de potenziellen Täter wéi och de presuméierten oder condamnéierten Täter. D'Zil vun deem Service ass, dës Persounen doran ze ënnerstëtzen, hiert Verhalten zum Positiven hin ze änneren a vun hirem gewalttätege Verhale lasszekommen. Dese Service kann op fräiwëlleger Basis consultéiert ginn. E gëtt awer obligatoresch am Fall vun engem Jugement vum Geriicht an och am Fall vun enger Expulsioun.

Elong am Joer 2016 si 453 Dossiere vum Service „Riicht Eraus“ traitéiert ginn, wat d'Envergure vun deem Problem ënnersträicht.

Ech kéim zum Schluss zu deene verschidde Avisen, ugefaange beim Avis vum Collège médical, deen d'Fro vum Statut vun de Gerichtsmedezinner opwerft. De Collège médical ass der Meenung, dass déi legal Basis vun der Gerichtsmedezinn zu deem Zäitpunkt nach relativ flou ass a verweist an deem Kontext op de Projet de loi, deen d'Unerkennung vun de Berufsqualifikatiounen méi kloer wäert regelen an domat och d'Qualifikatioun an de Statut vun de Gerichtsmedezinner.

Déi national Dateschutzkommissioun hirersäits formuléiert eng Rei Recommendationen, wat den Traitement vun de perséinlechen Daten ugeet. Donieft ass d'CNPD och der Meenung, dass d'Biergerinnen an d'Bierger ganz gezielt a gutt iwwert d'Servicer vun der Afferambulanz mussen informéiert ginn, fir dass se hir Wierkung net verfeelt.

De Parquet vu Lëtzebuerg an dee vun Dikrech waren als effektiv Memberen un der Ausaarbechtung vun dem Projet de loi bedeelegt an hunn doran näscht auszesetzen.

Bleift nach den Avis vum Statsrot, deen d'Fro opwerft, no wéi enge Modalitéiten d'Gerichtsmedezinner mat den Dokteren zesummeschaffe sollen a wéi et mam Austausch vun den Informatiounen ausgesäit. Donieft weist de Statsrot drop hin, dass d'Unité de documentation médico-légale déi néideg Mëttele muss zur Verfügung gestallt kréien, fir allen Zorte vu Violence domestique kënnen gerecht ze ginn.

E Punkt, deen an der Kommissioun méi kontrovers diskutéiert ginn ass, ass dee vun der Pflicht vun den Dokteren, mutwëlleg zougefuegt Blessuren um Kierper vun hire Patienten d'office ze denoncieren, well se jo wëssen, dass sech dohanner e kriminellen Akt verstopp, an doduerch eben déi gerichtlech Schrëtt anzeleeden. Well dës Obligatioun awer der Confidentialitéit vun der Consultatioun am Wee steet, schléit de Statsrot vir, déi Obligatioun aus dem Code de procédure pénale ze sträichen. Dës Kompetenz wäert dann eng aner Kéier zur Diskussioun stoen an der Kommissioun.

D'Kommissioun ass sech ënner gewëssene Reserven eens ginn, dass eng obligatoresch Denonciatioun effektiv e Risiko duerstellt. Si kann notament dozou féieren, dass d'Affer de Service vun der Afferambulanz guer net an Usproch hält, well hiren Dossier d'office eng gerichtlech Suite ka kréien, ouni dass dat zu deem Zäitpunkt vum Affer gewënscht ass.

Fir méi Detailler zu deene verschidde Avisen an zu den Aarbechte vun der Kommissioun verweisen ech op mäi schréffleche Rapport, dee méi extensiv ass wéi mäi mëndleche Rapport.

Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun begreissen ech natierlech, dass d'Afferambulanz zu Lëtzebuerg endlech Realitéit gëtt, nodeems laang drop gewaart ginn ass. A mir sinn och frou, dass d'Regierung keng Mëttele scheid, fir d'Gewalt am Stot ze bekämpfen an den Täter d'Handwierk ze leeën. Fir hir Wierksamkeit ze analyséieren, Här Minister, schloe mir vir, no een, zwee Joer eng Evaluatioun virzehuelen a méiglech Schwaachstellen ze behiewen, falls et sollt néideg sinn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt der Rapportrice, dem Josée Lorsché, villmools Merci soe fir hire schréfflechen a mëndleche Rapport. Et ass richtig, mat deem Gesetzesprojet gëtt eigentlech eng laangjäreg Fuerderung agefouert, fir d'Afferambulanz no däitschem Modell zu Lëtzebuerg och an eist Gesetz ze verankeren. Den einfache Prinzip ass deen, dass eng Persoun d'Méiglechkeet kritt, wa se Affer ass vu physische Blessuren, déi hir bei enger Strofdot zou-

gefüügt ginn, dass se dat kann dokumentéiere loosser, ouni dass et do automatesch zu strofrectleche Poursuite kënn.

De Punkt ass deen: Firwat gëtt dësse Projet oder ass dësse Projet an der Justizkommissioun traitéiert ginn? Mä well et awer zwou wesentlech Ausname gëtt zu zwee Grondprinzipien, déi an eise Strofrecht festgehal sinn. Dat éischt ass d'Denonciationspflicht, déi all éffentleche Fonctionnaire huet: Nämlech wann dee Kenntnis huet vun Elementer vun enger Strofdot, dann ass hien eigentlech verpflichtet no dem Artikel 23 vun eiser Stroffprozessordnung, déi dem Parquet matzedeelen an deen dorwäer a Kenntnis ze setzen. An et ass dann um Parquet, deen d'Opportunitéit vun de Poursuitten huet, fir da gegebenenfalls eng strofrectleche Prozedur anzeleeden oder net. Hei, wéi gesot, trennt een déi zwou Saachen.

En zweete Punkt, wou eng Aschneidung ass zu engem Prinzip bei eis an dem Strofrecht, dat ass deen vum sougenannte Berufsgeheimnis, wou eng Rei vu Leit, d'Affekoten, awer an demsem Fall besonnesch d'Dokteren, drénnerfallen. Abee, hei gëtt et de Leit erlaabt, déi fir d'Afferambulanz schaffen am Kontext vun dem Laboratoire national de santé, dass déi kënnen Echanges hu mat den eenzelnen Dokteren, ouni dass domadder hiert Berufsgeheimnis a Fro gestallt wier.

De Punkt ass eigentlech deen, dass hei zwou Exceptionne gemaach ginn zu deene Prinzipien. An d'CSV-Fraktioun kann och zu deenen Exceptionne stoen, well soss eigentlech déi ganz Afferambulanz net ka funktionéieren. Mir ënnersträchen awer, dass de Conseil d'État zu Recht drop higewisen huet, dass een déi Ausnam net sollt an de Code d'instruction criminelle oder de Code de procédure pénale dräschreiwene, mä dass déi sollt an deem spezifische Gesetz iwwert d'Afferambulanz festgehal ginn, fir dass net sollt opkommen, dass hei e Prinzip wier mat enger Hällewull vun Ausname vun der sougenannter Denonciationspflicht.

Wat de Prinzip ubelaangt, ass d'CSV mat demselben Gesetzesprojet deemno d'accord. Déi eenzeg Fro, déi mer eis stellen an déi mer och un de Justizminister adresséieren:

Wann een d'Fiche financière kuckt vun dem Gesetz, dat heescht, wat dat Ganzt soll kaschten, souwuel a materiellen Uschafungskäschten, mä virun allem a Personalkäschten, da gesäit een, dass bei de Ressources humaines, also dat, wat vun Neistellungen néideg ass, do just ee Collaborateur médical virgesinn ass mat 75.000 Euro an dann nach e Coordinateur, deen d'Sekretariat mécht, mat enger hallwer Tache vu 40.000 Euro.

Elo ass et awer esou - an d'Madamm Lorsché huet dat gesot -, dass et ronn 800 Fäll ginn hei am Land vu sougenannter häuslecher Gewalt, wou an iwwer 300 Fäll d'Police effektiv zur Feststellung kënn vu Strofdoten. Dann ass et och esou, dass jo dee Service hei net nëmme funktionéiert - ech mengen, dat soll ee soen - am Kontext vun der häuslecher Gewalt, mä d'Gesetz erlaabt et, dass all Affer vun enger physischer Blessure, déi duerch eng Strofdot hir zougefüügt gëtt, kann op dee Service hei als Affer zréckgräifen. Dat heescht, et ass net nëmme limitéiert op elo Fäll vun enger Violence domestique, wéi mer déi kennen.

Do stelle mir awer éierlech gesot d'Fro och direkt un de Justizminister, wéi e gesäit, dass dat do mat enger Persoun respektiv engem hallwe Sekretariatsposten nach ka funktionéieren, d'autant plus wou jo erwünscht ass, dass dee Service hei 24 op 24 Stonne sollt funktionéieren. An ech soen lech och do, dass d'CSV an deem Kontext kee Problem hätt, wann hei misst zousätzlech op Astellungen zréckgegraff ginn, fir dass dee System hei effektiv funktionéiert. Ech mengen, wann ee seet: „Mir stinn zu enger Afferambulanz“, jo, da muss mer och der Regierung Méiglechkeeten zouerkennen, fir dass déi Afferambulanz hei effektiv, an net nëmme am Kontext vun enger häuslecher Gewalt, mä och am Kontext vun anere Strofdoten, wou eng Persoun physisch Blessuren zougefüügt kritt, och ka funktionéieren.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu demselben Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Merci awer och virop der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, fir hire ganz detailléierte mëndlechen a schrëftleche Rap-

port. Dat erméiglecht mer, fir eng Partie Zuelen net méi ze widerhuelen, déi Der hei scho genannt hutt.

Dëst Gesetz, mir hunn et elo héieren, konfrontéiert eis mat enger ganz traureger Realitéit, déi och zu Lëtzebuerg, an dat an alle soziale Schichten, erschreckend Ausmoossen ugeholl huet, d'Gewalt an dorwäer eras natierlech och d'häuslecher Gewalt.

Déi puer Zuelen, déi d'Madamm Lorsché genannt huet, déi och elo vum Här Roth nach eng Kéier rappeliert goufen, weisen drop hin, dass déi Statistik, wéi ech et scho gesot hunn, ganz erschreckend ass. An et ginn och net vill Variatiounen an där Statistik iwwert déi lescht zéng Joer. D'Affer sinn an de meeschte Fäll Fraen, ronn 63%, mä do dernieft sinn natierlech och d'Männer der häuslecher Gewalt ausgesat. An domadder net genuch. Eigentlech kann ee soen, dass, wann et zu gewalttätigen Aktiounen am Stot kënn, dann och d'Kanner déi Leidtragend sinn. An net seele geet d'Gewalt och souguer vu Kanner aus.

Fir 2016 just, rappelierechen ech dee Chiffer, waren ëmmerhin 146 Victimme mannerjäreg. Et goufen 116 Fäll vu Gerichtsuertheeler. Jo, et kéint een op dës Plaz natierlech nach vill méi wäit an d'Statistiken eragoen, mä se ginn do-duerch och net méi positiv.

Et gëtt scho ganz vill a gutt Aarbecht geleescht, wat d'Präventioun an och d'Prise en charge ugeet vun den Affer an och vun den Täter. An och eis Gesetzgebung gëtt der Police jo déi néideg Handhab, fir d'Expulsioun vun den Täter virzehuelen. E ganz wichtegt Glidd huet awer an dëser Kette gefeelt. D'Dokumentatioun, an anere Wieder: déi séier rechtsmedezinnesch Bestandsopnam mam Archivage vun deem, wat festgestallt gouf vu Verletzung bei den Affer. Mir nennen et hei am Gesetz „d'Operambulanz“.

Et ass ze begrëssen, dass mer et grad iwwert dëst Gesetz fäerdegbréngen, den Affer vun alleméiglechen Zorte vu gewalttätigen Akte séier an onkomplizéiert entgéintekommen, an enger Situatioun, déi fir si mat Angscht, Panik an och Péng zesummenhängt. Et ass ganz dacks eng Situatioun, wou d'Affer net direkt schonn am Klore sinn, wéi si sech da solle widerhi verhalen, ob se iwwerhaupt scho prett sinn, fir eng Plainte ze maachen oder net. A vläicht ass deen een oder deen anere sech emol nach selwer guer net bewosst, wéi uerg et eigentlech em hie steet, well en d'Ausmooss vu senger Verletzungen nach guer net selwer kann aschätzen.

Eng Persoun, déi an d'Urgence muss komme weinst gewalttätigen Akten, weinst senger Blessuren, kritt mat Hëllef vun demselben Gesetz deemno d'Méiglechkeet gebueden, fir hir Verletzungen nach méi spezifesch klinesch analyséiert ze kréie vun deene Professionellen aus dem Département médico-légal vum LNS. Hei kritt d'Terminologie vun „Opferambulanz“, oder „Afferambulanz“ op Lëtzebuergesch, och hire ganze Sënn.

D'Notioun vun der „Urgence“ gëtt jo hei formell a kloer ervirgestrach. D'Consultatiounen gi jo och meeschtens an der Urgence gemaach, deemno ouni Rendez-vous oder soss Planifikatioun. Et ass och nëmme esou, wéi Verletzung richteg kënnen ageschätzt ginn, well d'Spuren, déi verblatze mat der Zäit. Dat heescht, dass déi blo Plazen oder och soss Strangulationszeechen no e puer Wochen nogelooss hunn, an d'Ausmooss vun der Gewalt ass dann nach ganz schwéier nozevollzéien.

Bleiwe mer awer ganz kuerz nach beim medezinnesche Volet, wou ech virop wéilt de Partenaire mat de Spideeler ervirsträchen, ouni deen dësse Projet an dësse Form eigentlech guer net esou effikass hätt kënnen duerchgeplangt ginn!

Wann en Affer opgrond vun enger Aggressioun direkt an eng Behandlung geet, da gi jo, wéi gesot, Therapie vun de Verletzungen virgeholl. An d'Dokumentatioun, déi dofir opgestallt gëtt, déi ass am Hibleck ebe just vun dessem therapeutische Moosnamen a bei Wäitem net an enger Approche vu Rechtsmedezinn. Dofir huet dës Dokumentatioun och net déi néideg Renseignement, déi gebraucht ginn, wann eng juristesche Suite soll kommen. Meeschtens feele jo d'Fotoen, oder awer d'Affer huet Biller, déi vu Famill oder vu Bekannte gemaach goufen, an deemno kënnen déi an der Defense herno contestéiert ginn.

Derbäi kënn awer och, dass eventuell Dokteren, déi vu Gewaltopfer opgesicht ginn, och net onbedéngt déi adequat Formatioun hunn, fir eng spezifesch Diagnos oder awer eng spezifesch Beschreiwung vun engem gewalttätigen Akt ze maachen. Dëst alles féiert derzou, dass déi opgestallte Rapporten ënner Emstänn guer net komplett sinn a fir Geriichtszwecker och emol net a Fro kommen. An dobäi ass et jo

grad de Rapport, deen dat wäertvollt Beweiselement duerstellt, wann eng Plainte deposéiert gëtt.

De Parquet muss d'Méiglechkeet kréien, fir d'Gravitéit vun de Faiten anzuschätzen an deemno och déi penal Suite kann ordonnéieren. Och wann d'Behandlung an der Urgence als eng normal medezinnesch Consultatioun verrecht gëtt, esou muss een hei awer och ervirsträchen, dass de Service vun der Afferambulanz, dee jo op där Plaz respektiv deem Spidol offréiert gëtt, wou déi betraffe Person an d'Urgence geet, gratis ass, an dass et deemno och keng Ursach méi gëtt, fir deen net ze beusprochen.

Nieft der Gravitéit vun de Faiten, kann och d'Ursach vun de Blessuren definiert ginn. A fir den Dossier ze vervollstännegen, ginn och gegebenenfalls Fotoe vun de Verletzungen respektiv vum Zoustand vum Affer gemaach. Falls d'Victime awer elo net direkt scho wéilt eng Plainte maachen an deemno dës Pièce net direkt gebraucht gëtt, gëtt den Dossier, wéi d'Madamm Lorsché et och erkläert huet, ënner engem Pseudonym archivéiert. An esou kann déi betraffe Person spéider zu jiddwer Moment dorobber zréckgräifen.

Déi Persoun kann als selwer a fir sech decidéieren, wéi si wéilt widerfuere. Dass si net direkt an der Verfassung ass, fir eng Prozedur ze lancéieren, kann een a jo ganz, ganz ville Fäll novollzéien. Dacks huet et en mam Täter selwer ze dinn, deem seng Aggressivitéit net anzuschätzen ass. Dacks sinn et och familiär Grënn, wou d'Affer Angscht huet, fir diskreditéiert ze ginn. Jee no sozialem Statut ass et och d'Angscht virun engem Skandal, d'Angscht an d'Onsicherheit virun all deem, wat esou eng juristesche Prozedur iwwerhaupt mat sech bréngen kann.

Et ass et och ganz dacks d'Angscht, dass et d'Meenung ass, wann den Täter doheem wunnt, wann den Täter an der Strooss wunnt, dass en nach erëm eng Kéier kann op d'Affer zréckkommen. Et ass awer och emol d'Meenung an d'Hoffnung, dass et en eemolege gewalttätigen Akt ass an dass den Täter sech wäert besseren. Dacks ass et awer och eng Situatioun op enger Aarbechtsplaz, wou sech eppes ofgespillt huet, wou een da fäert, dass et Repercussiounen huet op déi professionell Existenz. Oder awer et ass ee ganz einfach iwwerzeegt, dass een et selwer an de Grëff kritt. Bref, ganz viles kann d'Affer dervun ofhalen, fir déi éischt Schrëtt ze woen, fir eng Plainte ze maachen.

D'Saskia Etzold ass eng Rechtsmedezinnerin bei der Afferambulanz zu Berlin. A si huet zu demselben Thema daitlech a folgend Wieder. „D'Alldagsgewalt gëtt an eiser Gesellschaft ënnerschat“, seet si. „D'Stereotype gräifen net. D'Gewalt ass weder bildungsfern nach huet se e Migratiounshannergrond. An der schicker Villa gëtt gradesou vill geschlo wéi an der klengster Häipchen, nëmme méi subtil. Déi eng schloen an d'Gesicht, anerer schloen dohinner, wou keen et gesäit.“

Hir Erfahrung seet, dass d'Affer dacks Hëllef unhuele fir hir Kanner, fir sech selwer awer net. Si huet awer och geléiert, dass ee muss waarden, bis d'Frae prett sinn. „Mä si kommen enges Daags“, seet si, „an zwar dann, wa si decidéiert hunn, dass et duergeet.“ Et ass hir eege Schmerzgrenz. An hir Erfahrung seet och, dass et d'Mataarbechter aus der Afferambulanz sinn, déi d'Entwécklungen dacks méi fréi a besser moosse kënnen wéi d'Police oder d'Justiz.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Grad hei wéilt ech och d'Ausso vun eiser Chancéglichheetsministesch, der Madamm Lydia Mutsch, aflechten, déi gesot huet, dass de Projet Afferambulanz en essenzielle Bestandteil ass, fir den Affer vu Gewalt méi Schutz an Unerkennung ze garantéieren. Mir hunn et verstan. D'Gewalt ass net nëmme en Thema, et ass eng Realitéit. D'Afferambulanz verschaaft de Fraen, oder soe mer einfach den Affer, Zäit, fir ze iwwerleeën. D'Afferambulanz ass awer och en Instrument, wat soll hëllefen, fir aus dem Däiwelskrees vun der Gewalt eraszezklammen.

D'Kommunikatioun iwwert dessem exzellente Service muss awer och elo gräifen. An et muss vermëttelt ginn iwwert d'Berodungsstrukturen, iwwert déi ganz Panoplie vun Informatiounen, Aktiounen, Theateropféierungen a soss Campagnen, déi mat ganz vill Seriö vu ville kompetente Leit an ënner der Tutelle vun dem Chancéglichheetsministère ugefouert ginn.

Et wier och ze begrëssen, Madamm Minister, wa mer vläicht aktuell Ziffere kéinte kréien, fir och ze wëssen, wat sech de Moment elo an all deene Gremien deet a wéi d'Evolutioun och vun den Aarbechten um Terrain ass. Well et muss nach widerhi vill geschafft ginn, fir

d'Fraen ze stäerken, dass si hir Plaz als vollwäertegen a gläichberechtete Mënsch an der Gesellschaft an och an hirer Koppel gesinn. Well och wann eng Verletzung ausheelt, et bleift ëmmer nach eng Narb. An dat seet de Publius Syrus, e réimesche Philosoph, stellt lech vir, dee viru Christus gelieft huet.

An heimadder ginn ech ouni Transition den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Hemmen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Deputéierten Edy Mertens. Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erlabe mer, zu demselben Projet de loi fir meng Fraktioun ze schwätzen, obwuel ech jo eigentlech net Member si vun där zoustänneger Kommissioun.

Ech komme vläicht awer och heihin, fir der juristescher Kommissioun Merci ze soen, dass si sech deem Projet do ugeholl huet, well et ass méi wichteg, wéi ee mengt. Ech géif soen, als Dokter erliwenech et ganz dacks, et ass esou erschreckend - ech hat driwwer nogeduecht -, dass ech bal ka soen, ech erliwenech et bal all Woch. A wann den Här Roth hei vun deenen Zuelen, déi do deklaréiert sinn, seet: „Dat sinn nëmme déi deklaréiert Zuelen“, dann huet den Här Roth vollkomme recht. An ech behaupten, dass et an deem Land hei méi wéi 800 där Fäll ginn. Dat ass ganz erschreckend. An ech wäert herno nach drop zréckkommen.

Ganz dacks kënn ee bei den Dokter. A wien ass dat schonn? Meeschtens ginn d'Leit, jee no deem, wat fir eng Zäit am Dag et ass, bei hiren Hausdokter. Dee kenne se gutt. Dee kennt d'Situatioun an de Familljen. An dann no an no gesäit och den Hausdokter, dass déi Blessure, déi déi Persoun do presentéiert, net vum Trapeneroffale kënn, oder dass de Staubsauger drop gefall wier oder soss iergendepes, an och net vu soss iergendengem Accident.

Déi sougenannten Opferambulanz, déi mam Vott vun demselben Projet geschafft gëtt, ass also vun essenzieller Bedeitung fir eng Problematik, déi leider allze dacks nach wéi en Tabuthema an eiser Gesellschaft behandelt gëtt.

An ech soen direkt hannendrun: Et fällt jo beim Dokter alles ënner d'Schweigen. Dat ass heiansdo fir dee wahnsinneg schwéier.

Et geet hei em d'Oplklärung vun - also fir mech, ech kann et nëmme esou nennen - Gewaltverbrechen. A ganz besonnesch em d'Oplklärung vun der häuslecher Gewalt.

Wéi ewell vun der Rapportrice beschriwwen, geet et drëms, dass d'Tracé vu Gewalt als solch festgehalen a konservéiert ginn. Dëst ass besonnesch a Fäll vun der häuslecher Gewalt ganz wichteg, well hei déi Opfer dacks eréischt no e puer Virfäll bei d'Police ginn a soumat déi viregt Infraktiounen, déi geschitt sinn, net méi bestrooft kënnen ginn - vläicht, ech si kee Jurist -, well da keng Tracé méi do sinn.

Ech kann lech e ganz rezent Beispill soen: An engem Nuetsdängscht zu Ettelbréck an der Maison médicale hunn ech duerch puren Zufall, also et gëtt nach Zufall, fir d'Drëtt e jonke Mann do gehat, dee vu senger Fra schrecklech geschlo gouf. Deen hat ausgesinn, et mengt een, e wier, ech weess net wou derduerchgeschleeft ginn, duerch d'Destelen, en hat och Hämatomer an Allméigleches. An trotz engem Gespräch - ech hu mech ganz laang mat em befaast - sot en: „Ech kann dach net! Ech kann dach net! Et ass dach meng Fra!“ An esou virun. An do kommen dann och nach psychologesch, psychiatresch Problemer derbäi. An da sëtzt een do.

Dofir ass et wichteg, ze ermimmen, dass dee Service vun der Opferambulanz gratis ass, dass et kee Prerequis ass, fir eng Plainte gemaach ze hunn, et muss een net virdrun also eng Plainte gemaach hunn, ier een de Service an Usproch hält, an dass d'Anonymitéit vum Opfer zu all Moment garantéiert ass. Dat ass ganz wichteg. Et ass och schéi beschriwwen am Projet, wéi dat funktionéiert. Natierlech kann den Dokter net eng Kaputz opsetzen a blann sinn, wann en de Patient kuckt. E muss jo och wëssen, mat wem en et ze dinn huet. Mä duerno ginn déi Date jo vertraulich behandelt.

De Schutz vun deene ganz sensibelen Daten ass fir eis natierlech och eng absolut Prioritéit. An dofir huet d'DP jo an der zoustänneger Kommissioun guttgeheescht, dass verschidde Propositionen vun der Datenschuttkommissioun am finalen Text berücksichtegt goufen.

Ech mengen, kee vun eis, deen nach net selwer an der Situatioun war an Affer vun esou engem Gewaltverbrechen ginn ass, ka sech d'Leed vun enger betraffener Persoun am vollen Ausmooss

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

virstellen. Besonnesch, an dat betounen ech, wann d'Gewalt vun enger Persoun ausheet, déi ee gären huet a wou ee mengt: „Ma dat ass dach net méiglech. Ech hunn hie gären an emgedréit. Déi Persoun muss mech jo gären hunn.“ Dee geet net direkt bei d'Police. Dee versicht nach, mat all Moyenen a mat Diskussionsionen ze schaffen. A mir kënnen eis jo wierklech virstellen, wéi grouss déi Angscht muss si fir déi Persoun, dat bei der Police ze mellen, well do gefaart gëtt: Et ka jo dann awer wierklech nach schlëmmer kommen. Jiddefalls Fäll, déi ech erlieft hunn, déi si wierklech ganz grav.

D'Opferambulanz wäert also eng wichteg Ulfstellung si fir déi Persounen aus deenen Ursachen, déi d'Rapportrice lech ewell ganz detailléiert opgezielt huet. D'Opferambulanz ass awer och, an dofir stinn ech hei, eng wonnerbar Saach fir d'Dokteren - a wéi gesot, ech schwätzen aus Erfahrung -, déi dacks eng gewëssen Ohnmacht verspieren, wann een Opfer bei se kennt, dat manifestement mëssandelt gouf an awer keng Plainte wëllt maachen.

Et ass esou, datt et immens schwéier ass fir een Dokter, zum Beispill e Generalist, en Internist - en Unfallchirurg kann et vläicht ewell besser, deen huet awer méi eng grouss Erfahrung -, fir feststellen: Ass et dann elo wierklech eng Verletzung, déi deen Ursprung huet, deen d'Opfer ugëtt?

Ech kann lech soen: Ech hunn eng Verletzung gesinn, do stoung ech herno zu Dikrech um Geriicht. Do hat den Noper eng Heck geschneiden. A wéi en amgaange war, d'Heck ze schneiden, dunn ass en an d'Hand gebass ginn. An hien hat behaupt, d'Madamm, d'Nopesch hätt en an d'Hand gebass. An ech hat en do sätzen. Natierlech, wat mécht een? Dat si mer geléiert ginn an der..., an der...

(Interruption et hilarité)

An der Geriichtsmedezinn si mer awer geléiert ginn, wann ee bei lech kënnt mat enger Verletzung, dann ass et eis Pflicht als Dokter, d'Verletzung ze beschreiben, ze dokumentéieren an net do Kommentaren ofzeginn. Mir si jo kee Polizist a mir maache keng Recherche. Dat ass ewell dat Eischt, wat een e muss bäibréngen: Ech ka gären en Dossier opmaachen, wou ech dat dote festhalen. Wann da Suitte kommen, da sätzt dacks den Dokter och als Zeien um Geriicht. Ma dat war eng ganz lëscht Saach, well herno festgestallt gouf: Et war den Hond, dee gebass hat, an et war net d'Nopesch.

Een anere Fall, un deen ech mech erënneren, fir ze weisen, wéi schwéier et ass: Do koum d'Madamm sech bekloen - an als Dokter kennt ee jo och e bësse psychologisch dann de Patient, wéi dat do dann elo ausheet an engem fierchterlechen Trallala - an hat hir Schwéiermamm nach matbruecht a gesot: „Kuckt emol hei, wat huet déi mech verbrannt.“ A si ass awer dunn och gesi gi vun der Nopesch an ech hunn dat och gesinn, datt dat Verbrennung waren, déi nimools mat Waasser konnte geschitt sinn, mä si hat sech an d'Brennessele gesot, fir een ze beschëllegen. Also et gëtt all Variatiounen. Also beschreift ee just dat, wat ee gesäit. An dann ass et drun, datt de Jurist do entscheet, wat geschitt.

An der Geriichtsmedezinn ass awer - a mir hunn all als Dokter mussen Geriichtsmedezinn maachen - eppes ganz aneres. Déi hunn eng riseg Erfahrung, déi kënnen dat vill méi exakt dokumentéieren. A si müssen dat jo dann och konservéieren, zéng Joer, wann ech richtig gelies hunn. An dat ass eppes ganz Wichtige, déi Dokumentatioun vun der Geriichtsmedezinn.

Dofir sinn ech derart stolz drop, datt Lëtzebuerg elo endlech eng Geriichtsmedezinn

huet, well dat war fir mech rätselhaft (veuillez lire: wisou mer nach keng haten). Ech sinn alt zu Elwen eng Läch kucke gaangen, déi koum aus Kuba zrëck viru Joren, well d'Mamm gemengt hat, et wier net hiert Meedchen. Ma do war eng Dokumentatioun derbäi vun der Geriichtsmedezinn vun Havanna. Do hunn ech geduecht: Dat ass dach schrecklech, datt s de hei bei Accidenter geruff gëss, grujeleg Accidenter mat Doudesfolleg, an datt do kee Geriichtsmedezinner optaucht. Dat ass immens wichtig.

An do kennt Der jo vun eise bekannte Geriichtsmedezinner dat Wuert, dee Bicher geschriwwen huet an dee gesot huet: „Wann een dann emol géif“ - wéi hat e gesot? - „bei all deenen, déi um Kierfecht leien a wou eppes net richtig zougaangen ass, eng Käerz dropsetzen, da géif et Allerhellgen elle liichten.“

Also ech mengen, et muss ee kucken: De Geriichtsmedezinner ass de Geriichtsmedezinner. A mir sinn immens fro als Dokteren, datt dat dote Gesetz dann hoffentlech wäert de Mëtteg hei gestëmmt ginn, fir eis ze befreien. Also wierklech befreie vun där riseger Verantwortung, déi dat ass, wann een éierens hikënt an et ass eppes passéiert.

Ech kann lech just soen: Am Ausland, jiddefalls an deem Land, wou ech laang war, do kënnt bei all Accident op der Strooss, iwverall, bei all Accident, bei deem geringsten Doute, de Geriichtsmedezinner. Do ass guer keen Zweifel. Déi Läch muss dobleiwen, bis dee passéiert ass. Bei Selbstmord kënnt en. Also dat gëtt dokumentéiert. An ech kann lech soen: Do komme Saachen derbäi eraus, do kann ee wierklech herno nëmme staunen. Dat ass an enger normaler Praxis net méiglech.

An hei ass flott, d'Opfer geet an d'Ambulanz vun der Klinik, d'Ambulanz vun der Klinik avertéiert de Geriichtsmedezinner, dee kënnt dohinner, da kann e sech jo net nëmme em dat dote këmmen, mä e kann och nach mam Chirurg schwätzen, deen Déngscht huet, oder mam Dokter, deen Déngscht huet, a soen, wat fir Repercussionen déi Verletzung dann elo op d'Aarbecht, zum Beispill, vun där Persoun huet.

Do gi mir och ëmmer gefrot am Gutachten oder Zertifikat: Kann déi Madamm dann elo - well meeschtens sinn et Fraen - esou an esou laang net schaffe goen? Ass déi beanträgt mat der Aarbecht? Alles dat kann de Geriichtsmedezinner flott mam Dokter, deen ebe behandelt an der Ambulanz vun der Klinik, diskutéieren. An do ass keen Zweifel drun: Dat ass immens wichtig.

Mir kréie jo als Landdokter ganz dacks gesot - dat ass esou bei Schoulzertifikater, ech mengen, et gëtt och kee Landdokter, deen nach net e falschen Zertifikat ausgefëllt huet -, mä mir kréien ëmmer gesot: „Dat sinn alles Certificats de complaisance.“ Mä hei vergeet der awer dann de Witz, well wann een hei no gewise kritt herno um Geriicht: Dat do ass e Certificat de complaisance, da steet een um Geriicht awer net fein do.

Also ech kann nëmme Merci soen, och vun den Dokteren aus, datt dat geschitt. An ech fannen et och richtig, datt dat an de Koalitionsprogramm koum. Ech mengen, d'DP hat och do drop gehalen, onbedéngt déi Opferambulanz ze kreéieren. A mir hate jo ewell an der Santéskommissioun driwwer geschwat. Ech mengen, hei hu mer wierklech e Moyen fonnt, deen immens och d'Dokteren an där Hisiicht entlaascht.

Ech wëll net méi nach eng Kéier op dat Technesch zrëckkommen, déi Detailer, well d'Rapportrice huet dat wierklech ganz gutt ge-

maach. Ech wëll hir fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci soen a ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun, der DP.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Edy Mertens. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. D'ADR begréisst dat Gesetz a wollt et souwisou stëmmen. Mä ech muss soen, no deem leidenschaftleche Plädoyer vum honorebelen Dokter Edy Mertens si mer nach méi iwverzeegt wéi virdrun, datt hei e gudden a wichtige Outil geschafe gëtt.

Et léiert ee bei all Projet de loi, dee mer hei diskutéieren, wann een dann déi Dokumenter duerchakert, ëmmer nees bäi. An ech hu bäigeliert, datt et eng Konventioun gëtt vum Conseil de l'Europe vun Istanbul vun 2011, déi och d'Rapportrice ernimmt huet, déi den diskriminatoire Titel dréit: „(La prévention et la) Lutte contre la violence à l'égard des femmes (et la violence domestique)“ Ech denken, dat eleng ass schon e Fall fir de CET, dee mer mat deem viregte Projet der Chamber rattachéiert hunn. Do hu se dann en éischte Fall vu flagranter Diskriminatioun, dee se ze ënnersuchen hunn.

Contrairement zur honorabeler Cécile Hemmen, déi hei ëmmer erëm vun der Violence géint Fraen, géint Fraen, géint Frae geschwat huet, ass et e Fakt, an dat geet aus de Statistike vun der Police ervir: 2016 waren 31,92% vun den Auteurs de sexe féminin a 37,63% vun de Victimes de sexe masculin. Dat ass einfach e Fait, deen een emol eng Kéier muss unerkennen. An och den honorabelen Här Mertens huet jo op esou e Fall verwisen.

Vir de Rescht huet, wéi gesot, diesen Text extrem vill Meritten. Et gëtt en Instrument geschafen, wat wichtig ass. Ganz richtig war och, wat den Här Gilles Roth gesot huet, datt et immens wichtig ass, datt déi Obligation de dénonciation, déi jo normalerweis virgesinn ass duerch de Code de procédure pénale, hei net gräift. Nëmme esou kann dëst Instrument och wirksam agesat ginn.

Mir ginn also mat Freed dësem Text eisen Zousproch. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Wann een d'Debatt hei suivéiert huet, hunn ech zumindest draus geléiert, datt et zu Havanna eng besser Geriichtsmedezinn ginn ass wéi zu Lëtzebuerg.

(Hilarité et brouhaha)

Dat wäert ech mer mierken.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Net nëmme! Net nëmme!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Madamm Presidentin, de Projet vun der Afferambulanz ass mat Sécherheet een, deen absolut begréissenswäert ass, well en ebe justement géint häuslech Gewalt virgeet, och do keen Ennerscheid mécht tëschent de Sexen oder tëschent deem, vu wem et ausheet a wien d'Affer sinn, mä et geet drëm, insgesamt d'Rechter vun den Affer ze stäerken. An net nëmme d'Rechter vun den Affer, mä och d'Prise en charge an der Hoffnung, datt, wann eppes geschitt, een éischer sech traute, bei en Dokter och ze goen.

De Statsrot huet a sengem Avis awer eng ganz Rëtsch Froen opgeworf, déi de konkrete Funktionement vun där Afferambulanz uginn. An ech denken, datt et am Interessi vun alle wier, wann ee géif soen, et sollt een an zwee, dräi, véier Joer, no enger gewëssener Zäit eng Evaluatioun vun deem dote Gesetz maachen, och kucken, wat déi Effete gewiescht sinn a wéi eng Repercussionen dat gehat huet, fir doraus, aus deenen Erfahrungen eventuell dann och nach eng Kéier kënnen Verbesserungen, wann dat dann néideg ass, un deem Gesetz virzehuelen.

Dëst gesot, ginn ech natierlech och meng Zoustëmmung zum Gesetz.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Marc Baum. Ech hu keen anere Riedner elo ageschriwwen. Dann hunn ech do d'Eier an de Pleziéier, fir der Regierung d'Wuert ze ginn. Fir d'Eischt den Här Justizminister Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Madamm Presidentin. Dat hei ass ee vun den, wéi ech fannen, ganz wichtige Projekte vum Koalitionsaccord, dee mer haut wäerten hei unhuelen. Mir schafen e gesetzleche Kader fir d'Afferambulanz. An et ass och scho gesot ginn, hei dréit et sech natierlech ganz vill ëm de Phenomeen vun der haislecher Gewalt. Mä d'Afferambulanz ass net nëmme fir d'Affer vun der haislecher Gewalt do, hei ass e Projet, deen iwwert dat erausgeet, mä vun deem mer wëssen, dass haislech Gewalt wäert riskéieren, am Mëttelpunkt ze stoen.

Et ass net esou, dass et haut guer keng Moyene gëtt. Haut huet d'Affer engersäits d'Méiglechkeet, fir de medezinesche Volet an eng Urgence ze goen, sech do behandeln ze loossen, an dann do niewendru bei der Police oder beim Parquet eng Plainte ze maachen, fir dann eng strofrechtlech Prozedur ze lancéieren, wou dann och déi klassesch Rechtsmedezinn zu hirem ka kommen.

Dat huet allerdéngs zwee Nodeeler, déi Prozedur, déi mer haut kennen. Dat Eischt ass den Dokter, dee mécht natierlech an der Urgence dat, wat en am beschte kann. Eng kurativ Interventioun, eng reng medezinesch, therapeutesch Interventioun, fir eng medezinesch Versuergung ze errechen. Wat am Interêt um Patient ass, awer net am Interêt um Affer, well doduerch och eng Rei wichtige Beweiser kënnen duerch de Versuergungs- an Heelungsprozess zerstiëert ginn.

Den Urgentist schafft net no de Kritäre vun Rechtsmedezinner. Besonnesch oft maachen och Affer, besonnesch Affer vun haislecher Gewalt, net scho bei der éischer Kéier eng Plainte. Leider losse se dat oft zwee-, dräi-, véiermol mat sech maachen, ier se soen: „Elo geet et duer! Ech ginn elo dohinner, wou ech muss goen a loosse mer elo hëllefen an huelen och den Täter elo op d'Geriicht a stellen e viru seng Verantwortung.“

Och dat bréngt et mat sech, dass d'Beweiser vu fréieren Infraktiounen, vu fréieren haislecher Gewalt dee Moment net méi existéieren. Et ass genau do, wou d'Afferambulanz gräift. Besonnesch duerch d'Zesummenaarbecht vun de Spideeler a vum LNS vun Diddeleng, op där hire Fonctionnement d'Madamm Mutsch duerno wäert agoen.

D'Zil vun der Afferambulanz ass am Fong nëmme eent: Beweiser sécherzestellen, fir se kënnen, gegebenfalls och zu engem spéideren Zäitpunkt, viru Geriicht ze verwenden. Dat ass d'Finalitéit vun der Aarbecht vun der Afferambulanz. An dat ass a mengen Aen e ganz wichtige Punkt.

Wichtig ass och, ze ënnersträichen, dass ee keng Plainte muss maachen, fir kënnen op d'Déngschter vun der Afferambulanz zrëckze-gräifen. Et geet drëm, Beweiser ze sécheren. Ob een duerno nach wëllt eng Plainte maachen, direkt oder eventuell méi spéit, dat ass eng Decisioun, déi d'Affer selwer daerf huelen. Mä si weess awer, dass déi Beweiser, déi se géif brauchen, fir Plainte ze féieren, op enger Plaz sinn, wou se och duerno kënnen zrëckgeholl ginn an déi och en enger Form an enger Qualitéit verfaasst sinn duerch de Rechtsmedezinner, dass se och viru Geriicht als Beweis wierklech kënnen benotzt ginn an dass et net nëmme en Indiz ass, mä dass et wierklech an där Qualitéit ass, wéi et viru Geriicht noutwendeg ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An d'Affer kann dat maachen, ouni déi sougenannte Machinerie judiciaire schonn dee Moment lasszetrëppelen.

Et ass scho gesot ginn, bei deenen, déi éffentlech besolt sinn, sief dat an deene Spideeler, wou et dee System gëtt, oder och anerwäerts, gëllt hei am Land eng Signalementslicht. De Code de procédure pénale verlaangt a sengem Artikel 23.(2) vun all deenen, dass se Infraktiounen oder méiglech Infraktiounen mussen beim Parquet denoncéieren. Dat gëtt hei am Gesetz geännert fir dese spezifesch Fall, fir kloerzestellen, dass et wierklech d'Affer ass, wat eigentlech Här a Meeschter bleibt doriwwer, wat mat deenen Donnéeë geschitt, déi et vum Rechtsmedezinner fir sech selwer anhuele gelooss huet, soudass also do de Medezinner vun där Pflicht entbonnen ass.

De Funktionement, op dee wäert, wéi gesot, d'Madamm Mutsch agoen. Mä et ass e Funktionement, dee mécht, dass d'Affer sech nëmme eemol muss deplacéieren an dass och d'Gratuitéit hiergestallt ass. Déi Donnéeën, déi opgeholl ginn, ginn och zéng Joer laang ge-



späichert enner enger pseudonymisierter Form. Firwat zéng Joer? Majo dat ass bei de Criminen dee längsten Delai de prescription, dee mer bei eis kennen. An dofir hu mer och do d'Equivalenz geholl vun den zéng Joer, wat d'Durée betrëfft, während där déi Donnéeën zréckbehale ginn.

Eng Ausnam bleift awer och bestoe bei där Flicht, d'Infractionsnetten ze signaléieren. Mir hu gesot, dass de Rechtsmedezinner net déi Obligation huet, ze denoncéieren. Dat ass allerdéngs net ganz richtig. Et muss ee präziséieren, dass en déi Signalementsflucht behält, wann d'Affer mannerjäreg sinn. Mir ginn also och do de mannerjäregen Affer vu Gewalt méi e grouse Schutz wéi den erwuessenen. Beim Mineur behält den Dokter d'Signalementsflucht beim Parquet. En ass nëmmen dovunner entbonnen, wann d'Affer e Majeur ass. Dat muss ee präziséieren. Mannerjäreger verdéngen do e besonneschen Schutz.

Dat gesot, Här President, wëll ech och der Rapportrice Merci soe fir hire schrëftlechen an hire mündleche Rapport. Och der gesamter Commission juridique. An ech wëll domadder der Rescht vun der Riedezäit vun der Regierung mat der Madamm Mutsch deelen, Här President.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. D'Gesondheetsministesch huet d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och hei ennersträichen, dass dëst Gesetz eng grouss Wichtigekeet huet fir d'Opfer vun häuslecher Gewalt. Awer net nëmmen fir d'Opfer vun häuslecher Gewalt. Et ass hei ganz richtig gesot ginn, dass mer hei enger laangjäregger - ech géif soen -, parteiwwergräifender Forderung vun deem Haus nokommen, awer och vu ganz villen Associatiounen, déi sech um Terrain asetze fir d'Opfer vun häuslecher Gewalt.

A mir hunn och iwwert de Comité violence, dat heescht de Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence am Regierungsrat all Joer erëm op en Neits opgrond vun deem Zuelematerial, wat mer presentéiert kréien, wat mer auswärteten, en zousätzleche Beweis fir d'Necessitéit vun esou enger Structure. An dofir sinn ech ganz frou, dass mer dat haut finaliséieren.

A wann ech dem Dokter Mertens nolauschteren, da weess ech, dass dat och vun alle Professions de santé esou gesi gëtt. An et war wichtig, dat op deser Plaz ze ennersträichen.

Mir ginn also a Richtung vun enger mobiller Structure beim LNS. Ech wëll och rappéléieren, dass mer, fir dat heite kënnen op den Instanze- wee ze bréngen, och eng Ofännerung gemaach hu vum Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert den Exercice vum Dokteschberuff, fir et ze erméiglechen, dass eng Autorisation d'exercer la médecine légale konnt virgesi ginn. Wéi hei gesot ginn ass, ech wëll elo net bis a Kuba goen, mä wéi hei gesot ginn ass, hate mer déi Grondlag hei am Land net. An dofir hu mer och déi Viraarbecht um legislative Plang gelescht. Opgrond vun där gesetzlecher Modifikation konnten dann och zwee Médecins lé-

gistes vum LNS eng Autorisation d'exercer la médecine als spezialiséierten Dokter kréien, wouduerch déi Opferambulanz iwwerhaapt eréischt konnt funktionéieren.

Da gouf och iwwert dëst neit Gesetz d'Kadergesetz vum LNS emgéännert. Dat ass d'Gesetz vum 2012, fir dass och den LNS iwwerhaapt esou eng Dokumentatiounsunitéit, Unité de documentation médico-légale ka kréien, wou et em dat doten Thema geet a wou Gewalt kann dokumentéiert ginn. An dat wollt ech hei och rappéléieren, dass do alles wéi an enger Ketten aneneegegraff huet, fir dass mer dëst Instrument konnte schafen.

Ech sinn och der Meinung vun all deenen, déi dat hei betount hunn, dass mer hei e gewaltege Sprong maachen an der Diagnostik, an der Dokumentatioun vu Gewaltdoten am Besonneschen am Beräich vun der häuslecher Gewalt; e gewaltege Sprong och, wat déi wessenschaftlech Approche dovunner ubelaangt, well mir schafen hei d'Méiglechkeet, fir wessenschaftlech dokumentéiert Rapporten ze maachen, déi essenziell sinn, och fir de Parquet, fir wäertvoll Beweiser ze hunn, Elementer, déi et erméiglechen, d'Gravitéit vun enger Gewaltdot richtig an effektiv ze erfassen, d'Gravitéit ze ennersträichen an domat och géeeget Strofen, le moment venu, ze fuerderen, wat bis elo an där Form net méiglech war. Dat heescht, déi entsprechend Rapporten, déi do gemaach ginn, dat si ganz wichtig Piécen.

Ech wëll hei iwwerengs och ennersträichen, dass dat eng gratis Dénegschtlechtung ass, wat vläicht och nach muss ennerstrach ginn.

Et geet och drëm, an et si vill Beispiller hei genannt ginn, fir d'Envergure vun der Gewalt kënnen feststellen am Kader vun enger Plainte. An domadder hunn och déi Affer, déi nach net wëllen oder nach net kënnen oder nach net de Courage hunn, fir esou eng Plainte ze maachen, trotzdem e wichtige Relais, fir déi Gewaltdoten, déi si erlieft hunn, ze dokumentéieren an duerch déi Dokumentatioun och eng Garantie ze hunn, fir iwwer zéng Joer kënnen Gebrauch dovunner ze maachen. Dat ass wierklech e gewaltege Sprong. An dowéinst sollt een dat och als solcht hei duerstellen.

D'Affer behält iwwerengs och d'Maîtrise iwwert déi Dokumenter, ausser am Fall vun enger Enquête judiciaire. An ob d'Affer enger Plainte mécht oder net, dat ass dem Affer iwwerlooss. Doriwuer hu mir net ze befannen.

Et sinn hei eng Rei vu präzise Froe gestallt ginn, op déi ech wëll äntworten. D'Madamm Hemmen huet iwwert d'Partnerschaft mat de Spideeler geschwat. Dat ass tatsächlech ganz wichtig, well wann dat Gesetz hei a Kraaft trëtt, dann hu mer effektiv d'Méiglechkeet, fir mat deene véier Spideeler oder Spidolsgruppen, déi mer hei am Land hunn, déi alleguerte Partner si vun deem heite Projet, offiziell a Kontakt ze treden a fir dann opgrond vun där Rechtssécherheet, déi mer hei schafen, Konventiounen mat hinnen auszeschaffen.

Si sinn da Partnerklinicke vun der Opferambulanz. Ech mengen, dat ass wichtig, dass een hei seet, dass all d'Klinicken abezu ginn an dass si alleguerte Partner si vun der Opferambulanz. An dann ass et natierlech och erfuenderlech, d'Klinikpersonal, dat och eng wichtig Roll herno hei spillt bei der Prise en charge, net nëmmen gutt iwwert dat Gesetz ze informéieren,

mä och esou ze schoulen, dass se déi Prise en charge kënnen mat ofwëckelen. Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber zréck.

All déi, déi hei gesot hunn, dass mer muss kommunizéieren, net nëmmen fir de grand Public, mä och un d'Adress vun de Leit, déi um Terrain aktiv sinn, déi hu Recht. Mir brauchen och herno eng eegen Identitéit vun deem Projet, och eng visuell Identitéit, dass dat keng Insiderinformation ass, dass et déi Opferambulanz do gëtt, mä dass dat wierklech eng wichtige Structure ass, op déi jiddweree kann an enger schwiereger Situatioun zréckgräifen. Dat gëtt ganz, ganz wichtig.

Firwat déi Kommunikatioun nach esou onerlässlech ass, ass, fir och eng Vernetzung ze kréie mat allen Institutionen, déi zu Lëtzebuerg am ganz breede Sënn, am wäiteste Sënn mat Opferbetreiung oder Opferbehandlung befasst sinn an do och eng Roll ze spillen hunn. An déi Vernetzung, déi gëllt et, direkt nodeem mer dëst Gesetz gestëmmt hunn, ze verdéieren an och ze verfeinere, well dat ass eppes ganz Wichtiges, dass mir jiddweree mat an d'Boot kréien.

Et ass hei och gefrot ginn, wéini mer kënnen mam Ufank vun den Aktivitéiten rechnen. Dat ass ëmmer eng kriddelech Saach, fir do e präzisen Datum ze nennen. Mä ech denken awer, dass mer nach eng kleng Virfazäit vu maximal, wëll ech soen, fënnf bis sechs Méint brauchen. Da misst dat en place sinn. An da misst dat eis och erlaben, déi Konnexiounen, déi Vernetzungen, vun deenen ech grad geschwat hunn, déi eegen Identitéit ze kreéieren. An dat fannen ech ganz wichtig.

Bon, wéi leeft dat konkret of? Wéi huet ee sech dat virstellen, fir eben elo eng käschtefräi an - wéi soll ech et nennen? - eng gerichtsverwäertbar Sécherung vu Beweiser ze kréien? Majo, d'Opfer kënnen sech umellen an de Partnerklinicken a se kënnen dann och virstelleg ginn am LNS, mussen awer net an den LNS goen. Et ass eben eng mobill Structure. Wéi d'Wuert et seet, do ass och eng gewisse Flexibilität méiglech. Och de Rôle vun den Hausdokteren ass hei richtig ervirgestrach ginn.

Fir mech ass ganz wichtig, dass déi Rechtsmedezinner, déi eng wichtig Roll ze spillen hunn an déi och agesat goufen, fir kënnen Aarbechte ronderëm d'Opferambulanz iwwert den LNS ze leeschten, dass déi d'Opfer net selwer behandeln oder weiderféierend beroden, well soss géife mer näamlech wierklech riskéieren, dass se vläicht juristesch als befaange kéinten ugesi ginn.

Do ass anert geschoult Personal dofir do an do war hei och eng Fro gestallt ginn, ob dann dat Personal ausräichend ass, vu dass déi dräi Médecins légistes fir de Volet am LNS selwer zoustänneg ginn. Awer duerch déi Zesummenaarbecht, déi opgrond vu konkrete Konventiounen mat de Spideeler gemaach gëtt, kënnen mer och op speziell geschoult Personal an de Spideeler zréckgräifen, soudass mer à ce stade kënnen soen, fir de Projet ulafen ze loosse, misste mer genuch Leit hunn.

Allerdéngs fannen ech déi Proposition, déi hei gemaach ginn ass vun der Rapportrice, där ech fir hir exzellente Presentatioun och wëll Merci soen, eng ganz gutt a se ass och vum Justizminister opgegraff ginn, fir eng Evaluatioun ze

maachen no zwee, dräi Joer. Dat erlaabt eis zum Beispill och, déi Fro vum statistesche Material ze klären, wou ech hei wëll soen, dass mir natierlech geschlechtsneutral Formulationen ustriewen an och an all eisen Dokumenter hunn. Iwwerengs och am Zesammenhang mat der Istanbul-Konventioun.

Mä wa mer vun Opfer vun häuslecher Gewalt schwätzen, Här President, da sinn et nun eben an der Majoritéit Fraen an et soll ee sech och net genéieren, dat hei ze soen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech menger Freed hei Ausdrück ginn, dass mer esou eng breet Zoustëmmung fir dese wichtige Projet hunn. Et ass Neiland. Et ass wichtig fir eist Land. A mir schafen domadder eng Structure, déi eng professionell Ergänzung ass, fir d'Opfer vu Gewalt richtig ze begleeden.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madamm Minister. A mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6995 iwwergeen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6995 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

58-mol Jo, keng Abstentiounen a keng Nee-Stëmme. Domat ass de Projet 6995 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

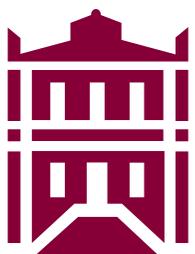
Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Ech gesinn, den Här Spautz wénkt jo. Dann ass dat esou decidéiert.

Merci gesot. Mir sinn um Enn vun eiser Sétzung ukomm. Rendez-vous muer um zwou Auer. D'Sétzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.14 heures)



Présidence: M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Henri Kox, *Président de séance*

2. Ordre du jour

- M. Henri Kox, *Président de séance*

- M. Alex Bodry

- *Vote sur l'ordre du jour modifié (adopté)*

3. 7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*

- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen*

- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*

- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Dan Kersch, Ministre; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)



1. Ouverture de la séance publique

M. Henri Kox, Président de séance.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung vläicht nach eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. Henri Kox, Président de séance.- Dat ass dann net esou.

2. Ordre du jour

Mä ech hunn eng Kommunikatioun ze maachen. Mir hate virgesinn, de Mëtten dräi Projet-de-loien ofstëmme ze loosse. Et ass awer esou, dass de Projet de loi 6864 haut de Mëtten nach net zur Ofstëmmung soll kommen. Dat ass de Projet iwwert de Bail commercial. An ech géif awer froen, do eng Explikatioun wëllen ze hunn. An no Récksprooch wäert den Här Bodry hei e kuerzt Wuert dozou soen, firwat mer dann de Mëtten net zur Ofstëmmung kënnen kommen.

M. Alex Bodry (LSAP).- Jo, Här President, et ass esou, dass déi zoustänneg Kommissioun déi lescht Woch e Courier un de Conseil d'Etat geschéckt huet, wou eng Rei vun Fehler-matériellen, déi am Text waren, sollte richtgestallt ginn.

Gëschter ass och nach eng Kéier e Brëif erausgaangen, fir och op nach engem Punkt op eng Fehler matérielle zréckzekommen. A well en Doute besteet, ob et sech net awer an deem enge Fall ëm en Amendement géif handelen an net ëm eng reng Rektifikatioun, eng Fehler matérielle, schéngt et mer virsichteg ze sinn, op den Avis vum Statsrot ze waarden op deem dote Punkt, soudass ech mengen, et wär logesch, dass mer haut net géifen doriwirer diskutieren an ofstëmme, mä dat dann op déi nächst öffentlech Sitzungswoch reportieren.

M. Henri Kox, Président de séance.- Jo, Merci fir d'Explikatiounen. Gëtt et dozou nach eng weider Wuertmeldung? Neen?

Wann dat net de Fall ass, sidd Der mat där Proposition averstanen, fir de Projet 6864 dann haut vum Ordre du jour ze huelen? Mir stëmmen dat à main levée of.

Vote sur l'ordre du jour modifié

Wien ass derfir?

Keng Géigestëmm?

Dann denken ech, dass dat esou decidéiert ass.

Da géife mer eriwierkommen op den éischte Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet 7017 iwwert de Changement d'administration an der Fonction publique. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht; ech mengen, d'Zäite kennt Der. Et si mëttlerweil ageschriwwen: d'Madamm Sylvie Andrich-Duval an déi Häre Gusty Graas a Claude Adam. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

3. 7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut changer d'administration

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Mä ech kann lech versécheren, dass mer eis Riedezäit net all wäerten oprauchen.

Mir reformieren haut nach eemol d'Gesetz iwwert de Changement d'administration beim Stat. An zwar geet et dorëms, de Wiessel vun engem Fonctionnaire vun enger Verwaltung an eng aner Verwaltung ze vereinfachen. Et ass kloer, dass de Statsdëngscht an engem permanente Wandel ass. Stänneg kommen nei Servicer an nei Missioune fir de Stat a soumat och fir seng Beamte bäi.

Et ass och haut net méi onbedéngt esou, dass ee seng éischt Aarbechtsplaz behält, bis een an d'Pensioen geet. Virun allem awer sammelen d'Beamte vill Berufserfahrung a ginn domadder interessant fir aner Verwaltungen, déi wëlle vun dësem Know-how profitieren. Et ass dofir am Interessi souwuel vun den eenzelne Beamte wéi awer och vum Stat insgesamt, dass ee ka vun der Erfahrung an dem Kënnen vun esou engem Beamte profitieren.

An Zukunft brauch dee Beamten, dee sech fir eng Plaz an enger anerer Verwaltung interesséiert, net méi als éischt sengem haitege Minister oder Verwaltungschef Bescheid ze soen. Och soll déi Bestëmmung ewechfalen, dass een

nëmme kann an deemselwechte Sous-groupe de traitement wiesselen.

Mam neie Gesetz sollen d'Demanden direkt un déi gewünschte Verwaltung goen an net méi wéi haut am Ministère vun der Fonction publique zentraliséiert ginn. Dat Gesetz hei mécht also de Wiessel vun engem Beamte vun enger Verwaltung an déi aner manner komplizéiert.

De Statsrot hat dozou zwou Oppositions formelles a sengem Avis ofginn. Déi konnten awer séier vun der Kommissioun aus der Welt geschafe ginn. Fir de Rescht verweisen ech op de schrëftleche Rapport, deen eestëmmeg ugeholl gouf.

Da ginn ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, Président de séance.- Merci. D'Wuert huet elo d'Madamm Sylvie Andrich-Duval. Madamm Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- D'Mobilitéit vum Fonctionnaire ass hautdesdaags, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, e fest verankerte Prinzip an der Fonction publique. Dat war awer net ëmmer esou. Éreischt mam Gesetz vum 27. März 1986 koun et zu engem Paradigmewissel, well deemools gouf de Regimm vun der Mobilité générale op Initiativ vum Fonctionnaire agefouert. Zënterhier kann de Beamte selwer de Wiessel vun enger Verwaltung an déi aner froen, en deemools politesch net onëmstriddene Schratt.

D'Reform vun 2015 vun der Fonction publique huet dunn de Changement d'administration ausgedeeent. Dat hat och d'CSV virgesinn. E gouf ënner anerem erweidert op d'Gemengebeamten an e ka fir Employéen och méiglech sinn.

De Rapporteur huet eis elo just d'Ännerunge virgestallt, déi mer haut virhuelen. An dofir soen ech him och Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dem Beamte seng Rechter gi besser geschützt. E brauch säi Chef respektiv säi Minister net méi am Virfeld iwwer säi Wonsch, d'Administratioun ze wiesselen, ze informieren. De Beamten huet sech doduerjer virdrun net ëmmer getraut, e Wiessel unzefroen, an d'Aarbechtsrelatiounen hu riskéiert ze kippen, wann dës Informatioun bis bekannt war.

D'CSV hat do och verschidde Froen opgeworf: ob déi nei Prozedur dem Fonctionnement vun der Hierkonftsverwaltung elo kéint schueden an ob net misst en Delai am Gesetz virgesinn, fir dee Wiessel do ze preparieren. Well soss kéint jo deen administrative Chef, deen de Beamte muss goe loosse, effektiv iwwerrumpelt ginn. An deen Delai soll jo am Konsens - hu mer héieren - tëschent deenen zwee betrafene Ministeren ausgehandelt ginn.

D'CSV verschléisst sech prinzipiell net, wann eppes am Sënn vun der Saach muss nogebessert ginn. Obschonn d'Konditiounen vum Changement d'administration eigentlech jo ganz rezent, 2015, am Fong geännert goufen. Ënner anerem ass jo och do d'Mobilitéitskommissioun schonn ofgeschafft ginn. Bei enger weiderer administrativer Vereinfachung vun der Prozedur steet d'CSV sécherlech net am Wee.

Weider soll den administrative Wiessel elo net méi innerhalb vun enger Gehaltsënnergrupp agéengt ginn. Dat verhënnert, dass verschidde vakant Posten net mat Kandidate besat kënnen ginn, obschonn et der ginn, déi déi néideg Formatioun hunn.

Och domadder huet d'CSV kee Problem, an et dréit jo zu enger méi effizienter Fonction publique bäi. Doriwirer eraus begréisst jo och d'Statsbeamtekummer déi virleiend Proposen. Dofir, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir dese Projet matzestëmme.

M. Henri Kox, Président de séance.- Merci. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas drun.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Motivatioun am Berufsliewen ass natierlech eppes, wat immens wichteg ass. An dowéinst si mir der Meenung, dass dat Gesetz hei, och wann et ganz bescheiden ass, awer eng wichteg Wierkung huet fir d'Entwécklung vun enger Carrière am Statsapparat, dass en d'Méiglechkeet elo nach besser krit, fir eben e Changement de carrière ze maachen, e Changement d'administration ze maachen.

Mir sinn eis alleguer bewosst, wann ee während enger längerer Zäit déiselwecht Aarbecht gemaach huet, dass dann awer kann e gewëssene Verschläiss kommen. Dat hei ass also net nëmme am Interêt vun dem Beamten, mä et ass

och am Interêt vum Statsapparat, well mer doduerch derzou bäidroen, dass d'Motivatioun méi grouss gëtt.

Mir als Demokratesch Partei begrëssen duerfir dat Gesetz hei an ech bréngen deementsprechend och den Accord. Ech soen awer och dem Rapporteur, dem Här Yves Cruchten, nach villmools Merci fir säi schrëftleche respektiv och mëndleche Rapport. Merci.

M. Henri Kox, Président de séance.- Merci. Als nächste Riedner ass et um honorabelen Här Claude Adam.

M. Claude Adam (déi gréng).- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soen an ech bréngen den Accord vun der gréngeger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, Président de séance.- Jo, den Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Merci, Här President. Och d'ADR seet dem Rapporteur villmools Merci a gëtt hiren Accord zu dësem Gesetz. Villmools Merci.

M. Henri Kox, Président de séance.- Merci. Hu mer nach een? Den Här Wagner nach, wann ech gelift.

M. David Wagner (déi Lénk).- Merci, Här President. Mir deelen natierlech och déi Meenung. Mir hunn dat matgedroen an der Kommissioun. Et ass besser fir d'Beamten an et ass besser fir de Service public. Also wäerte mer et matstëmme.

M. Henri Kox, Président de séance.- Merci. Elo huet d'Regierung nach d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.- Ech mengen, Här President, u sech ass alles gesot. Ech si frou, dass mer anscheinend hei grouss Eestëmmegkeet kréie fir e Projet, dee souwuel de Verwaltunge wéi och deene Leit, déi an de Verwaltunge schaffen, d'Saach wäert méi einfach maachen. Merci.

M. Henri Kox, Président de séance.- Merci. Da komme mer elo un d'Ofstëmmung vum Projet de loi 7017.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7017 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno d'Procuratiounen, wann ech gelift.

(Brouhaha)

An de Vott ass dann ofgeschloss.

Domadder komme mer op 57, a mat där, déi net fonctionnéiert huet, op 58 Jo-Stëmme, keen Neen an och keng Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7017 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da froen ech lech natierlech, ob Der d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gitt.

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

Deen zweete Punkt ass, wéi gesot, haut da vum Ordre du jour geholl ginn. Da géife mer direkt iwwergoen zu dem drëtte Projet, dee mer haut de Mëtte sollten ofstëmme. Dat ass de Projet 7147 an do geet et ëm d'Ännerung

vum Code de la consommation. Och hei ass d'Riedezäit op de Basismodell festgeluecht ginn. Et hu sech ageschriwwen bis elo: den Här Léon Gloden, d'Madamm Simone Beissel, den Här Gérard Anzia an den Här Roy Reding.

D'Wuert geet un de Rapporteur, gesinn ech hei, den honorabele Claude Haagen. Dir hutt dann d'Wuert, wann Der bis um Riednerpult sidd.

4. 7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi de President scho gesot huet, stëmme mer haut iwwert de Gesetzesprojekt 7147, dee vum Wirtschaftsminister den 1. Juni 2017 an der Chamber deposéiert ginn ass, hei of. Mir änneren heimadder punktuell Saachen am Code de la consommation ëm. Et gëtt hei engersäits op eng EU-Prozedur, eng sougenannten „EU Pilot“, vun der Europäescher Kommissioun reagiert, déi vis-à-vis vum Grand-Duché lancéiert gouf, dëst am Kader vun der Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2011/83, déi d'Rechter vun de Konsumente regelt.

Lëtzebuerg huet awer elo schonn entre-temps eng ganz Rei Verbesserung virgeholl, op déi eis déi europäesch Instanzen opmierksam gemaach hunn. Et bleiwen awer nach zwou Dispositiounen iwwreg, déi mat dësem Gesetzesprojekt och wäerten ugepasst ginn.

Déi éischt Dispositioun gesäit an dësem Gesetzestext eng Stärkung vun de Strofe vir. An anere Wieder: Et gi finanziell Strofen agefouert. Den Artikel 24 vun der EU-Direktiv gëtt den EU-Memberstaten d'Méiglechkeet, fir e sougenannten „Strofesystem“ ze etablieren, wa géint national Dispositiounen sollt verstouss ginn.

Op der Grondlag vun de Recommandatiounen vun der Europäescher Kommissioun gëtt bei Verstéiss vun Händler net nëmme, wéi dat bis elo och war, de Kontrakt fir nichteg, also fir „nul“ erkläert, mä de betroffenen Händler muss an Zukunft och mat enger Geldstrof rechnen. Dës Geldstrofe ginn duerch dese Gesetzestext an eisen nationale Code de la consommation agefouert.

An Zukunft ass et esou, dass e Verstouss géint den Artikel 113-1 vum Code de la consommation, duerch deen den Händler verflucht ass, säi Client viru Vertragsofschluss genaustens ze informieren, zu enger Geldstrof tëschent 251 Euro bis 15.000 Euro féiert.

Potenziell finanziell Sanktiounen ginn et och bei Feelverhale bei folgenden Dispositiounen vum Code de la consommation, sou zum Beispill bei enger onerwünschter Liwwerung vu Wueren oder Dëngschtleeschungen, wann de Verkeefer sengen Informatiounspflichten net nokënn, wann zum Beispill en «défaut de confirmation du contrat conclu à distance ou hors établissement» virläit oder wann en «défaut de remise du formulaire de rétractation» bei esou Kontrakter och festgestallt gëtt. Och «entraves aux conditions d'exercice du droit de rétractation» falen an deeselwechte Katalog. Bei dese Verstéiss kann déi finanziell Sanktioun bis zu 120.000 Euro bedroen.

De Projet de loi ännert och den Artikel 213-2 vum Code de la consommation. Wann d'Wuer, de Bien, net am ausgemachten Delai vum Verkeefer oder Händler geliwwert gëtt, muss de Client an dësem Fall net méi, wéi dat bis elo virgesi war, mat enger Lettre recommandée mat Accusé de réception den Händler opfuerderen, de Bien an engem gewëssenen Delai ze liwweren, an deem Fall geet en einfache Brëif an Zukunft duer.

Niewent der Stärkung vun de finanzielle Sanktiounen ginn nach zwou aner punktuell Ännerungen am Code de la consommation virgeholl, déi awer net an der Kritik stounge säitens der EU-Kommissioun.

Engersäits ännert de Gesetzesprojekt den Artikel 112-3 (1) vum Code de la consommation, mat deem d'Händler obligéiert sinn, de Verkafspräis vun hire Produkte mat der Moosseenheet ze affichéieren, dëst besonnesch, fir en optimale Präisverglach an eng fair Konkurrenz am Secteur vun de Produits lessiviels, also Wäsch- a Botzproduiten, Här Fayot, ze garantieren. Dëst gëtt mat dësem Gesetzestext ganz einfach gemaach, fir dass de Verkeefer de Präis pro Wäschunitéit fir en normale Wäschvirgang kann affichéieren.



Déi zweet Dispositioun, déi nach zousätzlech am Code de la consommation ofgeännert gëtt, ass den Artikel 212-6, deen déi gesetzlech Garantie - ech denken, dat ass wichteg - vun zwee Joer regelt. Fir Okkasiounen, Okkasiounswuere war et bis elo ëmmer esou, datt den Händler an de Client sech explizit via eng Klausel am Kontrakt op eng méi kuerz Garantiezeit hu misen eenegen. An Zukunft kënnen d'Verkeefe vum Okkasiounen direkt an hiren allgemenge Verkaufskonditiounen drop opmierksam maachen, datt d'Garantiedauer manner wéi zwee Joer ka bedroen.

Trotz dëser Ännerung muss d'Garantie awer op d'mannst, an dat ass e Minimum, ee Joer bedroen. Si däerf net drënner falen. Bei dem Minimum vun der Dauer ännert sech also näischt.

Zu deene verschiddenen Avisen: D'Union luxembourgeoise des consommateurs, d'Chambre de Commerce souwéi d'Salariatskummer hunn hir Avisen ofginn, déi sinn och am schrëftleche Rapport. De Statsrot huet säin Avis de 14. Juli vun dësem Joer ginn, keng Remarquen zum Fong vum Gesetz gemaach a just e puer Formulierungsmängel festgestallt, déi natierlech dann och vun der zoustänneger Kommissioun schnell geännert goufen.

Dat gesot, Här President, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Rapporteur. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll awer op eppes hiweisen. Ech profitéiere vun dësem Gesetzesprojekt dofir. Mir hunn d'lescht Joer am Dezember am Kader vu Modifikatiounen och vum Code de la consommation d'Gesetz iwwert d'Concurrence déloyale ofgeschaaft. Dir ernnert lech un d'Präisser an déi Geschichten.

Et huet sech awer elo erausgestallt an der Praxis, datt dat problematesch ass am B2B-Commerce, also dem Commerce tëschent Professionellen, well mir hunn am Fong domadder keng juristesche Basis méi fir den Debauchage vu Clienten oder en Debauchage vun Employéen, wann ee Konkurrent deem anere seng Clienten oder seng Employéen illegal ofwerbt. An deem Gesetz war eng wichteg Dispositioun, d'Action en cessation virum Réferé, deen als Juge du fond statuëiert. Well dat Gesetz elo net méi do ass, muss een eng Aktioun iwwert den 1382 vum Code civil maachen. Dat ass eng laangwierig Prozedur um Fong.

D'lescht Woch war d'Journée luxembourgeoise vum Droit de la concurrence. Do hunn alleguer d'Interpellanten unisono op déi Problematik higewisen. An ech wier frou, wann d'Regierung vläicht dat kéint nach eng Kéier kucken. Et ass kee Problem beim B2C, mä beim B2B ass dat e Problem a mir missten iergendwéi kucken, bei der nächster Modifikatioun vum Code de la consommation dat vläicht als Cavalier législatif da mat eranzehuelen.

Merci.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci fir déi Explikatiounen. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Eischt dem Rapporteur, dem Claude Haagen, Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport an dëser dach awer relativ schwieriger Matière.

Mir hunn e ganze Koup Saachen innovéiert an notament hu mer déi Sanktiounen elo hei méi staark gemaach, fir ebe méi Drock ze maachen, dass d'Leit sech drun halen. Ech mengen, d'Detailer sinn am schrëftleche Rapport mat aller Minutie opgefëiert an dofir wäert ech mech bornéieren, fir den Accord vun der DP-Fraktioun ze ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. Als nächste Riedner ass et um Här Gérard Anzia, wann ech gelift.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, ech maachen et ganz kuerz: E Merci un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an dann den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci.

Dann ass et um Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Mir hunn un dësem Projet u sech näischt ze kritiséieren, wäerten eis awer trotzdeem enthalte wéinst deenen extrem héije Penalitéiten, déi virgesi sinn. Genausou wéi dat am Rapport festgehale ginn ass vun der Chambre de Commerce, kritiséieren och mir déi stänneg Penalisatioun vun alle Gesetzer. Mir hunn dat scho méi oft gesot. Mir soen et och hei nees.

Zum Beispill eng Amende vu 75.000 Euro fir e Professionellen, deen eng Kopie vun engem Kontrakt net kommuniquéiert, schéngt eis ganz einfach iwwerdrifwen. An duerfir wäerte mer eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. Domadder si mer um Schluss vun der Debatt. Da ginn ech awer nach d'Wuert - entschëllegt! - un d'Madamm Statssekretärin fir d'Stellungnam vun der Regierung, wann ech gelift.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Cloeser, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Villmools Merci, Här President, a villmools Merci dem Rapporteur fir dee ganz séieren an effikasse Virtrag an de Rapport.

De Projet de loi huet wéi gesot als Zil, fir sécherzestellen, datt eise Code de la consommation konform ass, datt de Lëtzebuerger Konsument an de Lëtzebuerger Händler kloer Rechter a Flichten hunn, déi op enger Linn sinn och mat eisen Nopeschlänner an der Europäescher Unioun.

Ech wollt nach just eng Bemierkung maachen, wann Der erlaabt, zu där Bemierkung vum honorabelen Deputéierte Léon Gloden. Effektiv ass et esou, datt mer jo dat Gesetz geännert hunn am Dezember 2016. Et ass deemools aus de juristeschen Analysen erausgaangen, datt eigentlech déi deloyal Praktiken ënner Geschäftsléit, déi Dir ugeschwat hutt, an anere Gesetzer kéinte geregelt ginn.

Mir hunn effektiv och dat elo zur Kenntnis geholl an déi Kriticken, déi och op der Journée de la concurrence geäussert goufen. Ech wëll lech soen, datt de Wirtschaftsministère déi Suergen natierlech seriö hëlt an déi Kriticken och elo kuckt. Mir kucken elo ganz schnell, ob effektiv deen Handlungsbedarf do besteet. A wann dat de Fall sollt sinn, dann ännere mer dat och ganz séier erëm em.

Ech mengen, et war net am Sënn vum Gesetzgeber, fir dat méi schwierig ze maachen, mä eigentlech sollt et jo eng Simplification sinn. Wann dat net de Fall ass, wäerte mer dat erëm änneren.

Voilà! Merci, Här President.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci och fir déi zousätzlech Explikatiounen zu där Fro. Da si mer elo effektiv um Schluss vun den Diskussiounen ukomm. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7147.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7147 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dono d'Votes par procuration. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

A mir kënnen d'Resultat soen: Mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Abstentimenten ass de Projet 7147 uegell.

(Interruption)

Jo, d'accord. Et ass okay.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sommaire des séances publiques n^{os}1, 2 et 3

1^{re} séance

Ouverture de la séance publique	p. 1
Clôture de la session ordinaire 2016-2017 et ouverture de la session ordinaire 2017-2018	p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 1
Discours de M. le Président	p. 1
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 1
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales et institution d'une nouvelle délégation	p. 1
Communications	p. 1-3
Ordre du jour	p. 3
7174 - Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain	p. 3
7091 - Projet de loi relative à la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits	p. 3-4

2^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 4
6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution - second vote constitutionnel	p. 4-6
7102 - Projet de loi	
1) complétant la transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;	
2) modifiant le Code du travail;	
3) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
4) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;	
5) modifiant la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant	
1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;	
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;	
3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;	
4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;	
5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées	p. 6-9
6995 - Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»	p. 9-12

3^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 13
Ordre du jour	p. 13
7017 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration	p. 13
7147 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation	p. 13-14

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Dir gitt och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass dann esou.

(Interruption)

Et ass notéiert, Här Halsdorf.

► **Une voix.** - Et ass alles an der Rei.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Et ass alles an der Rei. Mir hunn dat notéiert.

(Interruption)

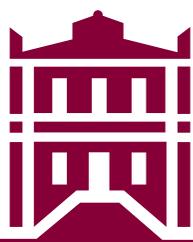
Majo, léif Kollegeinnen a Kollegen, domadder si mer schonn um Enn vun eiser haiteger Sëtzung, eng kuerz Sëtzung, mä ëmsou méi wichteg.

Déi nächst Sëtzung sinn de 14., 15. a 16. November. Wéi ëmmer ginn d'Aarbechten an de jeeweilige Kommissiounen weider. Domadder si mer um Schluss an ech hiewen d'Sëtzung op.

(Fin de la séance publique à 14.24 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 01 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017					
3112	Marc Lies	«Klimabank» et certification de la durabilité de logement LENOZ	3238	Laurent Mosar	4 ^e directive antiblanchiment
3123	David Wagner	Fermeture annoncée du restaurant à la gare de Luxembourg-ville	3239	Edy Mertens, Alexander Krieps	Extension du parc IRM
3125	Roy Reding	Terrain pour la construction d'un centre de données	3240	Josée Lorsché	Nombre des nouveaux cas d'infection par le VIH
3134	Franz Fayot	Mésaffectation de logements à des fins professionnelles	3241	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Asile national pour animaux dans le Ban de Gasperich
3143	Martine Hansen	Utilisation des surfaces agricoles	3243	Félix Eischen	Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
3144	André Bauler	Besoins en personnel de l'éducation nationale	3244	Emile Eicher	Convention collective pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social
3152	Aly Kaes	Sécurité routière	3245	Serge Wilmes	Reconnaissance de la culture de la fête foraine en tant que patrimoine national
3155	Laurent Mosar	Implantation de Google au Luxembourg	3246	Laurent Mosar	Dispositif de sécurité pour la «Schueberfouer»
3160	Diane Adehm, Gilles Roth	Cybercriminalité	3247	Franz Fayot	Autorité parentale
3161	Diane Adehm, Gilles Roth	Logements utilisés en tant que bureaux	3249	Laurent Mosar	«Guichets de pré-examen» en Afrique
3171	Max Hahn, Claude Lamberty	Photovoltaïque	3250	Laurent Mosar	Éventuelle suspension des droits de vote de la Pologne
3174	Gast Gibéryen	Conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg	3251	Laurent Mosar	Aide de préadhésion pour la Turquie
3175	Gast Gibéryen	Chantier du tram	3253	Marc Spautz, Octavie Modert	Détachement des travailleurs
3176	André Bauler	Construction d'une tour touristique dans l'Oesling	3254	Martine Hansen, Gilles Roth	Loup
3178	Fernand Kartheiser	Livres scolaires	3255	Martine Mergen	Nouveaux cas d'infection au VIH
3183	Henri Kox, Gérard Anzia	Usage d'un produit hormonal dans l'élevage de porcs	3256	Laurent Mosar	Harmonisation de la taxation des entreprises
3192	Gusty Graas	Télétravail	3257	Marcel Oberweis	Pratique du Jet-Ski sur la Moselle
3196	Serge Wilmes	Récents discussions autour des véhicules diesel	3259	Roy Reding	Droit de préemption des communes
3201	Diane Adehm, Gilles Roth	Taxe Internet	3260	Josée Lorsché	Service immunologie du CHL
3203	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Vélos de location mis à disposition par des entreprises chinoises	3261	Martine Hansen	Loup
3206	Octavie Modert	Paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen»	3262	Martine Hansen	Manque de personnel dans l'enseignement fondamental
3207	Diane Adehm, Gilles Roth	Mobilité transfrontalière	3263	Alex Bodry	Comptes dormants
3210	Françoise Hetto-Gaasch	Accès des étudiants en médecine aux universités allemandes	3264	André Bauler, Gusty Graas	Pollution maritime
3213	Martine Hansen	Index socio-économique	3265	David Wagner	Participation au «EU Emergency Trust Fund for Africa»
3216	Laurent Mosar, Gilles Roth	Règlements de police communaux	3267	Laurent Mosar	Turquie
3217	Serge Wilmes	Mise en valeur du site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco	3269	Franz Fayot	Radio socio-culturelle 100,7
3218	André Bauler	Nouveau lycée à Clervaux	3270	Octavie Modert, Laurent Mosar	Implantation de Google au Luxembourg
3219	Marco Schank	Détachement de travailleurs	3272	Claudia Dall'Agnol	Voyeurisme
3220	Claude Adam	Personnel de l'Éducation différenciée (Ediff)	cf. 3274		
3221	Laurent Mosar	Incarcération d'un journaliste turco-suédois en Espagne	3273	Josée Lorsché	Prévention du suicide
3222	Henri Kox, Josée Lorsché	Scandale des œufs contaminés au fipronil	3274	Sylvie Andrich-Duval, Gilles Roth	Voyeurisme
3223	Fernand Kartheiser	Réunions d'information sur la loi relative au RMG	cf. 3272		
3224	André Bauler, Max Hahn	Effectifs de la Police grand-ducale	3276	Claude Lamberty, Max Hahn	Cruauté envers les animaux
3225	Martine Hansen, Marco Schank	Accès touristique au Lac de la Haute-Sûre	3277	Jean-Marie Halsdorf, Marc Lies	Utilisation d'injections d'acide hyaluronique dans le traitement de l'arthrose du genou
3226	Gusty Graas	Cyanobactéries (algues bleues)	3278	Laurent Zeimet	Calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca
3227	Fernand Kartheiser	Coûts de la garde d'enfants	3279	Laurent Mosar	«Code de conduite (fiscalité des entreprises)» du Conseil de l'Union européenne
3229	Marc Spautz, Octavie Modert	Brevet de maîtrise	3282	Laurent Mosar	Participations directes de l'État dans le capital des établissements bancaires de droit privé
3230	Gérard Anzia	Santé des châtaigniers au Luxembourg	3283	André Bauler	Trafic de poids lourds à Clervaux
3231	Martine Hansen	Protection contre les crues	3284	Gusty Graas	Listes pour les élections communales
3232	Octavie Modert	Dépôt des candidatures pour les élections communales dans les communes à scrutin majoritaire	3286	Joëlle Elvinger, Eugène Berger	Réforme fiscale
3233	Marc Spautz	Code de bonne conduite de l'ITM	3287	Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar	Achat de systèmes antiaériens de la Turquie auprès de la Russie
3234	Alexander Krieps, Edy Mertens, Gusty Graas	Vacance des pharmacies	3288	André Bauler	Renouvellement du chemin repris (CR350) entre Welscheid et Niederfeulen
3235	Octavie Modert	Taxe sur les produits sucrés	3290	Laurent Mosar	Sans-papiers et Centre de rétention
3236	Eugène Berger	Transports transfrontaliers illégaux de déchets	3294	Martine Hansen	Création de nouvelles zones de protection des eaux
3237	Martine Hansen	Réforme de la formation professionnelle	3295	Sylvie Andrich-Duval	Remboursement d'actes infirmiers
			3297	Claude Lamberty, Max Hahn	Candidature conjointe des pays du Benelux pour les Jeux olympiques d'été de 2032
			3298	Max Hahn	Réouverture de la route nationale CR106
			3299	Françoise Hetto-Gaasch	Participation de ressortissants étrangers aux élections communales
			3300	Léon Gloden, Laurent Mosar	Vague de violence dans le pays

Question 3112 (04.07.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la «**Klimabank**» et la **certification de la durabilité de logement LENOZ**:

Le 14 juillet 2016, lors d'une conférence de presse, quatre membres du Gouvernement, à savoir les Ministres du Logement, de l'Environnement et des Finances ainsi que la Secrétaire d'État à l'Économie, ont présenté notamment deux nouveaux instruments de promotion du développement durable en matière de logement. La «Klimabank» et la certification de la durabilité de logement LENOZ.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Combien de dossiers ont été présentés et acceptés dans le cadre de la «Klimabank»?

- Quel est le nombre des certificats LENOZ émis depuis son introduction et quel a été le coût de l'élaboration et de la conception de la certification par des spécialistes externes?

Réponse (06.10.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Le «Paquet banque climatique et logement durable», dont la «Klimabank» et ses prêts climatiques ainsi que la «Lëtzebuurger Nohaltegkeets-Zertifizéierung LENOZ», est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017.

Ces nouvelles mesures en matière de rénovation énergétique et de construction durable nécessitent toutes un processus à plusieurs étapes dont des phases préliminaires et intensives de conseil et de planification. En ce qui concerne notamment les prêts climatiques à taux zéro, les devis concrets doivent être joints au dossier d'instruction afin que le Guichet unique des aides au logement puisse émettre un accord de principe. Suite à cet accord de principe, le client se rend à son établissement de crédit pour obtenir l'accord final du prêt et les rénovations pourront être entamées dans les semaines qui suivent.

Les chiffres suivants des conseils gratuits fournis par «myenergy» illustrent l'intérêt parmi la population quant aux nouveaux instruments:

a) Appels téléphoniques sur la «Hotline»: 1.917 unités

- 1.275 appels par des particuliers, dont 947 concernant les aides étatiques:

- 642 par des experts, entreprises et planificateurs, dont 30% concernant les aides étatiques.

b) Conseils sur place: 594 unités

- concernant une rénovation: +/- 500 ménages (+/- quatre ménages par jour);

- concernant une nouvelle construction: +/- 100 ménages.

Il convient de noter que les conseils fournis par «myenergy» correspondent à un déroulement standardisé, au cours desquels des informations/explications sur les prêts climatiques (à taux zéro et à taux réduit) sont fournies de façon systématique.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, quelque 1.000 ménages ayant l'intention de rénover leur logement ont pu profiter d'un conseil gratuit en matière de rénovation énergétique, et donc sur la «Klimabank».

Il s'avère qu'à ce stade, 62 demandes pour une aide financière ont été introduites dans le cadre de la «Klimabank» et que 35 dossiers ont entre-temps pu être approuvés.

Concernant le nombre des certificats LENOZ émis depuis son introduction et le coût de l'élaboration, il convient de noter que pour la nouvelle construction, les jalons de durabilité sont adaptés tout au long de la phase de planification et d'exécution d'un logement. Le certificat LENOZ en tant que tel est conçu comme le bilan final de la procédure d'élaboration et de mise en œuvre d'un projet. Or, l'honorable Député comprendra qu'un chantier qui aurait même été entamé au jour de l'entrée en vigueur de la loi le 1^{er} janvier 2017 n'aurait pas pu être clôturé à ce jour. De ce fait, aucun dossier n'a encore été introduit. Ainsi, je propose à l'honorable Député de revenir à ce point lors d'une réunion de la Commission parlementaire du Logement au début de l'année 2018.

En ce qui concerne les frais de conception de la certification par des spécialistes externes, un total de 420.000 euros a été dépensé depuis 2011, et une somme d'environ 90.000 euros reste engagée pour des dépenses qui restent à être facturées.

Question 3123 (10.07.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **fermeture annoncée du restaurant à la gare de Luxembourg-ville**:

D'après des informations parues dans la presse, le restaurant actuellement hébergé à l'entrée de la gare de Luxembourg-ville devrait fermer ses portes à la fin de l'année. En effet, le contrat de bail commercial pour l'exploitation du local ne serait pas renouvelé par le gérant des surfaces commerciales à la gare et ce dernier aurait lancé un appel d'offres européen pour la reprise de l'activité avec un nouveau type de restauration.

La fermeture du restaurant signifierait pourtant la perte de 24 emplois dans une entreprise familiale implantée depuis quarante ans à la gare et en même temps la disparition d'une restauration à prix abordable qui ne s'adresse pas qu'aux voyageurs de passage à la gare mais également aux résidents du quartier ainsi qu'aux nombreux salariés qui y passent leur pause déjeuner.

Étant donné que le capital de l'entreprise gérante des surfaces commerciales à la gare de Luxembourg-ville est détenu à 99,67% par la SNCFL et que cette dernière appartient à 94% à l'État luxembourgeois, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer la fermeture annoncée du restaurant à la gare de Luxembourg-ville?

2) Peut-il me fournir des explications quant à la décision du gérant des surfaces commerciales de ne pas renouveler le bail avec l'exploitant actuel du restaurant?

3) Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi le gérant des surfaces commerciales entend lancer un appel d'offres européen pour la reprise de l'activité même si une telle démarche n'est pas obligatoire dans le cas de figure en question?

4) Les usagers des infrastructures à la gare et les clients du restaurant seront-ils consultés sur leurs besoins et souhaits en matière de restauration à la gare avant qu'un nouvel exploitant du restaurant ne soit désigné?

5) Vu les rapports de propriété. Monsieur le Ministre, entend-il intervenir et si oui, quelle serait sa prise position?

Réponse (06.10.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Il est confirmé que le restaurant de la gare de Luxembourg sera complètement fermé pendant la période du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 2018.

Selon toutes prévisions, la partie du restaurant formant l'espace «take away» côté hall de la gare sera mise en service à partir du 1^{er} juillet tandis que l'autre partie du restaurant «type brasserie» sera ouverte le 1^{er} novembre 2018.

Des travaux pour une rénovation complète des locaux de commerce dans la gare et notamment du restaurant s'imposent vu leur vétusté ainsi que pour les mettre en conformité avec les réglementations en vigueur.

Dans ce cadre, des réflexions ont été menées ensemble avec le Département des transports sur le type de commerce à implanter dans la gare en fonction des nouveaux flux à envisager, notamment lors de l'arrivée du tram.

Elles ont abouti à la conclusion d'exploiter à cet endroit de la gare une restauration type brasserie avec service à table, au lieu d'une restauration orientée plus vers «self-service» comme à l'heure actuelle.

C'est en ce sens qu'un concept a été développé par les CFL et il s'agit de trouver maintenant le concessionnaire qui réponde au mieux à la demande.

Dans l'intérêt de susciter une diversité des offres et de permettre à chacun d'avoir accès à ce marché, il a été décidé de procéder à la recherche d'un concessionnaire par voie de mise en concurrence.

Ainsi, le contrat de concession avec l'actuel exploitant a été résilié à échéance en bonne et due forme tout en informant ce dernier qu'il pourra participer à cette soumission.

La directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession est actuellement en cours de transposition en droit national.

Dans l'attente de la transposition, restent néanmoins applicables les grands principes du droit européen de mise en concurrence, de transparence, d'égalité et de non-discrimination. Il

s'agit d'une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne.

Les CFL ont développé le concept avec l'assistance de spécialistes en matière de commercialisation et de restauration dans les gares, en tenant compte des diverses doléances et desiderata émis par les usagers des infrastructures en gare de Luxembourg et les clients du restaurant tout au long de la période durant laquelle l'actuelle concession était en place.

Dans le cadre de cette assistance, au cours de laquelle les CFL ont notamment procédé à une analyse des flux de passage en gare, une question ouverte a été posée à plus de 1.500 personnes, en l'occurrence: «Quels sont les commerces que vous souhaiteriez voir dans une gare comme celle-ci?»

Il est ressorti de ce sondage que plus d'un quart des attentes concernent des enseignes d'alimentation avec une demande plus spécifique pour, d'une part, l'alimentation de bistrot et, d'autre part, l'alimentation bio et végétarienne.

Afin de garantir la pérennité de la future concession, les CFL procéderont périodiquement à des enquêtes de satisfaction auprès des clients du restaurant dans le cadre de sa nouvelle exploitation.

Question 3125 (11.07.2017) de **M. Roy Reiding** (*ADR*) concernant le **terrain pour la construction d'un centre de données**:

Fir vill Gespräich, och op de soziale Medien, suergt déi geplangten Implantatioun vu Google mat sengem Serverzentrum zu Lëtzebuerg, deen 1.000.000 Quadratmeter op 25 Hektar soll ëmfaassen. Deen ausgesichte Standuert wier a privater Hand an de Propriétaire wëllt am Ament net verkafen. Duerfir wëll ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Sicht de Stat fir all Betrib, dee sech wëllt zu Lëtzebuerg néierloossen, en Terrain?

2. Oder muss de Stat deen Terrain kafen, fir datt Google op Lëtzebuerg kënn?

3. Wéi ass deen envisagéierten Terrain klasséiert (Zone verte oder...)?

4. Wann den Terrain als Zone verte klasséiert ass: Ass et nohalteg, an esou enger Zon esou e grouse Bau opzerrichten? A wéi verdréit sech déi „liberal“ Haltung mat där, déi soss vun Ärer Regierung un den Dag geluecht gëtt a wou zum Beispill Bierger net emol en Trach därefen an der Zone verte hisetze fir Dréinkwaasser fir hir Schof? Domat, datt „privat Gäertnerie“ an der Zone verte verbuede gëtt? Datt ee Méint muss waarden, fir eng Autorisatioun ze kréien, fir an der Gréngzon e Rass an enger Fassad ze flécken? Datt e Cafetier e Betrib muss zoumaachen (a 50.000 Euro Strof an dräi Méint Prisonsong kritt) wéinst enger Veranda bei engem Bistro an esou enger Zone verte?

Réponse (06.10.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*:

Den honorablen Deputéierte beriff sech a senger Fro vum 11. Juli 2017 op „Gespräich, och op de soziale Medien“ a freet, ob d'Regierung all Betrib, deen zu Lëtzebuerg investéiere wëllt, d'selwecht behandelt. Déi Fro kann d'Regierung daitlech a formell mat „Jo“ beäntweren.

D'Regierung ass beméit, d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg weider ze diversifizéieren an de Wuelstand a gläichzäiteg d'Liewensqualitéit ze erhalen. De Prozess vun der ekonomescher Entwécklung geschitt am Respekt vum legale Kader, de Prozeduren a Regelen, déi virgesi sinn. Et gëtt dobäi keen Ennerscheid gemaach.

Question 3134 (13.07.2017) de **M. Franz Fayot** (*LSAP*) concernant la **mésaffectation de logements à des fins professionnelles**:

Pour lutter contre la pratique de la mésaffectation de logements à des fins professionnelles, le législateur avait procédé, en 2015, à la modification de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. Depuis lors, seules les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain sont applicables en matière de changement d'affectation d'une construction.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2015 susmentionnée, Monsieur le Ministre peut-il dresser un premier bilan sur la

manière dont les communes s'engagent contre la pratique de mésaffectation des immeubles d'habitation?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur le nombre de conversions non autorisées d'immeubles réservés à l'habitation ainsi que sur le nombre d'immeubles réaffectés à leur destination initiale depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données renseignant sur le nombre de services publics ayant quitté leurs bureaux installés dans des immeubles initialement destinés à l'habitation, suite à l'abolition de l'exception légale dont ils bénéficiaient en vertu de l'ancien article 27, paragraphe (1), deuxième alinéa de la loi sur le bail à loyer?

- Combien de communes ont adopté un règlement communal en vertu du nouvel article 27 de la loi modifiée sur le bail à loyer, obligeant les propriétaires à déclarer les logements non occupés?

Réponse commune (09.10.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

L'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain dispose notamment que tout changement du mode d'affectation est soumis à l'autorisation du bourgmestre sur l'ensemble du territoire communal. Comme l'autorisation de construire est une prérogative du seul bourgmestre relevant de son pouvoir de police des bâtisses, le Gouvernement ne dispose d'aucune information sur la manière dont les communes s'engagent contre la pratique de mésaffectation des immeubles d'habitation.

Aussi, le Gouvernement ne dispose pas de données statistiques sur le nombre de conversions non autorisées d'immeubles réservés à l'habitation, ni d'ailleurs sur le nombre d'immeubles réaffectés à leur destination initiale.

En ce qui concerne le service public, il y a lieu de constater que parmi les immeubles loués actuellement par l'État, et suivant les 17 nouveaux plans d'aménagement généraux en vigueur et publiés sur le site Internet geoportail.lu, une seule location de l'État se trouve sur un terrain classé en zone d'habitation. Il s'agit en plus d'un dépôt et ce terrain sera sans doute revalorisé dans un futur proche par le propriétaire. Depuis une vingtaine d'années, l'État, par le biais de la Commission des loyers rattachée au Ministère des Finances, met en œuvre une politique visant à abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux. Ainsi, une douzaine de sites ont été abandonnés au cours des dernières années.

L'article 27 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation dispose que le conseil communal peut, par règlement communal, obliger les propriétaires des immeubles et parties d'immeubles non occupés destinés à servir de logement sis sur le territoire de la commune à les déclarer à l'administration communale dans le délai fixé par ledit conseil. Comme ce règlement communal n'est pas soumis à approbation ministérielle, le Gouvernement ne dispose pas de statistiques sur le nombre de communes ayant adopté un tel règlement.

Question 3143 (18.07.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**utilisation des surfaces agricoles**:

De Buedem ass dem Bauer säi wichtigste Produktionsfaktor. Duerch d'Urbaniséierung an aner Moosname geet ëmmer méi Land verluer, soudass den Drock op de Bauer ëmmer méi grouss gëtt. Bei den Assises agricoles hat d'Regierung ënner anerem festgehalten, de Landverbrauch ze bremsen.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister, der Madamm Minister fir Ëmwelt an dem Nohaltegkeetsminister dës Froe stellen:

- Wéi vill Hektar landwirtschaftlech Flächen huet de Ministère du Développement durable et des Infrastructures an dëser Legislaturperiode bis elo kaaft?

- Wéini sinn dës Terraine kaaft ginn?

- Wou befanne sech dës Flächen?

- Wéi vill Prozent vun den akaafte Fläche leien an enger Schutzzon?

- A wéi enge Schutzzone leien dës Terrainen?

- No wéi enge Kritäre ginn dës Flächen erausgesicht?

- Zu wéi engem Zweck sinn dës Fläche kaaft ginn?



Verschidde vun dëse Fläche gi verpacht. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Regierung stellen:

- No wéi enge Kritäre gëtt de Pächter fir dës Flächen erausgesicht?

- Kréie prioritär Jongbaueren oder Baueren aus der direkter Ëmgéigend vun dëse Flächen den Zouschlag?

- Wéi gëtt Transparenz garantéiert, soudass all Interessent sech kann als Pächter mellen?

- Wéi héich sinn d'Pachtpräisser?

- Gëtt et een eenheetleche Präis am Land? Wann neen - firwat net?

- Gi vun der Säit vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures Contrainten an de Pachtvertrag gesat? Wa jo, wéi eng?

- Kënnen déi Flächen, déi net an enger Schutzzone leien, weiderhi genotzt gi wéi bis elo - an dëst am Sënn vun den Assises agricoles - oder mussen/sollen déi och a spezielle Programmer matmaachen?

Réponse commune (09.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

D'Regierung keeft an der Regel Terrainen, fir bestëmmt Bauprojeten ze realiséieren, fir ökologesch wäertvoll Flächen ze sécheren an ze erhalen oder als Réserve foncière, fir bei Bedarf iwwer Tauschméiglechkeeten ze disposéieren. D'Regierung keeft keen Terrain, fir domat ze spékuléieren.

De Kaf gëtt ofgewéckelt iwwert d'Servicer vum Finanzministère: verschidde Comités d'acquisition an d'Administration de l'enregistrement. A besonnesche Fäll kann och den Office national du remembrement Terrain kafen. Et ass also net esou, datt all Ministère eenzel fir seng Besoine géif Land kafe goen.

D'Donnéeën zu den Acquisitionne ginn an engem zentraler Datebank am Finanzministère verwalt. Dës beinhalt déi Informatiounen, déi an den Akten drastinn. Et ass dofir schwierig, eng Analys no de Sichkritäre vun der honorable Deputéiert ze maachen.

An de Joren 2011 bis 2017 huet de Stat fir insgesamt 590 ha u landwirtschaftleche Fläche kaaft, fir öffentlech Projeten ze realiséieren. An der Period 2014 bis 2017 waren et der 320 ha, an der Period 2011 bis 2013 waren et der 270 ha.

Déi Terrainen, déi net direkt fir e speziellen Zweck gebraucht ginn, kënnen, souwäit dëst méiglech ass, weiderhi landwirtschaftlech genotzt ginn. Am Prinzip kann dee Bauer, deen d'Land bis dato genotzt huet, den Terrain weider notzen, bis e vun der Regierung am öffentlechen Interessi gebraucht gëtt.

Wann e Bauer net wëllt virufueren, esou dauert et an der Regel net laang, bis sech nei Interessenten am Finanzministère mellen, fir den Terrain iwwerhuelen ze kënnen.

Wat d'Pachtpräisser ugeet, esou applizéiert de Stat an der Regel en Tarif vum zween an en hallwen Euro pro Ar a pro Joer.

Op gréisseren a wirtschaftlech besonnesch interessanten ökologesche Kompensatiounsterreinen, wéi zum Beispill op der Naasswiss „Belgrad“ zu Fréiseng, wäert den Ëmweltdepartement an Zukunft en öffentlechen „appel aux candidatures“ lancéieren, fir deen am beschte géeeegente Bauerebetrib auszewielen.

Op esou Fläche muss eng ökologesch sënnvoll Agrarnotzung ëmgasat ginn, fir datt d'Ziler vum Naturschutz erreecht an déi negativ Auswierkung vum Wuesstem ausgeglaach ginn. De Kader fir d'Notzung gëtt an deem Fall iwwer e Kontrakt geregelt.

Et weist sech och, datt eng extensiv Landwirtschaft, déi iwwer e Kontrakt tëschent dem Bauer an dem Stat geregelt ass, net nëmmen ökologesch Virdeeler fir d'Allgemengheet bréngt, mä och e substanzuelle Benefiss fir de Bauer. Deementspriedend grousst ass och den Interessi bei de Baueren aus der Region, fir esou eng Fläch kënnen extensiv ze bewirtschaften.

Fir de Fall, datt esou en Terrain an enger deklariierter Waasser- oder Naturschutzzone leie géif, gëlle selbstverständlech d'Bestëmmunge vum jeeweilege Règlement grand-ducal, mat sengen eventuellen Implikatiounen op d'landwirtschaftlech Cross Compliance. Dëst ass allerdéngs komplett onofhängeg vum Propriétaire vum Terrain a géllt sougutt fir de staatleche wéi fir all privaten Terrain.

Ganz generell kann ee soen, datt all Bauerebetrib, dee gréisser Flächen an enger Schutzzone leien huet, gutt berode wär, sech vun engem Spezialist déi ökonomesch Optiounen vun enger Extensivierung ausrechnen ze loossen, fir all seng Méiglechkeeten ze kennen, ier en neien Investissement gemaach gëtt.

Esou eng ökonomesch Berodung op Niveau vum gesamte Betrib gëtt vun der Regierung ënnerstëtzt a gefërdert. Am Fall vu Waasser-schutzzone kann esou eng Berodung, déi méi wäit geet wéi nëmmen iwwert déi aktuell landwirtschaftlech Praxis, och vum Waasserliwwerant iwwerholl ginn.

Question 3144 (19.07.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant les besoins en personnel de l'éducation nationale:

Les besoins en personnel de l'éducation nationale vont en croissant en raison de l'évolution progressive de la population. Il va sans dire qu'un nombre élevé d'enseignants est requis pour répondre aux exigences pédagogiques les plus diverses. Un certain nombre de jeunes se lancent dans des études supérieures et universitaires sans bien connaître l'évolution future du nombre d'enseignants demandés dans les différentes branches, c'est-à-dire les perspectives effectives de recrutement. Or, à mon avis, il s'avère utile de faire le point de temps à autre afin d'informer sur l'état des lieux en personnels et sur les recrutements envisagés à l'avenir.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter les différents profils professionnels qui sont requis au niveau des différents ordres d'enseignement?

2) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des personnels enseignants par catégorie de personnel depuis 2010?

3) Monsieur le Ministre est-il en mesure de présenter les demandes en personnel enseignant d'ici 2020 en distinguant selon les disciplines et les ordres d'enseignement?

Réponse (09.10.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) L'enseignement fondamental ainsi que l'enseignement secondaire sont en principe assurés par des enseignants-fonctionnaires. Le recrutement se fait par voie de concours, organisés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Outre les conditions générales pour être admis dans une carrière de fonctionnaire auprès de l'État, les candidats doivent suffire à des conditions d'études qui diffèrent selon la carrière briguée.

Les candidats à la fonction d'instituteur doivent être détenteurs d'un des diplômes suivants:

- bachelier professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg;

- diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

- diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, délivré par une institution située dans un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne et reconnu par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Les candidat(e)s aux fonctions:

- de professeur (groupe de traitement A1) doivent se prévaloir d'un diplôme de bachelier et d'un diplôme de master;

- de professeur d'enseignement technique (groupe de traitement A2) doivent se prévaloir d'un diplôme de bachelier;

- de maître d'enseignement (groupe de traitement B1) doivent être détenteurs du brevet de maîtrise ou d'un brevet de technicien supérieur.

Les conditions d'admissibilité aux examens-concours pour l'admission au stage pédagogique pour les lycées sont adaptées aux processus de Bologne (bachelier et master). Toutefois les candidats ayant acquis les diplômes, grades et certificats avant l'entrée en vigueur du processus de Bologne (Magister, maîtrise, 2^e licence, etc.) continuent à être admissibles aux examens-concours de recrutement.

Au moins un des diplômes, celui de bachelier ou celui de master, requis pour la fonction de professeur, doit être en lien avec la spécialité enseignée. Le diplôme de master préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire est également accepté (Lehramt, Master in Secondary Education...).

ad 2) Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution des personnels enseignants: les chiffres se rapportent au mois de mai des années respectives.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Le tableau ci-dessous renseigne les besoins en personnel enseignant pour l'enseignement fondamental.

2018	2019	2020
291 postes	256 postes	232 postes

Pour l'enseignement secondaire, le rapport de planification est actuellement soumis à une révision quant à la méthodologie appliquée pour déterminer les besoins en personnel. Je ne manquerai pas d'en présenter les conclusions dès que je disposerai des informations requises par l'honorable Député.

Question 3152 (20.07.2017) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant la sécurité routière:

Op de meeschte Plazen hei am Land ginn Auto-, Camion- a Motorradchaufferen duerch d'Uertscheld drop opmierksam gemaach, dass se an eng Uertschaft eraufueren an deementspriedend hir Vitesse unzepassen hunn. Fir déi verschidde Chauffere besser op dës Situatioun opmierksam ze maachen, kéint een een Deel vum Stroossebelag virun engem Uertsantrëtt faarflech esou ëmgestalten, soudass ee kloer visuell gesäit, dass een an een Duerf erafiert. Esou ee System kéint een am ganze Land eenheetlech aféieren a regelen (op Chemins repris an Nationalstroossen) mam Zil vun enger besserer Visibilitéit a Verkéierssicherheit.

An deem Kontext wollt ech dem Nohaltegkeetsminister folgend Froe stellen:

- Wat hält den Här Minister vun esou enger Iddi?

- Wéi kéint esou eng faarflech Ëmgestaltung ausgesinn?

Réponse (25.09.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

An dësem Kontext ass ervirzehiewen, datt déi generell Limitatioun fir déi maximal erlaabte Vitesse an enger Uertschaft 50 km/h ass, laut dem Artikel 139 vum Code de la route, an déi Limitatioun gëllt ab dem Uertschaftscheld, dat am Prinzip ni méi ewéi 100 Meter ewech vum éischten Haus oder Grupp vun Haiser steet. D'Uertschaftscheld (Signal E,9a) weist den Ufank vun der Uertschaft un an och den Ufank vun der Vitesselimitatioun, esou wéi se am Artikel 139 festgeluecht ass. Dëse System, deen am Ausland iwwereng net üblich ass, dréit dozou bäi, datt de Chauffeur den Ufank vun enger Uertschaft besser erkennt a seng Vitesse deementspriedend upassen a respektéiere kann.

Dëst si generell Regeln aus dem Code de la route, déi jidder Automobilist mat engem gültige Führerschäin an der Fahrschoul geléiert huet. D'Uertschaftschelder si gutt erkenntlech an d'Sichtfelder gi vu Ponts et Chaussées fräigehalen. Des Weideren ass als Rappel zu der allgemenger Regel op all Uertschaftscheld déi gültig Vitesselimitatioun, i. e. 50 Kilometer pro Stonn, duerch de Panneau C,14 widderholl, ausser d'Gemengereglement géif eppes anescht virgesinn, ewéi zum Beispill 70 Kilometer pro Stonn (entrée en ville).

De Guide vun de Permissions de voirie gesäit elo schonns Ar Iddi vir, datt bei verschidde oniwiersichtlechen „entrées en localité“ en zousätzleche Marquage ka gemaach ginn. Dëse Marquage soll d'Automobilisten derzou incitéieren, d'Vitesse ze reduzéieren, ier si d'Uertschaftscheld erreechen. Eng weider Méiglechkeet ass et, duerch konstruktiv Annerung mat enger eventueller zousätzlecher Beplanzung e Portal ze schafen. Dës Moossmat gëtt am Kader vu Redressementer vun Nationalstroossen am Fall vun iwwerdriwwener Vitesse virgesinn (zum Beispill um CR125 zu Blaaschent). Faarflech Markéierung vum Stroosseraum ginn an der Regel agesat, fir eng Zon mat verkéiersberouegtem Trafic unzekënnegen. Esou weisen Zebrasträifen, déi mat roud der Faarf ënnerleucht sinn, landeswäit d'Entrée an eng 30er-Zon un. Giele Stroossebelag dogéint weist op en Tronçon vu Statsstroossen hin, wou d'Vitesselimitatioun 30 km/h ass.

Beim Asaz vun dësen optesche Markéierungen ass et awer wichteg, datt si punktuell agesat ginn, fir den Usager dorop hinzeweisen, datt elo eppes kënn wou hie muss gutt oppassen. Beim flächendeckenden Asaz vun dëse Markéierungen ass d'Gefor grousst, datt den Usager se net méi als speziell Situatioun ugesäit an esou de gewünschten Effekt verluer geet.

All dës Moosnamen hëllefen awer ëmmer nëmme bedéngt, an nieft enger adequater For-

mation vun de Fahrschüler am Centre zu Kolmer, droe leider nëmme regelméisseg Vitessekontrolle vun der Police derzou bäi, datt d'Automobilisten hir Vitesse situatiounsbedéngt (innerorts zu ausserorts) upassen.

Question 3155 (24.07.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'implantation de Google au Luxembourg:

L'implantation au Luxembourg d'un centre de données exploité par Google n'est toujours pas chose faite. Après un premier échec, une solution de rechange semble exister: un deuxième site aurait en effet pu être identifié à Bissen, au nord de la zone d'activités «Klengbousberg». Or, certains points demandent des clarifications.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- À en croire la presse, il manquerait toujours l'accord de trois propriétaires en indivision pour ce deuxième site. L'acquisition des terrains détenus par les propriétaires précités est-elle indispensable pour la réalisation dudit projet?

- Le Gouvernement envisagerait-il éventuellement l'acquisition des terrains en question en lieu et place de l'investisseur? L'investisseur aurait-il dans ce cas fait des promesses, pris des engagements voire offert une contrepartie à l'État? Lesquels?

- L'acquisition d'une partie voire de tous les terrains par l'État aurait-elle déjà été actée? Dans l'affirmative, quel est le prix payé par l'État et sous quelles conditions (suspensive et autre) cette vente a-t-elle eu lieu? Que deviendront ces terrains en cas de désistement de l'investisseur?

- Les ministres peuvent-ils confirmer que le site en question se trouve en zone verte? Dans l'affirmative, une évaluation des incidences environnementales est-elle requise? Dans l'affirmative, celle-ci a-t-elle déjà été commanditée?

- Les ministres peuvent-ils m'informer s'il est pratique courante que l'Office national du remembrement s'occupe des pourparlers avec les propriétaires de terrain en lieu et place d'un investisseur?

Réponse commune (06.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Au vu du caractère stratégique que pourrait représenter un investissement majeur dans le secteur des TIC, le Gouvernement s'engage autant que possible pour créer un cadre attractif pour un tel investissement.

Au stade actuel des discussions autour d'un possible projet, le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir plus de détails.

En tout état de cause, avant de pouvoir réaliser un quelconque investissement et d'implanter une activité économique sur les terrains en question, toutes les procédures légales et réglementaires en matière de reclassement et d'analyse environnementale devront être poursuivies.

Question 3160 (25.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la cybercriminalité:

Selon une étude publiée par le «Digitalverband Bitkom e. V.», qui représente plus de 2.400 entreprises issues du secteur du digital en Allemagne, la cybercriminalité sous toutes ses formes a entraîné des dommages de plus de 55 milliards d'euros pour l'économie allemande. De plus, 53% des entreprises ont déjà été victimes d'une cyberattaque.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement a-t-il également commandité une telle étude sur la cybercriminalité et, le cas échéant, quels sont les résultats respectivement les conclusions que le Gouvernement entend en tirer?



Réponse commune (19.09.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le «Digitalverband Bitkom e. V.» est une fédération d'entreprises du domaine des technologies de l'information en Allemagne. L'étude réalisée pour la deuxième fois depuis 2015 et à laquelle les honorables Députés font référence dans la question parlementaire se base sur une enquête menée auprès de 1.069 personnes qui sont soit les dirigeants soit les responsables de la sécurité de l'information d'entreprises qui comptent au moins dix employés. D'après nos informations, il n'existe pas d'enquête similaire qui ait été menée au Luxembourg.

Depuis 2003, le Ministère de l'Économie a répondu aux besoins des entreprises en ce qui concerne les risques liés aux technologies de l'information par le biais de Cases.lu à trois niveaux:

- en matière de prévention, d'information et de formation aux bonnes pratiques;

- en matière d'analyse et de gestion des risques;

- en matière d'analyse de la menace, de réaction et de réponse sur incident.

Les différents moyens relatifs à la sécurité informatique, dont Cases.lu, ont été regroupés au sein de l'initiative Securitymadein.lu depuis 2010. Depuis sa création, les équipes de Securitymadein.lu ont été en contact avec environ 6.000 entreprises au Luxembourg. Le plus grand nombre de ces contacts concerne des situations où un acteur a été victime d'une cyberattaque. Ces contacts se font à travers le département CIRCL¹.

En 2016, plus de 1.200 investigations techniques sur des incidents informatiques ont été conduites par CIRCL. Un accroissement continu des incidents est constaté depuis 2010. Les catégories majeures sont:

- la cybercriminalité (objectif financier): 50%;

- le cyberespionnage (objectif informationnel): 40%;

- le cyberactivisme (objectif ludique/idéologique): 10%.

Une grande proportion des 40 plus grandes entreprises au Luxembourg ont profité des services de réponse sur incidents de CIRCL et des partenariats forts ont pu être établis, tant au niveau national qu'international.

En ce qui concerne les activités de Cases.lu, en charge de la promotion de la sécurité de l'information organisationnelle et comportementale auprès des organismes privés comme publics, l'année 2016 a battu tous les records, que ce soit dans le secteur public ou dans le secteur privé. 40 diagnostics Cases et 15 analyses de risques ont été établis, 27 experts en sécurité ont été formés à l'utilisation de MONARC², un outil d'analyse de risques qui fait profiter les entreprises qui l'utilisent des expériences acquises par d'autres. Il faut compter dans les grands succès de 2016, l'export de MONARC au sein du Gouvernement belge ainsi que l'adoption de MONARC comme outil de gouvernance par le groupe POST, tout comme par l'IGSS et ses sept instituts de sécurité sociale.

La sensibilisation et la formation ont aussi beaucoup évolué en 2016, en particulier vu les partenariats avec l'École supérieure du travail et le «House of Training». 44 séances de formations ont ainsi été organisées par l'équipe Cases.

Suite à l'informatisation et la digitalisation de notre société, le moment est venu pour avancer et regrouper en un centre de compétences en cybersécurité, appelé le C3, l'ensemble des expériences, c'est-à-dire d'informations opérationnelles et de connaissances sur les menaces, les vulnérabilités et l'efficacité des mesures de protection, acquises par le Ministère de l'Économie et Securitymadein.lu et de les mettre à profit de toute l'économie. Cette nouvelle «intelligence» constitue la base du C3 qui sera mis sur pied par Securitymadein.lu en étroite collaboration avec des partenaires clés. Le C3, qui sera inauguré en octobre 2017, offrira trois catégories de services:

- le «threat intel» - l'élaboration de rapports et informations nécessaires à la bonne gouvernance de la sécurité;

- la formation - le centre sera doté d'un simulateur de scénarios d'attaques, permettant des entraînements opérationnels réalistes;

- le contrôle ou «testing» de nouvelles technologies ou services sécuritaires, provenant notamment de start-ups, qui sera également effectué grâce au simulateur de scénarios d'attaques.

Question 3161 (25.07.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **les logements utilisés en tant que bureaux**:

Au cours des dernières décennies, des centaines de logements privés ont été transformés en bureaux pour toutes sortes de services publics et privés partout dans le pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de logements privés respectivement de maisons loués par l'État au profit de ses administrations et ceci par commune?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir un tableau détaillé de ces bureaux par m² de surface habitable et par commune?

Réponse (04.10.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En réponse à la question des honorables Députés, il y a lieu de constater que parmi les immeubles loués actuellement par l'État, et suivant les 17 nouveaux plans d'aménagement généraux en vigueur et publiés sur le site Internet geoportail.lu, une seule location de l'État se trouve sur un terrain classé en zone d'habitation. Il s'agit en l'occurrence d'un dépôt et ce terrain sera sans doute revalorisé dans un futur proche par le propriétaire.

Depuis une vingtaine d'années, l'État, par le biais de la Commission des loyers rattachée au Ministère des Finances, met en œuvre une politique visant à abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux. Ainsi, une douzaine de sites ont été abandonnés au cours des dernières années.

Question 3171 (28.07.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant **la photovoltaïque**:

Le règlement grand-ducal du 20 avril 2009 prévoit un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables. De plus, un règlement grand-ducal du 24 avril 2017 précise qu'«afin de pouvoir bénéficier de la rémunération prévue au présent article, le producteur d'énergie doit revêtir la forme juridique d'une société coopérative ou d'une société civile qui sont composées d'au moins sept personnes qui sont des personnes physiques, des associations sans but lucratif ou des fondations».

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de chiffrer la capacité de production des panneaux photovoltaïques nouvellement installés ces dix dernières années?

- Est-ce qu'il y a eu des perturbations dans le réseau électrique à cause de ces panneaux photovoltaïques?

- Quel est le nombre de sociétés coopératives nouvellement créées depuis la date d'application du règlement grand-ducal de 2017? Quel en est le potentiel d'énergie? Pourquoi les communes ne sont-elles pas couvertes par le règlement du 24 avril 2017?

- Est-ce que les panneaux doivent obligatoirement être installés sur des toits pour que les sociétés en question puissent bénéficier des rémunérations prévues?

- Dans la négative, n'est-il pas possible de les installer dans des champs respectivement à côté des autoroutes ou des lignes de chemin de fer?

- Quelles autres mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de durablement soutenir la production d'énergie à partir de panneaux photovoltaïques?

- Messieurs les Ministres comptent-ils faire construire les nouveaux bâtiments publics de manière à ce que des panneaux photovoltaïques puissent y être installés par la suite?

- Est-il envisagé de faire une étude de tous les bâtiments publics pour tester la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques sur leurs toits?

Réponse commune (03.10.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La capacité de production nouvellement installée pendant les dix dernières années a augmenté entre 2007 et 2016 de 98 MW en passant de 23,9 MW à 121,9 MW.

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'évolution: (tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Des perturbations dues à des installations photovoltaïques ne sont pas connues. Aucun gestionnaire de réseau luxembourgeois ne fait état de problèmes. Avant chaque raccordement d'une installation photovoltaïque, son impact sur le réseau de distribution électrique est simulé pour exclure des perturbations potentielles. S'il s'avère qu'une installation ne peut pas être raccordée au réseau existant, le gestionnaire de réseau propose un point de raccordement plus approprié, p. ex. à un niveau de tension supérieur. En plus, il n'y a pas encore eu de perturbations au réseau public dû à un mauvais fonctionnement d'une installation photovoltaïque du fait que ces installations doivent être équipées d'une protection réseau afin d'éviter toute perturbation sur le réseau public en cas de défaut sur l'installation de production elle-même.

Les gestionnaires de réseau ont enregistré 27 demandes de raccordement pour des installations photovoltaïques collectives d'une puissance supérieure à 30 kW depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal cité par les honorables au 15 mai 2017, et jusqu'à la fin août de cette année.

La disposition de ce règlement grand-ducal concernant les sociétés coopératives et civiles a été décidée conformément au programme gouvernemental: «Afin de soutenir la production d'énergies renouvelables et de mobiliser les capacités d'investissements citoyens, le Gouvernement entend soutenir activement les coopératives de production d'énergie au niveau communal et régional.» Le Gouvernement essaie ainsi d'impliquer les citoyens dans la transition énergétique; les communes pourront jouer un rôle actif en mettant à disposition des coopératives les toitures de bâtiments communales pour l'installation de centrales photovoltaïques.

En ce qui concerne les surfaces visées pour l'installation des centrales photovoltaïques pouvant bénéficier des rémunérations, le règlement grand-ducal définit le terme de «surface imperméable», qui englobe l'enveloppe extérieure d'un bâtiment (toiture et façade), des surfaces de stationnement imperméables ou des surfaces de circulation imperméables.

Le rendement de panneaux photovoltaïques installés le long des autoroutes ou des lignes de chemin de fer dépend largement de l'orientation du tracé de l'infrastructure de transport. Ainsi, un tracé dans la direction nord-sud ne donne guère de rendement, comme il n'est pas possible d'utiliser le rayonnement solaire autour des heures de midi donnant une production maximale d'énergie. Cet élément élimine donc un bon nombre de tronçons le long des autoroutes ou des lignes ferroviaires.

Sur les tronçons à plages horaires utilisables, d'autres problèmes se posent.

D'une façon générale, l'emprise au sol d'une infrastructure de transport est aussi petite que possible en vue de minimiser la consommation de surfaces. Ainsi, le long des lignes de chemin de fer, l'emprise au sol ne dépasse pas celle nécessaire pour l'exploitation du réseau ferré. L'angle de talus le long des autoroutes va souvent à l'encontre d'une disposition optimale des panneaux photovoltaïques inclinés de 30°, vu l'espace réduit.

La statique des murs antibruit, la présence de réseaux de distribution ou encore l'accessibilité pour effectuer la maintenance ou l'entretien des infrastructures de transport constituent d'autres obstacles à une installation de panneaux photovoltaïques. En outre, dans le cas d'une ligne ferroviaire, l'accessibilité pour les services de secours devra être garantie en cas d'un incident ou d'un accident. De plus, les particules de cuivre abrasées du fil de contact (caténaire) qui surgissent lors du passage du pantographe des trains risquent de détériorer les panneaux photovoltaïques ou de diminuer leur rendement énergétique.

Finalement, il faudra également tenir compte de l'effet des plantations le long des infrastructures de transport, dont l'ombre peut avoir

pour effet que le rayonnement solaire nécessaire au fonctionnement des panneaux photovoltaïques est empêché.

Pour ce qui est de mesures supplémentaires pour soutenir durablement la production d'énergie à partir d'installations photovoltaïques, le Gouvernement prévoit de lancer dans un futur proche une procédure de mise en concurrence nationale moyennant un appel d'offres pour des installations photovoltaïques de taille.

En outre, en date du 2 décembre 2016, un projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur 15 bâtiments étatiques existants a été présenté par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Le coût de ces installations sera à charge du Fonds climat et énergie. Ces investissements représentent des mesures supplémentaires aux installations de panneaux photovoltaïques réalisées lors de l'exécution de nouveaux projets de construction à charge du Fonds d'entretien et de rénovation ou des fonds d'investissements publics.

Tout projet de construction d'un nouveau bâtiment public est systématiquement analysé en vue d'une utilisation optimale des énergies renouvelables les plus adaptées à chaque situation individuelle. Il est prévu d'utiliser 1% du coût de construction d'un nouveau bâtiment pour la promotion des énergies renouvelables.

Si l'installation de panneaux photovoltaïques est le moyen le plus avantageux en ce qui concerne la rentabilité et la réduction de la production de gaz à effet de serre, l'installation de ces derniers est directement effectuée lors de la phase de construction du bâtiment.

Si le budget de 1% est utilisé en totalité par d'autres mesures utilisant des énergies renouvelables, comme par exemple une production de chaleur à base de copeaux de bois, la toiture n'est pas équipée de panneaux photovoltaïques dès le début. Par contre, toutes les mesures nécessaires pour une installation ultérieure sont étudiées et réalisées lors de la construction du bâtiment.

Ainsi, toutes les conditions nécessaires à une installation ultérieure de panneaux photovoltaïques, notamment au niveau de la statique de la toiture, des tableaux ou du câblage électrique, sont respectées et la possibilité d'une installation future est assurée. Si les moyens réservés aux énergies renouvelables ne couvrent que l'installation de panneaux photovoltaïques sur une partie de la toiture disponible, toutes les préparations pour une installation ultérieure sur la totalité des surfaces sont réalisées lors du projet initial.

À l'occasion de la présentation du projet de l'installation de panneaux photovoltaïques sur 15 bâtiments à charge du Fonds climat et énergie, l'Administration des bâtiments publics a analysé et identifié les bâtiments les mieux adaptés à l'installation de panneaux solaires. Étant donné que l'administration possède des connaissances détaillées sur les bâtiments, elle va continuer à analyser prioritairement les immeubles avec un potentiel intéressant pour une production d'électricité.

Question 3174 (28.07.2017) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant **les conséquences d'une éventuelle implantation de Google au Luxembourg**:

Am Kader vun den Diskussiounen ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg an de stramme Wuesstum wëllt Lëtzebuerg op de qualitative Wuesstum opbauen. An deem Zusammenhang huet den Här Wirtschaftsminister an der Chamber gesot, datt am Virfeld vu gréisserer Projeten an Investitiounen an Zukunft ëmmer eng Impaktstudie gemaach géif ginn.

Aktuell gi Verhandlung gefouert, fir datt déi amerikanesch Firma Google zu Lëtzebuerg ee gréisseren Datenzentrum ka bauen.

Dowéinst wëllt ech der Regierung dës Froe stellen:

1) Ass eng Impaktstudie gemaach ginn oder gëtt se am Abléck duerchgefouert?

2) Wéi en Impakt hätt d'Implantatioun vun esou engem groussen Datenzentrum op d'Ëmwelt, op de Landverbrauch, op den Energieverbrauch, op de Waasserverbrauch, op de Verkéier an op de Wunnengsmaart vun der Géigend, wou dësen Datenzentrum soll gebaut ginn?

3) Wéi eng finanziell Hëllef si vun ëffentlecher Hand geplangt (Stat, Gemeng), z. B. bei den Infrastrukturen oder fir de Kaf vum Terrain, a wat ass hei de Käschtepunkt?

4) Wéi wäit bedeelegt Google sech bei de Käschte fir d'Infrastrukturen an den Terrain?

¹ <https://www.circl.lu/mission/>

² Method for the Optimization of Risk Analysis Cases

5) Wéi en Impakt hätt dës Implantatioun op d'Steierrecetten (Kierperschaftssteuer, Vermeigenssteuer an TVA)?

6) Ass an de Verhandlung Google e Steier-Ruling proposéiert ginn?

Réponse commune (06.10.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

D'Regierung setzt am Kader vun der wirtschaftlecher Entwécklung vum Land als Zil, e qualitative Wuesstum ze schafen. Dëst Zil entsprécht esouwuel dem Regierungsprogramm vum Dezember 2013 ewéi dem breede Kader vun der Strategie „Luxembourg 2020“, der Umsetzung vun den europäesche Leitlinien, déi d'Regierung am Kader vum Plan national de réforme (PNR) all Joers à jour setzt.

Den ICT-Secteur ass e besonnesch wichtege Secteur, fir dës wirtschaftlech Diversifizéierung vum Land weiderzedreiwten. Dee Secteur kann de Kritäre vum qualitative Wuesstum entsprechen, well en héich qualifizéiert Aarbechtsplaz schafft a well en d'Applikatioun vu villen neien Technologien erméiglecht, déi méi Produktivitéit a verschiddene Beräicher mat sech bréngen. Am Kader vun der Rifkin-Strategie ass dowéinst de Fokus op nei ICT-Technologie gesat ginn, déi zesumme mat den erneierbaren Energien an der intelligenter Mobilitéit en Deel vun der drëtter industrieller Revolutioun duerstellen.

Wann am Beräich ICT eng Entreprise envisagéiert, zu Lëtzebuerg ze investéieren, dann ass dat e Projet, dee vu strategescher Wichtigkeet ass. Am Interêt vun enger eventueller Realiséierung vun engem Projet kann d'Regierung keng Detailer ginn iwwer Gespréicher a Planungen, déi net ofgeschloss sinn. Et ass evident, dass de legale Kader respektéiert gëtt.

Question 3175 (28.07.2017) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **chantier du tram**:

Beim Chantier vum Tram fällt op, datt do gewaltig Quantitéite vum Eisbëton verschafft ginn. Dobäi gëtt esouwuel bei der Produktioun wéi beim Transport op de Chantier vill CO₂ ausgestouss. Dëst ass och de Fall fir d'Produktioun vum Stol fir d'Schinnen an d'Catenaires (mat de Pottoen).

Dowéinst wëllt ech dem Här Minister fir nohaleg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Ass beim Ausschaff vum de Pläng vum aktuellen Tracé vum Tram (Tramsschapp, Parcours Luxexpo - gare) berechent ginn, wéi vill CO₂ fir de Bau vun den Infrastrukturen ufält?

2) Wa jo, wéi vill CO₂ muss dofir ausgestouss ginn?

3) Wann neen, kann de Minister matdeelen, wéi vill CO₂ - op Basis vun internationalen Normen - fir dës Chantier, inklusiv de Gebaier vum Tramsschapp, ausgestouss wäert ginn?

4) Ass den Här Minister bereet, der Chamber d'Berechnungen iwwer den CO₂ bäizeleeën, falls d'Chamber mam Ausbau vum Tramseseau befaasst gëtt?

Réponse (25.09.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'on rappelle que le chantier du tramway a débuté en septembre 2015 avec la construction du Centre de remisage et de maintenance (CRM), puis en février 2016 avec la construction du premier tronçon entre le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg et la place de l'Étoile. Une première mise en service est prévue jusqu'au Pont Rouge en décembre 2017, la place de l'Étoile devant être desservie par le tramway au printemps 2018.

Pour ce premier tronçon de 5,5 km ainsi que le CRM, 57.800 m³ de béton et 3.810 t d'acier ont été nécessaires.

Un bureau d'étude belge spécialisé et certifié dans le domaine des émissions carbone a été désigné pour évaluer les quantités de GES émises. Grâce à la base de données de facteurs d'émissions Ecoinvent, ce bureau a estimé une empreinte carbone de 20.951 t CO_{2e} pour la production et la livraison du béton et de l'acier. En tenant compte d'une fréquentation moyenne attendue sur ce premier tronçon, les émissions évitées par l'utilisation du tramway rentabiliseraient l'empreinte carbone initiale du projet en 6,2 années d'exploitation.

Ce premier tronçon a été conçu et réalisé dans la perspective de l'exploitation d'une ligne entre Cloche d'Or et Findel qui doit être mise en service en 2021. Le CRM actuel est déjà dimensionné pour accueillir, entretenir et main-

tenir les 32 rames nécessaires pour l'exploitation de cette ligne à l'horizon 2021 alors que son empreinte carbone est déjà incluse dans celle du premier tronçon.

En considérant les 18.725 t CO_{2e} générées par la construction des prolongations de la ligne, le seuil de rentabilité de cette extension serait atteint après seulement dix mois d'exploitation. Cette faible durée est due à la fréquentation significativement plus élevée de l'ordre de 110.000 passagers par jour et souligne la contribution significativement positive du tramway dans la réduction des émissions de CO₂.

Il est important de noter que l'étude intègre le choix de LuxTram de recourir à l'énergie verte pour l'exploitation du réseau. Elle s'appuie également sur des scénarios de mobilité moyens au Luxembourg et en Belgique ainsi que d'autres hypothèses de calcul conservatrices. Ainsi la rentabilité carbone de la construction du réseau de tramway pourrait être plus rapide.

Question 3176 (28.07.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **construction d'une tour touristique dans l'Oesling**:

La tour appelée «Aquatower» à Berdorf constitue sans nul doute un phare touristique pour la région du Mullerthal. Il en est de même de la fameuse tour du «Baumwipfelpfad», d'une hauteur de 42 mètres, installée dans la Sarre qui attire bon an mal an de nombreux promeneurs, en particulier de jeunes familles, et qui constitue un point de vue remarquable au milieu du Parc naturel Sarre-Hunsrück. Il va sans dire qu'une telle construction pourrait constituer également une belle attraction pour notre Oesling, en particulier pour la région du Lac de la Haute-Sûre.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ses services ont déjà pensé à initier, voire à promouvoir un tel projet?

- Dans l'affirmative, quels seraient les acteurs potentiels à réunir et à mobiliser autour d'une telle initiative? Selon quelle démarche pourrait-elle être mise en œuvre?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les moyens budgétaires qui pourraient être réservés à la réalisation d'une telle attraction?

Réponse (02.10.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*:

Le «Baumwipfelpfad» dans la Sarre est sans aucun doute une réelle attraction touristique de même que «l'Aquatower» de Berdorf, qui a fait l'objet d'une subvention de la part du Ministère de l'Économie lors des exercices 2015 et 2016 via le neuvième Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. En effet, le Ministère de l'Économie n'est pas à l'initiative de tels projets d'infrastructure touristique mais poursuit une politique de soutien aux acteurs désireux de réaliser des projets ayant un intérêt touristique par le biais de subventions en capital.

C'est dans cet état d'esprit que la Secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, a procédé à des appels à projets dans le cadre de l'élaboration du dixième Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique pour la période 2018-2022. Ce projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés avant l'été, ensemble avec le Programme d'équipement de l'infrastructure touristique regroupant les projets soumis.

L'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes, des syndicats de communes, des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative, des fondations, des fédérations, des groupements d'intérêt économique et des associations sans but lucratif membres d'un office régional du tourisme, la Ville de Luxembourg et le Luxembourg City Tourist Office asbl, ainsi que par des investisseurs privés, peut être subventionnée via le Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Comme pour tout autre projet touristique, le porteur de projet d'une infrastructure touristique soumet une demande de subventionnement au Ministre de l'Économie. Sur base d'un avis, ce dernier accorde, le cas échéant, une subvention au projet en question conformément aux dispositions légales en vigueur. L'aide financière est allouée sous forme de subventions en capital sans que l'aide totale ne puisse dépasser 50% du montant susceptible d'être subventionné.

À titre exceptionnel et sur proposition motivée du Ministre de l'Économie, le Gouvernement peut octroyer, en complément aux subventions déterminées ci-dessus, des aides spéciales, au

cas où la création d'une infrastructure touristique régionale s'impose et que les moyens financiers du porteur du projet sont insuffisants, ou si la création des infrastructures à réaliser présente un intérêt national.

Question 3178 (28.07.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **livres scolaires**:

Dat neit Gesetz fir de Schoulsystem am Enseignement secondaire huet esou munnech Annerunge virgesinn. Enner anerem soll dëst neit Gesetz de Lycéeë méi Autonomie ginn. Déi zeechent sech natierlech duerch eng gewësse Selbstbestimmung a -verwaltung aus. Allerdings stellt sech d'Fro, ob sech dës eventuell och op d'Auswiel an d'Beschafe vu Schoulbicher an anerem Léiermaterial auswierke wäert.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un den Här Educationminister:

1. Wat sinn d'Konsequenze vum neie Lycéesgesetz fir d'Auswiel vun de Schoulbicher an anerem Léiermaterial? Behalen d'Professeren oder d'Schoulen d'Méiglechkeet, déi Schoulbicher, déi si am Unterrecht benotze wëllen, selwer erauszieschen?

2. Bleift et beim aktuelle System, datt d'Schüler hir Schoulbicher an dat anert Léiermaterial an de Bicherbutteker respektiv an de Papeterie selwer kafen?

3. Denkt d'Regierung drun, zu iergendengem Zeitpunkt d'Bicher oder anert Schoulmaterial fir d'Lycéeë selwer zur Verfügung ze stellen? Wa jo, géif si dat dann iwwer d'Bicherbutteker hei am Land maachen, an no wéi enge Modalitéiten?

4. Huet d'Regierung Kenntneser doriwwe, wéi vill Prozent vum Émsaz vun de Bicherbutteker a wéi vill Aarbechtsplazen an deem Beräich hei am Land am direkten Zesammenhang mat der Schoulreintree stinn?

Réponse (02.10.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Duerch dat neit Lycéesgesetz kréien d'Schoulen eng gewëssen Autonomie fir eng begrenzt Unzuel vu Wochestonnen.

Wat d'Schoulbicher fir den algemengen Unterrecht ueget, esou proposéiere weiderhin d'Programmkommissionen d'Bicher fir déi Fächer, an all Enseignantë mussen déi Bicher an hire Coursé gebrauchen.

Wat déi nei Fächer ueget, déi duerch d'Lycéesautonomie méiglech ginn, esou wäerten an Zukunft d'Lycéeën och beim Choix vun de Bicher an Aarbechtsmëttel eng méi grouss Autonomie kréien.

ad 2.+3. Fir d'Schouljoer 2017-2018 bleift et beim aktuelle System, datt d'Schüler hir Schoulbicher an dat anert Léiermaterial selwer kafen. Fir 2018-2019 ass de Ministère amgaangen eng Analys ze maache fir d'Aféierung vun de Grattisschoulbicher an de Lycéeën. Dobäi ass eng Virgab, datt d'Bicher och weiderhi sollen iwwer d'Librairé bezu ginn, fir den Einzelhandel net ze schwächen. D'Modalitéite sinn amgaangen ausgeschafft ze ginn.

ad 4. D'Regierung steet a stännegem Kontakt mat de Librairen an ass sech duerchaus bewosst, datt de Marché vun de Schoulbicher fir si e groussen Deel vum Chiffre d'affaires ausmécht. Dofir gëtt och no Léisunge gesicht, déi d'Beriber net a Bedrängnis an d'Aarbechtsplazen net a Gefor bréngen. An deem Zesammenhang gouf och dat lescht Joer mat hinnen zesummen en Internetsite zu de Schoulbicher ageriicht.

Question 3183 (31.07.2017) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** (déi gréng) concernant l'**usage d'un produit hormonal dans l'élevage de porcs**:

Dans la filière de l'élevage de porcs, une pratique courante consisterait à injecter aux truies une substance appelée «Pregnant Mare Serum Gonadotropin» (PMSG) ou «Equine chorionic gonadotropin» (eCG) afin de synchroniser leurs cycles reproductifs. Il s'agit d'une hormone glycoprotéique sécrétée par le placenta des juments gestantes entre le 35^e et le 120^e jour de gestation. L'hormone est extraite du sang des juments gestantes dans des fermes spécialisées en Amérique (principalement Argentine et Uruguay) et en Asie (Corée du Sud) où les juments vivent dans des conditions atroces.

Selon différentes organisations de protection des animaux, les juments gestantes subiraient des prises de sang pouvant atteindre dix litres

par semaine. Dès que la concentration de l'hormone dans le sang devient trop faible, les fœtus seraient avortés afin que les juments puissent être inséminées à nouveau le plus rapidement possible. Beaucoup de chevaux souffriraient d'anémies, de fausses couches ou mourraient en raison d'une sous-alimentation. Les juments avec une fécondité en déclin ou physiquement trop faibles seraient finalement abattues pour leur viande.

En Allemagne, un tiers des truies d'élevages seraient traitées avec cette hormone, à l'exception du secteur biologique où l'hormone est interdite.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Le eCG/PMSG est-il également utilisé dans l'élevage de porcs, ou d'autres animaux, au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, combien d'animaux sont traités annuellement avec cette hormone? Comment l'usage est-il contrôlé par l'inspection vétérinaire?

3. Considérant que ce produit provient d'animaux élevés dans des conditions largement inférieures aux standards de protection animale européens et luxembourgeois, ne faudrait-il pas interdire ce produit au Luxembourg?

Réponse (29.09.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Plusieurs produits vétérinaires contenant du PMSG «Pregnant Mare Serum Gonadotropin» sont enregistrés au Luxembourg:

1. Fertipig Ceva
2. Syncrostim Ceva
3. Folligon Intervet
4. PG 600 Intervet
5. Gestavet 600 Labo. Hipra
6. Gestavet 3000 Labo. Hipra

Ces produits hormonaux sont utilisés non seulement en élevage porcin, mais certains sont également enregistrés pour le traitement d'autres espèces cibles comme le cheval, le bovin, le mouton, la chèvre, le chien et le lapin.

À noter que le temps d'attente pour la consommation de viande et de lait est nul et, par conséquent, d'éventuels résidus de ces médicaments vétérinaires n'ont pas d'effets sur la santé publique.

ad 2. En 2016, la vente totale était de 380 doses et en 2017 de 230 doses (en date du 25 août 2017). Statistiquement, moins de 10% des truies productives subiraient un traitement hormonal en vue d'une induction ou/et une synchronisation de l'œstrus. Si on considère qu'une truie ayant des problèmes de reproduction doit être traitée plus d'une fois et que d'autres espèces profitent du même traitement hormonal, ce pourcentage doit être revu à la baisse.

Comme il s'agit d'un médicament vétérinaire, c'est la Division de la pharmacie et des médicaments du Ministère de la Santé qui est en charge de l'autorisation et de la mise sur le marché des différents produits au niveau national.

ad 3. Les élevages situés sur le territoire de l'Union européenne et qui sont actifs dans la production de PMSG respectent la législation européenne en matière de bien-être animal. Cependant, ni celles des autres États membres, ni celles de l'Union ne peuvent intervenir directement sur les conditions de bien-être animal dans des pays tiers.

Par ailleurs, les médicaments vétérinaires mis sur le marché au Luxembourg sont autorisés sur base de procédures européennes bien définies, qui évaluent leur qualité, leur efficacité et leurs effets secondaires sur la santé animale, sur base d'une analyse de risque.

Un retrait d'une autorisation européenne ne peut se faire que si l'État membre demandeur a des preuves tangibles concernant le non-respect de ces procédures. Le cas échéant, les détenteurs d'une telle autorisation peuvent demander un arbitrage au niveau européen. Le Gouvernement ne dispose donc pas des moyens juridiques nécessaires pour interdire ces médicaments vétérinaires.

Une réponse adéquate au non-respect éventuel des conditions de bien-être animal dans les élevages des pays tiers ne peut être trouvée qu'au



niveau de l'Union européenne et devra être conforme aux dispositions de l'OMC. Une intervention sur ce sujet auprès des pays tiers producteurs de PMSG pourrait utilement s'effectuer dans le cadre de négociations commerciales.

L'amélioration de la gestion en matière de reproduction des troupeaux porcins laisse prévoir une diminution de l'application de ce médicament au Luxembourg.

Question 3192 (01.08.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **télétravail**:

Dans une interview accordée au Tageblatt du 1^{er} août dernier (page 4) le maire de Thionville s'exprime pour une valorisation du télétravail afin de délester l'autoroute A31 respectivement A3.

Ainsi il invite les employés français à faire de la «pression sur leurs employeurs pour travailler un jour par semaine dans un espace de coworking et que les entreprises luxembourgeoises investissent dans ces nouveaux lieux de travail où le manager pourra garder la main sur son personnel de façon plus fine et plus sécurisée qu'avec un télétravail à domicile et sans pour autant faire une délocalisation». Toujours selon le maire de Thionville, «cela pourrait supprimer 10.000 voitures par jour sur l'autoroute».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- 1) Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre quant à la proposition de Monsieur Pierre Cuny?
- 2) Est-ce que Monsieur le Ministre serait prêt à entamer des pourparlers avec des employeurs luxembourgeois afin d'aménager de telles infrastructures?
- 3) Dans l'affirmative, est-ce que le cas échéant des subventions étatiques pourraient être envisagées?

Réponse (28.09.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) La proposition française d'une mise en place du télétravail a été abordée dans le cadre de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG). Les deux parties ont convenu de réunir un groupe d'experts pour identifier dans un premier temps la nature de la demande et pour réaliser un inventaire des questions à résoudre en amont.

Du côté luxembourgeois un groupe d'experts composé de spécialistes en matière fiscale, de droit du travail et de droit de la sécurité sociale s'est réuni dans le but de déceler les obstacles éventuels au télétravail.

Par ailleurs, un groupe de travail institué au Ministère du Développement durable et des Infrastructures analyse l'incidence du télétravail sur la mobilité.

Le Luxembourg est donc tout à fait disposé à examiner, ensemble avec la partie française, la faisabilité d'un tel projet dans la mesure où le développement du télétravail pourrait contribuer à réduire l'engorgement des autoroutes et des transports publics et dès lors les temps de trajets professionnels.

Mais il est aussi clair que le développement du télétravail ne doit pas se traduire par une insécurité juridique pour les entreprises luxembourgeoises et leurs salariés tant sur le plan de la protection sociale que sur celui de la fiscalité applicable.

ad 2) Comme la proposition française vise à créer des espaces de travail partagés sur le territoire français, je ne vois pas en quoi des pourparlers entre le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et les employeurs luxembourgeois seraient utiles.

ad 3) Du côté luxembourgeois, il n'est pas envisagé d'accorder des subventions étatiques aux entreprises qui vont créer des espaces de travail partagés.

Question 3196 (03.08.2017) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **récentes discussions autour des véhicules diesel**:

Dans un communiqué de presse du 31 juillet 2017, la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH), en coordination avec

le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, annonçait la suspension de l'homologation du modèle Cayenne de la marque Porsche équipée d'un moteur diesel spécifique. L'homologation serait devenue invalide, alors que des tests auraient révélé la présence d'un «defeat device». Ce même communiqué indique que les véhicules déjà munis d'un certificat de conformité, voire déjà en circulation, feront l'objet d'une action de rappel pour une mise à jour.

Hier, dans le contexte du scandale sur des logiciels visant à truquer les émissions de voitures diesel, les constructeurs automobiles allemands concernés se sont engagés à rappeler plus de cinq millions de véhicules diesel en vue d'une mise à jour de ces logiciels visant en fin de compte à réduire les émissions d'oxyde d'azote. Il a également été question d'une prime de la part des constructeurs pour inciter les propriétaires de voitures diesel les plus anciennes à acheter un modèle plus moderne et plus propre.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement envisage-t-il de porter plainte contre X, alors que la SNCH semble une nouvelle fois être devenue victime d'agissements frauduleux? L'instruction de la plainte contre X déposée par l'État début février 2017 et visant plus particulièrement des véhicules des marques Volkswagen, Skoda, Seat et Audi a-t-elle déjà été close?

- Quelle est la mise à jour des véhicules à laquelle fait référence le communiqué de presse susmentionné? S'agit-il de la mise à jour proposée par les constructeurs automobiles allemands? Les propriétaires de véhicules diesel immatriculés au Luxembourg et dont les logiciels ont été truqués seront-ils automatiquement contactés par leur concessionnaire? À défaut, comment les propriétaires des véhicules concernés sauront-ils que leurs voitures ont été manipulées? Comment ces propriétaires devront-ils procéder pour pouvoir bénéficier de la mise à jour?

- Quels sont les types de voitures visés par la «prime à la casse» proposée par les constructeurs allemands?

- La campagne actuellement menée contre les voitures diesel a, sans aucun doute, une répercussion sur le prix de vente de ces véhicules, ce qui est avant tout préjudiciable pour le particulier qui a acheté sa voiture de bonne foi. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les particuliers peuvent s'attendre à un dédommagement?

- Monsieur le Ministre a indiqué vouloir se départir des moteurs thermiques après 2025 et en tout cas avant 2040. Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment il entend y parvenir?

Réponse (25.09.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Comme mentionné par l'honorable Député, la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH) et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) ont suspendu le certificat d'homologation globale pour le modèle Porsche concerné (Cayenne 3.0 I TDI, Euro 6, 193 kW), suite à des informations reçues par l'autorité allemande compétente, en l'occurrence le Kraftfahrtbundesamt (KBA), qui a émis le certificat d'homologation des émissions de ce type de véhicule.

La procédure d'homologation prévoit que le constructeur Porsche doit soumettre au KBA des propositions de solution pour résoudre le problème. Ces propositions seront vérifiées par le KBA en présence de la SNCH. C'est uniquement après validation par respectivement le KBA et la SNCH de la solution proposée que la production pourra être reprise et l'action de rappel du constructeur lancée.

Au Luxembourg, les propriétaires des véhicules concernés seront contactés par le constructeur. À relever que l'action de rappel est une initiative volontaire, n'ayant pas de caractère contraignant pour les propriétaires concernés, leur laissant ainsi le choix de présenter, ou non, leurs véhicules pour l'adaptation proposée.

Une plainte isolée contre Porsche n'est actuellement pas prévue, mais tout élément nouveau en relation avec le scandale des émissions diesel sera joint à la plainte pénale contre inconnu déposée le 6 février 2017 par l'État luxembourgeois auprès du Procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le 2 août 2017, le Gouvernement allemand a trouvé un accord avec les constructeurs de rappeler environ cinq millions de modèles diesel Euro 5 et 6 pour mettre à jour les logiciels de dépollution et de financer des primes destinées

à encourager les automobilistes à changer leurs véhicules diesel, vieux de dix ans et plus, pour des modèles plus récents. Un grand nombre de constructeurs propose déjà aujourd'hui des actions d'échange pour un ancien véhicule diesel, bien que le montant et les différentes formules proposées dépendent fortement des constructeurs.

Un dédommagement pour les propriétaires d'un véhicule diesel par le Gouvernement n'est à ce stade pas prévu, l'État étant devenu lui-même victime d'agissements criminels et délictuels.

Finalement en ce qui concerne l'approche globale à l'égard des moteurs thermiques, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n°2695 du 24 janvier 2017 des honorables Députés Madame Diane Aehm et Monsieur Gilles Roth.

Le Conseil de Gouvernement a décidé le 11 novembre 2016 de retenir le résumé de l'étude stratégique sur la Troisième révolution industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg comme orientation générale pour le développement futur du pays. Ceci vaut ainsi également pour la recommandation «d'avoir une flotte 100% électrique de voitures particulières et de transports publics d'ici 2050» et de prendre des mesures pour «favoriser le passage à l'électrique pour toutes les voitures particulières et les transports publics d'ici 2025».

Je suis d'ailleurs ravi qu'une discussion sur la décarbonisation du secteur du transport soit en train d'être menée au Luxembourg, comme ceci est d'ailleurs le cas dans d'autres pays européens (par exemple en Norvège, aux Pays-Bas, en Autriche et en France). Cependant, j'estime qu'il vaut mieux prendre des mesures pour inciter la transition vers une mobilité à zéro émission que de discuter sur l'interdiction de voitures à moteur thermique à long terme (2030, 2040 ou même 2050).

À ce stade, aucune mesure d'interdiction pour véhicules à moteur thermique n'est envisagée. La politique du Gouvernement consiste à promouvoir la transition vers la décarbonisation du secteur du transport par différents moyens comme les bornes de charge accessibles au public ou des mesures d'incitation pour véhicules à zéro ou à faibles émissions, telles qu'introduites par la réforme fiscale de 2017.

Question 3201 (04.08.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **taxe Internet**:

Nachdem der Wirtschaftsminister öffentlich verkündet hatte, dass die Firma Google beabsichtige, ein Data-Zentrum im Großherzogtum zu errichten, haben sich kürzlich die Jungsozialisten zu Wort gemeldet und eine Datensteuer für Internetunternehmen gefordert. Diese Idee ist nicht neu. Im Oktober 2014 hatte eine von der ungarischen Regierung geplante Datensteuer für Massenproteste gesorgt und die Regierung zur Umkehr gezwungen.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Kommunikations- und Medienminister, den Herrn Wirtschaftsminister und den Herrn Finanzminister stellen:

- Wie steht die Regierung zu einer möglichen Datensteuer? Wie könnte eine solche Datensteuer konkret aussehen? Gibt es diesbezüglich bereits Regierungspläne?

- Ist die Regierung bereit, auf europäischer oder OECD-Ebene für die Einführung einer solchen Steuer zu werben?

Réponse commune (25.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Die ehrenwerten Abgeordneten Diane Aehm und Gilles Roth erkundigen sich zunächst über die Position der Regierung zu einer möglichen Datensteuer im Allgemeinen und möchten insbesondere wissen, ob die Regierung bereit wäre, für die Einführung einer solchen Steuer auf europäischer oder OECD-Ebene zu werben.

Die Einführung einer solchen Steuer ist derzeit nicht geplant. Es scheint auch verfrüht über eventuelle Absichten von OECD- oder EU-Mitgliedsstaaten zu urteilen, eine solche Datensteuer einzuführen. Die Regierung plant nicht sich für eine solche Steuer einzusetzen.

Question 3203 (04.08.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant les **vélos de location mis à disposition par des entreprises chinoises**:

Gestern erschien in der Tageszeitung „Die Zeit“ ein Artikel mit der Überschrift „Die Invasion der

China-Räder“. Darin wird beschrieben wie dreist diverse chinesische Firmen ganze Städte, auch in Europa, mit Fahrrädern fluten. Es handelt sich hier um eine Geschäftsidee, die auf den ersten Blick darauf abzielt, der Nachfrage nach mehr Langsamverkehr („mobilité douce“) gerecht zu werden. Im Endeffekt geht es diesen Unternehmen aber nur darum, soviel Daten wie möglich über die Kunden zu sammeln und dann zu Geschäftszwecken weiterzugeben. Was mit den Fahrrädern geschieht, ob diese danach in Flüssen landen, verrostet irgendwo dahinsiechen oder einfach nur im Wege stehen, scheint diesen Firmen egal zu sein.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Kommunikations- und Medienminister, den Herrn Wirtschaftsminister und den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur stellen:

- Hat die Regierung Kenntnis über die vorgenannte Problematik?

- Haben sich solche Firmen bereits in Luxemburg angekündigt/angesiedelt?

- Besteht die Möglichkeit, solchen Firmen die Zulassung in Luxemburg vorab zu verweigern? Wie könnten solche Firmen sonst daran gehindert werden, Städte in Luxemburg mit ihren Fahrrädern zu überhäufen?

Réponse commune (19.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Mittels ihrer parlamentarischen Anfrage erkundigen sich die ehrenhaften Abgeordneten über Fahrradverleihsysteme, welche sowohl in Asien als auch im europäischen Ausland von Privatfirmen ohne Genehmigung der betroffenen Gemeinde angeboten werden.

Es handelt sich um Leihfahrräder, welche, im Gegensatz zu denen in Luxemburg bereits angebotenen, nicht an Stationen gebunden sind, sondern vom Nutzer überall im öffentlichen oder privaten Raum abgestellt werden können („free float“) und dann vom darauffolgenden Nutzer mittels Smartphone-App geolokalisiert werden können. Der Anbieter benötigt weder spezifische Infrastrukturen, noch kümmert er sich - zumindest zeigt dies die Erfahrung in den bisher betroffenen Städten - um die Wartung der Fahrräder. Presseberichten zufolge besteht das Geschäftsmodell solcher Firmen zum einen darin, dem Nutzer eine hohe Kautions abzuverlangen, zum anderen darin, die durch die Bewegungen der Leihfahrräder gewonnenen Daten kommerziell zu nutzen. Berichte aus dem Ausland zeigen, dass solche Systeme besonders im Zentrum dicht besiedelter Millionenstädte, die kein eigenes Fahrradverleihsystem anbieten, durchaus genutzt werden. Von der Konkurrenz zu etablierten privatwirtschaftlichen Verkehrsträgern abgesehen, werden aber die mangelhafte Qualität der Fahrräder sowie vor allem deren ungeordnetes Herumstehen im öffentlichen Raum als störend empfunden.

Im Laufe des Jahres 2017 hat eine solche Firma auch den Kontakt zum Nachhaltigkeits- und zum Wirtschaftsministerium gesucht. Die luxemburgischen Behörden haben ihr Desinteresse an einer solchen Lösung kundgetan. Eine 2014 vom Ministerium für Nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur in Auftrag gegebene internationale „best practices“-Studie über diverse Fahrradverleihsysteme hat eindeutig ergeben, dass im Großherzogtum nirgendwo ein auch nur annähernd dicht genug besiedelter urbaner Raum besteht, in welchem ein „free float“-Fahrradverleihsystem als Transportmittel effizient funktionieren würde. Darüber hinaus verfügen die im internationalen Vergleich verhältnismäßig kleinen Ballungsgebiete Luxemburgs bereits über für den Kunden außerordentlich kostengünstige Fahrradverleihsysteme. Es wird sich also von einem zusätzlichen „free float“-Fahrradverleihsystem kein mobilitätstechnischer Mehrwert erwartet. Im Gegenteil: das ungeordnete Herumstehen dieser Fahrräder im öffentlichen Raum, insbesondere auf Geh- und Radwegen, würde im Alltag die für effiziente Verkehrsplanung unabdingliche aktive Mobilität behindern.

Es besteht jedoch keine Möglichkeit, solchen Firmen die Zulassung im Vorab zu verweigern. Dem Nachteil solch rein privater „free float“-Fahrradverleihsysteme, dem „wilden“ Abstellen von Fahrrädern im öffentlichen Raum, könnte eine betroffene Gemeinde durch ein konsequentes Parkplatzangebot und -management für Fahrräder begegnen, so wie sie dies für andere Fahrzeugtypen tut. Zudem hindert in einem „free float“-System naturgemäß nichts eine Gemeinde daran, eventuell störende Leihfahrräder an einem Ort abzustellen, wo sie für eine weitere Nutzung unattraktiv sind.



Question 3206 (08.08.2017) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen»:**

Fin décembre 2016, la Chambre des Députés a donné son feu vert au paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen». Plus de six mois après, il est temps de dresser un bilan intermédiaire de ce paquet de mesures.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Combien de personnes ont à ce jour sollicité une aide financière pour la construction d'un logement durable respectivement pour l'assainissement énergétique durable prévue par la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine? Combien de personnes ont déjà pu bénéficier d'une telle aide? Les ministres peuvent-ils me communiquer un relevé reprenant le type de personne [physique, morale droit privé (civile ou commerciale) ou de droit public] ayant sollicité une aide financière, le type d'aide concernée, le statut de la demande (aide financière accordée, refusée ou pendante)? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des aides financières accordées?

- Combien de personnes ont à ce jour demandé une aide financière pour la mise en place des installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables? Les ministres peuvent-ils me fournir un relevé reprenant le type de personne [physique, morale droit privé (civile ou commerciale) ou de droit public] ayant sollicité une aide financière, le type d'installation visée, le statut de la demande (aide financière accordée, refusée ou pendante)? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des aides financières accordées?

- Combien de personnes ont à ce jour sollicité l'établissement d'un certificat de durabilité (LENOZ) de leurs logements? Dans combien de cas, une aide financière de l'État a-t-elle été accordée? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des aides financières accordées?

- Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux zéro? Combien de ces personnes ont également pu bénéficier d'une prise en charge des honoraires liés à l'établissement d'un conseil en énergie? Combien de ces personnes ont en outre bénéficié d'une prime en capital? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des montants déboursés par l'État dans ce contexte?

- Combien de personnes ont à ce jour pu bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit? Les ministres peuvent-ils me communiquer le montant total des montants déboursés par l'État dans ce contexte?

Réponse (06.10.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement:*

Concernant les demandes d'une aide financière pour la construction d'un logement durable respectivement l'assainissement énergétique durable, il faut distinguer entre les projets en cours pour lesquels le conseil en énergie a été effectué avant le 1^{er} janvier 2017 et ceux pour lesquels ce conseil a été effectué après cette date.

Sous le nouveau régime d'aides, qui se réfère uniquement aux projets pour lesquels le conseil en énergie a été effectué après le 1^{er} janvier 2017, jusqu'à présent 82 demandes d'accord de principe ont été introduites. Sous le nouveau régime, les requérants doivent solliciter un accord de principe avant le début de leurs travaux. Ce principe procure une certaine sécurité de planification aux requérants.

Les demandes en vue d'obtention d'un accord de principe se présentent comme suit:

Nombre de demandes introduites	82
Accord	47
Refus	0
Pendante	35
dont incomplet	23
et pas encore contrôlées	12

Parmi les 82 demandes, 81 ont été introduites par des personnes physiques et une par une personne de droit public (commune).

Les requérants n'ont droit au versement de l'aide qu'à la fin de la réalisation de leur projet. Ceci explique le nombre plutôt modeste de demandes de liquidation introduites jusqu'à présent sous le nouveau régime: en tout, deux demandes en vue de liquidation d'une aide étatique ont été introduites sous le «nouveau régime». À préciser toutefois que quelque 250 subsides équivalant au total à environ 1,2 million d'euros ont été accordés depuis le début de l'année pour des assainissements énergétiques conformément aux dispositions de l'«ancien régime d'aides».

En ce qui concerne la construction d'un logement durable, aucune demande d'aide financière n'a été introduite sous le nouveau régime.

Il faut cependant apporter quelques clarifications dans ce contexte:

- À préciser tout d'abord que la date d'introduction de la demande de l'autorisation de bâtir détermine selon quelles dispositions réglementaires la demande d'aides financières est évaluée. Si l'autorisation de bâtir est demandée avant le 1^{er} janvier 2017, le projet tombe sous l'ancien régime d'aides. Or, les nouveaux projets dont la date de demande de l'autorisation de bâtir se situe après le 1^{er} janvier 2017 ne sont en règle générale pas encore achevés à ce jour. En toute logique, les demandes de subventionnement afférentes n'ont pas encore pu être introduites. Par contre, quelque 900 subsides pour des nouvelles constructions ont été accordés depuis le début de l'année selon l'ancien régime.

- À cela s'ajoute le fait qu'à partir du janvier 2017 tous les nouveaux bâtiments d'habitation doivent de toute façon être construits selon le standard de «bâtiments à énergie quasi nulle». Ne resteront éligibles pour un subside que les bâtiments respectant une sélection de critères de durabilité de la certification LENOZ. Cette disposition réduit forcément le nombre de demandes de subventionnement au niveau de la durabilité d'une habitation.

Concernant les demandes d'une aide financière pour la mise en place des installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables, les demandes en vue d'obtention d'un accord de principe, à savoir celles qui sont liées à un projet d'assainissement énergétique, trois demandes ont été introduites par des personnes physiques, dont deux pour une installation solaire thermique et une pour une chaudière à bois.

Le montant total des aides financières accordées sous le nouveau régime d'aides s'élève à 169.044,97 euros. Il est ventilé de la manière suivante:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Parmi les 82 demandes, 80 ont été introduites par des personnes physiques et deux par des personnes de droit privé.

À noter par ailleurs que quelque 800 subsides pour des installations techniques ont été accordés depuis le début de l'année 2017 selon les dispositions de l'ancien régime d'aides.

Concernant l'établissement d'un certificat de durabilité LENOZ, il convient de noter qu'aucun dossier n'a encore été introduit depuis l'introduction de ce certificat au 1^{er} janvier 2017.

Dans ce contexte, je me permets de vous renvoyer à ma réponse à la question parlementaire n°3112 posée par l'honorable Député Marc Lies: «Concernant le nombre des certificats LENOZ émis depuis son introduction et le coût de l'élaboration, il convient de noter que pour la nouvelle construction, les jalons de durabilité sont adaptés tout au long de la phase de planification et d'exécution d'un logement. Le certificat LENOZ en tant que tel est conçu comme le bilan final de la procédure d'élaboration et de mise en œuvre d'un projet. Or, l'honorable Député comprendra qu'un chantier qui aurait même été entamé au jour de l'entrée en vigueur de la loi le 1^{er} janvier 2017 n'aurait pas pu être clôturé à ce jour. De ce fait, aucun dossier n'a encore été introduit.»

Dans le cadre du prêt climatique à taux réduit, douze demandes ont été introduites au Guichet unique des aides au logement et neuf ont pu être approuvées à ce jour. Toutes ces demandes sont actuellement au stade de l'instruction. En raison de la procédure plus complexe pour le prêt climatique à taux zéro, le Service des aides au logement est actuellement en train d'accompagner plusieurs demandeurs dans la finalisation définitive de leurs dossiers. Je vous propose ainsi de revenir à ce sujet en début de l'année 2018 dans le cadre d'une réunion de la Commission parlementaire du Logement pour présenter un bilan plus détaillé.

Question 3207 (08.08.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **mobilité transfrontalière:**

Il y a moins d'une année, Madame la Ministre de la Grande Région a réfuté la demande du secrétaire d'État aux Affaires européennes français d'obtenir une compensation fiscale au titre de l'impôt retenu sur le salaire des 90.000 frontaliers français. Elle a indiqué préférer investir dans des projets concrets. Dans le contexte de l'élargissement de l'autoroute A31, côté français donc, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a indiqué que l'État luxembourgeois en faisait déjà assez.

Ces derniers jours, une liste de projets concrets dans le domaine de la mobilité pour lesquels un cofinancement luxembourgeois est attendu a été envoyée à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, par Monsieur Richert, président de la région française du Grand Est. Le signataire de la lettre se réfère d'ailleurs à un entretien qu'il a eu début mai 2017, avec Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et au cours duquel les deux hommes politiques s'étaient mis d'accord «sur le financement conjoint par la France et le Grand-Duché de projets d'investissements (...) portés par les collectivités françaises». Il s'agirait maintenant de faire connaître à Monsieur Richert le niveau et les modalités de la participation financière du Grand-Duché de Luxembourg, indique wort.lu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région:

1. La liste de projets à cofinancement luxembourgeois souhaité diffusée sur wort.lu est-elle complète? À défaut, le Gouvernement serait-il disposé à publier la liste entière?

2. Le Luxembourg compte-t-il s'associer financièrement à la réalisation de certains projets? Lesquels? À quelle hauteur se chiffrera cette participation financière et quelles en seront les modalités concrètes?

Réponse commune (03.10.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région:*

ad 1. Le Gouvernement ne saurait se prononcer à ce stade sur une liste de projets à cofinancement luxembourgeois soumise par le côté français et diffusée dans la presse.

ad 2. La position du Gouvernement concernant le paiement de compensations au titre de l'impôt retenu sur le salaire demeure inchangée. Il en est de même pour la disposition du Gouvernement d'étudier sur le plan des principes des propositions du côté français en vue de la réalisation conjointe de projets spécifiques dans le domaine de la mobilité publique ayant pour effet d'améliorer la mobilité des travailleurs frontaliers français. Un ensemble de projets proposés par les parties luxembourgeoise et française sont actuellement à l'étude. Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement attache une attention particulière au développement de la coopération transfrontalière susceptible de contribuer à terme à la fermeture de Cattenom.

Question 3210 (09.08.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant l'**accès des étudiants en médecine aux universités allemandes:**

Il me revient que certaines universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), dont Düsseldorf et Aix-la-Chapelle n'accepteraient plus d'étudiants en médecine en provenance de l'Université du Luxembourg.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Depuis quand Monsieur le Ministre respectivement l'Université du Luxembourg disposaient-ils de ces informations? Quelles sont les raisons à la base de ce refus d'accès?

- Ces informations ont-elles au préalable été communiquées aux étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg? À défaut, pour quelles raisons ces informations n'ont-elles pas été communiquées aux étudiants en temps utile?

- Combien d'étudiants avaient envisagé de partir en NRW? Existe-t-il des solutions de rechange pour ces étudiants?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si d'autres Länder allemands ont suivi l'exemple du Land NRW?

Réponse (21.09.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En guise de remarque introductive, je voudrais relever que des accords de coopération permettant l'admission chaque fois d'un étudiant en médecine de l'Université du Luxembourg ont été conclus dans les années 1980 avec sept universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Je voudrais rappeler que le ministère a indiqué à plusieurs reprises, dans le contexte des discussions autour d'une extension des études médicales au Luxembourg, que l'admission des étudiants luxembourgeois aux universités étrangères deviendrait de plus en plus difficile.

En effet, il se trouve qu'au jour d'aujourd'hui, les sept universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie partenaires ont résilié unilatéralement l'accord de coopération avec l'Université du Luxembourg, étant donné que cet accord de coopération n'était plus conforme au cadre réglementant le droit d'admission aux universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Dès que j'ai pris connaissance de la résiliation définitive de ces accords de coopération, des échanges et une première entrevue ont eu lieu avec le Ministère de la Culture et de la Science du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie afin d'explorer des alternatives permettant de nouveau à nos étudiants d'avoir accès à la deuxième année d'études en médecine dans les universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Dans ce contexte, pour l'année académique 2017-2018, cinq des universités du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à savoir l'Université rhénane Friedrich Wilhelm de Bonn, l'Université de la Ruhr à Bochum, l'Université de Duisburg-Essen, l'Université de Cologne et l'Université de Münster ont accepté chaque fois l'admission d'un étudiant en médecine ayant terminé avec succès sa première année d'études médicales auprès de l'Université du Luxembourg.

Par contre, je me dois de confirmer que l'Université Heinrich Heine de Düsseldorf et l'Université technique de Rhénanie-Westphalie à Aix-la-Chapelle ont effectivement résilié l'accord de coopération avec l'Université du Luxembourg respectivement à la date du 27 juillet 2016 et du 17 février 2017.

Toutefois, l'information que ces deux universités n'admettraient plus d'étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2017-2018 a été communiquée endéans les meilleurs délais aux étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg et, par conséquent, l'Université du Luxembourg n'a pas proposé la candidature d'un étudiant en médecine aux deux universités précitées pour l'année académique 2017-2018.

De même, l'information que les sept universités n'admettront plus pour le moment d'étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg a été communiquée par l'Université du Luxembourg.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Députée, je tiens à souligner que l'Université de la Sarre a résilié dès 2011 l'accord de coopération avec l'Université du Luxembourg. Par conséquent, depuis l'année académique 2011-2012, cette université n'a plus accepté deux étudiants en médecine par année de l'Université du Luxembourg, comme cela était le cas auparavant.

Par contre, l'accord de coopération conclu entre l'Université du Luxembourg et trois universités de Bavière permettant l'admission de trois étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg est toujours en vigueur. Finalement, je tiens à vous informer que 45 étudiants luxembourgeois ont été admis aux études médicales en première année dans les universités allemandes pour l'année académique 2016-2017.

Question 3213 (10.08.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**index socio-économique:**

An enger rezenter Etüd vum nationale Statistikkamt, dem Statec, goufe grouss Ennerscheeder tëschent de Gemengen a puncto sozioekonomeschen Index festgestallt. Dës Ennerscheeder

solle sech laut Statec an de leschte Joren nach verstärkt hunn. De Statec erkläert weider, dass:

«Une spirale défavorable est à l'œuvre en matière de développement spatial, qui tend à accentuer les processus ségrégatifs. Les territoires les plus prisés tendent en effet à attirer les populations les plus favorisées, qui vont renforcer davantage leur réputation. À l'inverse, les populations les moins favorisées tendent à se concentrer dans des territoires moins attractifs, mais également plus accessibles en termes de coûts.»

Dës Evolutioun géif déi sozial Mixitéit am Land menacéieren.

Aus der Statec-Etüd geet och ervir, dass déi Gemenge mat engem favorable sozioekonomeschen Index am Anzuchsgebitt vun der Stad Lëtzebuerg leien. Vun de 15 beschtklasséierte Gemenge leien der sechs am Kanton Lëtzebuerg, véier am Kanton Gréiwemaacher, dräi am Kanton Capellen an zwou am Kanton Esch-Uelzecht. Frappant ass, dass sech keng Nordgemeng ënnert de 15 éischte befënnt. Ierpeldeng-op-der-Sauer schneit op der 30. Plaz als stärksten Nordgemeng of.

Weider kann ee feststellen, dass duerch d'Gemengefinanzreform déi Gemengen, déi de schwächste sozioekonomeschen Index opweisen, alleguer eppes bäikréien. An der Kategorie vun de Gemengen, déi a Saache sozioekonomeschen Index am zweetschlechsten ofschneiden, do kréien och all Gemengen eppes bäi, ausser enger hallwer Dose Gemengen am Norde vum Land.

Äänlech huet et schon am Bildungsbericht 2015 geheescht, wou den ISEI, dat heescht den International Socio-Economic Index of Occupational Status pro Gemeng verglach gouf. Dese stellt dann och fest, dass:

„Ein großer Teil der befragten Familien im Norden sowie der Minettgegend im Süden des Landes stehen sozioökonomisch schlechter da als diejenigen im Zentrum rund um Luxemburg-Stadt.“

Ech wëllt duerfir folgend Froen un d'Häre Finanz-, Wirtschafts-, Educatiouns- an Innenminister souwéi den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur richten:

- Wéi gesäit d'Regierung d'Bedeutung vun der „sozialer Mixitéit“ an alle Géigende vum Land?

- Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir déi sozial Mixitéit an alle Géigende vum Land ze stärken?

- Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir de Gemenge mat schwaachem sozioekonomeschen Index ze hëllefen?

- Wat gesäit d'Regierung konkret fir déi „schwächsten“ Gemengen a puncto Aarbechtsplaz vir, och wat déi sougenannt „professions à haut niveau“ ubelaangt? Wéi gedenkt d'Regierung, d'Attraktivitéit vun deene Gemenge soss nach ze steigieren?

Réponse commune (10.10.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Déi honorabel Deputéiert bezitt sech an hirer Fro op de sozioekonomeschen Index vun de Gemengen, deen de Statec am Optrag vum Innenminister am Kader vun der Reform vun de Gemengefinanzreform gerechent huet. Et ass also net esou, dass d'Regierung elo op e sozioekonomeschen Index misst reagéieren. Villméi ass d'Ausrechner vum sozioekonomeschen Index eng Reaktioun op déi evident Ennerscheeder an der Zesummesetzung vun de Populatiounen an deenen eenzelne Gemengen. An opgrond vun dem wëssenschaftlech ausgerechentem Index gétt elo d'Veerdeelung vun de Gemengefinanzanzen anescht orientéiert an domat eng konkret Mesure géint den Zerfall vun der sozialer Mixitéit am Land geholl. Dës Moossnam beweist, dass d'Regierung net nëmmen d'Bedeutung vun der sozialer Mixitéit am Land erkannt huet, mä konkret och eppes derfir mécht, fir se ze erhalen.

Esou ass den Index ee vun den neie Kritären, déi mat der Reform vun de Gemengefinanzanzen den 1. Januar 2017 agefouert gi sinn. Dës Reform gesäit ëmmerhi vir, 9 bis 10 Prozent vum sougenanntem „Fonds de dotation globale des communes (FDGC)“, deen aus net zweckgebundene Gelder besteet, exklusiv op Basis vum sozioekonomeschen Index ze verdeelen, wat

de Budgetszuelen 2017 no 159 Milliounen Euro fir d'Gemengen insgesamt entsprécht. Opgrond vun der Gemengefinanzreform stinn de Gemengen, Stand vun haut, 94 Milliounen Euro méi pro Joer zur Verfügung wéi et ouni Reform de Fall war. Vun deene 94 Milliounen Euro ginn der 39 un déi 15 Gemenge mam schwächste sozioekonomeschen Index. Dëst entsprécht also 41 Prozent vun den zousätzleche Recetten, woubäi de Gemengen 22 Prozent vun der Gesamtbevölkerung representéieren. Déi honorabel Deputéiert wäert also erkennen, dass duerch d'Afféiere vum sozioekonomesche Kritär de Gemenge mat schwaachem Index weider finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir hire méi grouse soziale Flichten nozekommen.

Ze bemierke bleift, dass ee kann dervun ausgoen, dass et net zu esou signifikante Konsequenze wëinst den Ennerscheeder an der sozialer Zesummesetzung vun de Gemenge komm wier, wann déi betraffe Gemengen éischerter méi finanziell Mëttel gehat hätten, fir dergéintzesteieren. Et muss een also bedauern, dass d'Gemengefinanzreform net scho vill éischerter realiséiert gouf.

Déi honorabel Deputéiert sief och drun erënnert, dass de Spriecher vun hirer Partei beim Debat an der Chamber iwwert de Projet de loi betreffend d'Gemengefinanzreform de 6. Dezember 2016 Folgendes gesot huet: „Dritte Kritär: 9% bis 10% vun de staatlechen Einnahme ginn no engem Indice socio-économique verdeelt. Och dësem Kritär stëmmt d'CSV zou.“

Wat elo der honorabeler Deputéierter hir Bedenke betreffend d'Nordgemengen ubelaangt, esou kann een net een eenzelne Kritär erauspicken an deen dann no Gutdünken interpretéieren. Au contraire, d'Gemengefinanzreform ass ee Ganz an hat ënner anerem als Zil, Diskrepanzen tëschent de Gemengen an de Regionen ofzeschwächen, wat dann och gelongen ass.

Hate mir virun der Reform en Ennerscheid vun 47,7% tëschent dem Akommes mat der schlechtester Moyenne an der nationaler Moyenne pro Kapp, esou leie mir elo bei 20,1%. Wat elo déi véier Bezirker ubelaangt, esou hat den Norde virun der Reform eng Moyenne pro Awunner vun 2.586 €, den Zentrum (ouni d'Stad Lëtzebuerg) 2.491 €, de Süden 2.388 € an den Osten 2.455 €. No der Reform wäert den Norden nach ëmmer déi héchste Moyenne behale mat 2.805 €, den Zentrum (ouni d'Stad Lëtzebuerg) huet 2.755 €, de Süden 2.733 € an den Osten 2.784 €. Den Ennerscheid vun Norden op de Süde geet dann awer vun 8,3% op 2,6% erof.

Bleift nach, dass déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentarescher Ufro bemierkt, dass Ierpeldeng-op-der-Sauer op der 30. Plaz als sozioekonomesch stärksten Nordgemeng ofschneit. Déi honorabel Deputéiert sief och drop higewisen, dass d'Gemeng Sëll am Kanton Réiden läit an domat déi „stärksten“ Nordgemeng ass. Si läit iwwregens op der 18. Plaz.

Et ass ee sech bewusst, dass d'Attraktivitéit vun enger Gemeng enk liiert ass mat hirer Investitiounskapaciteit. D'Gemengefinanzreform hat als weidert Zil, dës Investitiounskapaciteit ze erhalen an auszubauen. Déi Gemengen, déi eng wichteg sozial Hëllef leeschten, ginn (ënner anerem duerch de sozioekonomeschen Index) derbäi ënnerstëtzt, fir eng eegen, volontarisch Sozialpolitik ze maachen. Dozou gehéiert zum Beispill och de Wunnengsbau, eng weider Kompetenz vun de Gemengen, déi och domat déi sozial Mixitéit steiere kënnen. Iwwregens ass eng verstärkt eege Wunnengsbauaktivitéit vun enger Gemeng och aarbechtsplazfërderend a kënn domat der nationaler a regionaler Économie zegutt. An och do setzt dës Gemengefinanzreform Akzenter, andeems déi Gemengen, déi Sozialwunnengen, spréich lokativ Wunnengen hunn, och dofir nach finanziell zousätzlech ënnerstëtzt ginn.

Zesumme mat deene verschiddeenen Akzenter, déi d'Regierung am Beräich vun der Sozialpolitik ressourtiwwergräifend an transversal mécht, an dozou gehéiert ënner anerem d'Landesplanung, kréien d'Gemengen elo mat der Reform vun de Gemengefinanzanzen déi néideg finanziell Mëttel, fir am Kader vun hirer Autonomie fir eng ausgewoe sozial Mixitéit ze suergen.

Question 3216 (11.08.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **règlements de police communaux**:

Nombreuses sont les communes qui ont édicté en infraction des comportements transgressifs de l'ordre public. Parmi ces comportements à réprimer figure la dissimulation du visage. Pour

ne citer qu'un exemple, le règlement de police communal de Dudelange dispose en son article 40 qu'«il est défendu à toute personne de paraître dans les rues, places et lieux publics à visage couvert ou cagoulé, déguisé ou travesti à l'exception des cas dûment autorisés par la loi». D'autres communes ont prévu des exceptions à cette interdiction pour la période de carnaval, voire soumis la dissimulation du visage à une autorisation du bourgmestre.

Récemment, la valeur légale de ces règlements de police communaux a notamment été remise en question par le Gouvernement. La loi que le Gouvernement projette de déposer à la Chambre des Députés limite par ailleurs l'interdiction de la dissimulation du visage uniquement à certains lieux publics spécifiques.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'une enquête policière ou judiciaire engagée pour cause de violation des dispositions d'un règlement de police communal en général et pour cause de violation des interdictions de dissimulation du visage en public en particulier?

2. Existe-t-il une note de service/préscription interne à l'attention des agents de police au sujet des règlements de police communaux et de leur applicabilité? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à mettre à disposition des députés une copie de ces documents? À défaut, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il faille procéder à la confection d'une telle note/préscription?

3. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la loi, qui n'existe actuellement que sous forme d'avant-projet, ne restreigne le champ de compétences des communes en modifiant implicitement, mais nécessairement la base légale de ces règlements?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question des honorables Députés se réfère à l'avant-projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction d'interdiction de dissimulation du visage dans certains lieux publics que Monsieur le Ministre de la Justice a présenté, au nom du Gouvernement, à la Commission juridique de la Chambre des Députés et à la presse en date du 7 août 2017. Comme il est d'usage, les débats seront menés en commission.

Les réponses aux questions 1. et 3. ont dans une large mesure été fournies lors de la présentation du 7 août.

ad 1. Le Gouvernement n'a pas connaissance d'une action engagée pour cause de violation des interdictions de dissimulation du visage. En ce qui concerne une violation des dispositions d'un règlement général de police, les statistiques de la police ne sont pas ventilées entre règlements généraux de police et autres règlements, tels que les règlements sur les bâtisses, les règlements sur les nuits blanches et autres.

Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de procès-verbaux et rapports dressés par la police au cours des années 2015, 2016 et 2017 pour des violations de dispositions de règlements communaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les constatations de la police se rapportent principalement au tapage nocturne ou des nuisances sonores en général, au défaut de déclaration d'arrivée ou de départ au bureau de la population et à des infractions contre le règlement des bâtisses.

ad 2. Il n'existe pas de note de service ni de prescription interne à l'attention des agents de police au sujet des règlements de police communaux et de leur applicabilité.

Vu la diversité des règlements communaux et considérant que les notes et prescriptions de service de la police ont vocation à établir des règles générales, la confection d'un tel écrit n'est, à l'heure actuelle, pas jugée utile.

ad 3. Comme précisé à l'exposé des motifs, l'avant-projet de loi approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 26 juillet 2017 se base sur l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme S.A.S. c. France (requête n°43835/11) du 1^{er} juillet 2014, sur l'arrêt CEDH Belcaciemi et Oussar c. Belgique (requête n°37798/13) du 11 juillet 2017 et sur l'avis du Conseil d'État n°51.876 du 13 décembre 2016, produit à la demande du Premier Ministre du 8

septembre 2016 sur la base de l'article 3 de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État. L'avant-projet de loi ne modifie pas la législation communale, mais uniquement le Code pénal.

Question 3217 (11.08.2017) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **mise en valeur du site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco**:

Le Luxembourg vient de célébrer les 150 ans du traité de Londres qui avait notamment mené au démantèlement de l'ancienne forteresse de Luxembourg. En 1994, les vestiges des anciennes fortifications ainsi que les vieux quartiers de la ville de Luxembourg sont inscrits sur la liste prestigieuse du patrimoine mondial de la United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco). 2019 sera donc l'occasion de fêter les 25 ans de ce classement et de tirer le bilan des mesures de protection et de valorisation de ce qui constitue le principal site d'attraction touristique de la ville de Luxembourg et du pays.

Depuis son inscription sur la liste de l'Unesco, le site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'humanité et, plus particulièrement, les vieux quartiers de Luxembourg sont régulièrement mis en avant par le Gouvernement, la Ville de Luxembourg et nombre d'entreprises privées pour la promotion économique, touristique et culturelle de notre pays et de sa capitale. Le plan quinquennal d'investissement dans le tourisme pour la période 2018-2022 vient d'être présenté par le Gouvernement. Ce plan prévoit certes des cofinancements pour les acteurs du secteur qui représentaient, en 2016, 5,1% du PIB et 18.500 emplois liés. Mais plus que les infrastructures touristiques, ce sont les sites remarquables qui sont la source de l'attractivité touristique du pays, au premier chef duquel apparaît le site Unesco.

Un des critères qui avait amené l'Unesco à l'époque à considérer une partie de la ville de Luxembourg comme patrimoine mondial de l'humanité était «(...) Le degré d'authenticité des vieux quartiers et des fortifications (qui) reste élevé. (...)»

Le site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco implique par conséquent une protection accrue et des investissements d'entretien et de valorisation y associés de la part de l'État et de la Ville de Luxembourg. Ainsi, l'Unesco exige que «(...) Toutes les interventions y sont suivies de très près, aussi bien par le Service des sites et monuments nationaux (Ministère de la Culture) que par la Ville, afin d'en évaluer l'impact physique sur le cadre bâti et de préserver la cohérence visuelle du paysage urbain. (...)»

Cependant, le degré d'authenticité et la cohérence visuelle du site luxembourgeois ne sont, en réalité, pas strictement respectés comme en témoignent par exemple les différents revêtements de la chaussée (pavés remplacés par du bitume) dans le faubourg du Grund, une disposition souvent anarchique et un design non adapté à un patrimoine historique du mobilier urbain, des installations techniques et des panneaux de signalisation ainsi que des espaces publics qui ne sont pas assez mis en valeur et des façades largement décrépies. Malgré des améliorations notables, le site pâtit depuis de nombreuses années d'un manque de mesures de protection et de valorisation actives dignes de ce qui se fait sur les autres sites européens classés par l'Unesco. Il mériterait une réflexion urbanistique globale, notamment en lien avec la future renaturation de la Vallée de la Pétrusse et l'aménagement du nouveau quartier à la Pulvermühle, menant à l'établissement d'un plan d'aménagement intégrant des règles, mesures et moyens adaptés à ce site, notamment en termes de circulation, de stationnement et de voirie, moyens devant être proportionnels à l'importance économique qu'il représente.

En tenant compte de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des infrastructures:

1) Monsieur le Ministre de la Culture et Monsieur le Ministre de l'Économie, n'estiment-ils pas qu'il faudrait réaliser une étude permettant d'évaluer l'impact économique, touristique et culturel du site luxembourgeois du patrimoine mondial de l'Unesco, comme élément d'attractivité touristique du Luxembourg, ce afin de mieux mettre en évidence l'intérêt d'en assurer une valorisation et une protection appropriées et les investissements y afférents qui ne peuvent pas être du seul ressort de la Ville de Luxembourg?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les mesures qui, à l'heure actuelle,

sont prises afin de préserver le degré d'authenticité et la cohérence visuelle du site luxembourgeois du patrimoine de l'Unesco?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer les moyens et mesures existants destinés à participer activement (et donc financièrement) à la valorisation du site, non seulement comme cadre de vie, mais avant tout comme porteur drapeau de l'attractivité touristique du pays et donc source directe de revenus pour l'économie nationale?

4) Messieurs les Ministres, n'estiment-ils pas qu'il faille définir, ensemble avec la Ville de Luxembourg, une charte ou bien même un plan d'aménagement, de réhabilitation et de mise en valeur de l'espace public faisant partie du patrimoine mondial de l'Unesco et qui permettra de renforcer le degré d'authenticité voire de rétablir la cohérence visuelle des quartiers concernés en harmonisant notamment le mobilier urbain, les installations techniques et les panneaux de signalisation?

5) Dans la même optique, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudra améliorer la coordination entre les différents acteurs qui interviennent sur le site du patrimoine mondial de l'Unesco en confiant cette tâche à un gestionnaire de site (site manager)?

Réponse commune (20.09.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1) L'idée d'une étude d'impact économique touristique et culturel est certes intéressante. Cependant une telle étude risque de ne pas être concluante, vu qu'une panoplie de facteurs contribue à l'attractivité de la ville de Luxembourg, dans son ensemble. Étant donné que le site du patrimoine mondial n'est pas clôturé, que les contours du site ne sont pas forcément connus par les citoyens et les touristes et que l'accès s'effectue librement sans droit d'entrée, il est impossible de considérer l'attractivité du site en lui-même.

On peut préciser que 228.758 visiteurs du site www.visitluxembourg.com ont consulté par mot-clé «Unesco» (période allant du 01.01.2017 au 20.08.2017).

ad 2) Le Service des sites et monuments nationaux, le Centre national de recherche archéologique et les services compétents de la Ville de Luxembourg travaillent en étroite collaboration afin d'assurer la préservation, l'intégrité et l'authenticité du site du patrimoine mondial. La Clinique Saint François est un des exemples-phares de cette collaboration.

Pour ce qui est des travaux de grande envergure, telle la réfection du Pont Adolphe, le Gouvernement consulte régulièrement et directement le Centre du patrimoine mondial de l'Unesco à Paris, ceci bien avant le début des travaux afin d'éviter des complications ultérieures.

ad 3) L'État contribue de manière conséquente à la préservation et la mise en valeur du site du patrimoine mondial, principalement à travers les travaux du Service des sites et monuments nationaux et du Centre national de la recherche archéologique.

Le Service des sites et monuments nationaux est en charge des travaux de réparation, de restauration partielle et de mise en valeur des vestiges de l'ancienne forteresse du Luxembourg. Afin de relier thématiquement une grande partie de ces vestiges, des circuits culturels et touristiques ont été mis en place qui permettent d'explorer le site du patrimoine mondial. Ces circuits ont été réaménagés et élargis au cours des dernières décennies et années.

Depuis 2001, 2,2 millions d'euros ont été investis dans les casemates du Bock et plus de 6,3 millions dans les vestiges du plateau du Rham avec e. a. l'extension du circuit Wenzel et le réaménagement de la Tour Jacob.

Au cours des mois et années à venir, des travaux sont prévus et budgétés notamment pour l'intérieur des Trois Tours, accessible à partir du circuit Vauban, et des réparations diverses.

Au-delà du volet architectural et archéologique, qui sont accompagnés par le Service des sites et monuments nationaux et le Centre national de recherche archéologique, on peut également mentionner le Musée national d'histoire et d'art, le Musée Dräi Eechelen et le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster, financés par l'État, et qui contribuent activement à la mise en valeur culturelle et touristique du site du patrimoine mondial.

La stratégie de marketing touristique 2017-2018 de «Luxembourg for Tourism» reconnaît l'importance du site de l'Unesco pour l'économie nationale, en lui réservant une approche transversale dans les activités de promotion de la destination: «Le patrimoine culturel accom-

pagne systématiquement tout produit touristique luxembourgeois. Il englobe les châteaux, les sites Unesco, les musées et expositions, les événements culturels et la gastronomie».

Toutes les publications de «Luxembourg for Tourism» (346.000 exemplaires) soulignent ainsi de façon explicite l'importance de la forteresse et des vieux quartiers de la ville de Luxembourg comme patrimoine mondial de l'Unesco. Le passeport touristique «LuxembourgCard» incite à la visite du site en proposant les offres développées par le «Luxembourg City Tourist Office». Suite à des voyages d'études organisés par «Luxembourg for Tourism», la presse internationale touristique a publié, en 2016, 130 articles consacrés au tourisme culturel et couvrant de fait le patrimoine mondial de l'Unesco à Luxembourg-ville.

En vue de la préparation du 25^e anniversaire de l'inscription de la ville de Luxembourg: vieux quartiers et fortifications sur la liste du patrimoine mondial, la Commission nationale pour la coopération avec l'Unesco ensemble avec la Ville de Luxembourg est en train d'élaborer un programme de célébrations.

ad 4) Le Gouvernement tout comme la Ville de Luxembourg sont conscients de la problématique de la multiplication des éléments de signalétique et sont constamment à la recherche de nouvelles solutions. Quant à l'élaboration éventuelle d'une charte, cette tâche incomberait au futur site manager.

ad 5) Le processus de recrutement d'un site manager est en cours de finalisation.

Question 3218 (11.08.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **nouveau lycée à Clervaux**:

Je viens d'apprendre que le nouveau lycée à Clervaux (LESC) se verra aussi doté de filières de formation du type «École européenne».

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur ce genre d'offre scolaire? Dans quelle mesure celle-ci se distingue-t-elle des formations menant soit au Bac international soit aux classes terminales de l'enseignement secondaire luxembourgeois?

2) Quel est le public visé par cette formation?

3) À partir de quelle année ce type d'enseignement sera-t-il offert au LESC?

Réponse (10.10.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Pour répondre aux besoins d'une population scolaire de plus en plus hétérogène, l'Éducation nationale s'attache depuis des années à élargir, diversifier et flexibiliser son offre scolaire. Mon département continue la politique dans laquelle le Gouvernement s'est engagé les dernières années en visant à offrir une grande diversité en termes d'offres scolaires. La multiplication des parcours de formation (notamment au niveau des langues) et des certifications sont quelques réponses aux défis posés par l'évolution des caractéristiques des élèves scolarisés.

De premiers pourparlers avec la direction du Lycée Edward Steichen à Clervaux ont eu lieu au courant du mois de juillet 2017. Un groupe de travail composé de la direction du Lycée de Clervaux, de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil supérieur des Écoles européennes ainsi que de l'inspecteur luxembourgeois est en train de préparer les démarches en vue de la procédure d'agrément. Un dossier d'intérêt général, par lequel l'État membre expose le projet, les motivations de celui-ci et les moyens qu'il se dispose à mettre en œuvre pour l'accomplir sera soumis au prochain Conseil d'inspection mixte ainsi qu'au Conseil supérieur. En cas d'avis positif du Conseil supérieur, l'école présentera ensuite un dossier de conformité avant d'être audité pour obtenir l'agrément.

J'ai eu un premier entretien avec le secrétaire général des Écoles européennes qui est en faveur de l'élargissement du système des Écoles européennes et de l'établissement de liens de coopération permettant à des établissements des États membres de dispenser un enseignement européen. Cela permet de développer ce type d'enseignement dans les établissements nationaux des États membres.

Au sein du Lycée Edward Steichen sera donc créée une «École européenne (agrée) Edward Steichen».

L'école aura pour mission l'éducation et l'enseignement communs d'élèves d'origines diverses

et de proposer un enseignement européen - multilingue et pluriculturel - aux élèves nationaux. Lors de la mise en œuvre des programmes et du choix des matériels d'enseignement une attention particulière est consacrée à l'idée européenne, à l'éducation au respect mutuel et à l'ouverture sur le monde extérieur.

Les Écoles européennes agrées sont des écoles qui, sans faire partie du réseau des Écoles européennes organisé par l'organisation intergouvernementale «Les Écoles européennes», offrent un enseignement européen qui correspond aux exigences pédagogiques fixées pour les Écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux des États membres et donc hors du cadre juridique, administratif et financier auquel les Écoles européennes sont astreintes.

Depuis 2005, sur base des recommandations du Parlement européen, les Écoles européennes ont ouvert leur curricula, ainsi que le Baccalauréat européen, à des écoles nationales.

Toute École européenne agrée est liée au système des Écoles européennes par une Convention d'agrément. Celle-ci accorde aux Écoles européennes agrées l'équivalence du niveau pédagogique, année d'études par année d'études, entre l'enseignement dispensé par l'École européenne agrée et celui dispensé par les Écoles européennes.

À l'École européenne, le cycle maternel («early education») couvre deux années d'enseignement, le cycle primaire cinq années et le cycle secondaire sept années.

Le programme «early education» constitue un volet fondamental de l'éducation et la formation tout au long de la vie, son rôle central est d'accompagner le développement des enfants afin qu'ils deviennent des acteurs responsables et soucieux de l'éthique au sein de la société. L'apprentissage dans les premières années vise à aider et guider l'enfant dans son développement physique, physiologique, social, cognitif et émotionnel et à prévenir toute difficulté en lui offrant les meilleures conditions d'apprentissage.

L'enseignement et l'apprentissage dans les premières années sont holistiques et les différentes disciplines ne sont pas dissociées les unes des autres.

À l'école primaire, l'accent est mis sur la langue maternelle, les mathématiques et la première langue étrangère sans négliger pour autant l'éducation artistique, musicale, sportive, la découverte du monde ainsi que les «heures européennes» où se rencontrent des enfants de nationalités différentes pour participer à des activités variées.

Le secondaire se divise en trois cycles: cycle d'observation (S1-S3), cycle de préorientation (S4-S5) et cycle d'orientation (S6-S7) menant au Baccalauréat européen.

L'étude de la première langue étrangère (LII) commence en 1^{re} primaire. Cette langue peut être le français, l'anglais ou l'allemand. L'étude de la deuxième langue étrangère (LIII) commence en 1^{re} secondaire. L'étude de la troisième langue étrangère (LIV) peut commencer en 4^e secondaire. La quatrième langue étrangère (LV) est un cours complémentaire en 6^e et 7^e secondaire. Chacune des langues officielles de l'UE peut, en principe, être choisie comme LIII, LIV ou LV.

En ce qui concerne le contenu pédagogique de l'enseignement, une école ne peut être agrée que si elle s'engage à préparer efficacement les élèves à présenter les épreuves du Baccalauréat européen et si elle propose un éventail d'options, particulièrement en sixième et septième année du cycle secondaire, qui favorise l'admission ultérieure des élèves aux filières de l'enseignement supérieur.

Le diplôme du Baccalauréat européen est officiellement reconnu comme un titre permettant l'admission dans l'enseignement supérieur dans tous les pays de l'Union européenne ainsi que dans plusieurs autres pays. Les titulaires du Baccalauréat européen jouissent dans leur pays des mêmes droits et avantages que les autres titulaires d'un certificat de fin d'études secondaires et ils peuvent notamment, au même titre que les nationaux du pays aux qualifications équivalentes, solliciter leur admission dans toute université ou tout établissement d'enseignement supérieur de l'Union européenne.

Une attention toute particulière est accordée à la différenciation de l'enseignement ainsi qu'au soutien scolaire et éducatif. L'école sera soumise aux contrôles assurance qualité de l'inspecteur européen. Les curriculums et programmes sont harmonisés et régulièrement mis à jour par des groupes d'experts internationaux. L'évaluation se veut holistique au sein du primaire ainsi qu'au premier cycle du secondaire avec une description détaillée des performances des élèves. L'implication de toutes les

parties prenantes est encouragée. Un large éventail d'activités périscolaires est proposé aux élèves. Les différentes Écoles européennes coopèrent étroitement à travers des échanges scolaires (élèves et enseignants), l'organisation ou la participation à des symposiums ou festivals au sein de ces écoles.

La coexistence du Lycée Edward Steichen et de l'École européenne dans un même établissement permettra de faire profiter chacun des deux offres scolaires. Des passerelles entre les deux systèmes sont prévues.

ad 2) Il s'agit d'une école publique ouverte à tous; contrairement aux Écoles européennes de type I, il n'y a pas de frais d'inscription, au même titre que dans les autres écoles publiques.

Les élèves qui ont suivi l'enseignement fondamental luxembourgeois sont admis à la première année de l'enseignement secondaire européen en fonction de la décision d'orientation leur délivrée à la fin du cycle 4.2 de l'enseignement fondamental luxembourgeois et les admettant à une classe de 7^e de l'enseignement secondaire classique ou secondaire général luxembourgeois.

L'école permet l'intégration d'élèves issus de l'immigration, tant pour des familles désirant rester définitivement au Luxembourg que pour celles qui sont au pays pour une durée déterminée.

De plus les curriculums des Écoles européennes deviennent accessibles aux élèves nationaux désirant intégrer un système scolaire multilingue et pluriculturel.

Force est de constater que l'ensemble de l'offre scolaire internationale et européenne est concentré actuellement à Luxembourg-ville ou dans ses environs. Aucune offre scolaire européenne/internationale n'est proposée au-delà de la capitale, au nord du pays. Ainsi des institutions et entreprises multinationales hésitent actuellement à s'installer dans cette région du pays. Une offre scolaire de qualité est un élément important dans la décision d'une entreprise, d'un investisseur étranger ou d'experts scientifiques de s'installer ou non dans une région.

ad 3) L'offre scolaire comporte:

1) Le cycle de deux années de l'enseignement «early education - maternel» européen;

2) Le cycle de cinq années de l'enseignement primaire européen;

3) Le cycle de sept années de l'enseignement secondaire européen.

Il est offert le choix entre plusieurs sections linguistiques choisies parmi les sections linguistiques des Écoles européennes.

L'offre scolaire du secondaire débutera pour l'année scolaire 2018-2019 et ceci dans deux sections linguistiques: section germanophone et section francophone. Cette offre scolaire sera élargie à d'autres sections linguistiques, notamment anglophone, au fur et à mesure des besoins constatés.

Des pourparlers sont prévus avec les autorités communales afin de mettre en place par après l'enseignement maternel et fondamental, «early education» et primaire dans le vocabulaire européen.

Question 3219 (11.08.2017) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **détachement de travailleurs**:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 14 mars 2017, la réglementation sur le détachement de travailleurs a été modifiée. Les entreprises concernées sont désormais tenues de fournir à l'Inspection du travail et des mines (ITM) une panoplie d'informations via une plateforme électronique accessible via le site Internet de l'ITM.

Il me revient maintenant que des entreprises luxembourgeoises qui se font livrer des marchandises de l'étranger se voient mettre en compte des frais administratifs non négligeables en raison des déclarations à effectuer par les entreprises étrangères auprès de l'ITM. Il va sans dire que ces frais seront tôt ou tard refacturés au client final.

Il n'est d'ailleurs pas exclu que les obligations supplémentaires (de vérification, d'information et d'injonction) pesant également sur les maîtres d'ouvrage et les donneurs d'ordres

soient répercutés sur les prix finaux à payer par le consommateur.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des difficultés pratiques auxquelles sont confrontées les entreprises luxembourgeoises et étrangères en matière de détachement de travailleurs?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les obligations pesant de part et d'autre sur les entreprises aient un effet à la hausse sur les prix à payer par le consommateur?

- Messieurs les Ministres entendent-ils apporter des modifications à la législation sur le détachement des travailleurs pour encore mieux concilier les impératifs de protection des salariés détachés et de concurrence loyale et les intérêts des clients finaux? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse commune (03.10.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La loi du 14 mars 2017 portant modification du Code du travail a transposé la directive 2017/67/UE relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services.

La directive d'origine, la directive d'exécution et les dispositions nationales de transposition de ces deux instruments ainsi que la loi de transposition établissent un socle de conditions de travail et d'emploi garantissant une protection minimale aux salariés détachés qui doivent être respectées par les prestataires de services dans l'État membre d'accueil.

Tout en renforçant certaines mesures en vue de protéger le salarié détaché et en même temps à éviter toute concurrence déloyale, il faut noter également que les modifications introduites contiennent aussi des simplifications administratives à l'intention des entreprises détachantes, notamment par l'introduction de la procédure de l'e-détachement qui permet un traitement immédiat des demandes de détachement.

En ce qui concerne le transport de marchandises par des fournisseurs établis à l'étranger à des entreprises luxembourgeoises, il y a lieu de retenir que pour autant qu'il s'agit d'une simple livraison sans autre prestation de services par le fournisseur, cette situation n'est pas à considérer comme détachement et n'est donc pas soumise aux obligations prévues en la matière.

De ce fait, et en ce qui concerne les simples livraisons auxquelles l'honorable Député se réfère, aucune raison d'augmentation des prix ne naît de par les modifications introduites par la loi du 14 mars 2017 précitée.

En ce qui concerne la question de modifier les dispositions légales en la matière afin de mieux concilier les impératifs de protection des salariés détachés et de concurrence loyale et les intérêts de clients finaux, il y a lieu de constater que des discussions en vue de la modification éventuelle de la directive de base de 1996 sont actuellement en cours au niveau communautaire.

L'objectif de cette modification est de supprimer autant que possible les abus liés au détachement et qui consistent à ne pas respecter la législation sociale et le droit du travail et de payer des salaires non conformes à la législation.

Tout en étant attaché à la libre prestation de services, le Luxembourg soutient ces efforts qui visent précisément à combattre le dumping social qui mène à la concurrence déloyale menaçant notamment les PME.

Question 3220 (11.08.2017) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **personnel de l'Éducation différenciée (Ediff)**:

Selon un article intitulé «Welche Zukunft für das Personal der Ediff?» publié dans le *Luxemburger Wort* du 6 août, les membres des équipes multiprofessionnelles (EMP) de l'Ediff seraient, dès la rentrée 2017-2018, hiérarchiquement soumis à une des 15 directions régio-

nales qui viennent d'être établis dans l'enseignement fondamental. Cette information paraît surprenante, car jusqu'ici il y a toujours été question d'une période transitoire permettant de restructurer le personnel de l'Ediff.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre, peut-il confirmer que les membres des EMP de l'Ediff seront hiérarchiquement soumis aux directions régionales dès la rentrée 2017-2018?

2. Dans l'affirmative, est-ce que les concernés ont été informés en bonne et due forme? Dans la négative, qu'en est-il du futur emploi des membres des EMP actuels et éventuellement d'autres salariés de l'Ediff?

3. Est-ce que des changements hiérarchiques concernant les employés et fonctionnaires susmentionnés seront possibles sans changer au préalable la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée?

Réponse (29.09.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Par instruction ministérielle du 14 août 2017, les agents de l'Éducation différenciée ayant œuvré jusqu'alors dans le cadre des équipes multiprofessionnelles, seront, pendant l'année scolaire 2017-2018, détachés (article 7, paragraphe 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État), respectivement transférés dans les équipes de soutien des enfants à besoins (ESEB). Ceci est une mesure d'ordre organisationnel et n'a pas d'impact par rapport à son champ d'action. Cette mesure répond à la modification du 29 juin 2017 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, notamment à l'article 28 qui stipule:

«Le directeur charge un de ses directeurs adjoints de coordonner les travaux de l'ESEB de la région. Après concertation avec les membres de sa direction ainsi qu'avec les présidents des comités d'école et sur proposition du directeur adjoint chargé de la coordination des travaux de l'ESEB, le directeur fixe les principes de fonctionnement, l'ordre de priorité des actions prévues et les procédures d'évaluation des interventions sur proposition de la CI, ainsi que la coordination de la présence régulière des ESEB dans les écoles.»

Les ESEB exercent leurs missions sous l'autorité du directeur concerné dans le cadre des moyens disponibles et des actions prévues par la CI.»

Pour satisfaire aux besoins des élèves, pour répondre aux critères internationaux et pour permettre une inclusion scolaire et sociale digne de ce nom, l'éducation nationale doit procéder dans les années à venir à la création d'un nombre substantiel de postes d'éducateurs, de rééducateurs, d'enseignants spécialisés, de pédagogues, de psychologues et d'autres spécialistes encore.

Ceci nécessite:

- une restructuration du domaine de la prise en charge des enfants à besoins, qui consiste dans la création de la fonction de l'instituteur spécialisé pour la prise en charge d'enfants à besoins éducatifs particuliers et spécifiques (I-EBS) et des ESEB dans toutes les régions du pays, et le concept d'intervention à trois niveaux de spécialisation. La restructuration sera complétée par la création des centres de compétences dont le Gouvernement vient d'adapter le texte du projet de loi;

- une planification des besoins en ressources humaines pour les trois niveaux d'intervention. En effet, à court terme, 150 I-EBS sont et seront embauchés. Pour ce qui est des autres professions intervenant essentiellement aux niveaux régional et national, l'année scolaire à venir constituera une année de transition et de planification. Moyennant l'instruction ministérielle citée ci-dessus, j'ai demandé aux différentes commissions compétentes de me fournir le 15 décembre 2017 un bilan des besoins.

Tous ces travaux devront nous permettre d'arrêter à la fois pour les différents centres et pour les 15 ESEB l'envergure des ressources humaines à attribuer. Suite à la définition du besoin en personnel, les collaboratrices et collaborateurs du Centre de logopédie et de l'Éducation différenciée, y inclus les collaborateurs des différentes ESEB, sauront alors se prononcer sur leurs préférences professionnelles, ceci selon leur profil et dans les limites des vacances de postes. La réorientation des agents concernés se fera au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les centres de compétences.

Question 3221 (11.08.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**incarcération d'un journaliste turco-suédois en Espagne**:

En effet, selon la presse internationale, le journaliste turco-suédois Hamza Yalçın a été arrêté le 3 août 2017 à l'Aéroport de Barcelone en application d'un mandat d'arrêt international émis par Interpol à la demande de la Turquie, avant son embarquement pour Londres. Le précité mandat d'arrêt accuse Monsieur Yalçın d'avoir insulté le président turc Erdoğan, d'être lié à un groupe d'extrême gauche illégal (le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple: DHKP-C), et d'écrire pour le magazine en ligne «Odak Dergisi», très critique à l'égard d'Erdoğan. Un juge espagnol a ordonné l'incarcération de Monsieur Yalçın. La branche suédoise de «Reporters sans frontières» (RSF) s'est montrée par la suite «très inquiète», le mandat d'arrêt étant une tentative «pour réduire au silence toute critique du régime turc».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les susdits faits et me faire part de leur analyse politico-juridique y relative?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'éclairer sur la pratique luxembourgeoise relative à des mandats d'arrêt internationaux émis par la Turquie contre des journalistes turcs?

3) Messieurs les Ministres ne voient-ils pas, après l'incarcération de Hamza Yalçın par les autorités espagnoles, la liberté de presse dans l'Union européenne en danger? Partagent-ils, dans ce sens, les inquiétudes de «Reporters sans frontières»?

4) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres envisagent-ils d'aborder le cas Yalçın au niveau du Conseil de l'Union européenne afin d'arriver à une ligne de conduite commune des États membres de l'Union relative à des mandats d'arrêt internationaux douteux d'Ankara contre des journalistes?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1) Le journaliste suédo-turc Hamza Yalçın a été arrêté en Espagne le 3 août, en application d'un mandat d'arrêt international émis par la Turquie. Selon les informations parues dans la presse, la Turquie accuse le journaliste en question entre autres d'appartenir à un groupe d'extrême gauche turc et d'écrire pour le magazine en ligne «Odak Dergisi», très critique envers les autorités turques. La Turquie dispose désormais de 40 jours pour présenter une demande officielle d'extradition. Monsieur Yalçın peut faire appel et contester les accusations dont il fait l'objet.

ad 2) En matière d'extradition, les mandats d'arrêt internationaux font l'objet d'un signalement («notice rouge») par l'intermédiaire d'Interpol. L'État d'exécution n'a aucune influence sur les signalements opérés par l'État requérant.

Si un ressortissant turc, indépendamment de sa profession, était signalé par Interpol et était trouvé sur le territoire luxembourgeois il ferait l'objet dans un premier temps d'une arrestation provisoire pour éviter sa fuite de la même façon que tout autre ressortissant. La Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 ratifiée entre autres par la Turquie trouverait application alors qu'entre les États membres de l'Union européenne il serait fait application de la procédure du mandat d'européen en vertu de la loi modifiée du 17 mars 2004.

La Convention européenne d'extradition ratifiée par le Luxembourg par la loi du 21 juillet 1976 trouverait à s'appliquer en ce qui concerne les conditions de fond de l'extradition requise. Ainsi la demande devrait concerner des faits punissables par les lois des États requérants et requis d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus sévère s'agissant d'une demande en vue de l'exercice de poursuites et en cas de condamnation à une peine la sanction prononcée devrait avoir une durée d'au moins quatre mois.

L'extradition ne serait pas accordée si l'infraction pour laquelle elle était demandée était considérée par la partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction.

La procédure nationale d'extradition est définie par la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition. La personne arrêtée dispose de garanties suffisantes lui permettant l'exercice de ses

droits de la défense (information de ses droits dans une langue comprise, assistance d'un avocat, assistance d'un interprète, droit à la traduction, recours en mainlevée de l'arrestation provisoire).

L'arrestation provisoire peut prendre fin après 18 jours sans pouvoir excéder 40 jours si la demande d'extradition officielle n'est pas parvenue endéans ce délai.

Si la demande a été présentée dans les délais, elle fait l'objet d'une notification avec toutes les pièces annexées et notamment le mandat d'arrêt national émis.

La décision définitive sur l'extradition appartient à Monsieur le Ministre de la Justice sur avis conforme de la chambre du conseil de la Cour d'appel. L'audience de la chambre du conseil est publique et le ministère public, la personne et son avocat sont entendus en leurs moyens. La chambre du conseil émettra un avis sur les conditions de fond et de forme de la demande en prenant soin notamment d'analyser si les faits ne peuvent pas être qualifiés d'infraction politique.

Le Luxembourg n'a connu qu'une seule demande d'extradition à l'égard d'un journaliste de nationalité turque, et ce au courant de l'année 2006. La chambre du conseil a émis un avis négatif de sorte que le Ministre de la Justice a dès lors refusé la demande d'extradition turque. En effet, les autorités judiciaires turques n'avaient pas fait droit aux demandes de renseignements complémentaires du procureur général d'État quant à l'implication de la personne arrêtée dans les faits qui lui étaient reprochés aux fins notamment de pouvoir apprécier la condition de la double incrimination.

La chambre du conseil a donc estimé qu'à son avis la condition de la double incrimination n'était pas établie et la journaliste en question a alors été libérée.

ad 3) Comme indiqué ci-dessus, l'arrestation de Monsieur Hamza Yalçın est à placer dans le cadre de l'application de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957. Il ne revient pas au Gouvernement luxembourgeois de se prononcer sur une procédure judiciaire en cours dans un pays tiers. Toutefois, d'éventuelles tentatives des autorités turques visant à porter atteinte à la liberté de presse au sein de l'Union européenne ou de se servir de la Convention européenne d'extradition à des fins politiques, ne seraient pas acceptables.

ad 4) L'application par les États membres de l'Union européenne de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 assure aux accusés des garanties nécessaires afin d'exercer leurs droits de la défense. Le Luxembourg part également du principe qu'un État membre de l'Union européenne ne procède pas à des extraditions pour des motifs politiques. Dans ce contexte, il revient à Interpol d'examiner au cas par cas la pertinence du maintien d'une notice rouge, conformément à l'article 3 de son statut qui vise à protéger les individus contre la persécution.

De manière générale, le Luxembourg reste très préoccupé par la situation des droits et libertés fondamentales en Turquie, en particulier en ce qui concerne la liberté de la presse. Le Luxembourg continuera à suivre de près, ensemble avec les autres États membres de l'Union européenne, l'évolution de la situation politique en Turquie.

Question 3222 (11.08.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **scandale des œufs contaminés au fipronil**:

Le scandale des œufs contaminés au fipronil, ayant son origine en Belgique et aux Pays-Bas, est en train de s'étendre à travers toute l'Europe voire au-delà. Selon les dernières informations, il s'agit entre-temps de plus de dix millions d'œufs pour la seule Allemagne, de 14 autres États membres ainsi que de la Suisse et de Hong Kong. Dans un communiqué de presse conjoint du 9 août, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Santé ont indiqué que des œufs contaminés au fipronil ont aussi été détectés sur le marché national et que, désormais, le Luxembourg était également touché.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Vu les informations parfois contradictoires émanant des autorités de différents autres pays, existe-t-il un danger pour les consomma-



teurs luxembourgeois et notamment pour les enfants? Quels conseils est-ce que le Gouvernement peut donner aux consommateurs afin de diminuer les risques?

2) Quelles mesures ont été prises par le Gouvernement, afin d'assurer que tous les aliments potentiellement contaminés au fipronil soient retirés des étalages des commerces luxembourgeois?

3) Qu'en est-il plus particulièrement du contrôle des produits finis ou semi-finis contenant des œufs (plats, salades, sandwiches...)?

4) Les œufs vendus au grand public sont marqués d'un code qui facilite la traçabilité des œufs en Union européenne. Existe-t-il un système de traçabilité similaire pour les œufs vendus sous forme liquide au sein du secteur alimentaire (B2B)?

5) Est-ce que le système d'alerte rapide européen sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) a été un outil d'échange efficace? Dans la négative, comment améliorer le système d'alerte?

6) Est-ce que le scandale reste toujours limité au secteur de la production d'œufs ou est-ce que des producteurs de viande de poule ont également été touchés?

Selon le communiqué de presse susmentionné, les autorités ont prélevé des échantillons d'œufs liquides afin de détecter la présence éventuelle de fipronil et les résultats de ces analyses seraient attendus fin de la semaine prochaine.

7) Comment s'explique le délai d'attente de dix jours? Est-ce qu'il s'agit éventuellement d'un laboratoire étranger?

Le ministre vient de déclarer aux médias que les producteurs d'œufs luxembourgeois n'ont pas utilisés de produit contenant du fipronil pour la désinfection de leurs exploitations.

8) Comment et avec quels produits les exploitations luxembourgeoises sont-elles désinfectées? Quelles sont les procédures dans l'élevage biologique?

9) Existe-t-il, au Luxembourg, des entreprises spécialisées dans la désinfection des exploitations? Est-ce qu'il y a un contrôle de la prestation lorsque des éleveurs luxembourgeois ont recours à des entreprises étrangères?

10) Comment est-ce que l'achat et/ou l'utilisation des produits désinfectants est contrôlé au Luxembourg et notamment le commerce en ligne?

Réponse commune (21.09.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) Le fipronil est une substance active de produit phytosanitaire et d'antiparasitaire vétérinaire, présentant un effet insecticide et acaricide. Il est approuvé au niveau communautaire pour des utilisations en tant que biocide et médicament vétérinaire. Lorsqu'il est utilisé comme biocide, le fipronil trouve des applications dans la lutte contre les infestations de fourmis, blattes, mouches et moustiques, aussi bien en milieu professionnel que privé. Il n'est cependant pas approuvé pour la désinsectisation des bâtiments d'élevage. Or, d'après les informations dont nous disposons actuellement, l'utilisation illégale du fipronil comme biocide dans des poulaillers en Belgique et aux Pays-Bas serait à l'origine de la contamination des œufs.

En médecine vétérinaire le fipronil est approuvé pour le traitement contre les ectoparasites (puces, tiques, poux) des animaux de compagnie, mais son utilisation est interdite pour les animaux producteurs de denrées alimentaires, vu le risque de présence de résidus dans les produits finis.

Aucune autorisation en tant que produit phytopharmaceutique n'est délivrée au Grand-Duché de Luxembourg.

Le fipronil présente un niveau modéré de toxicité aiguë pour la santé humaine, les symptômes rapportés dans les cas d'ingestion accidentelle étant généralement bénins. Par ailleurs une toxicité spécifique pour certains organes cibles à la suite d'une exposition répétée a été mise en évidence.

En cas de détection de résidus de fipronil d'une concentration supérieure à 0,005 mg/kg de denrée alimentaire, le produit est considéré comme non conforme et ne peut pas être mis sur le marché.

Par ailleurs un seuil de sécurité de 0,72 mg/kg de denrée alimentaire a été retenu au niveau communautaire pour les ovoproduits, en se basant sur la valeur toxicologique de référence (ARfD) du fipronil de 0,009 mg/kg de poids corporel et sur les données de consommation moyenne des enfants.

Les autorités compétentes luxembourgeoises, ainsi que leurs homologues des autres États membres, procèdent au retrait du marché de tous les œufs et produits transformés à base d'œufs non conformes, même s'ils ne présentent pas de risque toxicologique, la concentration en résidus de fipronil ne dépassant pas le seuil de sécurité.

Néanmoins, et afin de prévenir tout risque potentiel pour la santé publique, des recommandations pour la consommation d'œufs ont été émises. En se basant sur les valeurs maximales de résidus de fipronil constatées au niveau européen dans les œufs contaminés (1,2 mg/kg de produit) et sur l'ARfD du fipronil, la quantité maximale d'œufs pouvant être consommée sans risque varie de un par jour pour un enfant de un à trois ans, à dix par jour pour un adulte en fonction du poids corporel.

En sachant que la consommation par un enfant gros mangeur d'œufs représente deux œufs par jour, le Luxembourg a appliqué une limite intermédiaire de 0,06 mg/Kg pour protéger les enfants (inférieurs à 15 kg de poids corporel).

Dès lors pour le Luxembourg, on peut affirmer que cette fraude des œufs au fipronil a un effet négligeable sur la santé publique. En effet, compte tenu des concentrations de fipronil observées à ce jour dans les produits contaminés, et de la politique de retrait du marché systématique de ces produits, le risque de survenue d'effets sanitaires apparaît faible, sans toutefois pouvoir exclure ce risque en cas de dépassement significatif des niveaux de consommation recommandés.

Au vu des contrôles, des inspections et des résultats d'analyses effectués par les autorités compétentes luxembourgeoises, on peut conseiller la consommation d'œufs d'origine luxembourgeoise pour lesquels aucun résultat positif n'a été détecté.

ad 2) Les autorités compétentes luxembourgeoises ont procédé à une évaluation des risques de contamination du secteur en demandant la traçabilité des œufs de 25 sociétés travaillant dans les domaines de la production, de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires. Cette évaluation a permis de définir les priorités de contrôle et de prélèvement en fonction du risque de présence d'œufs contaminés sur le marché.

Parallèlement, 18 échantillons d'œufs ont été prélevés dont tous les résultats sont exempts de trace de fipronil et donc conformes. Des prélèvements sont actuellement encore effectués sur des produits qui suscitent un doute de la part des autorités comme par exemple lorsque les agents de contrôle retrouvent lors des contrôles de routine des ovoproduits en provenance de fournisseurs qui avaient fait l'objet d'alertes du système RASFF.

D'autre part, afin d'assurer le retrait du marché des œufs non conformes, les autorités compétentes luxembourgeoises suivent différents canaux d'information. Tout d'abord les alertes concernant des lots d'œufs suspects ou non conformes parviennent via le système d'alerte rapide de la Commission européenne (RASFF), qui est un système d'échanges d'informations entre les autorités des États membres et géré par la Commission.

D'autres informations ont transité par un nouveau système d'information de la commission. Il s'agit d'un système de collaboration administrative dans le domaine de la fraude alimentaire (FF).

En outre, les opérateurs du secteur alimentaire ont l'obligation d'informer les autorités en cas d'informations concernant des produits non conformes p.ex. lorsqu'ils reçoivent de telles informations de leurs fournisseurs. Ceci permet aux autorités de prendre les mesures qui s'imposent, ceci en étroite collaboration avec les opérateurs concernés.

En dernier lieu, certaines informations utiles sont parvenues aux autorités compétentes de la part de consommateurs avertis.

ad 3) Concernant les produits finis ou semi-finis, ces derniers ne contiennent souvent qu'un faible pourcentage d'œufs ou d'ovoproduits. C'est pourquoi les efforts d'analyse se sont surtout concentrés sur les œufs et les ovoproduits puisqu'une analyse négative (respectivement confirmant un taux de contamination faible) permet de déduire que les produits finis ou semi-finis sont dépourvus de risque pour la santé publique. Néanmoins, en l'état actuel de la réglementation communautaire, tout produit fini ou semi-fini sera retiré du marché en cas de dépassement des limites proposées par la Commission lors du dernier comité permanent du 30 août 2017.

ad 4) Comme pour tous les produits alimentaires, les opérateurs ont une obligation de traçabilité interne pour les ovoproduits. Cette dernière permet de mieux cibler les produits à

risque en cas de crise alimentaire et de limiter ainsi le retrait du marché.

ad 5) Le système d'alerte rapide des denrées alimentaires et aliments pour animaux est un outil d'échange d'informations entre les États membres et géré par la Commission. Il fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

C'est un système largement utilisé par les différents membres pour se signaler entre eux des retraits ou rappels de produits avec les données de traçabilité qui permettent la surveillance de ces mesures. Ainsi, par année, plusieurs milliers de notifications circulent par le système RASFF.

Dans l'affaire fipronil, le système RASFF a servi et sert toujours à l'échange des données de traçabilité entre États membres. Ainsi, et à ce jour quelque 600 notifications de suivi ont transité par le système RASFF dans le cadre de l'affaire fipronil.

Or, la rapidité du système RASFF est fonction directe de la rapidité des membres qui entrent des données. Par ailleurs, le système d'alerte rapide comprend plusieurs étapes de validation hiérarchiques (régionales, nationales et communautaires) constituant un certain frein à sa rapidité. Finalement la Commission doit dans certains cas traduire certaines informations d'une langue nationale en anglais, qui constitue la langue prioritaire du RASFF.

Force est de constater que l'information sur les rappels et retraits qui passe directement du fournisseur à son client, et par la suite aux autorités, parvient souvent plus tôt que celle via le système d'alerte rapide.

Dans ces cas, le système d'alerte rapide sert plutôt d'outil de vérification des actions entreprises par les opérateurs que de système d'alerte rapide.

Par ailleurs, comme tous les opérateurs n'informent pas les autorités des retraits et rappels qu'ils effectuent, le système RASFF est le seul moyen de contrôle à disposition des autorités pour vérifier si les retraits et rappels sont effectués par les établissements alimentaires.

Somme toute, le système RASFF est un système bien établi qui a également contribué largement à la gestion de l'affaire fipronil. Sa rapidité est tributaire de la rapidité de ses membres, des différents niveaux de validation et de la volonté de fournir les informations pertinentes dans une langue compréhensible par tous les membres du réseau.

Récemment, la Commission européenne a introduit deux nouveaux systèmes de communication entre les autorités de sécurité alimentaire, à savoir: le système de collaboration administrative (AAC) et le système de lutte contre la fraude alimentaire (FF). Actuellement, il n'est pas toujours clair quel système utiliser dans quel cas de non-conformité.

Ainsi, on voit parfois transiter les mêmes alertes par deux ou même par les trois systèmes de communication, défavorisant une communication efficace.

Afin d'améliorer les systèmes de communication entre les États membres et la Commission, il reste à clarifier les interactions entre les trois systèmes communautaires à savoir RASFF, FF et AAC.

L'harmonisation des flux d'information, et par conséquent des différents systèmes de communication communautaires semble à l'heure actuelle une approche préconisée par les États membres et la révision des systèmes actuels s'impose suite à l'introduction de la nouvelle réglementation du contrôle alimentaire (règlement UE 2017/625).

ad 6) Actuellement la fraude se concentre surtout au niveau du secteur des poules pondeuses, mais vu l'abattage des poules pondeuses en fin de production pour l'utilisation de la viande, la question quant à la concentration de résidus de fipronil dans la viande de volaille ne peut être négligée. Or, les taux de résidus de fipronil détectés dans certaines viandes sont beaucoup plus faibles que pour les œufs et par conséquent le risque pour la santé publique au niveau de la consommation de viande peut pratiquement être exclu.

ad 7) En fonction de l'évaluation de risque du marché effectuée par les autorités compétentes luxembourgeoises, les échantillons destinés aux analyses ont été envoyés à différents laboratoires étrangers en fonction de l'origine suspecte du produit. Les échantillons ont été analysés par des laboratoires étrangers accrédités pour cette analyse conformément à la réglementation européenne. Les délais ont été variables suivant la demande en urgence, le laboratoire choisi et la date d'envoi.

ad 8) Vu la taille réduite des cheptels de volaille au Luxembourg, les exploitants effectuent en général eux-mêmes avec leur personnel le nettoyage et la désinfection des infrastructures et des équipements durant les vides sanitaires.

Pour lutter contre les poux, les producteurs luxembourgeois utilisent des produits à base de silicium qui détruisent les poux par action physique en blessant la carapace.

Dans les élevages biologiques, la désinfection des bâtiments et des installations d'élevage est régie par l'article 23, points 4 et 5, du règlement (CE) n°889/2008 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles. Elle ne peut se faire qu'au moyen des produits énumérés à l'annexe VII de ce même règlement. Il s'agit d'une liste positive très restrictive parmi laquelle les éleveurs de volaille peuvent choisir le produit nettoyant ou désinfectant adéquat.

Dans les élevages de poules pondeuses biologiques au Luxembourg, la pratique courante est la suivante:

Après le départ des poules, le sol du poulailler est nettoyé des déjections et ensuite le bâtiment et les installations sont lavés à l'eau chaude ou à l'eau froide sous pression. Ensuite le poulailler reste vide pendant quatre semaines, afin de bien sécher et de permettre à la végétation des parcours extérieurs de reprendre. Les poulaillers mobiles restent vides pendant deux semaines et sont déplacés vers une nouvelle portion de prairie. Selon le besoin, le poulailler est également repeint à la chaux et les tuyauteries d'eau sont désinfectées au peroxyde d'hydrogène.

Avant l'arrivée des nouvelles poulettes, les exploitants insufflent de la poudre de silice dans le poulailler. Celle-ci se dépose partout, notamment sur les tuyauteries et perchoirs, qui sont la voie privilégiée par les acariens parasites pour atteindre les poules. Cette poudre provoque la destruction des pièces buccales des acariens, les empêchant donc de nuire.

En outre, certains exploitants rajoutent de la poudre aux bains de sable mis à disposition des volailles pour en accroître l'efficacité.

Ces mesures suffisent pour maintenir la population d'acariens à un niveau assez bas jusqu'à la fin du cycle de production et au départ des poules.

Le contrôle des produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection fait partie de la procédure de contrôle annuel des exploitations biologiques par les organismes de contrôles agréés et est documenté dans le rapport de contrôle.

Seuls des désinfectants disposant d'une autorisation ou d'une notification émises par l'autorisation luxembourgeoise et conformes au règlement (UE) 528/2012, respectivement à loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides, peuvent être vendus et utilisés au Grand-Duché de Luxembourg.

Les listes des produits biocides autorisés (respectivement notifiés) au Luxembourg sont disponibles sur le site Internet de l'Agence européenne des produits chimiques, ECHA (www.echa.europa.eu), respectivement sur le site Internet de l'Administration de l'environnement (www.emwelt.lu).

ad 9) Il n'existe pas de firmes spécialisées dans la désinfection des bâtiments d'élevage au Luxembourg vu l'absence de marché dans ce domaine. Néanmoins des entreprises du secteur du nettoyage industriel peuvent occasionnellement prendre en charge ce type d'activités.

La législation applicable aux produits biocides ne prévoit pas le recensement des prestataires de services de désinfection. Les acteurs économiques sis au Luxembourg ou à l'étranger sont toutefois obligés d'utiliser, lors de prestations de désinfection au Grand-Duché de Luxembourg, des produits biocides désinfectants conformes aux critères évoqués ci-avant.

ad 10) Les produits «désinfectants» sont des biocides et tombent ainsi sous le champ d'application du règlement (UE) n°528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides.

L'Administration de l'environnement est en charge de l'application des dispositions de ce règlement qui couvre 22 «types de produits biocides» différents. Ces catégories de produits biocides couvrent non seulement les désinfectants utilisés dans plusieurs contextes différents (hygiène humaine, hygiène générale, hygiène vétérinaire, hygiène dans la production alimentaire et désinfection de l'eau potable) mais aussi des produits biocides utilisés dans la production industrielle et dans des processus indus-

dustriels, et des produits de lutte contre les nuisibles (p. ex. insecticides, rodenticides, répulsifs et appâts).

L'Administration de l'environnement effectue des contrôles de conformité réguliers de produits biocides (dont les désinfectants), qui peuvent intervenir tant au niveau de vendeurs qu'au niveau d'utilisateurs de produits biocides situés au Luxembourg.

Dans un premier temps, les objectifs de ces contrôles sont la vérification de l'existence d'une autorisation de mise sur le marché et la vérification de la conformité au niveau des étiquettes des produits. En cas de détection d'une non-conformité et pour autant que de mise, des mesures correctives afin de rectifier la situation de non-conformité sont déterminées. Au cas contraire, les produits biocides non conformes doivent impérativement être retirés du marché luxembourgeois et leur utilisation est (reste) interdite.

À côté des contrôles physiques dans les surfaces de vente, l'Administration de l'environnement procède de façon similaire à des contrôles de produits biocides en ligne. Dans le futur, des collaborations avec des grandes plateformes de vente (p. ex. Amazon) sont prévues afin d'augmenter l'efficacité des contrôles en ligne.

Conformément à l'article 19 du règlement (UE) n°528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, un produit biocide ne peut être utilisé que pour les utilisations spécifiées dans l'autorisation de ce produit. Toute autre utilisation est illégale.

La substance «fipronil» a été approuvée comme substance active biocide et peut être contenue dans des produits biocides insecticides. L'incorporation non autorisée de la substance fipronil dans un produit biocide (désinfectant) reste illégale dans le contexte de la législation applicable aux produits biocides.

Les produits biocides insecticides légalement disponibles sur le marché luxembourgeois et contenant la substance active «fipronil» sont en date du 29/08/2017:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Aucun de ces produits n'est destiné à une utilisation dans les bâtiments hébergeant des animaux destinés à la production de denrées alimentaires.

Question 3223 (14.08.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les réunions d'information sur la loi relative au RMG:

De Familljeministère schéckt regelméisseg Invitatiounen u Leit, déi den RMG ufroen, fir si an enger Informatiounsversammlung iwwert d'RMGs-Gesetz an de weiderer Prozedurverlaf no der Ufro opzeklären.

Op d'mannst en Deel vun esou Versammlunge ginn op Franséisch gehalen. An esou engem Bréif steet dann: «... vous participerez à une réunion d'information en langue française d'une durée de deux heures (...) Au cas où vous n'auriez pas de connaissances suffisantes de la langue française, je vous prie de vous faire accompagner par une personne pouvant vous traduire les informations fournies à l'occasion de cette réunion».

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun an un den Här Minister fir Kultur:

1. Wéi ass de Sproocheregime an deene Reunioenen? Wéi vill Reunioene ginn op wéi enge Sprooch gehalen? Wéi vill Reunioene ginn et a Lëtzebuerg Sprooch respektiv op Däitsch? Zënter wéini géllt dee Sproocheregime an deene betreffende Reunioenen?

2. Ginn déi Informatiounen, vun deenen heiers geet, vu Leit vermëttelt, déi an der Lëtzebuerg Fonctioun publique schaffen an déi déi dräi Verwaltungssprooch vum Land kënnen?

3. Ginn déi Informatiounen och schrëftlech an deenen dräi Verwaltungssproochen un déi Interesséiert ausgedeelet?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt et ëmmer d'Verwaltung ass, déi sech muss an deenen dräi Verwaltungssprooch vum Land un d'Bierger adresséieren, soudatt déi Betreffen d'Informatiounen beschtméiglech verstinn?

5. Ginn esou Bréiwer, déi am Verlaf vun der Prozedur, fir den RMG ze kréien, verschéckt ginn, och op Lëtzebuergesch respektiv op Däitsch eraus?

6. Oder ass d'Regierung der Meenung, datt et um Bierger ass, déi néideg Efforten ze maachen, fir dat ze verstoen, wat d'Verwaltungen him op Franséisch erklären?

7. Wann eng Persoun, wéi am Bréif vum Familljeministère suggeréiert, op d'Servicer vun enger drëtter Persoun, z. B. engem Iwwersetzer, muss zréckgräifen, fir Informatioun vum Franséisch op eng vun deenen zwou anere Verwaltungssprooch vum Land iwwersetzen ze loossen, ass d'Regierung da bereet, d'Käschten dofir ze droen? Wier et net méiglech, datt déi Informatioun, déi d'Informatiounsversammlung organiséiert, och den Iwwersetzer stellt? Wann neen, wat sinn d'Grënn dofir? Wa jo, kann d'ëst dann och am Bréif vermierkt oder proposéiert ginn?

8. Wéi kompatibel gesäit den Här Kulturminister d'Organisatioun vun deeser Informatiounsprozedur mat der Regierung hirem 40-Punkte-Plang zur Förderung vun der Sprooch?

Réponse commune (14.09.2017) de Mme Corinne Cahen, Ministère de la Famille et de l'Intégration, et de M. Xavier Bettel, Ministère de la Culture:

Den SNAS organiséiert esou Informatiounsversammlungen zënter Mäerz 2003 an d'Modalitéiten si folgend.

Zweemol d'Woch gi vun zwee Statsfonctionnaire vum SNAS, déi déi dräi Verwaltungssprooch vum Land kënnen, zwou Informatiounsversammlunge gläichzäiteg gehalen: eng op Franséisch an eng op Lëtzebuergesch/Däitsch.

Déi lëtzebuergesch/däitsch Informatiounsversammlung gëtt a lëtzebuergesch Sprooch gehalen an d'Informatioun ginn an däitscher Sprooch an eng Tafel geschriwwen. Zousätzlech gëtt den däitschsproochige Leit, déi net alles op Lëtzebuergesch verstinn, ugebueden no der Informatiounsversammlung, vum Statsfonctionnaire dee se gehalen huet, nach weider Erklärungen op Däitsch ze kréien. Froe kënnen während der Informatiounsversammlung vu jidderengem an all Verwaltungssprooch vum Land gestallt ginn.

Wann d'Leit aus der Informatiounsversammlung erauskommen, hu si d'Méiglechkeet en Dokument mat de wichtegsten Informatiounen aus der Versammlung matzehuelen: dat Dokument steet hinnen an den dräi Verwaltungssprooch vum Land zur Dispositioun.

D'Regierung ass der Meenung, datt d'Bierger all staatlech Informatioun beschtméiglechst musse kënnen verstoen. Dofir respektéiert den SNAS och, wat d'Sprooch vun den Invitatiounen fir d'Informatiounsversammlungen ugeet, strikt de Sproochewunsch, deen d'Leit an hire RMGs-Demande uginn hunn. Dorivwer eraus, kréien d'Leit am Käder vun den Informatiounsversammlungen och nach d'Geleeënheet ze bestëmmen a wat fir enger Sprooch si weider Bréiwer oder Formulairé wëllen a wat fir eng Sprooch an Zukunft fir Eenzelgesprécher oder Gruppenaktivitéiten mat hinne soll benotzt ginn. Och déi Bestëmmung ass fir den SNAS verbindlech.

Fir eventuell awer néideg Iwwersetzungshëllef an der Informatiounsversammlung loossen d'Leit sech an der Regel vu Familljemitglieder oder Leit aus hirem Bekanntekrees begleeden, déi benevoll gäre behëlleflech sinn.

Question 3224 (16.08.2017) de MM. André Bauler et Max Hahn (DP) concernant les effectifs de la Police grand-ducale:

Il est un secret de polichinelle que la Police grand-ducale se voit de plus en plus confrontée aux défis les plus divers. Il n'est donc pas surprenant qu'elle souffre d'un déficit persistant de personnel.

Par ailleurs, nombre d'heures de travail prestées par des policiers sont investies dans le transport de prisonniers (tribunaux, hôpitaux, etc.). Ces transports entraînent des pertes de temps non négligeables. En effet, le temps perdu durant les plages d'attente pourrait bien être investi dans la présence des policiers sur nos routes et dans les espaces publics. En Allemagne, l'on connaît par exemple le profil professionnel du «Justizvollzugsbeamter» dont la mission consiste entre autres à accompagner et à surveiller les détenus pendant les transports. Il s'agit donc d'une carrière spécialisée qui est complémentaire à celle du policier classique et qui permet à ce dernier de se concentrer sur ses tâches principales.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des effectifs de la police depuis 2010 tout en indiquant les besoins réels de personnel? Combien d'heures supplémentaires ont dû être assurées ces dernières années? Combien de policiers le ministère envisage-t-il de recruter d'ici 2020?

2) Monsieur le Ministre est-il disposé à réfléchir à une réorganisation du travail des policiers classiques en les soutenant par des personnels spécialisés dans le transport des détenus?

3) Dans quelle mesure ces personnels spécialisés pourraient-ils être recrutés prioritairement parmi les personnes qui quittent l'armée et qui sont à la recherche d'un emploi correspondant, du moins en partie, à leur formation militaire?

Réponse (29.09.2017) de M. Etienne Schneider, Ministère de la Sécurité intérieure:

ad 1) La décision prise par le Gouvernement d'augmenter le nombre de candidats à admettre chaque année à la formation de base de l'inspecteur de police porte ses fruits. Ainsi, un renfort net de 50 policiers sera réalisé jusqu'à la fin de l'année 2017 et les effectifs des unités sur le terrain pourront, pour la première fois depuis des années, être renforcés.

Le tableau ci-dessous renseigne l'évolution des effectifs de la Police grand-ducale depuis l'année 2010:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La Police grand-ducale ne peut fournir des données chiffrées que sur les heures supplémentaires prestées qui sont indemnisables d'après le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile alors que les heures supplémentaires compensées ne sont pas comptabilisables.

Le tableau récapitulatif reprend le nombre total des heures supplémentaires indemnisées depuis 2010:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les besoins en personnel et les recrutements à opérer jusqu'en 2020 dépendent de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'attribution de nouvelles missions à la police, la complexification des procédures et l'évolution de la situation sécuritaire et sont dès lors difficiles à chiffrer.

ad 2) et 3) Le transport des détenus est une mission d'escorte et de sécurité qui requiert un effectif adéquat en personnel formé.

Actuellement, la police prend en charge le transport des personnes en détention préventive, d'une part, et des personnes condamnées définitivement, classées comme dangereux, d'autre part.

Les policiers ont une formation de base solide en matière de tactique policière et d'usage des armes et sont donc formés en matière d'escortes et de garde de détenus et bien préparés à réagir, dans le respect des dispositions légales en vigueur, en cas d'incidents ou d'attaques armées imprévus.

À l'heure actuelle, les réflexions du Gouvernement vont dans le sens de trouver des solutions pour limiter le nombre de déplacements de détenus.

Question 3225 (16.08.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant l'accès touristique au Lac de la Haute-Sûre:

En effet, pour la région Nord du Luxembourg, le Lac de la Haute-Sûre joue un rôle considérable comme facteur économique-touristique mais aussi comme espace de détente et pour la population régionale et pour les visiteurs nationaux et internationaux. Tel est tout particulièrement le cas pour les nombreux nageurs qui aiment pratiquer leur sport dans le lac. Or, nous devons - en cette période de niveau d'eau très bas - malheureusement constater que certains accès bétonnés se trouvent dans un état de désolation importante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-il prévu de réaménager les accès pour activités de loisirs et aquatiques en général et les différents accès pour la natation en particulier dans un avenir proche? Dans l'affirmative, quelle est la date de début des travaux?

2. Sachant que la dernière vidange du Lac de la Haute-Sûre eut lieu en 1991, quand aura lieu la prochaine vidange? L'année 2023 est-elle toujours d'actualité? Ne faudrait-il pas effectuer une vidange anticipée afin d'avancer également une révision générale des infrastructures touristiques du lac?

3. Dans un sens plus large, quelle est à terme la stratégie du Gouvernement pour revaloriser la région du Lac de la Haute-Sûre et pour la rendre plus attractive et pour les résidents et pour les visiteurs tout en augmentant sa compétitivité à l'échelle internationale?

Réponse commune (10.10.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, et de M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie:

ad 1. L'accès des forêts publiques et privées se situant le long du Lac de la Haute-Sûre est généralement accessible des propriétaires et ayants droit (chasseurs...) par des chemins non goudronnés moyennant des engins motorisés. Ceci permet de garantir la quiétude des abords naturels de certaines parties du lac. Ces chemins peuvent cependant être empruntés à pied par les touristes. Le réaménagement des chemins forestiers est prévu dans le cadre de l'aménagement décennal des forêts publiques en vue de leur gestion durable. Aucun nouvel aménagement à proximité immédiate du lac n'est prévu dans les trois années à venir. L'entretien courant est réalisé annuellement par l'Administration de la nature et des forêts selon les besoins.

Un réaménagement des chemins goudronnés pour les activités de loisirs n'est pas prévu à l'heure actuelle. S'y ajoute la nouvelle gestion des accès au Lac de la Haute-Sûre pour les pêcheurs récemment mise en place suite à une approche concertée des administrations de la gestion de l'eau, de la nature et des forêts et des ponts et chaussées.

ad 2. De façon générale, une vidange d'un lac de retenue d'un barrage peut devenir nécessaire, soit pour des besoins d'inspection, soit pour des travaux d'entretien et de remise en état. En ce qui concerne le barrage de la Haute-Sûre à Esch-sur-Sûre, son état actuel est tel qu'il ne faut pas, du point de vue de l'entretien, prochainement envisager la nécessité d'une vidange.

Les barrages de la taille de celui d'Esch-sur-Sûre, font non seulement l'objet d'inspections périodiques rapprochées, mais aussi d'une inspection décennale vérifiant l'ensemble des parties d'ouvrage du barrage, y compris les parties habituellement immergées notamment le parement amont du mur et les organes de vidange. En règle générale, ces inspections sont réalisées soit lors d'une vidange complète du lac de retenue, soit peuvent être remplacées par des inspections subaquatiques par robots ou plongeur, comme ce fut le cas lors des deux inspections décennales réalisées depuis la vidange de 1991, dont la dernière remonte à l'année 2012.

La prochaine inspection décennale est programmée pour l'année 2023 et sera organisée de façon adéquate sur base du suivi continu du comportement du mur et de l'ensemble des informations recueillies d'ici là.

ad 3. Dans le cadre général du développement d'un tourisme durable qui constitue le fondement de la politique touristique (activités en plein air; randonnées pédestres et vélo-tourisme), la région du Lac de la Haute-Sûre et des Ardennes en général, occupe une position centrale dans ce domaine.

Au vu des contraintes environnementales qu'impose le statut particulier du Lac de la Haute-Sûre, il convient de positionner cette région dans un créneau touristique adapté à ces spécificités.

À ce titre, il convient de citer le lancement, courant 2016, d'un projet LEADER aussi ambitieux qu'unique pour les Ardennes et qui s'inspire des critères du très convoité label de «Qualitätswanderregion», tel qu'il est décerné par le «Deutscher Wanderverband». À ce jour, seules quatre régions sont porteuses du label en Allemagne.

Le projet, initié par l'Office régional du tourisme des Ardennes (ORTAL), est porté par les communes membres, le Parc naturel de la Haute-Sûre et d'autres partenaires régionaux. Il englobe les trois piliers du développement durable en matière écologique, économique et sociale.

La région du Lac de la Haute-Sûre est véritablement prédestinée à se positionner dans ce créneau pointu du marketing touristique. Tout porte à croire que tant l'offre touristique présente et à développer dans le cadre du projet, que les actions marketing qui peuvent aisément s'appuyer sur la notoriété du label, vont aider la région à se démarquer de ses concurrents dans un marché convoité et concurrentiel.

Question 3226 (18.08.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **cyanobactéries (algues bleues)**:

Le Ministère de la Santé a publié un communiqué le 14 août 2017 déconseillant la baignade dans la Moselle à cause d'une forte concentration de cyanobactéries (algues bleues). Le 31 août 2016, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait publié un communiqué semblable déconseillant la baignade dans le Lac de la Haute-Sûre pour la même raison.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Dans sa réponse du 14 octobre 2016 à la question parlementaire n°2383 des députés André Bauler et du soussigné, Madame la Ministre de l'Environnement avait annoncé vouloir mettre en place une procédure d'alerte et de suivi pour pouvoir mieux réagir aux évolutions des niveaux d'efflorescences. Est-ce qu'une telle procédure a été mise en place entre-temps? Dans l'affirmative, quelles mesures sont prévues lors du déclenchement d'une telle procédure?

2) Quel est le niveau actuel des cyanobactéries dans l'eau du Lac de la Haute-Sûre? Existe-t-il un risque qu'une interdiction de baignade comme celle actuellement en vigueur pour la Moselle devra également être prononcée sous peu?

3) En 2016, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait aussi déconseillé de consommer des poissons issus du Lac de la Haute-Sûre. Selon mes informations, une telle interdiction n'a pas encore été prononcée pour les poissons issus de la Moselle. Est-ce que le Ministère de la Santé compte interdire la consommation des poissons de la Moselle?

4) Quelles sont les raisons ayant provoqué la prolifération massive des algues bleues dans la Moselle? Par quels moyens ce problème peut être évité à l'avenir?

Réponse commune (08.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) Comme annoncé dans la réponse à la question parlementaire n°2383, une procédure d'alerte a été mise en place pendant les mois d'hiver afin de mieux coordonner entre les différents acteurs les actions en cas d'efflorescence de cyanobactéries, communément appelées algues bleues. Cette procédure a été élaborée par l'Administration de la gestion de l'eau en étroite collaboration avec la Direction de la santé et la participation active des experts du «Luxembourg Institute of Science and Technology» (LIST).

Cette procédure d'alerte comprend, dans le cas précis du Lac de la Haute-Sûre, plusieurs niveaux d'intensité de la surveillance à partir du début de la saison de baignade, qui commence le 1^{er} mai. Dans une première phase, l'aspect visuel du lac, la concentration en chlorophylle A (pigment produit par les algues vertes) et en phycocyanine (pigment produit spécifiquement par les cyanobactéries), le pH et la température sont déterminés mensuellement. A partir de la deuxième semaine du mois d'août, ou en cas d'apparition de cyanobactéries dans le lac, cette surveillance est effectuée une fois par semaine.

Si les paramètres ainsi surveillés indiquent le début d'une efflorescence, des analyses plus poussées sont réalisées. Les espèces de cyanobactéries sont notamment déterminées sous le microscope afin de pouvoir vérifier si des espèces produisant des toxiques sont présentes dans les eaux du lac. Finalement, un dosage des cyanotoxines est effectué afin de pouvoir quantifier rapidement le taux de toxines présentes dans l'eau.

Une phase de préalerte est déclenchée si une des conditions suivantes est remplie:

- la concentration en toxines, à savoir en microcystine, tend vers 1 µg/L ou

- les espèces dominantes déterminées sous le microscope sont des espèces potentiellement productrices de toxines ou

- le rapport phycocyanine/chlorophylle A augmente.

Une interdiction de baignade sera déclarée:

- pour les plages où la concentration en toxines (microcystine) dépasse les 4 µg/L, valeur seuil proposée par la EPA (United States Environmental Protection Agency, <https://www.epa.gov/nutrient-policy-data/cyanohabs>), en dessous de laquelle il n'y a pas d'impact sur la santé humaine,

- pour une plage présentant des écumes de cyanobactéries, même si la concentration en toxines reste en dessous du seuil des 4 µg/L.

En cas d'alerte, des panneaux d'interdiction sont mis en place, en collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées, aux points stratégiques des plages concernées, tenant notamment compte de l'accès à la plage en question:

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La presse est également informée sans délai d'une interdiction éventuelle de baignade et le site internet de l'Administration de la gestion de l'eau (https://eau.public.lu/cours_eau/eau_baignade/index.html) est immédiatement mis à jour. Il y a lieu de souligner qu'en cas d'alerte, non seulement la baignade mais toute activité sur le plan d'eau est interdite.

Une levée d'alerte ne pourra être prononcée que si les écumes se dissipent et que le taux en microcystine descend en dessous de la valeur seuil de 4 µg/L. Les panneaux d'alerte seront alors enlevés et l'information sera dissipée par la presse et le site internet susmentionné.

Un dépliant informant sur les cyanobactéries a été publié et est disponible sous forme électronique en allemand (https://eau.public.lu/cours_eau/eau_baignade/Cyano-Flyer.pdf) et en français (https://eau.public.lu/cours_eau/eau_baignade/AEG_Blaualgen_FR.pdf). Des versions imprimées du dépliant ont été mises à disposition à l'auberge de jeunesse de Lultzhausen, au centre nature et forêt à Burfelt, à la maison du Parc naturel de la Haute-Sûre et auprès des communes localisées autour du Lac de la Haute-Sûre.

Une adresse mail (baignade@eau.etat.lu) a été installée et est indiquée pour toute information ou question supplémentaire.

ad 2) Une interdiction de baignade pour la plage «Rommwiss» a été déclarée à partir du 18 août 2017. La surveillance visuelle réalisée en date du 16 août 2017 a permis de constater une augmentation du taux de cyanobactéries dans le phytoplancton (phase de préalerte) et des écumes de cyanobactéries sont apparues sur cette plage le 17 août 2017 (phase d'alerte). La concentration en microcystine était, en date du 18 août 2017, de 4 µg/L et trois espèces potentiellement toxiques (Microcystis, Anabaena, Aphanizomenon) ont été déterminées sous microscope.

En ce qui concerne les autres plages du Lac de la Haute-Sûre, le rapport phycocyanine/chlorophylle A stagne pour le moment et le taux en microcystine varie entre 1 et 1,4 µg/L. Par conséquent, puisqu'il n'y a pas de formation d'écumes, les autres plages du lac de la Haute-Sûre sont en phase de préalerte et la surveillance de la situation est maintenue.

Concernant la Moselle, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'un site de baignade et que conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 19 mai 2009, la baignade y est interdite. Afin de prévenir toute incidence liée à la toxicité des cyanobactéries, notamment afin de prévenir toute intoxication de personnes ou d'animaux, le Ministère de la Santé avait publié une alerte en tant que mesure de santé publique le 14 août 2017 (<http://www.gouvernement.lu/7204134/14-alerte-moselle?context=3423140>).

Une surveillance visuelle des écumes de cyanobactéries sur la Moselle a été mise en place au sein de l'Administration de la gestion de l'eau et un échange étroit d'informations avec les collègues français et allemands a lieu via le réseau des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

ad 3) Les efflorescences de cyanobactéries identifiées sur la Moselle le sont surtout aux bords du fleuve, où l'eau est plus stagnante. Notons toutefois que la Moselle a une dynamique fluviale plus importante que le Lac de la Haute-Sûre et que les écumes y sont plus vite disséminées. Les poissons se retrouvent plutôt à l'écart de ces zones, l'Administration des services vétérinaires n'a donc pour le moment pas émis un avis défavorable à la pêche sur la Moselle.

ad 4) Différents facteurs comme la durée d'ensoleillement, les vents, la dynamique ou la stagnation de la surface de l'eau et les températures pendant le printemps et l'été jouent un rôle. Une concentration en nutriments modérée à élevée dans les eaux de surface augmente également le risque de prolifération de cyanobactéries. La concomitance du faible débit dans les cours d'eau et des températures de l'eau relativement élevées, est favorable au développement d'efflorescence dans des endroits à faible courant et à l'abri du vent, ce qui pourrait expliquer la prolifération observée. Malheureusement la dynamique des efflorescences des algues bleues dans la Moselle est mal connue et tellement spontanée qu'il est difficile pour le monde scientifique d'élucider cette dynamique.

Question 3227 (18.08.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **coûts de la garde d'enfants**:

An de Gemenge ginn den Elteren ënnerschiddlech Strukturen gebueden, öffentliche a privater, fir hir Kanner betreiwen ze loosse. Fir datt esou Servicer kënnen ugebued ginn a schlisslelech och funktionéieren, entstinn héich Käschten.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Madamm Familljeminister, den Här Educatiounsminister an den Här Banneminister:

1. Wat ass den aktuelle Präis fir de volle Kader vun enger Plaz an enger öffentlecher Crèche (am Duerchschnitt) pro Berufs- respektiv Gehaltsgrupp, gerechent pro Mount a pro Kand?

2. Wéi héich sinn d'Käschten (am Ganze respektiv fir déi öffentlech Hand) am Duerchschnitt fir d'Betreiung vun engem Kand an enger öffentlecher Crèche pro Mount (inklusive d'Personalkäschten, d'Infrastrukturen an hiren Ennerhalt an esou weider)?

3. Wat ass den aktualiséierte Präis fir de volle Kader vun enger Plaz an der Maison relais pro Berufs- respektiv Gehaltsgrupp a pro Mount fir ee Kand?

4. Wéi héich sinn d'Käschten (am Ganze respektiv fir déi öffentlech Hand) am Duerchschnitt fir d'Betreiung vun engem Kand an enger Maison relais pro Mount (inklusive d'Personalkäschten, d'Infrastrukturen an hiren Ennerhalt an esou weider)?

5. Wéi héich si bei de Froen 2 a 4 jee weils d'Käschten, déi duerch déi multilingual Fréierzeiung a fir d'Qualitéitskontroll entstinn?

6. Wéi vill Prozent vum Gesamtbetrag, dee sech aus alle Crèchëplazen a Plazen an der Maison relais an am Foyer zesummerechent, ginn am Duerchschnitt vun den Eltere bezuelt a wéi vill Prozent ginn duerch Chèque-servicen ofgedeckt?

Réponse (09.10.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Et muss ee folgend Elementer fir d'Liese vum Tableau hei ënnendrénnen a Betruecht zéien: 5.285 Kanner, déi net ageschoult sinn, besichen eng konventionéiert Struktur.

D'Rechnung bezitt sech op déi néng verschidde Gehaltsgruppen, déi am Chèque-service accueil (CSA) définiert sinn. Zu de Berufskategorien huet den Educatiounsministère am Kader vum CSA keng Donnéeën. E volle Kader ass am CSA duerch 60 Stonne pro Woch définiert.

Den Duerchschnittspräis fir eng Betreiung pro Mount a pro Gehaltsgrupp an enger konventionéierter Struktur, déi net ageschoulte Kanner ophëlt, ass deemno:

Gehaltsgrupp	Duerchschnittspräis fir d'Eltere fir eng Betreiung pro Mount (volle Kader)
RMG/Risque de pauvreté	55 €
< 1,5 x SSM	137 €
< 2 x SSM	254 €
< 2,5 x SSM	334 €
< 3 x SSM	452 €
< 3,5 x SSM	542 €
< 4 x SSM	737 €
< 4,5 x SSM	896 €
>= 4,5 x SSM	1.001 €

Source: CSA octobre 2015

ad 2. Fir d'Opstelle vum ënneschten Tableau ass sech op déi lescht disponibel Dekonte fir de konventionéierte Secteur baséiert ginn. Fir folgend Rechnung opzestellen, gouf e volle Kader vu 60 Betreuungsstonne pro Woch consideréiert.

Den Duerchschnittskäschtwäert (Personal- a Fonctionnementskäschten) an enger konventionéierter Struktur, déi net ageschoulte Kanner ophëlt, ass fir d'öffentlech Hand (Stat a Gemengen) 2.063 €/Mount. Elteren, déi enger professioneller Tätigkeet noginn an deenen hiert Kand eng Struktur besicht, bezuelen engersäits e Bäitrag un d'Struktur a cotiséieren hir Steieren, wat dann erëm Recettë fir d'öffentlech Hand si beziehungsweise den Duerchschnittskäschtwäert reduzéiert.

All Gehaltsgrupp	Duerchschnittspräis fir de Stat an d'Gemenge fir d'Betreiung vun engem net ageschoulte Kand (volle Kader)
All Gehaltsgrupp	2.063 €/Mount

ad 3. Fir d'Opstelle vum ënneschten Tableau ass sech op déi lescht disponibel Dekonte vun 2015 fir de konventionéierte Secteur baséiert ginn.

Et muss ee folgend Elementer fir d'Liese vum Tableau a Betruecht zéien: 25.687 Kanner, déi ageschoult sinn, besichen eng konventionéiert Struktur.

D'Rechnung bezitt sech op déi néng verschidde Gehaltsgruppen, déi am Chèque-service accueil (CSA) définiert sinn. Zu de Berufskategorien huet den Educatiounsministère am Kader vum CSA keng Donnéeën. Fir des Berechnung gëtt e volle Kader mat 34 Betreuungsstonne pro Woch définiert an net, wéi bei den net ageschoulte Kanner, mat 60 Stonnen.

Den Duerchschnittspräis fir eng Betreiung pro Mount a pro Gehaltsgrupp an enger konventionéierter Struktur, déi ageschoulte Kanner ophëlt, ass deemno:

Gehaltsgrupp	Duerchschnittspräis fir d'Eltere fir eng Betreiung pro Mount (volle Kader)
RMG/Risque de pauvreté	47 €
< 1,5 x SSM	86 €
< 2 x SSM	131 €
< 2,5 x SSM	194 €
< 3 x SSM	251 €
< 3,5 x SSM	310 €
< 4 x SSM	488 €
< 4,5 x SSM	634 €
>= 4,5 x SSM	726 €

Source: CSA octobre 2015

ad 4. Fir d'Opstelle vum ënneschten Tableau ass sech op déi lescht disponibel Dekonte vun 2015 fir de konventionéierte Secteur baséiert ginn. Fir folgend Rechnung opzestellen, gouf e volle Kader vu 34 Betreuungsstonne pro Woch consideréiert.

Den Duerchschnittskäschtpunkt (Personal- a Fonctionnementskäschten) an enger konventionéierter Struktur, déi ageschoulte Kanner ophëlt, ass fir d'öffentlech Hand (Stat a Gemengen) 1.073 €/Mount.

All Gehaltsgrupp	Duerchschnittspräis fir de Stat an d'Gemenge fir d'Betreiung vun engem net ageschoulte Kand (volle Kader)
All Gehaltsgrupp	1.073 €/Mount

ad 5. De Programm fir d'plurilingual Fréierzeiung an de Qualitéitsdispositiv lafen eréischt

den 2. Oktober 2017 un. D'Käschte kënnen zu deem Moment also nach net opgestallt ginn.

ad 6. Laut eise Berechnunge ginn 20% vun den Elteren an 80% vun der öffentlecher Hand ofgedeckt.

Question 3229 (21.08.2017) de **M. Marc Spautz** et **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **brevet de maîtrise**:

La liste des métiers dans lesquels des cours préparatoires au brevet de maîtrise sont organisés



a été approuvée par règlement ministériel du 7 août 2017.

Plus tôt dans l'année, les droits d'inscription pour ces cours ont été augmentés de 200 € à 600 € à partir de l'année scolaire 2017-2018. A cette même occasion, les droits d'inscription à l'examen de maîtrise ont été fixés à 300 €, une augmentation de 300%. Cette dernière hausse s'appliquera avec «effet immédiat», i. e. pour la session d'automne 2017. Même si la Chambre des Métiers a relevé que le montant des droits d'inscription du brevet de maîtrise dans l'artisanat proposé par le règlement grand-ducal en projet restait modeste par rapport aux frais d'inscription des formations équivalentes dispensées dans les régions limitrophes, la Chambre des Salariés était d'avis que la hausse des droits d'inscription serait considérable, ce qu'elle a d'ailleurs illustré via un tableau publié dans son avis:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question).

À noter que la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics indiquait dans son avis ne pas pouvoir «marquer son accord avec la disposition de l'article 6 du projet selon laquelle les nouveaux montants s'appliquent aux examens à partir de la session d'automne 2017. En effet, la session d'examen d'automne 2017 sanctionne les cours de l'année scolaire 2016-2017 régie par les anciennes dispositions, ce qui veut donc dire que le nouveau „tarif“ relatif aux examens aurait effet rétroactif dans la mesure où il n'était pas encore d'application au moment où les candidats se sont inscrits pour l'année scolaire en cours».

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette augmentation abrupte des droits d'inscription ait pour effet de freiner à l'avenir les inscriptions aux cours préparatoires du brevet de maîtrise? Pour quelles raisons une adaptation progressive des tarifs n'a-t-elle pas été retenue?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le nombre d'inscriptions aux cours préparatoires du brevet de maîtrise par métier pour l'année 2017-2018? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces mêmes informations pour les années précédentes?

3. Monsieur le Ministre serait-il disposé de modifier au moins le régime tarifaire applicable aux candidats du brevet de maîtrise inscrits à l'examen de la session d'automne 2017?

4. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'entreprises qui prennent à leur charge les droits d'inscription au brevet de maîtrise?

Réponse (02.10.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

La loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise définit le principe d'un droit d'inscription pour la participation aux cours préparant à ce brevet et aux examens dans ses articles 3 et 5. Le plafond est fixé à 50.000 francs luxembourgeois par année d'inscription et par session d'examen.

Dans ce contexte, le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} juillet 1997 a été adapté en date du 24 avril 2017 (articles 2 et 3), fixant le droit d'inscription à 600 € respectivement à 300 €.

En ce qui concerne les questions des honorables Députés, les réponses sont les suivantes:

ad 1. Depuis 1997, hormis le passage à l'euro, le montant des droits d'inscription n'a subi qu'une seule modification. Compte tenu de l'évolution de ces formations et afin d'améliorer au maximum la qualité de l'offre, des moyens importants ont dû être déployés et par le Service de la formation professionnelle et la Chambre des Métiers. Dès lors, une augmentation des droits d'inscription s'est imposée.

ad 2. Ci-après, un tableau renseignant l'évolution quantitative des inscriptions au brevet de maîtrise:

Pour l'année 2017-2018 le nouveau brevet de maîtrise «artisan en alimentation» (regroupement des quatre métiers de l'alimentation: boulanger, pâtissier, boucher et traiteur) est offert et on note une forte augmentation des inscriptions. Cette croissance montre l'attractivité du nouveau brevet de maîtrise et confirme l'approche de ses responsables de continuer sur la voie d'une réforme structurelle de tous les brevets de maîtrise.

Année	Nouvelles inscriptions	Évolution en % des nouvelles inscriptions
2017-2018	45	80,00
2016-2017	29	16,00
2015-2016	18	-28,00
2014-2015	25	100

ad 3. Pour ce qui est des montants de la tarification dans le cadre du brevet de maîtrise, le règlement grand-ducal ne prévoit pas la possibilité de reporter son application.

ad 4. Lors des entretiens individuels en vue de l'inscription au brevet de maîtrise, de nombreux candidats déclarent aux conseillers de la Chambre des Métiers que leur entreprise s'est engagée de prendre en charge les droits d'inscription. Mais, compte tenu que le candidat s'inscrit en son nom propre, aucune statistique n'est disponible.

Question 3230 (21.08.2017) de M. Gérard Anzia (déi gréng) concernant la santé des châtaigniers au Luxembourg:

Depuis quelques années, il apparaît qu'un nombre croissant de châtaigniers dans notre pays perdent leur feuillage prématurément. Selon mes informations, ce phénomène serait le plus souvent causé par une infestation des arbres avec la teigne minière du marronnier (*Cameraria ohridella*), mais ces dernières années, une autre infection, de nature bactérienne (*Pseudomonas syringae* pv. *aesculi*), se répandrait à travers l'Europe et causerait la mort des châtaigniers touchés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quel est l'état de santé général des châtaigniers dans notre pays et comment est-ce qu'il se présente en comparaison avec les pays et régions voisins?

2. Quel est plus précisément l'ampleur de l'infestation de nos châtaigniers avec la teigne minière du marronnier?

3. D'autres espèces d'arbres peuvent-elles être infestées par la teigne minière?

4. Existe-t-il éventuellement d'autres explications pour la perte prématurée du feuillage des châtaigniers?

5. Est-ce que des cas d'infection bactérienne (*Pseudomonas syringae* pv. *aesculi*) des châtaigniers ont déjà été confirmés au Luxembourg?

6. Comment peut-on combattre l'infestation et, en cas de présence confirmée, l'infection bactérienne? Existe-t-il éventuellement des mesures ou «bonnes pratiques» ayant un effet préventif?

Réponse (29.09.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Précisons d'abord, que le châtaignier et le marronnier sont deux espèces botaniques différentes. Au Luxembourg, les châtaigniers et les marronniers ne sont que très rarement présents dans les forêts. Un monitoring de surveillance sur l'état actuel de santé des deux essences, n'est de ce fait pas réalisé pour le moment par l'Administration de la nature et des forêts. En raison de leur apparence imposante les châtaigniers et les marronniers sont plantés de préférence dans les parcs et les espaces verts. Depuis plusieurs années un brunissement et une chute prématurée en été des feuilles du marronnier,

en Macédoine en 1984, elle est aujourd'hui présente dans toute l'Europe. Des dégâts spectaculaires n'ont donc pas seulement été observés au Luxembourg, mais aussi dans les régions voisines. La défoliation peut provoquer une diminution de la photosynthèse et peut par conséquent avoir un effet négatif sur le poids des fruits et des graines. Cependant, en réaction à l'attaque, les arbres infestés semblent compenser en augmentant les surfaces

conductrices et les flux de sève pour permettre une meilleure alimentation des feuilles en eau et en nutriments. Aucune mortalité d'un marronnier n'est confirmée pour le moment dans les pays où la mineuse du marronnier est présente, d'où on peut conclure qu'il s'agit donc plutôt d'un problème esthétique.

ad 2. La teigne minière du marronnier, communément appelé mineuse du marronnier, n'attaque pas les châtaigniers (*Castanea sativa*) mais, comme son nom le laisse supposer, les marronniers (*Aesculus hippocastanum*), qui est incontestablement l'hôte préféré de cet insecte. À cause de son multivoltinisme, la mineuse du marronnier a généralement trois générations par an. Due à la faible pression de sélection exercée par des ennemis naturels, la mineuse du marronnier a pu se développer assez vite dans notre pays et a fait naître l'inquiétude du public. Étant donné que les marronniers ne sont pratiquement pas présents en forêt, aucun suivi systématique n'est effectué par l'Administration de la nature et des forêts. De même la gestion des parcs publics, majoritairement communaux, et privés se fait sans qu'il y ait un suivi systématique des maladies phytosanitaires y observées.

ad 3. La teigne minière infeste principalement le marronnier de l'Inde (*Aesculus hippocastanum*) le «Käschtebam» en luxembourgeois. La mineuse peut également attaquer d'autres espèces d'*Aesculus*, mais certaines ne permettent pas la survie des larves, comme par exemple le marronnier rouge (*Aesculus x carenea*).

ad 4. La perte prématurée du feuillage des marronniers peut aussi s'expliquer par la situation de l'arbre respectif et les alentours, comme le manque de nutriments ou d'eau, l'infestation par des insectes (p. ex. cérambycides), ou des infections fongiques (p. ex. anthracnose du marronnier).

ad 5. Le chancre bactérien du marronnier (*Pseudomonas syringae* pv. *aesculi*) peut affecter le marronnier blanc (*Aesculus hippocastanum*) et le marronnier rouge (*Aesculus x carenea*), mais le marronnier blanc semble plus sensible. Le châtaignier (*Castanea sativa*) n'est pas menacé par cette maladie bactérienne. Pour le moment nous n'avons connaissance d'aucun cas confirmé de *Pseudomonas syringae* pv. *aesculi* pour le Luxembourg.

ad 6. Vu l'accroissement rapide des populations, la lutte contre l'infestation de la teigne minière s'avère difficile. Une méthode pour diminuer les populations est le ramassage des feuilles sous l'arbre, puisque l'insecte hiverne dans les feuilles tombées. Afin d'empêcher l'éclosion des larves, les feuilles ramassées doivent être compostées à une température supérieure à 60°C. Un compostage simple est donc inadapté. On peut envisager l'élimination dans des installations de compostage industrielles ou thermiques. L'incinération du feuillage infesté à l'air libre est interdite, sauf autorisation spéciale du ministre. Une autre mesure serait de favoriser le développement de prédateurs naturels. La mésange est un prédateur naturel de la mineuse du marronnier. En période de nidification, un couple de mésange consomme jusqu'à 500 insectes par jour. L'implantation des nichoirs à mésange près d'arbres susceptible d'être touché par la mineuse du marronnier serait avantageux.

aucun moyen curatif n'existe pour lutter contre le chancre bactérien du marronnier (*Pseudomonas syringae* pv. *aesculi*). La prophylaxie reste la seule méthode efficace. Il est préconisé de désinfecter les outils lors des opérations de taille, d'évacuer et de détruire le bois de taille des interventions et de choisir du matériel sain pour des plantations.

Question 3231 (21.08.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la protection contre les crues:

Nach erheblichen Überschwemmungen an der Sauer wurde ein ganzer Maßnahmenkatalog umgesetzt, um den Hochwasserschutz zu verbessern. Unter anderem wurde an verschiedenen Stellen, wie z. B. in Ingeldorf oder auch in Diekirch, Rückhaltevolumen geschaffen. Allerdings kann dieser Rückhalteraum nur durch regelmäßige Abtragungen der Auflandungen erhalten werden.

In Ingeldorf ist das bisher nicht geschehen. Die Vegetation hat das gesamte Gelände überwuchert. Erst jetzt sollen 2.000 bis 3.000 Kubikmeter Sedimente abgetragen werden. Die Vegetation soll zurückgestutzt werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Umweltministerin stellen:

1. Wird mit dieser Maßnahme das 2000 geschaffene Rückhaltevolumen wieder komplett hergestellt?

2. Warum wird die Vegetation nur zurückgestutzt? Wäre eine Grünlandfläche, ähnlich wie in der „Spidolswiss“ in Diekirch, eine mögliche Alternative?

3. Laut verschiedenen Informationen soll die Rattenbevölkerung durch die unterlassene Instandhaltung der Fläche stark zugenommen haben. Kann die Frau Ministerin diese Informationen bestätigen? Wäre ein Zurückdrängen der Nagetiere durch eine einfach zu pflegende Grünfläche (z. B. Abweidung durch Schafe) möglich?

Réponse (19.09.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Ja, durch die Abtragung der Sedimente „im Al“ in Ingeldorf und entlang der Sauer bis nach Diekirch wurde das erforderliche Rückhaltevolumen wiederhergestellt.

Es gilt zu berücksichtigen, dass nicht nur an dem Rückhaltevolumen auf der Höhe von Ingeldorf Unterhaltsarbeiten durchgeführt wurden, sondern an mehreren Stellen entlang der Sauer von Erpeldingen bis nach Diekirch. Die Arbeiten im Gebiet „im Al“ sind eingebettet in ein Gesamtkonzept, welches von der Wasserwirtschaftsverwaltung in Abstimmung mit der Natur- und Forstverwaltung erstellt wurde. Die Arbeiten wurden vom Wasserwirtschaftsamt begleitet und vom Fonds pour la gestion de l'eau finanziell bezuschusst.

ad 2. „Im Al“ in Ingeldorf hat sich über die Jahre eine Auenwald-typische Vegetation entwickelt, welche im Naturschutzgesetz als prioritär geschütztes Habitat angesehen wird. Die Instandsetzungsarbeiten der Hochwasserschutzmaßnahmen haben dieser neuen Situation Rechnung getragen.

Durch die Arbeiten wurden mehrere schmale, vegetationsfreie Nebenarme „im Al“, welche bereits bei geringem Anstieg des Wasserstandes der Sauer aktiviert werden, angelegt. So wird zum einen die Fließgeschwindigkeit in den Nebenarmen erhöht und damit die Sedimentation in Zukunft stark verringert. Zum anderen fördert die regelmäßige Vernässung der Fläche die Entwicklung dieses geschützten Habitats des Auenwaldes. Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Fläche werden auf diese Weise optimal kombiniert.

Das Anlegen einer Grünlandfläche kam aus Naturschutzgründen an dieser Stelle nicht in Frage. Außerdem lagern sich auf solchen Flächen bei Überschwemmungen vermehrt Sedimente ab, da die Fließgeschwindigkeiten des Wassers aufgrund der lokal erhöhten Rauigkeit abnimmt. Somit wird die Sedimentation an diesen Stellen begünstigt und das geschaffene Retentionsvolumen geht verloren. Hierdurch wird es nötig, dass diese Sedimente in regelmäßigen Abständen wieder abgetragen werden müssen, was vermehrte Eingriffe in die Natur bedeutet. Landesweite Maßnahmen zur Minderung des Sedimenteintrags (z. B. Acker- und Uferandstreifen, ganzjährige Bodenbedeckung, Reduktion der Bodenverdichtung, Schaffung von Heckenstreifen) stellen eine notwendige Ergänzung zu der Schaffung an Retentionsvolumen dar.

ad 3. Eine zunehmende Rattenbevölkerung wurde weder der Natur- und Forstverwaltung noch der Wasserwirtschaftsverwaltung gemeldet. Sollte es hierzu zusätzliche belastbare Beo-

Année	Nouvelles inscriptions*	Diminution en % par rapport à 14-15	Diminution en % d'année en année	Total inscriptions*	Diminution en % par rapport à 14-15	Diminution en % d'année en année
2017-2018	244	-11,91	-3,17	594	-8,76	-2,78
2016-2017	252	-9,03	-8,36	611	-6,14	-4,68
2015-2016	275	-0,72	-0,72	641	-1,54	-1,54
2014-2015	277	100		651	100	

* au 15.8. sans prendre en considération les dossiers en suspens et des inscriptions à seulement un examen

et non du châtaignier, a été observée. Responsable pour ce phénomène est la mineuse du marronnier. Découverte pour la première fois

Comme déjà mentionné, aucun cas de *Pseudomonas syringae* pv. *aesculi* n'est actuellement confirmé pour le Luxembourg. Pour l'instant,

bachtungen geben, sollten sie den zuständigen Verwaltungen für eine Einschätzung zur Verfügung gestellt werden. Generell gilt jedoch festzustellen, dass durch den Erhalt eines Habitats wie dem Auenwald mit einer größeren Biodiversität und in der Folge auch mit einer Stabilisierung der Populationen der einzelnen Tierarten zu rechnen ist.

Question 3232 (21.08.2017) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **dépôt des candidatures pour les élections communales dans les communes à scrutin majoritaire**:

Dans les communes du pays dont la population est inférieure à 3.000 habitants, donc les communes dans lesquelles les élections communales se font d'après le système de la majorité relative, les déclarations de candidature doivent, conformément à l'article 202 de la loi électorale, être remises au président du bureau principal concerné par le candidat en personne ou par un mandataire porteur d'une procuration faite devant notaire. Or, il m'est revenu que tous les notaires ne semblent pas appliquer les mêmes tarifs, lesquels pouvant pour certains atteindre des niveaux assez élevés.

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce qu'il existe en l'espèce une tarification applicable à l'établissement d'une procuration devant notaire? Si oui, est-elle uniforme?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il convienne de modifier la réglementation actuellement applicable en ce sens?

- Toujours dans la négative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'un tarif élevé puisse produire un effet prohibitif pour les candidats qui sont dans l'impossibilité de déposer leur candidature en personne?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'une procuration à établir devant notaire est toujours justifiée de nos jours, ou estiment-ils qu'il conviendrait de modifier la loi électorale sur ce point pour des raisons de simplification administrative?

Réponse commune (26.09.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Suivant les dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les élections communales se font d'après le système de la majorité relative dans toutes les communes du pays dont la population est inférieure à 3.000 habitants.

Dans ces communes, le président du bureau principal reçoit les déclarations des candidats au moins 30 jours avant celui fixé pour le scrutin.

Suivant les dispositions de l'article 202 de la loi précitée, la déclaration doit être remise au président du bureau principal par le candidat en personne ou par un mandataire porteur d'une procuration faite devant notaire. En cas d'observation d'une de ces formalités, la déclaration n'est pas valable.

En réponse à la question sur la tarification applicable à l'établissement de la procuration devant notaire, il y a lieu de préciser que les honoraires des notaires font l'objet d'une tarification fixée par le règlement grand-ducal modifié portant révision du tarif des notaires du 24 juillet 1971. Suivant renseignement pris auprès de la Chambre des Notaires, les honoraires du notaire en matière de procuration font l'objet d'une tarification fixée par le règlement grand-ducal susvisé, aux termes duquel l'honoraire maximum s'élève à 74,37 euros hors TVA. La Chambre des Notaires précise en outre qu'à cet honoraire s'ajoutent le droit de timbre, le droit d'enregistrement (12 euros), les frais de bureau du notaire ainsi que le coût des expéditions, le tout s'élevant tout au plus à quelques dizaines d'euros d'après le président de la Chambre des Notaires.

Après le scrutin du 8 octobre 2017 et la fin des travaux qui s'ensuivent, le Gouvernement fera le bilan de l'organisation des élections communales 2017. Il n'exclut à ce moment pas une révision générale de la loi électorale notamment de son article 202 abolissant l'établissement de la procuration devant notaire.

Question 3233 (21.08.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **Code de bonne conduite de l'ITM**:

Par lettre circulaire du 30 juin 2017, une charte de bonne conduite en matière de sécurité de

l'information numérique a été adressée à l'attention des départements ministériels, administrations et services de l'État. Se greffant sur cette charte, la Direction de l'Inspection du travail et des mines (ITM) aurait fait établir un Code de bonne conduite propre à l'ITM. En plus de reprendre les règles de la charte concernant la sécurité informatique, le Code de bonne conduite édicté par ailleurs des règles déontologiques spécifiques.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de ce Code de conduite? Ce Code de conduite est-il compatible avec le statut général des fonctionnaires?

- La représentation du personnel de l'ITM a-t-elle été saisie de ce code, dès le stade d'élaboration, conformément au statut général des fonctionnaires de l'État?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir une copie de l'avis émis par la représentation du personnel?

- Dans la négative, pourquoi cette consultation préalable n'a-t-elle pas eu lieu?

Réponse commune (28.09.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Le code qui a été préalablement présenté au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est compatible avec la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Comme annoncé dans la lettre d'introduction du code, celui-ci énonce les valeurs déontologiques et les engagements spécifiques de l'ITM tels qu'ils résultent de ses missions définies par la loi.

Ce code a pour objectif de guider le personnel de l'ITM au cours de l'exercice de ses activités quotidiennes et il a pour but d'indiquer une ligne de conduite à tous les membres du personnel de l'ITM, qu'ils soient fonctionnaires ou non.

Le Code de conduite renvoie aux valeurs déontologiques énumérées dans la Convention sur l'inspection du travail adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail en 1947 (Convention OIT n°81) à laquelle il est fait plusieurs fois référence.

En matière de sanctions, le Code de conduite n'édicte pas de catalogue de sanctions en cas de violation de ses règles mais renvoie au statut général des fonctionnaires.

Le Code de conduite édicte également des règles en relation avec les ressources de l'ITM, telles que les ressources informatiques et de télécommunication mises à disposition du personnel de l'ITM, les bureaux et postes de travail. Le code encadre l'utilisation de ces ressources.

Enfin, le Code de conduite traite des relations de l'ITM avec l'extérieur, prônant la confidentialité et la prudence. Pour bien exercer ses missions l'ITM est tenue à établir de relations de confiance avec tous les acteurs concernés.

En résumé, le Code de conduite est une déclaration officielle des valeurs et des pratiques que l'ITM s'engage à observer et à faire respecter. En affichant ces valeurs, partagées tant par l'ITM en tant qu'employeur que par les membres de son personnel, le code vise à resserrer les liens entre parties et renforcer le sens de l'engagement et de la responsabilité de chacun.

Le statut général des fonctionnaires de l'État fixe le statut des fonctionnaires de l'État, en énonçant les règles régissant leur situation depuis la phase de recrutement jusqu'à la cessation définitive de leurs fonctions.

La plupart des thématiques traitées dans le statut général des fonctionnaires de l'État ne sont pas abordées dans le Code de conduite de l'ITM. Les seules interférences entre les deux textes se situent aux chapitres relatifs aux devoirs du fonctionnaire et à la discipline.

Concernant les devoirs du fonctionnaire, les deux textes consacrent les mêmes principes d'honnêteté, d'intégrité, d'impartialité, d'indépendance, de réserve, de confidentialité, de non-discrimination, etc.

Il résulte que le Code de conduite est parfaitement compatible avec le statut général des fonctionnaires.

En ce qui concerne la saisine de la représentation du personnel de l'ITM, dès le stade d'élaboration, conformément au statut général des fonctionnaires de l'État, nous tenons à vous informer qu'actuellement, l'Inspection du travail

et des mines compte deux associations professionnelles, constituées sous forme d'asbl.

Il s'agit de l'association «AITI - Association des ingénieurs techniciens de l'ITM» et de l'association «AITIT - Association des inspecteurs du travail de l'ITM».

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État, la représentation du personnel est exercée par le conseil d'administration, le comité de l'organe dirigeant de l'association professionnelle agréée en vertu de l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et au cas où plusieurs associations représentatives pour les différents sous-groupes de traitement existent au sein d'une même administration, la représentation du personnel est constituée par les comités de ces différentes associations.

Or, la composition des membres respectifs de ces deux associations n'a pas été communiquée à la Direction de l'ITM, ce qui est regrettable.

Par conséquent, la représentation du personnel de l'ITM n'a pas pu être consultée dès le stade de l'élaboration conformément aux dispositions de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Dès que les coordonnées des membres respectifs auront été communiquées à la direction, il sera procédé à des consultations.

Question 3234 (21.08.2017) de **MM. Alexander Krieps, Edy Mertens et Gusty Graas** (DP) concernant la **vacance des pharmacies**:

Il nous revient que plusieurs concessions de pharmacies déclarées vacantes ont récemment dû être prolongées à cause d'un retard d'attribution de nouvelles concessions d'État aux pharmaciens candidats. Ce retard de reprise est avant tout dû à une procédure de nomination ne s'avérant non seulement lente, mais qui est en plus trop compliquée.

En effet, conformément au règlement grand-ducal modifié du 27 mai 1997 relatif à l'octroi des concessions de pharmacie, les concessions de pharmacie à créer, ou qui deviennent vacantes, feront l'objet d'une publication préalable au Journal officiel. Puis, le choix se fait d'après «un calcul de points» qui repose sur certains critères, dont notamment l'ancienneté du diplôme, l'occupation pharmaceutique, les titres scientifiques, etc.

Or, selon nos informations, le délai entre la publication de la vacance au Journal officiel et le moment de la vacance effective est souvent trop court, de sorte que les autorités compétentes ne parviennent pas à suivre la procédure précitée en temps utile.

Par ailleurs, le calcul de ces points accumulés ne se fait non seulement par le Ministère de la Santé, mais également, à titre préliminaire, par le Collège médical. Un tel double emploi ne contribue évidemment ni à une simplification des procédures, ni à une rapide reprise des pharmacies vacantes.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que plusieurs concessions ont dû être prolongées à cause des faits relatés? De combien de pharmacies s'agit-il?

- Madame la Ministre ne croit-elle pas devoir accélérer les procédures de nomination, en conférant l'établissement du classement des candidats à une seule autorité?

- Afin de remédier au retard de reprise, ne serait-il pas opportun de publier la vacance future des pharmacies au moins douze mois à l'avance au Journal officiel?

Réponse (25.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

L'article 1^{er} de la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie dispose que «la pharmacie est un service public qui est géré selon le mode de la concession». Dans le but d'assurer la continuité de ce service, qui permet à la population de s'approvisionner jour et nuit en médicaments, le droit d'exploitation de deux pharmacies a été prolongé en 2017, au-delà de la date de vacance publiée au Journal officiel.

La prolongation du droit de concession n'a rien d'inhabituel, surtout dans l'hypothèse où une autre concession devient vacante par ricochet. Concrètement, il s'agit de la situation où le

nouveau concessionnaire dispose d'un droit de concession auquel il doit renoncer avant de reprendre la pharmacie vacante. Dans cette hypothèse, le concessionnaire cédant a cependant l'obligation de continuer à exploiter la pharmacie pendant le temps nécessaire pour le choix et l'installation du nouveau concessionnaire, et au maximum pendant une période de six mois courants à partir de la date de la vacance.

Dans d'autres cas, la procédure de nomination d'un nouveau titulaire a été retardée suite à des désistements successifs des candidats classés en rang utile. Les principales raisons évoquées concernaient les difficultés à trouver un local adéquat pour la reprise de ladite concession.

En général, le Ministère de la Santé n'est en mesure de publier la vacance d'une concession au Journal officiel qu'à partir du moment où le pharmacien démissionnaire a notifié sa renonciation au droit d'exploiter la pharmacie. En moyenne, les concessionnaires notifient leur intention de renonciation six mois avant la vacance de la concession.

La procédure d'une double consultation, à savoir de la Direction de la santé et du Collège médical (autorité ordinale), a été mise en place depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie. Cette procédure qui se déroule de façon parallèle permet l'évaluation indépendante des demandes et s'opère dans le souci d'un contrôle réciproque et de validation des pièces justificatives.

À l'instar des honorables Députés, le Ministère de la Santé partage l'appréciation selon laquelle le nombre de prolongations de droit de concession devrait être diminué par une publication de la vacance future des pharmacies au moins douze mois à l'avance au Journal officiel. À cette fin, il est impératif que les concessionnaires notifient leur intention de renonciation avant le début de ce délai de douze mois. Cela étant, le Collège médical, en tant qu'autorité ordinale des pharmaciens, est en charge de préparer une communication en ce sens aux concessionnaires.

Question 3235 (21.08.2017) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **taxe sur les produits sucrés**:

Gesundheitsministerin Lydia Mutsch hat dem „Tageblatt“ letzte Woche bestätigt, dass es konkrete Überlegungen zur Besteuerung von zuckerhaltigen alkoholfreien Getränken, wie etwa Cola, Limonade und anderen Mischgetränken, gibt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Premier- und Staatsminister, den Herrn Finanzminister und die Frau Gesundheitsministerin stellen:

- Wird die Einführung einer solchen Steuer von der gesamten Regierung geteilt?

- Wenn ja, wann beabsichtigt die Regierung, diese Steuer einzuführen?

- Wie viele Länder der Europäischen Union haben in der Vergangenheit eine solche Steuer bereits eingeführt? Wie hoch jeweils war diese Steuer?

- Haben Länder diese Steuer mittlerweile wieder abgeschafft? Wenn ja, aus welchen Gründen?

- Wie bewertet die Regierung die Auswirkungen einer solchen Steuer auf den Einzelhandel respektive den Horesca-Sektor?

- Wie steht die Regierung zu einer a) besseren Kennzeichnung der Lebensmittel oder b) Sensibilisierung der Konsumenten?

Réponse commune (18.09.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Die ehrenwerte Abgeordnete stellt eine Reihe von Fragen in Bezug auf das eventuelle Einführen einer Zuckersteuer in Luxemburg, die Ansicht der Regierung und gegebenenfalls den Zeitpunkt dieser Einführung.

Generell gilt, dass die Regierung besorgt ist über die Zunahme von chronischen Krankheiten: Herz-Kreislauf-Erkrankungen, Fettleibigkeit, Übergewicht, Diabetes 2, Bluthochdruck, Zahnkaries. Zahlreiche Studien zeigen, dass - unabhängig vom Alter - 80% der Herz-Kreislauf-Erkrankungen durch eine gesündere



Lebensweise verhindert oder hinausgezögert werden könnten.

Es ist klar nachgewiesen, dass übermäßiger Zuckerkonsum einer der Hauptrisikofaktoren für diese Erkrankungen ist. Herz-Kreislauf-Erkrankungen sind, mit über 30% der Todesfälle, immer noch die erste Todesursache, vor Krebs.

Luxemburg liegt in puncto Übergewicht im internationalen Vergleich mit 22,6% über dem Durchschnitt (19,5%). (Quelle: OECD (2017), OECD Health Statistic 2017)

Daher analysiert das Gesundheitsministerium alle Möglichkeiten und Instrumente, um die Bürger über eine gesunde Ernährung zu informieren und zu sensibilisieren, um Risikoverhalten entgegenzuwirken und die Situation aus gesundheitspolitischer Sicht zu verbessern.

Im Rahmen des 2. Aktionsplans „GIMB“ („Gesond lessen, Méi Bewegen“) geht es der Regierung zuerst darum, ein globales Präventionskonzept auszuarbeiten, Kontakte mit den betroffenen Akteuren herzustellen sowie die Konsummuster unserer Bevölkerung und die Akzeptanz verschiedener Präventionsmaßnahmen zu prüfen.

Für die Regierung stellt eine isolierte Steuer keine befriedigende Antwort auf die vielen Herausforderungen dar, die sich auf dem Gebiet der Gesundheitsförderung und der Prävention besonders chronischer Krankheiten stellen. Dies ist auch die Position der Weltgesundheitsorganisation und anderer internationaler Gremien.¹

Auch will die Abgeordnete wissen, welche Länder eine solche Steuer bereits eingeführt beziehungsweise wieder abgeschafft haben.

In elf europäischen Ländern wurde eine solche Steuer eingeführt beziehungsweise gesetzlich festgehalten: Belgien, Finnland, Frankreich, Ungarn, Lettland, Norwegen, Portugal, Spanien (Region Katalonien), Großbritannien, Irland und Malta. In weiteren vier Ländern (Estland, Litauen, Bulgarien und Rumänien) befinden sich diesbezügliche Textvorschläge in der Diskussion oder sind kurz davor, gestimmt zu werden.

In Norwegen und Finnland waren sehr diverse Produkte von der Steuererhebung betroffen. In diesen Ländern wurde die Zuckersteuer auf Lebensmitteln aufgrund von Vorwürfen betreffend die Wettbewerbsverfälschung zu Lasten verschiedener Lebensmittelhersteller aufgehoben. Auf gesüßten Getränken wurde sie aufrechterhalten.

In Dänemark wurde die Zuckersteuer 2014 aufgehoben, sowohl auf gesüßten Lebensmitteln wie auch auf gesüßten Getränken, dies um dem Risiko von illegalem Handel entgegenzuwirken.

Zum Schluss fragt die Abgeordnete nach möglichen Auswirkungen auf Einzelhandel oder Horesca sowie dem Nutzen einer besseren Kennzeichnung und Sensibilisierung.

Die Regierung ist überzeugt, dass die Lebensmittelindustrie den Trend zu einem gesünderen Lebensstil schon längst erkannt hat. So fügen heute bereits mehrere Hersteller aus eigener Initiative weniger Zucker in die Lebensmittel bei oder ersetzen Zucker ganz oder teilweise durch Zuckeraustauschstoffe, dies nicht zuletzt, weil die Konsumenten immer gesundheitsbewusster und kritischer werden in Bezug auf ihre Ernährung.

Die Diskussionen über innovative Präventionsmaßnahmen befinden sich bei uns erst in der Anfangsphase. Die Erfahrung in anderen Ländern zeigt, dass die Getränke- und Lebensmittelindustrie durchaus auch eine positive und proaktive Rolle spielen kann. Für das Gesundheitsministerium stehen bei allen Diskussionen mit unterschiedlichen Partnern und Interessenvertretern gesundheitspolitische Aspekte im Vordergrund.

Bessere Kennzeichnung der Lebensmittel und weitere Sensibilisierung der Konsumenten sind für die Regierung unerlässlich.

Die Rolle der zuständigen Ministerien ist es, die Konsumenten zu mehr Eigenverantwortung zu ermutigen.

¹ p. ex.: „Fiscal policies for diet and the prevention of noncommunicable diseases“ (OMS, 2016); „Global Action Plan on the Prevention and Control of NCDs 2013-2020“ (OMS, 2016); „Comprehensive Implementation Plan on Maternal, Infant and Young Child Nutrition“ (OMS, 2014); „Taxes on Sugar-sweetened Beverages as a Public Health Strategy: The Experience of Mexico“ (OMS, 2015); „Using price policies to promote healthier diets“ (OMS, 2015); „Ending Childhood Obesity“ (OMS, 2016); „Curbing global sugar consumption: Effective food policy actions to help promote healthy diets & tackle obesity“ (World Cancer Research Fund International, 2015).

Jeder Einzelne bleibt natürlich selbst verantwortlich für die Lebensweise, die er schlussendlich für sich wählt.

Question 3236 (22.08.2017) de M. Eugène Berger (DP) concernant les transports transfrontaliers illégaux de déchets:

Dans un communiqué de presse du 17 août 2017, le «Landeskriminalamt Rheinland-Pfalz» informe qu'une opération organisée par Interpol en collaboration avec des unités de police de plusieurs pays a été réalisée pendant 30 jours. Celle-ci avait comme but de déceler des transports transfrontaliers illégaux de déchets. Lors des douze jours de contrôle effectués en Rhénanie-Palatinat, 140 transporteurs de déchets ont été contrôlés dont plus de 26% n'étaient pas en règle. La porte-parole du «LKA» précise que plusieurs poids lourds voulaient transporter des déchets dangereux, comme par exemple du bois contenant des résidus de laque toxique, vers le Luxembourg et la France.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Est-ce que les forces de l'ordre luxembourgeoises ont participé à cette opération?
2. Dans l'affirmative, combien de contrôles ont été effectués par les autorités luxembourgeoises et combien d'infractions ont pu être constatées?
3. Dans la négative, est-ce que les autorités luxembourgeoises ont été informées de l'opération par Interpol ainsi que sur les infractions constatées lors de celle-ci? Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont été informées de la destination finale des transports illégaux à destination du Luxembourg?

Réponse (26.09.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1. et 2. L'Administration des douanes et accises a participé à cette opération.

ad 3. La Police grand-ducale a été informée de l'opération. Elle a par ailleurs appris par le biais d'Interpol que des infractions ont été constatées à l'étranger, mais n'a pas reçu communication d'informations concernant la destination finale des transports illégaux.

Question 3237 (23.08.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la réforme de la formation professionnelle:

Le 12 juillet 2016, Monsieur le Ministre avait annoncé en séance plénière de la Chambre des Députés une prochaine réforme globale de la formation professionnelle. En date du 8 février 2017, Monsieur le Ministre avait précisé à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les changements y relatifs, dont notamment la révision des programmes et l'adaptation des outils d'évaluation, c'est-à-dire la réintroduction des notes chiffrées sur 60 points. Selon le ministre, la révision du système d'évaluation nécessiterait des adaptations au niveau des profils professionnels et de formation, des référentiels d'évaluation, des programmes de formation, etc. D'après Monsieur le Ministre, les équipes curriculaires des différentes formations seront encadrées par une cellule de développement curriculaire, ayant pour mission entre autres l'élaboration des guides méthodologiques et pédagogiques, d'un concept d'encadrement des groupes ainsi que la révision de la structure des curriculums. Les travaux devraient par ailleurs débuter en mars 2017. En outre, toujours selon les informations du ministre, le processus de la réforme sera encadré par l'institut suisse «Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsausbildung».

Si la réforme de la première moitié des formations avait été annoncée pour la rentrée scolaire 2018-2019, celle de la seconde moitié s'ensuivrait pour la rentrée scolaire 2019-2020.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelles adaptations législatives Monsieur le Ministre a-t-il prévu concrètement et quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de les déposer?
2. Quelles sont les formations qui vont être réformées pour la rentrée 2018-2019 et sur quels critères?
3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la date de mise en place, le début des travaux ainsi que sur la structure organisationnelle

et la composition de la cellule de développement curriculaire?

4. Dans un souci d'efficacité et afin de permettre aux équipes curriculaires de travailler de manière convenable, Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que les travaux de la cellule de développement curriculaire ont été achevés? Les équipes curriculaires ont-elles reçu des lignes directrices quant aux modifications à prévoir pour le profil professionnel, le profil de formation, les référentiels d'évaluation et les programmes de formation? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le détail de ces lignes directrices, le cas échéant?

5. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la mise en place de l'encadrement par l'institut suisse susmentionné? Dans l'affirmative, quelle est sa mission exacte et est-ce qu'une interaction avec la cellule de développement a déjà eu lieu?

6. Dans le contexte de la révision du système d'évaluation, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les formations pour les classes de 10^e à 12^e des CCP et DAP concernés ainsi que pour les classes de 10^e à 13^e concernant les formations de DT devront être réformées d'ici la rentrée 2018-2019, respectivement 2019-2020? Est-ce que les équipes curriculaires ont reçu des informations précises quant aux délais et dates limites à respecter pour la finalisation des travaux nécessaires? Monsieur le Ministre estime-t-il que le temps prévu pour la révision est suffisant?

7. Monsieur le Ministre peut-il encore me dire si les modules préparatoires aux études supérieures seront revus et me préciser, le cas échéant, les objectifs de cette révision?

Réponse (09.10.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Depuis la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle en 2010, certaines adaptations étaient nécessaires.

ad 1. La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle doit être revue au niveau des articles concernant le contrat d'apprentissage. Ce travail se fait en étroite collaboration avec les chambres professionnelles ainsi qu'avec le Ministère du Travail. Il en est de même pour le règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle. Il est prévu de déposer le nouveau projet de loi ainsi que les règlements grand-ducaux afférents début novembre 2017.

ad 2. Le groupe de pilotage de la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle, composé de la direction du Service de la formation professionnelle (SFP), des représentants des chambres professionnelles, des coordinateurs des équipes curriculaires, du Collège des directeurs et du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), a établi une liste des métiers/professions qui seront reformés en premier. Après concertation avec les équipes curriculaires, la liste ci-après des formations à réformer en priorité a été arrêtée.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Une cellule de développement, placée sous la responsabilité du directeur du SCRIPT, a été mise en place au cours des deux derniers trimestres de l'année scolaire 2016-2017. Elle est composée de sept enseignants et de trois représentants des chambres professionnelles. Un collaborateur du SCRIPT et un représentant du SFP font le lien entre la cellule et le ministère.

ad 4. + 6. Les équipes curriculaires ont été informées par note ministérielle par le biais des coordinateurs au mois de juin 2017. Cette note contient une description des travaux à réaliser par les équipes curriculaires, un récapitulatif des lignes directrices de la réforme ainsi que la liste des missions de la cellule de développement. Tous les détails de cette communication ont été discutés avec le groupe de pilotage, les coordinateurs, le groupe de travail de la formation professionnelle du Collège des directeurs ainsi qu'avec les représentants des syndicats. En plus, la direction du SFP a eu des réunions de concertation avec la plupart des équipes curriculaires pour expliquer en détail les démarches à suivre et pour répondre aux questions. Compte tenu du calendrier chargé en fin d'année scolaire, plusieurs réunions ont dû être reportées au début de l'année scolaire en cours. Toutes ces entrevues se sont déroulées dans un climat coopératif et positif.

Les travaux de la réforme seront réalisés par cycle complet de formation; c'est-à-dire de 10^e à 12^e pour les formations de CCP et de DAP et de 10^e à 13^e pour les formations de DT. Je suis

conscient que la refonte des curriculums demande une charge de travail importante et que l'achèvement de la réforme des formations pour l'année scolaire 2018-2019 est ambitieux. C'est la raison pour laquelle les heures de décharge des membres des équipes curriculaires ont été augmentées. La motivation et la volonté des équipes curriculaires de mettre en œuvre cette réforme ainsi que les échos déjà reçus confirment que le calendrier arrêté pourra probablement être respecté.

ad 5. L'encadrement par l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) suisse a été mis en place. Un premier contact entre les représentants de l'IFFP et le groupe de pilotage a eu lieu les 16 et 17 mars 2017. Une délégation du MENJE (SCRIPT, SFP et le président du comité à la formation professionnelle) avec les représentants des chambres professionnelles a visité l'IFFP en Suisse du 18 au 20 juin pour convenir des derniers détails relatifs au fonctionnement de la cellule. Une formation aux membres de la cellule a été dispensée par les représentants de l'IFFP du 25 au 28 septembre 2017 à Luxembourg.

ad 7. Lors des discussions au sein du groupe de pilotage et avec les représentants du Collège des directeurs et des syndicats, la question a été abordée, mais jusqu'à présent aucune décision n'a été prise. Il s'ensuit que les discussions se poursuivront au courant des prochains mois.

Question 3238 (24.08.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la 4^e directive anti-blanchiment:

Alors que Monsieur le Ministre des Finances ne fournit que des réponses lapidaires aux interrogations contenues dans ma question parlementaire n°3156 au sujet de la transposition de la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme qui a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne (4^e directive anti-blanchiment), je me permets de réitérer celle-ci.

En effet, sans fournir le moindre détail quant au droit d'accès au registre des bénéficiaires économiques, Monsieur le Ministre des Finances indique simplement que l'avant-projet de loi relatif à la création d'un registre de bénéficiaires économiques est en cours de finalisation au Ministère de la Justice. C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre de la Justice peut-il dès lors m'indiquer (i) qui pourra accéder au registre central des bénéficiaires économiques, (ii) si des restrictions d'accès sont prévues et, dans l'affirmative, lesquelles?

- Monsieur le Ministre de la Justice peut-il également m'informer s'il envisage de tenir d'ores et déjà compte de la nouvelle proposition de directive présentée en juillet 2016 par la Commission européenne et visant notamment à accorder au public un «accès illimité» aux registres des bénéficiaires effectifs?

Au vu du fait que la directive susmentionnée aurait déjà dû être transposée pour le 26 juin 2017 au plus tard:

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il enfin m'informer si, oui ou non, la Commission de surveillance du secteur financier a déjà invité les acteurs de la place financière de se conformer aux règles contenues dans la directive? Dans l'affirmative, via quels canaux?

Réponse commune (26.09.2017) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

L'honorable Député demande des informations sur le droit d'accès au registre des bénéficiaires effectifs et sur les restrictions éventuelles à l'accès audit registre dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (ci-après «la 4^e directive LBC/FT»).

La 4^e directive LBC/FT, qui requiert la mise en place d'un registre central conservant les informations sur les bénéficiaires effectifs des sociétés et autres entités juridiques constituées sur le territoire national, en décrit le fonctionnement dont notamment la question du droit d'accès.

L'avant-projet de loi mentionné par Monsieur le Ministre des Finances transpose les dispositions de la 4^e directive LBC/FT relatives à ce registre. Il régit ainsi l'accès et les conditions relatives à l'accès audit registre.

En l'état actuel, l'avant-projet de loi transpose les exigences de la 4^e directive LBC/FT et ne tient pas compte de la nouvelle proposition de directive du 5 juillet 2016, dans la mesure où le texte de cette proposition de directive, non finalisé, est toujours en cours de négociation au niveau européen.

Dès sa finalisation, l'avant-projet de loi sera soumis au Conseil de Gouvernement. Après son approbation, le texte sera transmis à la commission compétente de la Chambre des Députés qui aura la primauté des détails du texte.

Quant à la question de savoir si la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a déjà invité les acteurs de la place financière de se conformer aux règles contenues dans la 4^e directive LBC/FT, il convient de rappeler que la CSSF applique une approche prudentielle conforme aux normes internationales, en respectant le principe de proportionnalité, en vue d'une supervision indépendante, prospective et fondée sur les risques. Il n'appartient pas au Ministère des Finances de prendre position sur les modalités concrètes selon lesquelles la CSSF poursuit ces objectifs.

Question 3239 (24.08.2017) de **MM. Edy Mertens et Alexander Krieps** (DP) concernant l'extension du parc IRM:

Très étonnés du fait que le Ministère de la Santé s'est dessaisi de la compétence de notre question parlementaire n°3198, relative à l'extension du parc IRM, nous voudrions lui poser les questions suivantes:

- Depuis quand le Ministère de la Santé n'est ni compétent, ni responsable de l'installation des IRM dans nos hôpitaux, sachant que l'article 20 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009, toujours en vigueur, sur la planification hospitalière prévoit une autorisation du Ministre de la Santé et sachant que l'article 14 de la nouvelle loi hospitalière, analysée actuellement par le Conseil d'Etat, soumettra les installations coûteuses à l'autorisation ministérielle?

- Pourquoi Madame la Ministre de la Santé ne peut-elle pas se prononcer sur une date approximative de l'installation des quatre appareils IRM (un pour chaque groupe hospitalier), pourtant promis il y a deux ans?

- Les délais d'attente pour examens IRM pour les patients ambulatoires sont actuellement huit à dix fois plus longs que dans nos régions frontalières, pourtant soumises aux mêmes règles de l'International Atomic Energy Agency (IAEA) et de l'OMS au niveau européen. Les soussignés pensent qu'il faudra accélérer l'accès aux soins et aux équipements IRM pour les patients ambulatoires. Madame la Ministre est-elle du même avis?

Réponse (18.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé:

Concernant la question des honorables Députés relative aux compétences du Ministère de la Santé en ce qui concerne l'installation des IRM dans les établissements hospitaliers, il convient de noter que le règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national prévoit que les équipements et appareils coûteux, dont la liste figure à l'annexe 4 du même règlement, sont soumis à planification. Les équipements d'imagerie médicale par résonance magnétique n'étant pas inclus dans ladite liste, ils ne sont pas soumis à planification nationale selon la législation hospitalière en vigueur.

Quant au projet de loi n°7056 relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière évoqué également par Messieurs les Députés, il prévoit que l'acquisition ou l'utilisation, par tout établissement hospitalier, d'un équipement ou d'un appareil médical dont le coût dépasse 250.000 euros soit soumis à l'autorisation du ministre. Cette disposition n'entrera en vigueur qu'au terme de la procédure législative actuellement en cours, à condition toutefois que son contenu reste inchangé.

Les parlementaires s'interrogent en outre par rapport à la date approximative d'installation des quatre appareils IRM que la soussignée aurait «promis il y a deux ans». Il est probablement fait référence à la réponse à la question parlementaire n°2146 du 4 juillet 2016 en vertu de laquelle «une IRM supplémentaire sera installée dans chacun des quatre groupes hospitaliers...», et ceci «...dans un futur proche».

Cette information était basée sur la position affichée à l'époque par la Caisse nationale de santé et expliquée plus en détail par le Ministère de la Sécurité sociale dans sa réponse à la question parlementaire n°3198: «...la CNS avait initialement marqué son accord pour l'acquisition de quatre appareils IRM supplémentaires pour les quatre centres hospitaliers».

Il échet de rappeler que depuis lors, et comme relevé dans la réponse du Ministère de la Sécurité sociale à la question parlementaire n°3198, la CNS a été amenée à réviser sa décision en faveur de l'acquisition de quatre IRM et à proposer à la FHL d'acquiescer dans un premier temps seulement deux IRM. L'acquisition de deux IRM supplémentaires sera fonction de l'analyse d'impact des deux premiers IRM, prévue pour fin 2019. Ce changement de position est motivé par diverses raisons développées en détail dans la réponse à la question parlementaire n°3198, et indépendantes de la volonté du Ministère de la Santé. En effet, l'accord entre la CNS et la FHL portait sur «des équipements ayant des caractéristiques nettement moins performantes et par conséquent aussi sensiblement moins chers au niveau de l'acquisition et des frais de fonctionnement. Les appareils IRM initialement prévus n'avaient de même pas besoin d'une infrastructure si complexe et les frais correspondants étaient à négliger. Néanmoins, ces types d'appareils initialement prévus ne sont plus commercialisés.» Il s'agissait donc de trouver une solution alternative tout en restant dans les limites du budget initialement envisagé.

D'après les informations fournies par le Ministère de la Sécurité sociale dans la réponse à la même question parlementaire, en cas d'accord entre la CNS et la FHL sur l'acquisition de modèles alternatifs en octobre 2017, ceux-ci pourraient être opérationnels fin 2018. A supposer que l'étude d'impact sur l'opportunité d'autorisation de deux IRM supplémentaires puisse se faire fin 2019, leur installation ne pourra se faire qu'après cette évaluation.

La question concernant les délais d'attente pour examens IRM pour les patients ambulatoires a été adressée dans la réponse fournie par le Ministère de la Santé à la question parlementaire n°1689 du 13 janvier 2016; question qui émanait au surplus des mêmes députés. Les réponses fournies aux questions parlementaires n°3138 et 2146 livrent également des indications pertinentes en relation avec les délais d'attente.

Sans vouloir reproduire le contenu de ces réponses au risque de tomber dans d'éternelles redites, le Ministère de la Santé souhaite souligner son attachement profond au droit de chaque patient d'accéder en temps utile aux soins qui sont nécessaires au vu de son état de santé, que ce soit dans le cadre des soins hospitaliers ou dans celui des soins ambulatoires.

L'exercice de ce droit soulève intrinsèquement la question de l'utile et du nécessaire et donc celle de la mise en œuvre adéquate du principe de justification médicale des examens d'imagerie médicale.

Les résultats des différentes mesures effectuées au cours des dernières années par le Ministère de la Santé, et décrits en détail dans la réponse à la question n°3181, ont fait apparaître une situation insatisfaisante concernant la conformité par rapport aux recommandations de bonne pratique, notamment en ce qui concerne l'indication et la justification médicale d'une partie non négligeable des examens IRM prescrits au Luxembourg.

Il y a lieu de s'attarder à cette situation comme une des raisons inhérentes aux délais d'attente auxquels certains assurés du système luxembourgeois se voient confrontés, plutôt qu'à la pénurie en équipements d'IRM, ceci d'autant plus que le ratio d'appareils IRM par million d'habitants au Luxembourg est supérieur à celui en France et en Belgique.

Une meilleure implémentation de la justification médicale des examens d'imagerie, dont les examens d'IRM - dans l'intérêt du patient, y compris l'accès aux soins et aux équipements pour ces derniers, et dans l'intérêt d'une utilisation judicieuse des ressources - constitue un objectif prioritaire. Celui-ci sous-tend les audits, sensibilisations et inspections menés au cours des dernières années par le Ministère de la Santé auprès du terrain: hôpitaux, médecins et patients. Il s'agit en effet d'un sujet multifacettes qui nécessite l'implication et la collaboration de chaque acteur concerné.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que le groupe de travail chargé de l'exécution du plan d'action relatif à la mise en place des recommandations de prescriptions en imagerie médicale est en train de préparer des recommandations afin d'améliorer davantage la prise en charge du patient en imagerie médicale, notamment en relation avec la question de l'accès aux examens médicalement indiqués et justifiés.

Question 3240 (24.08.2017) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant le nombre des nouveaux cas d'infection par le VIH:

Le Comité de surveillance du sida vient de publier son rapport d'activité pour l'année 2016

qui inclut les nouvelles statistiques concernant le nombre d'infections au VIH recensés au Luxembourg.

Avec 98 nouveaux cas, un nouveau record est malheureusement à constater pour l'année 2016. Les statistiques indiquent aussi que le groupe des usagers de drogues à injection a été particulièrement affecté à raison de 21 nouveaux cas d'infection. Le travail exemplaire des différentes structures spécialisées dans la toxicomanie et l'accroissement important des échanges de seringues dans les centres concernés n'ont donc pas mené au résultat attendu.

D'après le président du Comité de surveillance du sida, notamment les usagers de cocaïne par injection constituent un groupe à risque particulier pour lequel des structures de prévention complémentaires devraient être mises en place.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que des structures de prévention complémentaires doivent être créées afin de mieux atteindre les usagers de drogues à injection?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les mesures spécifiques que le ministère entend mettre en œuvre afin de mieux protéger les personnes susmentionnées?

Réponse (20.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé:

La stratégie nationale de réponse aux drogues et aux addictions, qui inclut la réduction des risques et des dommages, a porté ses fruits, comme en témoigne notamment la diminution générale de la mortalité associée à l'usage et au mésusage de drogues illicites, et continue à être un outil indispensable dans une approche équilibrée et basée sur les faits. La prévalence des décès par surdose a ainsi diminué et continue à afficher une tendance à la baisse à l'échelle nationale. Plus est, les nouvelles infections au VIH, associées à l'usage de drogues, ont diminué de façon marquée sur de nombreuses années, et particulièrement depuis la mise en place de la première salle de consommation supervisée de drogues en 2005 dans le cadre de l'exécution du Plan d'action national en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et les addictions associées.

Nous assistons actuellement à l'émergence de nouvelles modalités d'usage de drogues illicites. Ces dernières sont en premier lieu liées à la disponibilité accrue de cocaïne sur le marché national, dont la consommation est associée à une fréquence plus soutenue d'injections quotidiennes et à un décrochage social accéléré, et dès lors à une exposition aux risques plus élevée en termes d'infections au VIH et d'autres maladies transmissibles. S'il s'agit de l'émergence de nouvelles substances psychoactives, de changements au niveau de l'offre de drogues ou de l'évolution des comportements d'usage, nos stratégies de réponses doivent constamment évoluer avec les faits observés. S'appuyant sur une analyse circonstanciée des cas de nouvelles infections au VIH parmi des injecteurs de drogues, une série de mesures ont déjà été et seront mises en place en guise de réponse dans le cadre du Plan d'action national en matière de drogues et d'addictions, qui a tenu compte de façon précoce des nouvelles évolutions en matière de maladies infectieuses.

Il s'agit notamment d'un nouveau dispositif mobile de prévention pour les usagers de drogues, lancé en ce mois de septembre (Mobile de prévention pour usagers de drogues: MOPUD-X/change), qui a été mis en place ensemble avec les acteurs de terrain concernés afin de toucher les populations d'usagers les plus marginalisées au sein même de leurs milieux de vie et de consommation, d'augmenter la couverture de dépistage du VIH et des hépatites infectieuses, de leur fournir du matériel d'injection stérile en cas de besoin et de les réintégrer, dans la mesure du possible, dans le système d'aide et de soins.

Ensuite, l'ouverture en 2018 d'un deuxième centre d'accueil pour personnes toxicomanes, incluant salles d'injection et d'inhalation supervisées dans le sud du pays (Esch-sur-Alzette), va contribuer à améliorer encore l'accès régional aux mesures d'aide et de réduction de risques et à désengorger les capacités des offres existantes.

Par ailleurs, le travail de prévention des risques et des dommages qui vise, entre autres, à faire évoluer les comportements de consommation de l'injection vers un usage par inhalation, à moindre risque, a également porté ses fruits notamment au sein de la structure Abrigado à Luxembourg-ville avec comme résultat que plus de 40% des usagers de cette structure pratique entre-temps l'inhalation (blow) lors de

leurs passages dans la salle de consommation supervisée. Ces efforts porteurs seront poursuivis et développés également au niveau des interventions au sein de la nouvelle structure d'accueil à Esch-sur-Alzette et ce par l'utilisation de moyens et de médias adaptés aux usagers et aux différents cadres de prise en charge.

À souligner également que le Luxembourg dispose à ce jour d'un dispositif de distribution de matériel d'injection stérile et de collecte de seringues/aiguilles usées performant avec 423.000 seringues stériles distribuées en 2016 et un taux de collecte de 94%.

Si les efforts investis à ce jour sont considérables et des mesures complémentaires sont par ailleurs discutées dans le cadre de l'élaboration du prochain Plan d'action national VIH, l'expérience montre que la disponibilité d'offres spécialisées, diversifiées, gratuites et accessibles, n'est pas un garant absolu de l'utilisation de ces dernières par la totalité des bénéficiaires potentiels issus de la population cible.

Question 3241 (24.08.2017) de **MM. Serge Wilmes et Laurent Mosar** (CSV) concernant l'Asile national pour animaux dans le Ban de Gasperich:

À l'heure actuelle, l'Asile national pour animaux sis dans le Ban de Gasperich n'est uniquement accessible que par une petite rue traversant le quartier résidentiel de Gasperich. Il va sans dire que cet accès pose des problèmes de sécurité, notamment en cas d'accident.

Le Ban de Gasperich est actuellement en pleine restructuration. Un parc communal est par ailleurs également planifié à côté de l'asile pour animaux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'un accès routier à l'asile susmentionné est prévu dans le cadre des travaux de lotissement et de l'aménagement du parc communal dans le Ban de Gasperich?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'échéance de cet accès routier?

Réponse (20.09.2017) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

De prime abord, il y a lieu de retenir que ni le parc communal de Gasperich, ni l'asile pour animaux ne font partie de l'emprise des projets d'infrastructures routières du Ban de Gasperich, de sorte qu'il ne relève pas de ma compétence de me prononcer sur ces projets, notamment en ce qui concerne l'échéancier du projet communal du parc de Gasperich.

Il y a lieu de relever que l'amorce d'un accès à partir du boulevard Kockelscheuer au futur parc communal et à l'asile pour animaux (abaïssement des bordures, pavé renforcé et marquage au sol au boulevard Kockelscheuer) a déjà été construit vis-à-vis de l'accès au Centre national d'incendie et de secours. Cet accès dessert actuellement l'installation du chantier du Ban de Gasperich, mais il est destiné à terme à être aménagé par la Ville de Luxembourg dans le cadre de l'aménagement du parc de Gasperich.

Question 3243 (25.08.2017) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle:

An engem Artikel vum „Lëtzebuurger Land“ vum 11. August war ze liesen, dass de Lëtzebuurger Filmfong an gacht Sëtzingen 105 Demandé fir finanziell Ennerstëtzung zréckbehalen huet.

Tëscht Januar 2016 an August 2017 goufen esou ronn 51 Milliounen Euro a Fimproduktionen investiert. Dëst stellt vergläichsweis bal d'Halschent vum Budget vum Kulturministère fir d'Joer 2016 duer.

An deem Kontext géif ech dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister folgend Froe stellen:

- Kann de Minister mir soen, a wéi eng Produktiounen déi 51 Milliounen Euro gefloss si respektiv fir wéi eng Ausgaben dës Suen am Detail vun de Produktionsfirmen gebraucht goufen?

- Kann de Minister eis eng Opstellung ginn, wéi héich déi finanziell Ënnerstützung pro Produktioun ausgefall ass, an och, a wéi engem Verhältnis dës Ënnerstützung zu den exposéierte Käschte vun der jeeeweileger Produktioun stoung?

- Kritt de Minister de Box Office mat de Spectateurszuele vun de respektive Produktiounen matgedeelt? Wann net, mengt de Minister net awer, dass et wiczig wier, der Chamber dës Zuele matzedeelen?

- Kann de Minister eis prezis soen, wivill Leit den Ament an der Lëtzebuurger Filmindustrie schaffen?

- Ass de Minister bereet, iwwert d'Ofschafung vum Punktesystem nozedenken, wéi vun de Produzenten gefrot, ee Punktesystem, deen d'Zréckgräifen op Lëtzebuurger Professioneller, den Tournage zu Lëtzebuerg etc. virschreift? Huet de Minister wëlle, d'Gesetz iwwert de Filmfong ofzeänneren? Wa jo, wou huet de Minister wëlle ze änneren?

Réponse (25.09.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

De Budget vum Filmfong beleeft sech fir d'Joren 2016 an 2017 zesummen op 66.667.000 €. Dës Sue si geduecht, ewéi d'Gesetz et virgesäit, fir d'Entwécklung vum Lëtzebuurger audiovisuelle Secteur ze férdere, an dat iwwert de Wee vun der Kreatioun vun audiovisuelle Wierker.

De Gros vun dëse Moyene gëtt an d'Aides financières sélectives (AFS) investéiert, op déi den honorabelen Deputéierten sech a senger Question parlementaire beriff.

De Lëtzebuurger Filmfong kommuniquéiert iwwert de Wee vun der Press all Decisionen, déi 5-mol d'Joer vum Comité de sélection geholl ginn. Och publizéiert de Filmfong d'Chiffere betreffend d'Aiden, déi en ausstellt, op sengem Internetsite www.filmfund.lu. En plus féint een am Rapport annuel vum Medieministère a vum Kulturministère déi wichtegst Chiffere, wat d'Aktivitéite vum Filmfong ueget.

Doriwwer eras publizéiert de Lëtzebuurger Filmfong all Joers en detailléierte Rapport annuel mat alle Chifferen an Detailer. D'ailleurs gëtt de Rapport 2016 den Dënschden, de 26. September 2017, der Press virgestallt.

Mä selbstverständlech iwwermëttelen ech dem honorabelen Deputéierten en annexe déi detailléiert Lëscht vun de Projeten, déi 2016 an 2017 bis elo iwwert de Wee vun Aides financières sélectives (AFS) ënnerstëtzt gi sinn, mat der Opstellung vun der Aide, déi pro Projet accordéiert gouf (*annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

D'Aide financière sélective ass un de Filmprojet gebonnen a ka just e Pourcentage vum Gesamtbudget vun enger Produktioun ausmaachen (dat ka bei minoritäre Filmer ni méi ewéi 30% vum ganze Budget ausmaachen a bei Filmer mat Lëtzebuurger Realisateur ni iwwer 90% vum Gesamtbudget goen). Et ass dofir net wierklech méiglech, eenzel opzelëschten, wéi eng Sue fir wéi eng Depense benotzt ginn.

Et ass awer kloer, datt d'Aidë vum Fong nëmme verwennt kënnen gi fir Depensen, déi och en direkte Retour économique, culturel oder social fir de Grand-Duché opweise kënnen, esou wéi dat am Gesetz virgesinn ass.

Wat elo de Box Office ueget, esou kann ech bestätegen, datt den CNA responsabel ass fir déi alljärelech Opstellung vun deene Chifferen. Den CNA publizéiert dës Chifferen all Joer. Detailer iwwert déi verkaafte Billjeeë vun de Lëtzebuurger Filmer aus de Joren 2015 an 2016 fannt Der och en annexe (*annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

D'Unzuel vun de Léit variéiert natierlech mat den Aktivitéiten am Secteur. No Analys vum Filmfong kann ee soen, datt am erweiderten audiovisuelle Produktionsberäich tëschen 900 an 1.000 Leit hiert deeglecht Brout an dësem kreativen Ëmfeld verdéngen.

Wat elo de sougenannte Punktesystem ueget, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, do muss een ënnersträchen, datt et sech hei ëm en interne Mechanismus vun der Administration handelt, deen et erlaabt, de Retour économique, culturel et social vun all Aide, déi accordéiert gëtt, ze evaluéieren.

Mir kréien elo vum Secteur gesot, datt eist Gesetz an dëse Punktesystem vill manner kompetitiv gi sinn, well d'Aiden an eisen Nopeschlänner drastesch an d'Luucht gesat goufen an deene leschte Méint.

Doropshin hunn ech de Secteur gefrot, mer Proposen ze maachen, wat een am Gesetz kéint änneren, fir datt eisen audiovisuelle Secteur, deen eng ganz grouss international Unerkennung genéisst, sech weider positiv entwéckele kann.

En Aarbechtsgrupp tëschen Verrieder vun deenen eenzele professionellen Associatiounen wäert sech mam Filmfong zesummesetzen a gemeinsam Propositionen ausschaffen, déi et erlaube sollen, eisen audiovisuelle Secteur weiderhi kompetitiv ze halen.

A selbstverständlech wäert ech bereet sinn - le cas échéant -, dat Gesetz iwwert de Filmfong ofzeänneren, wann dat de gemeinsame Wëlle vum Secteur ass, fir datt eis Aarbechtsplaz stabil bleiwen an eis kreativ an technesch Kompetenzen ausgebaut kënnen ginn a fir datt eis Filmproduktionsgesellschaften sech perenniséieren kënnen a weiderhin héichwäerteg Wierker schafe kënnen.

Question 3244 (25.08.2017) de **M. Emile Eicher** (CSV) concernant la **convention collective pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social**:

La nouvelle convention collective de travail du secteur SAS récemment signée couvre la période du 1^{er} octobre 2017 au 31 décembre 2019. L'article 3 de ladite convention définit son champ d'application, de même qu'une liste non exhaustive d'établissements visés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me chiffrer l'impact financier de ladite convention collective de travail sur le secteur communal en général et par commune en particulier?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir ces données pour l'année en cours, de même que pour les années à venir?

Réponse (09.10.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

De prime abord, j'aimerais rappeler à l'honorable Député que, de par sa circulaire n°2750 du 16 décembre 2008, le Ministre de l'Intérieur de l'époque a initié, suite d'ailleurs à une intervention du Syvicol, une procédure d'engagement exceptionnelle du personnel socio-éducatif sous le statut de l'employé privé permettant aux communes de répondre au besoin accru de personnel du fait de l'introduction des chèques-services accueilli à partir du 1^{er} mars 2009.

Ensuite, il y a lieu de préciser que selon l'article 22 du statut général des fonctionnaires communaux, la rémunération des salariés est fixée par le conseil communal en conformité avec les exigences du Code du travail.

Conformément au principe de l'autonomie communale, il échet dès lors au conseil communal de fixer la rémunération des salariés du secteur communal en général et, en l'espèce, du personnel socio-éducatif en se basant, notamment, sur les dispositions de la convention collective du secteur SAS, respectivement sur les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2001 concernant la rémunération des employés communaux, voire d'autres dispositions.

Notons finalement que les communes peuvent également opter pour l'engagement d'éducateurs sous le régime de l'employé ou du fonctionnaire communal.

Vu cette flexibilité et donc l'hétérogénéité des statuts du personnel socio-éducatif des communes et compte tenu du fait que la tutelle étatique en matière d'engagement de salariés des communes du secteur SAS se limite à l'approbation des décisions de création de postes et de l'engagement des agents visés, le Ministère de l'Intérieur ne dispose pas d'informations au sujet de l'impact financier des modifications apportées à la convention collective SAS.

Il appartient dès lors à chaque commune d'estimer, à l'instar notamment des autres charges

relatives au personnel communal, ses dépenses en matière de rémunérations du personnel socio-éducatif dans le cadre de l'élaboration du budget, voire du plan pluriannuel de financement.

Question 3245 (25.08.2017) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **reconnaissance de la culture de la fête foraine en tant que patrimoine national**:

D'Schueberfouer huet hir Dieren nees opgemaach. Et ass ewell déi 677. Editioun vun engem Evenement, dat sech iwwert d'Jorhonerte vun engem mëttelalterleche Joermarkt zu engem vun deene gréissten a modernste Vollecksfester aus Europa entwéckelt huet. D'Schueberfouer ass an engems méi wéi ee grousst Fescht. Et ass eng Lëtzebuurger Tradition, ee kulturell Evenement, dat enk mat der Stad an dem Land verbonnen a wäit iwwer ons Grenzen eras bekannt a beléift ass, een Evenement, op deem ee ganz bestëmmte Patrimoine gelieft a weidergedroe (zesummegeeschriwwen) gëtt: de Patrimoine vun onse Vollecksfester a Kiermessen an de Patrimoine vum Forainswiesen.

Ons franséisch Noperen hu viru Kuerzem ee wichtige Schrëtt gemaach an d'„culture vivante de la fête foraine“ op hir national Lëscht vum immatérielle kulturelle Patrimoine gesat. Bei onsen däitschen a belschen Noperen ginn et äänlech Iwwerleeungen.

Och zu Lëtzebuerg ginn et Historiker, déi sech zënter Jore mam Lëtzebuurger Vollecksfest-, Kiermes- a Forainswiesen auserneetzen a sech dofir engagieren, datt d'ëst offiziell unerkannt an a Form vun engem öffentliche Dokumentationszentrum a Musée anstänneg dokumentéiert, opgeschafft, erhalen an en valeur gesat gëtt. Esou ee Musée wier och déi richteg Plaz, fir historesch Kiermesmanègen a Forainsmaterial auszustellen an dës als materielle Patrimoine unzërkennen, ze schützen an ze erhalen.

An Däitschland gouf eréischt virun enger Zäitche fir d'zweete Kéier een nostalgesch Riserad als mobil Monument ënner Denkmalschutz gestallt. An och heiheim ginn et Lokalpolitiker, déi sech an hire Gemengen dofir engagieren, datt historesch Manègen fir de grand Public erhalte ginn. Nëmme esou kënnen dës Zeie vun onser Kultur-, Sozial- an Industriegeschicht weiderliewen.

An deem Kader géif ech dem Här Kulturminister gären dës Froe stellen:

1. Deelt den Här Minister meng Meenung, datt, esou wéi dat a Frankräich gemaach ginn ass, och hei zu Lëtzebuerg ons Vollecksfester a Kiermessen, d'Forainswiesen, historesch Manègen a Forainsmaterial national als immatérielle Patrimoine unerkannt solle ginn? Wa jo, ass d'Regierung prett, déi néideg Demarchen dofir ze maachen?

2. Deelt den Här Minister meng Meenung, datt niewent enger Unerkennung als national immatérielle Patrimoine zu Lëtzebuerg een öffentliche, lëtzebuergesch an europäeschen Dokumentationszentrum a Musée geschafte soll ginn, fir d'Vollecksfest-, d'Kiermes- an d'Forainswiesen wëssenschaftlech ze dokumentéieren, opzeschaffen an ze erhalen a fir historesch Kiermesmanègen a Forainsmaterial ze sammelen, ze schützen an ze erhalen? Wa jo, ass d'Regierung prett, esou ee Projet matzedroen a finanziell ze stäipen? Géif d'Regierung mathëllefen, een appropriéierten, gutt accessibelen Site fir esou ee Projet ze sichen?

Réponse (09.10.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1. Vollecksfester, Kiermessen, d'Forainswiesen, historesch Manègen a Forainsmaterial kënnen zu Lëtzebuerg als nationale materielle an immatérielle kulturelle Patrimoine unerkannt ginn, wa si déi legal Konditiounen dofir erfëllen.

Fir Unerkennung vu materiellem Kulturiewe bitt d'Gesetz vu Sites et monuments vun 1983 déi néideg juristesche Basis. Am Kader vun der bestëeender Gesetzgebung iwwert den Denkmalschutz kënnen entsprechend materiell Artefakten, no Avis vun der nationaler Denkmalschutzkommissioun, ënner nationaler Denkmalschutz gestallt ginn. Ass dat geschitt, kann den Erhalt vun dëser materieller Kulturierschaft verstärkt mat Rot an Dot, och a Form vu Subsidien, vum Kulturministère iwwert de Service des sites et monuments nationaux ënnerstëtzt ginn.

Den Artikel 2 vun der Unesco-Konvention fir d'Erhale vum immatérielle Kulturiewe vum 17. Oktober 2003, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet,

gesäit d'Definition vu kulturellem immatérielle liewe vir. Ënner dës Definition falen ënner anerem Traditionen, sozial Gebräicher a Festivitéiten.

Dës Konvention gesäit par ailleurs en nationalen Inventaire vum immatérielle Kulturiewe vir. Esou en Inventaire ass eng éischte Kéier 2008 realiséiert ginn. Den 22. März 2017 huet de Ministère e Konservator vum Service des sites et monuments nationaux mat der Aktualiséierung vun deem nationalen Inventaire beoptragt. Doduerch soll en neie Grondsteen geléicht gi fir den Erhalt an d'Vermittlung vun der immatérielle Kulturierschaft hei zu Lëtzebuerg.

Och dat europäescht Kulturierschaftsjoer 2018 bitt d'Gelegenheet zur weiderer Unerkennung a Valorisation vun alle Formen vu Kulturiewe, dorënner immatérielle Kulturiewe a Patrimoine mobilier, genaousou wéi Architektur oder Archeologie.

ad 2. Momentan ass et net virgesinn, e Musée, deen d'Vollecksfest-, d'Kiermes- an d'Forainswiesen dokumentéiert, ze schafen.

De Schutz vu Kiermesmanègen a Forainsmaterial ass, och ouni Musée, méiglech iwwert de Wee vun der Protektiounsprozedur wéi uewendriwwer beschriwwen.

Question 3246 (25.08.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **dispositif de sécurité pour la «Schueberfouer»**:

En faisant allusion à la traditionnelle Schueberfouer, l'auteur d'un article paru sur wort.lu s'exprime ainsi:

«Mais alors qu'on pouvait s'attendre à des précautions maximales au niveau de la sécurité dans le contexte de menace terroriste actuel, les visiteurs ont pu constater que les entrées des allées n'étaient absolument pas protégées.» L'auteur continue: «[...] de nombreux visiteurs se sont posés des questions au vu du dispositif anticamion bélier inexistant. „Soit on pense que le Luxembourg est intouchable, soit les organisateurs ont été pris par le temps, auquel cas, je trouve que c'est une faute grave, avec les événements récents.“»

Contactée par wort.lu, la Ville de Luxembourg a expliqué qu'une partie des blocs en béton n'avait été livrée que le jour même de l'ouverture et leur mise en place n'était à ce moment-là plus possible. La Ville de Luxembourg a également expliqué que les accès ne pourront en aucun cas être complètement barrés, étant donné qu'aussi bien les camions de livraison que les services d'intervention devront pouvoir circuler.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le niveau de menace au Luxembourg a été revu à la hausse suite aux attentats de Barcelone?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que les précautions maximales au niveau de la sécurité ont été prises pour protéger les visiteurs de la Schueberfouer? Les retards dans la mise en place des blocs en béton ont-ils été comblés entre-temps?

3. La mise en place de poteaux amovibles au niveau des accès à la Schueberfouer (en lieu et place des blocs de béton) a-t-elle été discutée? Pourquoi cette option n'a-t-elle pas été retenue?

4. Alors que d'autres manifestations (telle la braderie) approchent, la mise en place de tels poteaux serait-elle une option pour empêcher des attaques aux engins anti-bélier? D'autres options ont-elles été considérées pour la sécurisation de certaines rues lors de manifestations ponctuelles (disposer des camions à l'entrée de certaines rues, etc.)?

Réponse (18.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Après les attentats de Barcelone, le niveau de menace au Luxembourg a été maintenu au niveau 2.

ad 2. Toutes les dispositions adaptées ont été prises par la Police grand-ducale en étroite collaboration notamment avec les autorités communales afin de sécuriser les visiteurs de la Schueberfouer. En effet, la protection des visiteurs ne se limite non seulement à la mise en place de barrières physiques aux endroits d'accès, mais s'identifie également par une présence effective des services de police sur les lieux.

Quant aux blocs de béton manquants le jour de l'ouverture, ces derniers ont été livrés et posés au lendemain matin après l'ouverture officielle de la Schueberfouer.



ad 3. La mise en place de poteaux amovibles exige des réflexions et analyses approfondies, étant donné que ces derniers doivent résister à des chocs d'une puissance élevée. Actuellement, les autorités communales de la Ville de Luxembourg, en concertation avec la Police grand-ducale, étudient et évaluent la faisabilité d'une telle réalisation.

ad 4. La question de la mise en place de tels poteaux amovibles ne se limite pas sur le secteur du Glacis, mais s'étend bien au-delà sur d'autres zones à risque telles que les zones piétonnes et autres surfaces publiques critiques, notamment au centre-ville.

Question 3247 (28.08.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'**autorité parentale**:

Il me revient que les parents séparés désirant partir en vacances à l'étranger avec leurs enfants dont ils n'ont pas l'autorité parentale doivent disposer d'une autorisation parentale émise par le parent ayant l'autorité parentale légalisée par les services de la commune où ce parent réside.

Cette exigence aurait été communiquée récemment aux communes par les services du tribunal de la jeunesse. La conséquence dans les cas où un parent, même muni d'un titre de voyage valable de l'enfant mineur en question, tel un passeport ou une carte d'identité, se présenterait à l'aéroport ou ferait l'objet d'un contrôle dans un train, serait qu'on refuserait à ce parent le droit de voyager avec son enfant.

Le résultat de cette pratique est que de nombreux parents séparés ou en conflit avec leur ex-conjoint ou partenaire, sont dans l'impossibilité de partir en vacances à l'étranger avec leur enfant. Dans de nombreux autres cas, des parents se présenteront avec une parfaite bonne foi, munis des titres de voyage de l'enfant et se verront refuser l'accès à l'avion. Dans tous les cas, le parent n'ayant pas l'autorité parentale est à la merci de son ex-partenaire sinon du contrôle des passeports.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de cette pratique administrative? Depuis quand cette règle est-elle en vigueur? Dans l'affirmative, quelle en est la base légale?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de cas de kidnapping d'enfants vers l'étranger par des parents luxembourgeois ou des parents étrangers sur des enfants vivant sous autorité parentale au Luxembourg qui ont été répertoriés les cinq dernières années?

3. En considération de la réponse à la question sous 2., Monsieur le Ministre estime-t-il que la règle trouvant apparemment son origine au tribunal de la jeunesse est justifiée?

4. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette position est inconciliable avec l'intention du Gouvernement de réformer la loi dans le sens d'une autorité parentale partagée dans le cadre du projet de loi 6996?

Réponse (21.09.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Je ne peux pas confirmer car selon les informations recueillies auprès du Procureur général d'État et du tribunal de la jeunesse, il s'avère que ni le Service du tribunal de la jeunesse ni le Service du juge des tutelles n'ont communiqué d'exigences à l'égard des communes quant à la nécessité pour le parent non titulaire de l'autorité parentale d'un enfant de disposer d'une autorisation parentale émise par le parent titulaire de cette autorité parentale légalisée par les services de la commune de résidence.

Les parents peuvent en principe emmener temporairement leurs enfants à l'étranger.

En cas de séparation des parents non mariés exerçant l'autorité parentale conjointe, le juge des tutelles peut être saisi par l'un des parents ou par les deux aux fins d'obtention d'une attestation ou d'un certificat déclarant qu'ils exercent l'autorité parentale conjointe sur l'enfant. Les juges des tutelles délivrent dans ce cas les documents requis, si les parents confirment vouloir exercer l'autorité parentale conjointe.

Si l'enfant dispose d'un passeport, il est également possible de faire mention dans le passeport de l'enfant du nom du ou des parents exerçant l'autorité parentale.

En cas de divorce de parents mariés, le jugement de divorce attribue la garde de l'enfant à l'un des parents.

En cas de séparation des parents où un seul des parents exerce l'autorité parentale, il est vive-

ment conseillé à celui des parents qui n'exerce pas l'autorité parentale et qui désire emmener temporairement l'enfant à l'étranger de disposer d'une autorisation parentale émise par l'administration communale de la commune de la résidence du parent exerçant l'autorité parentale. En effet, il dépend de la législation des pays étrangers quels documents sont requis.

Dans tous les cas, si un seul des parents séparés exerce l'autorité parentale, l'autre parent dispose d'un droit de visite et d'hébergement. Il peut emmener l'enfant temporairement à l'étranger (à l'intérieur de l'UE), étant donné le principe UE de la libre circulation des personnes.

La base légale se trouve dans le Code civil, au Titre IX du Livre I^{er}.

ad 2. En ce qui concerne le nombre de cas de kidnapping vers l'étranger par des parents luxembourgeois ou par des parents étrangers sur des enfants sous autorité parentale au Luxembourg: un certain nombre de cas d'enlèvement international d'enfants, sur base de la Convention sur les aspects civils d'enlèvement international d'enfants de La Haye conclue le 25 octobre 1980, ont été répertoriés.

Nombre de dossiers d'enlèvement d'enfants du Luxembourg vers l'étranger:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nombre de dossiers d'enlèvement d'enfants de l'étranger vers le Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Les juges déterminent le ou les parents titulaires de l'autorité parentale et les modalités du droit de visite et d'hébergement du parent non gardien. Il ne leur appartient pas d'émettre des exigences à l'égard des parents selon lesquelles le parent qui quitte le territoire luxembourgeois avec son enfant établit que le parent titulaire de l'autorité parentale est d'accord avec ce déplacement.

Il est arrivé que les services susvisés soient contactés par des parents qui, lors d'un voyage, se sont vu contraints d'établir la preuve que le parent titulaire de l'autorité parentale est d'accord avec la sortie de l'enfant du territoire, la préoccupation étant d'éviter un déplacement illicite.

Pour éviter toute difficulté à l'avenir, ces services conseillent au parent concerné de se munir d'une autorisation parentale de la part du parent titulaire de l'autorité parentale. La même difficulté se pose pour un parent détenteur de l'autorité parentale conjointe qui, selon nos renseignements, doit justifier de l'accord du parent qui ne voyage pas avec lui pour que l'enfant puisse quitter le territoire.

Ces conseils ne constituent cependant pas des exigences à l'égard des parents, mais une réponse aux exigences posées par d'autres administrations qui interviennent dans un but de prévention de déplacement illicite d'un enfant.

ad 4. En date du 27 mai 2016, le projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale a été déposé à la Chambre des Députés. Il institue l'autorité parentale conjointe que les parents soient mariés ou non, qu'ils vivent en partenariat, soient séparés ou divorcés. Elle s'exerce à l'égard de tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage.

Après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à l'autorité parentale, l'autorité parentale conjointe sera le principe, de sorte que les cas d'exercice unilatéral de l'autorité parentale diminueront sensiblement et les pratiques administratives seront adaptées en conséquence.

Question 3249 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les «**guichets de pré-examen**» en Afrique:

En effet, lors d'un sommet migratoire sahélo-européen restreint à Paris, le Président français Emmanuel Macron vient de proposer «d'identifier» dès le Niger et le Tchad les ressortissants «qui ont droit à l'asile» et de commencer «la procédure dès le territoire africain» via des «guichets de pré-examen», l'objectif étant d'offrir une alternative légale aux demandeurs d'asile tout en intensifiant la lutte contre les passeurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son analyse des résultats du précité sommet sahélo-européen organisé par la Présidence française?

2. Monsieur le Ministre peut-il tout autant m'éclairer sur la position du Gouvernement relative aux «guichets de pré-examen» («hotspots») en Afrique?

3. Dans le cas d'une appréciation positive, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit plus judicieux d'installer des «guichets de pré-examen» dans le cadre d'une politique coordonnée de l'Union européenne?

Réponse (18.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le 28 août s'est tenu à l'Élysée le sommet sur la migration avec l'Afrique auquel ont participé, sur invitation française, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Haute représentante de l'Union européenne, le Niger, le Tchad et le président du Conseil libyen.

Les participants ont confirmé leur attachement aux résultats du sommet euro-africain de La Valette de 2015 qui préconise des efforts sur le long terme et une responsabilité partagée pour remédier aux causes profondes de la migration irrégulière. Ils ont appelé également à limiter les atteintes aux droits de l'Homme auxquelles les migrants sont confrontés, la mobilisation du Fonds européen pour le développement (FED) à des fins de gestion migratoire, le renforcement des retours vers l'Afrique, le renforcement et la régionalisation des missions européennes EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger et EUBAM Libye pour renforcer les capacités contre la migration irrégulière, un appui à la force conjointe du G-5 Sahel, une coopération renforcée avec l'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat pour les réfugiés, une amélioration sécuritaire en Libye sous l'égide des Nations Unies et la création d'alternatives économiques aux trafics en tous genres.

Tous ces éléments font déjà partie des politiques poursuivies, tant au niveau des Nations Unies qu'au niveau de l'Union européenne. Le principal élément nouveau est celui que l'honorable Député aborde dans des questions 2 et 3, à savoir l'idée de la mise en place de «guichets de pré-examen» en Afrique. Toutes ces idées ne pourront engranger des résultats que si elles poursuivent des objectifs de durabilité, respectent les valeurs humanitaires européennes et que si elles s'inscrivent dans une politique d'ouverture de voies d'accès légales qui assure protection aux personnes persécutées et qui satisfait les besoins économiques et démographiques de l'Europe.

ad 2. Il convient de noter d'emblée que les «guichets de pré-examen» tels que proposés dans le cadre de la déclaration adoptée à Paris ne correspondent pas au concept des «hotspots» tels qu'ils ont été mis en place par l'Union européenne en Italie et en Grèce. L'idée évoquée à Paris vise à prévenir la migration irrégulière vers la Libye, à prendre en charge les personnes en amont, notamment au Niger et au Tchad, et, par une réduction du nombre, à améliorer les conditions de vie des migrants en Libye. Si cette idée semble donc à première vue présenter des atouts, force est de constater que plusieurs conditions sont à remplir au préalable pour que cette piste puisse avoir du succès. Il faut créer des capacités d'accueil au Niger et au Tchad, obtenir la coopération de l'Organisation internationale pour les migrations ainsi que du Haut-Commissariat pour les réfugiés et mettre en place un programme de réinstallation qui fonctionne.

ad 3. La Commission européenne, la Haute représentante de l'Union européenne et la Présidence estonienne du Conseil envisagent d'assurer un suivi au sein des enceintes européennes afin de garantir la mise en œuvre d'une politique coordonnée de l'Union européenne. Cela étant dit, les États membres sont les premiers en charge de l'exécution du droit de l'Union européenne, ce qui dans le contexte de la gestion des flux des migrations explique des initiatives par certains États membres qui mettent en œuvre des politiques définies par l'Union européenne.

Question 3250 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**éventuelle suspension des droits de vote de la Pologne**:

En effet, le 26 juillet, la Commission européenne a donné un mois à Varsovie pour mettre fin à la «menace systémique» pesant sur l'État de droit en Pologne et «l'informer des mesures prises» pour modifier les réformes ébranlant selon lui l'indépendance de la justice. Bruxelles a menacé de déclencher l'article 7 du

traité de l'UE si la Pologne maintenait ses réformes en l'état. Varsovie vient de contester par la suite les préoccupations européennes concernant ses réformes judiciaires controversées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de la Commission dans le sens d'une «violation grave et persistante» des valeurs de l'Union en Pologne?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur les intentions de vote du Luxembourg au Conseil de l'UE relatives à une suspension éventuelle des droits de vote de la Pologne?

Réponse (19.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Après ses recommandations sur l'État de droit en République de Pologne adoptées respectivement les 27 juillet et 21 décembre 2016, c'est en date du 26 juillet 2017 que la Commission européenne a adressé aux autorités polonaises une troisième recommandation concernant la situation de l'État de droit. Elle y a exposé «ses vives préoccupations concernant la réforme du système judiciaire en Pologne». Selon l'appréciation de la Commission, «cette réforme accroît la menace systémique pesant sur l'État de droit en Pologne», qui avait déjà été constatée dans le cadre de la procédure de sauvegarde de l'État de droit engagée par la Commission en janvier 2016.

Le Luxembourg appuie les efforts de la Commission européenne, en tant que gardienne des traités, visant à promouvoir et à préserver l'État de droit au sein de l'Union européenne. Dans ce contexte, il partage les préoccupations exprimées par la Commission au sujet de la situation de l'État de droit en Pologne. Cette position a été exprimée publiquement à plusieurs reprises et le Luxembourg est également intervenu en ce sens lors du Conseil «Affaires générales» du 16 mai 2016. Ensemble avec ses homologues belge et néerlandais, le Premier Ministre a également abondé dans le même sens lors de la rencontre des chefs de Gouvernement Benelux-Vișegrad qui s'est tenue à Varsovie le 19 juin 2017.

ad 2. Le Luxembourg s'attend à ce que les autorités polonaises engagent un dialogue sérieux et constructif avec la Commission européenne sur les recommandations formulées par cette dernière. En cas d'absence de réponse satisfaisante de la part des autorités polonaises, la Commission vient d'annoncer qu'elle est prête à déclencher la procédure prévue à l'article 7, paragraphe 1, du Traité sur l'Union européenne. Celle-ci permet au Conseil des ministres, après avoir entendu l'État membre en question, d'adresser à ce dernier, à la majorité des quatre cinquièmes, des recommandations formelles. À l'heure actuelle, un recours à l'article 7 du TUE est encore évitable et le Luxembourg espère qu'il soit possible de reprendre un dialogue constructif entre la Commission et le Gouvernement polonais afin d'éviter un tel scénario. Au cas où un tel recours ne se laisserait cependant pas éviter, le Luxembourg analysera une éventuelle proposition de la Commission européenne et sa position reflétera alors l'importance capitale qu'il attache à la promotion et à la protection des valeurs visées à l'article 2 du TUE.

La procédure énoncée à l'article 7 du TUE prévoit en dernier lieu, c'est-à-dire seulement après la constatation formelle par le Conseil européen, statuant à l'unanimité «d'une violation grave et persistante» par un État membre des valeurs européennes, la possibilité de suspendre certains droits de l'État membre concerné, y compris les droits de vote au sein du Conseil. En l'absence d'un déclenchement de l'article 7, la question de la suspension des droits de vote d'un État membre au sein du Conseil ne se pose actuellement pas.

Question 3251 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**aide de préadhésion pour la Turquie**:

En effet, selon la Cour des comptes européenne - qui effectue actuellement un audit du soutien financier de l'UE pour la Turquie - Ankara perçoit plus de 40% des fonds alloués au titre de l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP). Selon la Commission européenne, 4,79

milliards d'euros ont été alloués à la Turquie au cours de la période 2007-2013. Pour la période 2014-2020, une dotation supplémentaire de 4,45 milliards d'euros lui a été accordée, sur lesquels 186 millions ont été versés jusqu'en mai 2017. Après les récentes tensions diplomatiques avec Ankara, le Ministre allemand des Affaires étrangères aurait, selon la presse allemande, plaidé pour un gel des précités versements. Le Président de la Commission européenne a, quant à lui, affirmé que la Turquie s'éloignait «à pas de géant de l'Europe».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur la position précise du Gouvernement relative à l'aide de préadhésion pour la Turquie?

2. Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de son homologue allemand dans le sens d'un gel de la précitée aide de préadhésion?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre une initiative appropriée au niveau européen?

Réponse (28.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. En tant que candidat à l'adhésion, la Turquie a droit à une aide à la préadhésion de l'Union européenne. Le droit au financement par le biais de l'Instrument d'aide à la préadhésion (IAP II) étant juridiquement lié au statut de candidat, ces aides peuvent uniquement être suspendues en cas de suspension formelle des négociations d'adhésion. Sur base des conclusions de la Présidence du Conseil de l'UE de décembre 2016, la Commission européenne a réorienté une partie de l'aide à la préadhésion pour soutenir davantage les domaines de l'éducation, la société civile et l'État de droit. Compte tenu de la situation actuelle en Turquie et la marge de manœuvre restreinte du point de vue juridique, le Luxembourg a apporté son soutien à cette réorientation qui permet de poursuivre, voire d'intensifier, le soutien accordé à ceux qui en Turquie croient toujours en l'Union européenne et ses valeurs.

ad 2. Dans les circonstances actuelles et pour les raisons énoncées ci-dessus, un gel complet et immédiat de l'aide à la préadhésion de l'Union européenne à la Turquie ne nous paraît pas opportun.

ad 3. Sans objet.

Question 3253 (30.08.2017) de **M. Marc Spautz** et **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **détachement des travailleurs**:

Lors du Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» des 15 et 16 juin 2017, le Conseil des ministres concerné a pris note d'un rapport sur l'état des travaux portant sur la directive concernant le détachement des travailleurs.

Il résulte de ce rapport que

«Après de premières discussions qui ont permis de mieux clarifier les notions [telle que la rémunération] et thèmes principaux [p. ex. le détachement de longue durée] de la directive, la présidence maltaise a limité les options pour chaque notion et chaque thème et a engagé des négociations sur un texte unique, modifiant la proposition de la Commission sur plusieurs points. Au cours de plusieurs réunions successives, le groupe «Questions sociales» a analysé différents textes de compromis proposés par la présidence concernant l'ensemble de la proposition.

Les discussions ont été axées sur les principaux sujets déjà relevés par les présidences précédentes, ainsi que sur les transports et la possibilité de différer l'application de la directive.»

La Présidence maltaise estime qu'un accord est en vue, malgré des approches différentes de certaines questions essentielles.

En tournée en Europe de l'Est, le Président français tente de rallier les pays les plus réticents à son projet de réforme de la directive sur le détachement des travailleurs.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux sept sujets listés dans le rapport sur l'état des travaux susmentionné ((i) rémunération, (ii) détachement de longue durée, (iii) conventions collectives, (iv) sous-traitance, (v) travailleurs intérimaires, (vi) transports, (vii) transposition, application et réexamen)?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport aux propositions du Président français?

3) Le Gouvernement est-il d'avis qu'un texte de compromis puisse être trouvé au sein du Conseil des ministres d'ici la fin de l'année? Qu'en est-il de la position du Parlement européen sur le sujet?

4) À supposer que la réforme de la directive sur le détachement des travailleurs n'aboutit pas dans un avenir proche, comment le Gouvernement entend-il mieux protéger les travailleurs et renforcer la lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale?

Réponse (16.10.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) Le 8 mars 2016, la Commission a adopté une proposition modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs (ci-après directive détachement). Cette proposition vise à procéder à une révision ciblée en vue de garantir des conditions de concurrence équitables entre les prestataires de services et, dans le même temps, de protéger les travailleurs détachés.

Selon la Commission, la directive, vieille de 20 ans, ne reflète plus de manière appropriée les évolutions intervenues depuis 1996 et la réalité d'aujourd'hui sur les marchés du travail, par exemple l'augmentation considérable des disparités salariales entre les États membres. Celle-ci était de un à trois, elle s'établit à un dix ans après les élargissements.

Le Luxembourg s'est toujours prononcé en faveur d'une révision de la directive de 1996, jugeant que la directive d'exécution marquait un progrès, mais laissait des questions importantes non résolues.

Il a donc salué la proposition de révision de la Commission axée sur le principe «Même salaire pour même travail au même endroit».

Le Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» (EPSCO) a entamé les discussions sur la proposition sous la Présidence néerlandaise. Sur la base de ces travaux préparatoires, la Présidence slovaque a continué à clarifier les notions et les thèmes principaux de la directive.

À noter qu'avant le début des discussions, un groupe d'États membres s'est opposé à la proposition de la Commission de réviser la directive, la considérant prématurée au stade de la mise en œuvre de la directive d'exécution de 2014. Ces États membres avaient engagé une procédure «carton jaune» en vertu du principe de subsidiarité, ce qui a été récusé par la Commission.

Sous la Présidence maltaise, qui s'étendait du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, les options pour chaque notion et chaque thème ont été limitées et des négociations ont permis d'aboutir sur un texte de proposition unique qui a modifié la proposition de la Commission sur plusieurs points.

Au cours de plusieurs réunions successives, le groupe «Questions sociales» a analysé différents textes de compromis proposés par la présidence concernant l'ensemble de la proposition.

Les discussions ont été axées sur les principaux sujets déjà relevés par les présidences précédentes, ainsi que sur les transports et la possibilité de différer l'application de la directive.

Le nouveau Président français a tenté de rallier les pays les plus réticents à son projet prévoyant un durcissement des règles sur le détachement des travailleurs.

La France défend quatre modifications substantielles. D'abord, la prise en compte de la durée du détachement dès le premier jour afin d'éviter le contournement des règles du détachement en multipliant les séjours de courte durée. La France recommande également un plafonnement de cette durée à un maximum de douze mois sur deux ans.

Troisième modification défendue par la France: la rémunération équitable des travailleurs détachés, facteur de dumping social sauvage. Les règles du salaire minimum et les accords collectifs du pays d'accueil doivent s'appliquer aux travailleurs détachés sans la moindre dérogation.

Enfin, pour lutter efficacement contre la fraude dans le cadre du détachement, la France plaide pour un meilleur échange d'informations entre les systèmes de gestion sociale et des sanctions effectives en cas d'abus.

Le Luxembourg soutient largement ces propositions françaises et a signé un document qui est également soutenu par l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Autriche.

(i) rémunération

La proposition de la Commission vise à remplacer la notion de «taux de salaire minimal» par celle de «rémunération» dans le cadre du «noyau dur» des dispositions des États membres d'accueil qui s'appliquent aux travailleurs détachés. En conséquence, les dispositions légales et réglementaires concernant la rémunération prévues par la législation nationale ou les conventions collectives d'application générale deviennent applicables également aux travailleurs détachés.

La Présidence maltaise a par ailleurs suggéré d'étendre la notion de «rémunération» proposée par la Commission en ce qu'elle prévoit que «tous les éléments» de la rémunération prévues par la législation nationale ou les conventions collectives d'application générale deviennent applicables également aux travailleurs détachés.

Aussi, la Présidence maltaise a suggéré d'inclure des taux applicables aux allocations destinées à couvrir les dépenses de voyage, de logement et de nourriture encourues par un travailleur éloigné de son domicile pour des raisons professionnelles lorsqu'il doit voyager vers et depuis son lieu de travail habituel dans un État membre d'accueil ou lorsqu'il est temporairement envoyé par son employeur de ce lieu de travail vers un autre lieu de travail dans l'État membre d'accueil.

Ces points, qui sont également soutenus par la France, ont été repris par la Présidence maltaise et ensuite par l'actuelle Présidence estonienne, trouvant notre accord.

Aussi, le Luxembourg, tout comme la France, soutient la proposition de la Présidence maltaise qui prévoit que les éléments de la rémunération prévues par la législation nationale ou les conventions collectives déclarées d'obligation générale deviennent applicables également aux travailleurs détachés à partir du premier jour du détachement.

À noter que cette proposition a également été reprise par la Présidence estonienne.

(ii) détachement de longue durée

La proposition de la Commission contient une règle selon laquelle, si la durée prévue ou effective du détachement est supérieure à 24 mois, l'État membre d'accueil est réputé être le pays dans lequel le travail est habituellement accompli.

La Présidence maltaise avait suggéré qu'après 24 mois, un travailleur détaché doit se voir accorder toutes les conditions de travail et d'emploi établies par la législation et les conventions collectives dans l'État membre d'accueil, à l'exclusion explicite des procédures, formalités et conditions régissant la conclusion et la réalisation du contrat de travail.

Le Luxembourg avait initialement plaidé en faveur de l'application de ces mêmes conditions à partir de six mois de détachement. En vue de pouvoir trouver un accord en ce qui concerne ce point, le Luxembourg, tout comme plusieurs autres États membres, dont la France, ont proposé de réduire le détachement de longue durée à douze mois édenans une période de référence de 24 mois.

(iii) conventions collectives

La Commission a proposé de rendre la législation nationale et les conventions collectives d'application générale applicables aux travailleurs détachés dans tous les secteurs économiques. En vertu de la directive de détachement, cette disposition n'est obligatoire que dans le secteur de la construction et est facultative dans les autres secteurs.

Par la loi du 20 décembre 2002 portant transposition de la directive de détachement, le Gouvernement avait à l'époque déjà opté de faire usage de cette possibilité et de faire appliquer les dispositions en matière de détachement à tous les secteurs économiques et à toutes les activités, à l'exception des salariés du secteur de la marine maritime marchande.

À noter que cette proposition avait été soutenue par la Présidence maltaise et qu'elle a également été reprise par la Présidence estonienne.

(iv) sous-traitance

La proposition de la Commission introduit une nouvelle disposition relative à la sous-traitance. Cette disposition prévoit que les États membres devraient avoir la possibilité d'introduire des mesures qui obligerait les entreprises à ne sous-traiter qu'à des entreprises nationales et étrangères qui accordent aux travailleurs certaines conditions de rémunération, y compris

celles résultant de conventions collectives d'application non générale.

Malgré la proposition par le Luxembourg et par d'autres États membres de maintenir cette disposition, la Présidence maltaise tout comme la Présidence estonienne ont décidé de supprimer cette mesure.

(v) travailleurs intérimaires

La proposition de la Commission prévoit de rendre applicable le principe d'égalité de traitement entre les travailleurs intérimaires et leurs homologues des entreprises utilisatrices. Ainsi, pendant la durée de leur mission auprès d'une entreprise utilisatrice, les conditions essentielles de travail et d'emploi des travailleurs intérimaires sont au moins celles qui leur seraient applicables s'ils étaient recrutés directement par ladite entreprise pour y occuper le même poste.

La Présidence maltaise avait suggéré de maintenir la proposition de la Commission mais de la développer en ce qu'il soit veillé à ce que l'entreprise utilisatrice informe les entreprises intérimaires de ses conditions en matière de travail et d'emploi dans la mesure où ces conditions deviennent obligatoirement applicables aux travailleurs détachés. Parallèlement à cela, la Commission avait proposé de prévoir que le principe d'égalité de traitement des travailleurs intérimaires puisse aussi s'appliquer, à titre facultatif, à d'autres conditions que celles visées par l'article 5 de la directive 2008/104/CE relative au travail intérimaire.

Tout en considérant que le travail intérimaire ne cadre pas avec l'objectif du détachement et qu'il est à l'origine de beaucoup de fraudes, le Luxembourg peut se rallier à la proposition amendée de la Commission.

(vi) transports

La Commission n'a proposé aucune modification du champ d'application de la directive de détachement et sa proposition comprend un considérant qui souligne qu'il serait tout à fait approprié de prendre en considération les enjeux liés à la mise en œuvre de la directive sur le détachement de travailleurs du secteur des transports routiers internationaux dans une législation spécifique à ce secteur.

La Commission a récemment établi une proposition de directive modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier.

Un groupe de délégations avait estimé que, compte tenu des particularités du secteur et de la forte mobilité des travailleurs concernés, les transports routiers internationaux devraient être explicitement exclus du champ d'application de la directive sur le détachement et faire l'objet d'une législation spécifique au secteur. Un autre groupe de délégations, dont le Luxembourg, avait estimé que ce secteur devrait être maintenu dans le champ d'application de cette directive, et qu'une éventuelle législation spécifique devrait se contenter d'en clarifier et/ou améliorer la mise en œuvre.

La Présidence maltaise a considéré que cette question doit être examinée plus avant, notamment à la lumière des récentes propositions de la Commission en matière de transport routier.

Alors que le Luxembourg et d'autres États membres proposent de supprimer le considérant proposé par la Commission, la Présidence estonienne le maintient en vue des prochaines discussions en la matière.

Dans l'optique d'un compromis général, nous pourrions nous rallier en définitive à cette approche, à condition que les dispositions pour le transport devraient assurer un contrôle efficace. Ce secteur se caractérise par de nombreux abus et des situations sociales particulièrement difficiles pour les salariés.

(vii) transposition, application et réexamen

La Commission avait proposé que la nouvelle directive soit à transposer endéans un délai de deux ans.

La Présidence maltaise avait suggéré de modifier la disposition proposée en matière de transposition et d'application et avait proposé que les mesures de transposition des États membres soient adoptées et publiées dans les trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la directive et soient appliquées à partir de trois ans après ladite entrée en vigueur. Dans ce cas, la Commission réexaminerait l'application et la mise en œuvre de la directive au plus tard huit ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

Le Luxembourg pourrait, dans un souci de compromis, accepter la proposition de la Présidence maltaise.

À noter que la Présidence estonienne a récemment proposé que les mesures de transposition

des États membres soient adoptées et publiées dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la directive et soient appliquées à partir de trois ans après ladite entrée en vigueur.

Le Luxembourg peut également marquer son accord à cette proposition de la Présidence estonienne.

ad 2) La position du Gouvernement luxembourgeois en matière de détachement ne diverge pas par rapport aux propositions de la France étant donné que nous avons signé un document connu.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois souhaite qu'un compromis aussi large que possible soit trouvé au Conseil du 23 octobre, le Parlement adoptant son rapport le 16 octobre. Ce délai est important afin que la directive soit définitivement adoptée avant la fin de la législature.

Il faut noter que l'adoption de cette directive se fait à la majorité qualifiée. Le Luxembourg est pleinement engagé à ce que le prochain Conseil EPSCO parvienne à adopter un accord politique sur une révision qui améliore substantiellement la directive de 1996.

Question 3254 (30.08.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **loup**:

An der Äntwert vun der Madamm Ëmweltministeresch op d'parlamentaresch Ufro Nummer 3157 vum 24. Juli 2017 iwver ënner anerem aacht doudeg Schof, déi méiglecherweis vun engem Wollef gerass kéinte gi sinn, ass präziséiert ginn, dass, fir definitiv Opschlëss ze kréien, Resultater vun DNA-Prouwe missten ofgewart ginn.

D'Madamm Minister verweist an dësem Kontext op ee Pressecommuniqué vum Ëmweltdepartement vum 17. Juli 2017, wou ze liese war, dass et kann e puer Wochen daueren, bis déi Resultater do sinn. Zitat aus dem Pressecommuniqué: „Eine definitive Schlussfolgerung kann daher im Falle Garnich erst dann getroffen werden, wenn die Resultate der DNA-Proben vorliegen. Diese Untersuchung kann mehrere Wochen dauern.“

Zënter dësem Communiqué an der Äntwert vun der Madamm Ëmweltministeresch op d'parlamentaresch Ufro Nummer 3157 si mëttlerweile méi wei aacht Woche vergaangen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Ëmwelt folgend Fro stellen:

1. Firwat dauert et esou laang, bis Resultater virleien?
2. Ginn et Problemer bei der Analys vun den DNA-Prouwen?
3. Wa jo, wéi eng?
4. Wéini ass mat den definitive Resultater vun den DNA-Prouwen ze rechnen?

D'Madamm Minister huet des Weidere bestätegt, dass Kot fonnt ginn ass, deen absolutt net wollestypesch war a wou et net kloer ass, vu wéi engem Déier dee Kot ass. Dee Kot gouf geséchert an agefruer an e kann zu all Moment analyséiert ginn, falls d'DNA-Prouwe vun de Schof kee Resultat sollten erginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Ëmwelt dës Fro stellen:

5. Wann et esou schwierig ass, Resultater vun den DNA-Prouwen ze kréien, gëtt dann elo d'Kotpruf analyséiert an, wa jo, wéini kéinten do Resultater virleien?

Réponse (19.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Wann ee weess, dass dës Analysen an der Vakanzenzäit un een Institut an d'Ausland gaange sinn, sinn déi aacht Woche keng aussergewöhnlech laang Zäit.

Vu dass et sech potenziell ëm deen éischte Wollefsnoweis säit 124 Joer gehandelt huet a vu deen immens groussen Interessé um Thema am grand Public a bei de gewielte Volleksvertreieder, hat d'ANF dem Laboratoire d'Instruktioun ginn, d'Artanalys ze replizéieren (d. h. 2-mol ze maachen), fir sech duebel ofzesécheren. Des Weideren hat de Laboratoire och nach ze analyséieren, aus wat fir enger Populatioun dee Wollef géif stamen, an de genetesch Fangerofdrock vun deem präzisen Déier ze bestëmmen.

ad 2. Neen.

ad 3. /

ad 4. D'Resultat vun den DNA-Prouwe gouf den 1. September 2017 der Press an dem Public matgedeelt. Dee Communiqué mat de Resultater ass op www.gouvernement.lu publizéiert.

ad 5. D'Regierung gesäit kee Besoin, fir sech mat deem Kot, dee schonn Objet war vun der parlamentarescher Ufro Nummer 3157, ze beschäftegen.

Question 3255 (30.08.2017) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant les **nouveaux cas d'infection au VIH**:

Selon le dernier rapport du Comité de surveillance du sida, 98 nouveaux cas d'infection au virus de l'immunodéficience humaine (VIH) - le sida - avaient été recensés au Luxembourg en 2016. 73 hommes et 25 femmes ont été diagnostiqués positifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Dans la mesure où le Ministère de la Santé lance régulièrement des campagnes de prévention contre le VIH-sida, Madame la Ministre peut-elle estimer le nombre de personnes qui se sont contaminées sur le territoire luxembourgeois et de ceux à l'étranger?

2) En 2016, combien de fois a été prescrit le médicament Truvada en traitement préventif contre le VIH (PrEP - prophylaxie préexposition)?

3) Dans combien de cas, le médicament Truvada a été prescrit à plusieurs reprises à un même patient?

Réponse (28.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) Contrairement au sida (= manifestations cliniques de l'infection par le VIH), l'infection au VIH elle-même n'est actuellement pas une maladie à déclaration obligatoire au Luxembourg. La collaboration étroite entre la Direction de la santé, le Service national des maladies infectieuses et le laboratoire de rétrovirologie permet cependant un bon suivi de l'épidémie et le Comité de surveillance du sida, des hépatites et des maladies sexuellement transmissibles publie, dans son rapport annuel, le nombre total de nouveaux cas détectés au Luxembourg. Ce chiffre, qui résulte de données anonymisées ne fournit pas d'information sur le pays où la contamination a eu lieu. Cependant, dans une étude scientifique récente réalisée par le Laboratoire de rétrovirologie du Luxembourg Institute of Health (LIH) en collaboration avec des experts internationaux, une analyse phylogénétique des virus identifiés au Luxembourg pendant la période 2012 à 2017 montre que ces virus sont génétiquement liés de façon étroite aux virus détectés au Luxembourg pendant la période antérieure à 2005 à 2008. Ceci plaide fortement en faveur d'une majorité de transmissions locales.

La surveillance de certaines maladies infectieuses, dont notamment l'infection VIH, sera rendue encore plus performante à l'avenir grâce au projet de loi 7160 déposé à la Chambre des Députés par mon Ministère.

ad 2) La prophylaxie préexposition (PrEP) a été introduite comme projet pilote au Luxembourg en avril 2017, ceci sur recommandation du Comité de surveillance du sida, des hépatites et des maladies sexuellement transmissibles et en collaboration avec la Caisse nationale de santé. Il n'existe donc pas de chiffres pour 2016. Par contre, nous savons qu'en 2017 une vingtaine de personnes ont déjà été incluses dans le projet-pilote qui se déroule au Service national des maladies infectieuses.

ad 3) Le Truvada est un médicament antirétroviral qui trouve son indication dans le traitement de l'infection au VIH, la prophylaxie postexposition (PEP) et dans la PrEP. Dans le projet pilote mentionné ci-dessus, la plupart des personnes continuent à être à haut risque. Elles restent donc sous traitement préventif et sont régulièrement suivies par un médecin spécialiste et une équipe infirmière spécialisée. Il est prévu que l'analyse exacte des données et résultats de ce projet pilote se fera endéans une période de deux ans après le début du projet.

Question 3256 (30.08.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**harmonisation de la taxation des entreprises**:

En déplacement hier au Luxembourg, le Président français a évoqué, dans le contexte d'une question lui posée par un journaliste, l'harmonisation fiscale et s'est exprimé de la manière suivante:

«Je crois en effet à la convergence fiscale en Europe. Je pense que, par exemple sur l'impôt sur les sociétés, il est absolument indispensable que ce cœur d'Europe puisse harmoniser ses

assiettes [...] - la manière de taxer et la nature des revenus qu'on taxe pour les entreprises - et puisse définir des niveaux de taux sur lesquels on peut se mettre d'accord. [...] Une Europe pleinement intégrée ne peut pas se construire sur de trop grandes divergences fiscales, sauf à être toujours tirée vers le bas.»

Ces explications tranchent avec des affirmations tenues fin 2014 par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État. En effet, dans une interview accordée au quotidien belge «L'Echo», Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État affirme être opposé à une harmonisation fiscale pour personnes morales au sein de l'Union européenne. Il ajoute que: «Dire que tout le monde à l'intérieur de l'Union européenne doit avancer vers une fiscalité unique et les mêmes taux d'imposition, ça, je suis contre.»

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre est-il toujours convaincu de la justesse des propos tenus fin 2014 ou partage-t-il au contraire les vues du Président français?

- Dans ce dernier cas de figure, quels sont les éléments qui ont poussé Monsieur le Ministre à changer d'avis?

Réponse (09.10.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Il convient d'emblée de relever que l'Union européenne a adopté au cours des dernières années un nombre important de mesures touchant à la fiscalité des entreprises. L'on peut estimer que ce paquet de mesures a d'ores et déjà permis d'aboutir à une certaine convergence entre les États membres de l'UE, et ceci plus particulièrement dans les domaines de la transparence et de l'échange d'informations à des fins fiscales, ainsi que de la lutte contre l'évasion fiscale. Le Luxembourg a activement participé à l'élaboration de ces mesures au sein du Conseil de l'Union européenne et y souscrit pleinement.

La question d'une éventuelle harmonisation des assiettes fiscales des entreprises, voire d'un alignement des taux d'imposition entre États membres, revêt une dimension additionnelle. Le Gouvernement partage à ce propos les préoccupations exprimées par la Chambre des Députés dans l'avis motivé voté en date du 22 décembre 2016.

Question 3257 (31.08.2017) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **pratique du Jet-Ski sur la Moselle**:

La pratique du Jet-Ski sur la Moselle est connue de longue date comme source d'inconvénients importants. Ainsi, les riverains et les touristes se plaignent du bruit que causent ces engins. De plus, les Jets-Skis sont régulièrement à l'origine de sérieuses blessures causées à de nombreux oiseaux aquatiques et notamment des cygnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement.

- Quelle est la situation réglementaire concernant la pratique du Jet-Ski sur la Moselle?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'interdiction pure et simple de la circulation des Jets-Skis sur la Moselle?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Quant à la situation réglementaire concernant la pratique du Jet-Ski sur la Moselle, celle-ci est définie par l'article 6.02 du règlement de police pour la navigation de la Moselle (RPNM) qui fait l'objet d'une concertation trinationale entre le Luxembourg, la France et l'Allemagne.

Selon le texte précité, la pratique de la moto aquatique est interdite dans le secteur compris entre le point kilométrique 205,88 (embouchure de la Sûre) et le point kilométrique 242,20 (frontière franco-allemande), sauf si les conditions suivantes sont remplies:

a) La pratique se fait exclusivement de 10.00 heures à 12.00 heures et de 14.00 heures à 16.00 heures et uniquement par un temps avec une visibilité de plus de 1.000 m;

b) l'utilisateur doit suivre une route droite clairement reconnaissable. Les allers et retours et la pratique de figures de style sont interdits;

c) l'utilisateur doit s'assurer par un équipement technique adéquat/correspondant que lorsque le conducteur tombe à l'eau, le moteur soit

coupé automatiquement ou soit rétrogradé automatiquement à la plus petite vitesse et que la moto aquatique se retrouve en conduite circulaire;

d) le conducteur du bâtiment et les personnes l'accompagnant doivent porter des aides à la flottaison correspondant au minimum à la norme EN 393 ou qui assurent d'une autre manière une flottaison d'au moins 50 N (Newton).

En effet, dans un souci de garantir la sécurité d'exploitation sur la Moselle, le Comité de police de la navigation et du balisage du chenal de la Commission internationale de la Moselle avait effectué en 2013 une analyse du règlement de police pour la navigation de la Moselle.

En tenant compte des intérêts et des différents usagers de la voie d'eau et des considérations citées par l'honorable Député, la pratique de la moto aquatique a été fortement encadrée et restreinte sous conditions et à certaines heures de la journée tout en fixant des exigences minimales en matière de comportement et de l'équipement, conformément au règlement allemand des motos aquatiques.

Les dispositions actuelles du RPNM, également affichées sur la rampe de mise à l'eau de Bech-Kleinmacher, donnent globalement satisfaction en ce qui concerne la coexistence des différents usages faits de la voie d'eau. Par conséquent, une interdiction pure et simple de la moto aquatique n'est pas envisagée vu l'encadrement clair pendant les horaires limités restants ainsi que les contrôles afférents menés par les forces de l'ordre.

Question 3259 (01.09.2017) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **droit de préemption des communes**:

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, dans votre réponse à ma question parlementaire n°0202 concernant le droit de préemption des communes, vous m'aviez donné une série d'informations qui nécessitent aujourd'hui un suivi:

1. Concernant le «monitoring» réalisé en 2011, vous m'indiquiez que sur les deux dossiers qui ont fait l'objet de l'exercice du droit de préemption, il y avait des affaires judiciaires en cours. Pouvez-vous m'indiquer si ces affaires sont aujourd'hui vidées et - dans l'affirmative - quel en a été le résultat?

2. Vous annoncez le lancement imminent d'un second «monitoring». Êtes-vous aujourd'hui en mesure d'en dévoiler le résultat?

3. En général - et au-delà du seul exercice d'un droit de préemption -, pouvez-vous m'indiquer combien d'acquisitions immobilières par des communes dépassant le seuil légal ont fait l'objet d'une approbation ministérielle en 2016 et combien de celles-ci résultent (pour quelles superficies et quels prix) de l'exercice du droit de préemption?

Réponse commune (09.10.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

ad 1. Les deux affaires judiciaires concernent des terrains sis à Beringen (commune de Mersch) respectivement à Weiler (commune de Putscheid) sur lesquels le Fonds du logement a exercé son droit de préemption. Elles ne sont pas encore vidées et sont toujours pendantes devant les instances judiciaires.

ad 2. Les travaux pour le nouveau «Monitoring pacte logement» sont actuellement en cours d'exécution. Par conséquent, les résultats ne sont pas encore connus et ne pourront dès lors être dévoilés que dans un avenir proche. Il convient de préciser que le nouveau «Monitoring pacte logement» sera déjà le troisième monitoring réalisé depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes après ceux réalisés en 2011 et en 2014.

ad 3. En 2016, 103 dossiers portant sur des acquisitions immobilières par les communes dont la valeur dépasse 250.000 euros ont fait l'objet d'une approbation ministérielle, et ce conformément aux dispositions de l'article 106, point 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Aucun de ces dossiers n'a trait à l'exercice du droit de préemption par une commune.

Question 3260 (01.09.2017) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **Service immunologie du CHL**:

Le CHL héberge l'unique Service allergologie du pays qui s'occupe des allergies causées par les pollens des plantes. Depuis le printemps 2017 et même avant, certaines difficultés se sont présentées au niveau de la prise de rendez-vous dans ce service.

Ainsi, les patients qui l'ont contacté pour prendre un rendez-vous à des fins de diagnostic ou de traitement en vue de la saison des pollens à venir, ont été priés de recontacter le service au mois de novembre 2017 du fait qu'aucun rendez-vous n'était disponible. Des informations quant aux rendez-vous disponibles à partir de novembre ne sont du reste pas communiquées aux patients.

Pour les patients qui sont sous traitement d'un antihistaminique, le refus de rendez-vous et le manque d'informations en la matière sont difficiles à vivre. En effet, des tests d'allergie ne peuvent être réalisés qu'au moins trois mois après l'arrêt du traitement, sous peine de résultats falsifiés par les substances encore actives. En absence d'un diagnostic détaillé et du fait que la saison des pollens s'étend généralement de janvier jusqu'en octobre, bon nombre de patients se décident de prendre leurs médicaments durant toute la saison des pollens.

Les patients se retrouvent ainsi dans un cercle vicieux: s'ils continuent leur traitement jusqu'en octobre, ils ne pourront pas procéder à des tests au vu d'un traitement adapté. S'ils arrêtent le traitement plus tôt afin de pouvoir passer les tests nécessaires à partir du mois de novembre, ils n'ont pas la certitude de recevoir un rendez-vous en temps utile afin de pouvoir entamer le traitement dès le début de la saison des pollens.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles le Service allergologie du CHL n'accepte pas de rendez-vous depuis au moins six mois?
2. Quelles solutions sont envisagées afin d'améliorer le fonctionnement et les informations aux clients dudit service?

Réponse (29.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) gère le Service hospitalier national d'immunologie allergologie. Depuis 2010, la spécialité d'allergologie est officiellement reconnue au Luxembourg. Le service national n'a pas l'exclusivité nationale de cette activité. En effet, il ne faut pas être agréé au CHL pour pouvoir exercer l'allergologie. Seule la prise en charge des cas complexes nécessite le recours à des compétences relevant d'une structure hospitalière, alors que tous les autres cas peuvent être pris en charge en milieu extrahospitalier, par un allergologue, voire dans beaucoup de cas par le médecin généraliste dont le rôle ne doit pas être sous-évalué. Ceci est le cas pour les allergies de type «rhume des foins» dont la fréquence a considérablement augmenté lors des dernières années. C'est également le cas pour les prurits ou urticaires chroniques ainsi que pour les troubles digestifs chroniques fonctionnels, qui sont à prendre en charge d'abord par les médecins de famille et peuvent ensuite être référés en priorité au dermatologue respectivement gastro-entérologue.

Force est de constater que les délais d'attente auxquels doit faire face le Service national d'immuno-allergologie du CHL sont le reflet d'une divergence entre l'offre et la demande en termes d'accessibilité à des médecins allergologues au Luxembourg.

Ceci étant, le service donne des rendez-vous en temps utile à tous les patients souffrant de réactions allergiques pouvant mettre en jeu le pronostic vital (anaphylaxie au venin, choc anaphylactique par anesthésie, allergie à une chimiothérapie, anaphylaxie alimentaire...) ou bien d'allergies alimentaires avec risque de dénutrition, toxidermies sévères, angioedèmes larvynés... aux dépens de cas moins complexes cités ci-dessus. Il reste le centre de référence notamment pour les tableaux d'allergies alimentaires complexes, la désensibilisation en allergie alimentaire, l'immunothérapie accélérée pour anaphylaxies au venin de guêpe et abeille et les tests d'accoutumance de médicaments indispensables.

En ce qui concerne les effectifs médicaux disponibles dans le Service hospitalier national d'allergologie, le CHL, soumis au système de tarification à l'acte, n'est pas en mesure, à cause du faible niveau de valorisation dans la nomenclature médicale nationale, de subvenir à la charge salariale qu'entraînerait le recrutement de médecins allergologues supplémentaires. Cependant, le service est de plus en plus sollicité par les autres allergologues et autres médecins spécialistes qui ne souhaitent pas ou plus pratiquer des tests allergologiques non rentables ou qui n'existent pas dans la nomenclature, et qui sont très chronophages, comme les tests aux médicaments injectables.

À cet égard, une demande de revalorisation des actes allergologiques a été soumise il y a plus d'un an par la SLAI (Société luxembourgeoise d'allergologie et immunologie) à l'Association des médecins et médecins-dentistes du Luxembourg.

Question 3261 (01.09.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **loup**:

Um Freideg de Moien huet den Nohaltegkeetsministère an engem Pressecommuniqué offiziell matgedeelt, datt een zu Lëtzebuerg nees de Wollef noweise konnt.

An deem Kader wollt ech der Madamm Minister fir Ëmwelt folgend Froe stellen:

1. No wéi enge Kritäre ginn déi Entschiedegungen ausbezuelt vun deenen am Pressecommuniqué rieds ass?

An der landwirtschaftlecher Press vum 4. August 2017 gi präventiv Moosname gefuerdert, déi déi landwirtschaftlech Notzdeiere virum Wollef solle schützen a vum Stat sollen iwweholl ginn.

2. Ass virgesinn, präventiv Moosnamen auszeschaffen, an, wa jo, wéi kéinten déi ausgesinn?

3. Kënnen dës präventiv Moosnamen, esou wéi an der landwirtschaftlecher Press gefuerdert, zu 100% vum Ëmweltministère subventionéiert ginn?

4. Wee kann dës Subventionen an Usproch huelen?

Réponse (19.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Et sief drun erënnert, dass deen „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg“ zesumme mat allen Akteuren, also och der Landwirtschaft, am Konsens ausgeschafft a publizéiert gouf an op enger Pressekonferenz presentéiert ginn ass. Ënnert den 18 Auteure sinn aacht Persounen aus dem Beräich vun der Landwirtschaft, nottamment vu folgende Strukturen: Ministère de l'Agriculture, Administration des services techniques de l'agriculture, Administration des services vétérinaires, Chambre d'Agriculture, CONVIS, Daachverband vun de Lëtzebuergger Schof- a Geessenziichter.

Ech erlabe mer, hei einfach een Abschnitt aus dem „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg“ ze zitieren:

„Schäden, die eindeutig durch den Wolf verursacht wurden, werden zu 100% entschädigt, Schäden, bei denen unklar ist, ob der Wolf der Verursacher ist, er aber auch nicht als Verursacher ausgeschlossen werden kann, werden zu 75% entschädigt.“

Fir den Detail verweisen ech déi honorabel Deputéiert Hansen op besoten „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg“, wou all déi Saachen in longum et latum erkläert sinn.

Déi finanziell Schätzung vum Schued gëtt vun der Administration des services techniques de l'agriculture gemaach.

ad 2. Jo, déi si schonn ausgeschafft. Dat sinn haaptsächlech Zénk. All d'Detailer stinn am „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg“ an den Annexen dozou.

ad 3. Déi Moosname kënnen zu 75% subventionéiert ginn. 25% Eegemittel sinn awer duerchaus verstänneg. D'Erklärung dofir steet am dem „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg“:

„Da Zäune nicht nur zur Abwehr von Wölfen dienen, sondern zum normalen Bestandteil einer Schafs- oder Ziegenweide gehören und auch zum Schutz vor freilaufenden Hunden dienen (Kapitel 4.1.3.), sind 75% der Investitionssumme förderungsfähig.“

ad 4. Ech verweisen op een Zitat aus dem „Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg“:

„Im Gegensatz zu manchen Regelungen im Ausland können in Luxemburg nicht nur hauptberufliche, sondern auch nebenberufliche Nutztierhalter in den Genuss von Förderungen kommen.“

Question 3262 (01.09.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **manque de personnel dans l'enseignement fondamental**:

Selon un article du Luxemburger Wort en date du 24 juillet 2017, il existe un manque flagrant de personnel dans l'enseignement fondamental. Selon le Plan de recrutement du Gouvernement, 291 postes sont à pourvoir pour la rentrée scolaire 2017-2018. Or, selon ce même article, seulement 160 enseignants ont pu être recrutés, parmi lesquels 24 ont eu une note insuffisante en didactique et 44 ont eu une note insuffisante en histoire et culture luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Pour la rentrée scolaire 2017-2018, il est prévu de recruter 70 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) et 15 instituteurs spécialisés en développement scolaire (I-DS). Monsieur le Ministre, est-ce que ces postes sont entre-temps tous occupés?

- Après de quelle(s) école(s) les I-EBS seront-ils affectés?

- Dans la mesure où ces instituteurs spécialisés quittent leur tâche d'enseignement direct, combien de leçons hebdomadaires ont-ils prestées dans l'enseignement direct au cours de l'année scolaire 2016-2017? Est-ce que leurs postes ont été de nouveau occupés?

- Combien d'heures de décharge en relation avec le stage des futurs enseignants ont été accordées pour l'année scolaire 2017-2018 pour les enseignants stagiaires ainsi que pour les enseignants dits «conseillers pédagogiques»?

- Quel est le nombre de postes d'enseignants brevetés qui sont actuellement encore vacants? Quelles écoles sont les plus concernées?

- Combien de classes vont se retrouver avec un enseignant non breveté à la rentrée?

- Sachant que la rentrée scolaire approche, comment le ministre envisage-t-il pourvoir ces postes encore vacants?

- En cas d'un manque persistant de personnel enseignant, comment le ministre envisage-t-il remédier à la situation?

- Monsieur le Ministre, est-ce qu'un nombre suffisant de chargés de cours surnuméraires ont été recrutés pour la rentrée scolaire 2017-2018?

- Dans la réponse à la question parlementaire n°2331 d'octobre 2016, Monsieur le Ministre avoue qu'«[...] à l'heure actuelle un certain manque d'agents disponibles à effectuer des remplacements doit être constaté». Monsieur le Ministre est-il toujours confronté à des problèmes au niveau du recrutement de remplaçants temporaires?

Réponse (10.10.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

168 candidats se sont présentés au concours; selon la réglementation en vigueur et en conformité avec le Plan de recrutement quinquennal adopté par le Gouvernement qui autorise pour l'année scolaire 2017-2018 le recrutement de 291 agents, tous les candidats ont été classés en rang utile, ceci indépendamment de leurs notes.

Pour l'année scolaire 2017-2018, 59 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) ont pu être recrutés ce qui correspond à 51 postes équivalents plein temps. 15 personnes assurent la tâche d'instituteur spécialisé en développement scolaire.

La répartition des I-EBS sur les écoles a été faite de façon à ce que la continuation de projets existants sur le plan local puisse être garantie. En deuxième lieu, les desiderata des I-EBS ont été pris en compte. En règle générale, la tâche des agents chargés désormais de la prise en charge d'élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques correspond à celle d'un instituteur, donc à 23 leçons hebdomadaires.

Les postes ainsi devenus vacants ont d'abord été pris en compte pour l'élaboration de la planification quinquennale des besoins en person-

nel enseignant de l'enseignement fondamental. Ensuite, dans le contexte des mécanismes d'attribution du contingent et des affectations subséquents, ces postes ont été déclarés vacants et ont pu être brigüés.

Les lois de 2009 en relation avec l'enseignement fondamental prévoient que tout poste vacant d'instituteur est à occuper par un instituteur, les membres de la réserve de suppléants et a fortiori les remplaçants qui «ont pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur ou d'occuper un poste d'instituteur resté vacants, le cas échéant». Actuellement 4.614 instituteurs (fonctionnaires et stagiaires-fonctionnaires) ainsi que 777 chargés de cours assurent l'enseignement fondamental.

Parmi les candidats s'étant classés en rang utile au concours 2017, 160 ont choisi un poste dans l'enseignement fondamental; la réglementation applicable prévoit deux leçons de décharge pour le stagiaire et une leçon pour le conseiller pédagogique durant les deux premières années du stage; ceci mène à un total de 480 leçons de décharge en relation avec le stage des instituteurs-stagiaires. Pour les 182 instituteurs-stagiaires recrutés en 2016 et qui sont actuellement en 2^e année du stage, le total des leçons de décharge s'élève à 546 leçons. Il convient de souligner que la répartition des instituteurs-stagiaires s'est faite de façon à pourvoir d'abord les tâches de titulaire de classe avec un instituteur breveté. Les instituteurs (fonctionnaires) assument pour la majeure partie aussi bien le rôle de titulaire que celui de surnuméraire dans une autre classe; les chargés de cours (employés de l'État) assument pour la majeure partie le rôle de surnuméraire.

D'après les informations contenues dans les organisations scolaires telles qu'elles ont été établies et transmises par les autorités communales, 3.612 instituteurs interviennent en tant que titulaire de classe, alors que seulement 67 chargés de cours assurent la tâche de titulaire de classe.

Il importe de souligner qu'à la rentrée, toutes les classes se sont vues attribuer les enseignants requis pour pouvoir fonctionner normalement.

En relation avec le nombre de remplaçants potentiels, je peux fournir les informations suivantes:

Depuis le début de l'année scolaire 2017-2018, quelque 260 détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent ont introduit leur demande en vue de commencer au plus vite le stage en vue de l'obtention d'une attestation pour faire des remplacements.

De plus, pour assurer la disponibilité d'agents habilités à faire des remplacements, j'ai envisagé des mesures propices à identifier et à contacter des personnes remplissant les conditions afin d'effectuer le stage en vue de l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, notamment:

- des éducateurs diplômés engagés à temps partiel dans des structures d'accueil et dans les groupes de l'éducation précoce;

- des bacheliers sans emploi inscrits auprès de l'ADEM et qui satisfont au profil demandé.

Un appel sur le site Internet du ministère ainsi qu'un appel dans la presse écrite s'adressent également aux personnes intéressées qui satisfont au profil demandé.

Un appel a été également lancé aux instituteurs partis en retraite au cours des dernières années afin qu'ils signalent leur disponibilité à effectuer des remplacements de courte durée dans la mesure des dispositions légales s'appliquant aux retraités.

Les instituteurs sont encouragés à prêter des heures supplémentaires et les écoles sont invitées à établir un plan de disponibilités pour assurer des remplacements de courte durée.

Le Collège des directeurs de l'enseignement fondamental a élaboré un protocole d'encadrement poussé des personnes nouvellement engagées.

Question 3263 (01.09.2017) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant les **comptes dormants**:

Au Grand-Duché, d'après mes informations, il n'existe pas de loi réglant le sort des comptes dormants ou inactifs, contrairement à nos voisins français et belges.

Il n'existe pas non plus à ma connaissance de disposition concernant les coffres-forts, ni les contrats d'assurance vie en déshérence.



Seule la circulaire CSSF 15/6311 (veuillez lire: 15/631) du 28 décembre 2015 et le Code de déontologie de l'Association des banques et banquiers Luxembourg (ABBL) y font référence.

Je suis informé qu'en pratique, les établissements financiers procèdent rapidement à une fermeture d'office des comptes en déshérence, parfois même après moins d'un an sans mouvement de compte et en ayant pris soin d'y prélever des frais administratifs parfois importants.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quel est le nombre actuel de comptes dormants ou inactifs au Luxembourg?
2. La procédure dite de la «clôture d'office» est-elle compatible avec les dispositions de la circulaire CSSF 15/631 du 28 décembre 2015 qui dispose que «le professionnel doit continuer à administrer les avoirs du client»?
3. Quelles sont les conséquences juridiques d'une telle clôture d'office de compte?
4. Quel est le nombre de comptes dont il a été procédé à la clôture d'office ces dernières années? Quel est le montant des sommes et avoirs en compte qui ont fait l'objet d'une telle procédure au cours des dernières années?
5. Que deviennent les montants en compte à la date de clôture d'office, s'ils ne sont pas déposés à la Caisse de consignation?
6. Selon quelle procédure et auprès de quel organisme les bénéficiaires de comptes qui ont fait l'objet d'une clôture d'office peuvent exercer une voie de recours, se renseigner sur le sort des sommes qui avaient été sur ces comptes dits dormants et en récupérer les montants?
7. Est-il envisagé de légiférer sur le devenir de ces sommes en déshérence, par exemple dans le sens d'une obligation de transfert à la Caisse de consignation ou d'une publication annuelle des comptes inactifs et des contrats d'assurance vie non réclamés?

Réponse commune (04.10.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La circulaire CSSF 15/631 du 28 décembre 2015 concernant les comptes dormants ou inactifs dispose que le professionnel doit continuer à administrer les avoirs du client lorsque les tentatives de rétablir le contact avec le client restent infructueuses. Cette règle s'applique à la situation où la banque n'a pas décidé de clôturer le compte, ce qui est son droit et ce qui est normalement prévu dans les conditions générales de la banque.

Lorsque la banque a décidé de clôturer le compte, la clôture du compte met fin au fonctionnement du compte et entraîne sa liquidation. En principe la banque devrait envoyer à son ancien client un solde de tout compte. Cette opération est rendue difficile en l'espèce du fait que le client n'est plus joignable.

La CSSF n'a connaissance ni du nombre de comptes dormants ni du nombre de comptes ayant fait l'objet d'une clôture d'office.

Les bénéficiaires de comptes qui n'auraient pas obtenu satisfaction à la banque peuvent introduire une réclamation auprès de la CSSF (résolution extrajudiciaire des litiges). Alternativement, ils peuvent exercer le cas échéant des recours devant les juridictions civiles ordinaires.

Un projet de loi concernant les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance en déshérence est en cours d'élaboration.

Question 3264 (04.09.2017) de **MM. André Bauler et Gusty Graas** (DP) concernant la **pollution maritime**:

Le transport maritime a des répercussions sur le climat de la planète et sur la qualité de l'air du fait qu'il génère des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'autres émissions telles des oxydes d'azote (NO_x), des oxydes de soufre (SO_x), du méthane (CH₄), des particules (PM) et du carbone noir.

Depuis plus de 25 ans, le Luxembourg se distingue par une flotte maritime qui ne cesse de se développer. Aujourd'hui, le pavillon luxembourgeois joue un rôle non négligeable dans la diversification de l'économie en transportant plus de trois millions de tonnes de fret chaque année.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Combien de navires sont actuellement immatriculés sous pavillon luxembourgeois?
- À combien se chiffrent les émissions de CO₂ des navires naviguant sous pavillon luxembourgeois?
- Quelles sont les émissions d'oxydes d'azote (NO_x), d'oxydes de soufre (SO_x), de méthane (CH₄), de particules (PM) et de carbone noir des navires sous pavillon luxembourgeois?
- Quel est le rapport des émissions de CO₂ générées par des navires par rapport à celles du trafic routier à proprement parler?
- Quelle est la consommation de carburant des navires sous pavillon luxembourgeois?
- Madame la Ministre peut-elle nous informer s'il existe une stratégie nationale ou européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des navires et qui rendrait ainsi le transport maritime plus durable?

Réponse commune (05.10.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Au 6 septembre 2017, le Registre public maritime compte 217 navires pour un total de 1.965.434 GT (Gross tonnage = jauge brute). Ces chiffres sont publiés quotidiennement sur le site Internet du Commissariat aux affaires maritimes (<http://www.maritime.lu/luxembourg-merchant-fleet>).

Le transport maritime est le premier mode de transport de marchandises et également le mode le plus propre par tonne transportée. Vu son importance, il est donc primordial qu'il contribue aux efforts devant mener à une réduction significative de la pollution de l'air et plus particulièrement des gaz à effet de serre.

Vu l'ouverture du secteur maritime et la relative facilité de transférer un navire d'un registre à un autre, les mesures doivent être prises au niveau global pour porter des fruits. Toute initiative nationale s'écartant du modèle adopté au niveau international mettrait non seulement en cause l'attractivité du pavillon mais resterait sans résultat en cas de transfert du navire vers un autre pavillon. Une approche globale est donc de mise pour s'attaquer aux émissions de ce secteur qui représentent à ce jour déjà 2,5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, tendance croissante.

Au niveau international et européen, le Gouvernement a toujours soutenu les projets visant à diminuer toutes les émissions nuisibles des navires, tout en insistant sur le caractère équilibré («level playing field») de telles mesures.

Veuillez trouver ci-dessous une énumération des initiatives prises au niveau international et européen:

Mesures prises au niveau de l'Organisation maritime internationale (OMI)

1. L'OMI a adopté des règles visant à lutter contre la pollution de l'atmosphère par les navires, notamment contre les émissions de SO_x et de NO_x. Ces règles vont continuer à être renforcées dans l'avenir par le biais d'amendements à la Convention Marpol.
2. Ainsi, l'OMI impose un taux maximum de 3,50% pour le soufre contenu dans les émissions des navires. Ce taux passera à 0,50% le 1^{er} janvier 2020 au lieu du 1^{er} janvier 2025 comme initialement prévu.
3. Quatre zones spéciales de contrôle des émissions (ECA) ont été désignées dans lesquelles cette teneur maximum en soufre est de 0,10% (zone de la mer Baltique, zone de la mer du Nord, zone de l'Amérique du Nord et la zone maritime caraïbe des États-Unis).
4. L'OMI est la seule organisation internationale à avoir adopté des mesures contraignantes en matière de rendement énergétique applicable aux navires. Ces mesures sont applicables à tous les navires, peu importe le pavillon et deviendront de plus en plus strictes au fil des ans; elles sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et rendent obligatoire:

- un Indice nominal de rendement énergétique (EEDI) pour les navires neufs
- un Plan de gestion du rendement énergétique (SEEMP) pour tous les navires

Grâce à ces mesures, d'ici 2025, tous les navires neufs seront 30% plus économes en énergie que les navires construits en 2014.

5. En parallèle, l'OMI mène un certain nombre de projets mondiaux de renforcement des capacités en vue de soutenir l'application de ces règles et d'encourager l'innovation et le transfert technologique vers les États émergents.

6. En 2016, l'OMI a adopté des prescriptions obligatoires en vertu desquelles les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 5.000 seront tenus de recueillir les données relatives à

la consommation de chaque type de fuel-oil utilisé à bord, ainsi que d'autres données spécifiques comme, par exemple, les indicateurs indirects pour les activités de transport. Ces mêmes navires produisent environ 85% des émissions de CO₂ provenant des transports maritimes internationaux. Les données recueillies constitueront une base solide à partir de laquelle les décisions relatives aux mesures supplémentaires - c'est-à-dire celles qui compléteront ou s'ajouteront aux mesures d'ores et déjà adoptées par l'OMI - pourront être prises à l'avenir.

7. Enfin, le Comité de la protection du milieu marin (MEPC) a également approuvé une feuille de route pour l'élaboration d'une stratégie globale de l'OMI concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des navires, qui anticipe une stratégie initiale de réduction des émissions de GES devant être adoptée en 2018.

Mesures prises au niveau de l'Union européenne

1. Préoccupée par rapport au développement des émissions du secteur des transports maritimes, l'Union européenne renouvelle régulièrement ses appels à l'Organisation maritime internationale (OMI) afin qu'elle accélère ses efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et en particulier afin qu'elle adopte en 2018 une première stratégie qui soit à la hauteur des objectifs contenus dans l'Accord de Paris sur le climat adopté de décembre 2015.

2. La «directive soufre» adoptée en 2012 (2012/33/UE) met en application l'annexe VI de la Convention Marpol qui prévoit un abaissement drastique et dans un délai court du taux de soufre contenu dans les émissions des navires.

3. Le règlement (UE) 2015/757 du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport maritime, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2015, obligera les propriétaires des navires d'une jauge brute supérieure à 5.000 à élaborer dès 2017 des plans de surveillance indiquant la méthode choisie pour la surveillance et la déclaration des émissions de CO₂. Ensuite, et ce à compter du 1^{er} janvier 2018, les compagnies, sur la base du plan de surveillance précité, seront amenées à surveiller les émissions de CO₂ de chaque navire, ceci par voyage et sur une base annuelle. À partir de 2019, des déclarations d'émissions devront être soumises à un rythme annuel à la fois à la Commission européenne et aux autorités de l'État membre du pavillon. Ce système mis en place au niveau européen est antérieur aux mesures adoptées par l'OMI et décrites précédemment. La Commission européenne s'est engagée à revoir le règlement MRV pour le mettre en ligne avec le système de collecte de données adopté au niveau international.

De plus amples explications sur la mise en œuvre de ce règlement au Luxembourg sont disponibles dans la circulaire CAM 03/2017 publiée le 5 juillet 2017 sur le site Internet du Commissariat aux affaires maritimes (<http://www.maritime.lu/circulars>).

De ce qui précède, il apparaît donc qu'à ce jour, il est impossible de quantifier les différentes catégories d'émission des navires luxembourgeois. Il faut cependant constater que tout a été mis en place pour que cette quantification soit faite au niveau européen et international dans un avenir très proche. Ces mesures permettront d'améliorer les législations existantes et de les rendre plus efficaces de façon à ce que le secteur maritime puisse continuer à pleinement participer aux efforts globaux entrepris pour limiter la pollution atmosphérique.

Par ailleurs, et sur initiative du Gouvernement, le Commissariat aux affaires maritimes soutient activement l'idée d'un projet «Green Shipping» au sein du Cluster maritime luxembourgeois, concept qui prévoit la diminution de certaines taxes en faveur des navires les moins polluants. Un groupe de travail entre les armateurs et le cluster maritime a été créé à cet effet.

Question 3265 (04.09.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **participation au «EU Emergency Trust Fund for Africa»**:

Le Luxembourg participe aux efforts financiers du «EU Emergency Trust Fund for Africa» (EUTF) mis en place au sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine (UA) à La Valette le 12 novembre 2015.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Quels sont les montants engagés par le Luxembourg dans le EUTF? De quel budget relient-ils?

2) De manière générale, quelle est votre appréciation des projets mis en œuvre par le EUTF? Quels enseignements le Gouvernement luxembourgeois tire-t-il en vue du prochain sommet UE-UA en novembre prochain à Abidjan?

3) Fin juillet, la Commission européenne a annoncé que le EUTF allait allouer 46 millions d'euros pour renforcer les capacités des gardes côtières libyennes. À laquelle des deux factions principales libyennes - le gouvernement d'entente nationale et le chef de l'Armée nationale libyenne - ces gardes soutenues par TUE sont-elles redevables? Comment TUE peut-elle assurer que les droits des réfugiés sont respectés par ces mêmes gardes - et plus généralement par les autorités libyennes - sachant que la Libye n'est pas signataire de la convention de Genève concernant les réfugiés?

Réponse commune (02.10.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1) Le Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique est destiné à un ensemble de pays africains situés sur les principales routes migratoires. Ces pays font partie des fenêtres opérationnelles régionales suivantes: fenêtre A - Région du Sahel et du Lac Tchad; fenêtre B - Corne de l'Afrique; fenêtre C - Afrique du Nord.

Le Luxembourg a versé une contribution de 3,1 millions d'euros à ce Fonds fiduciaire. Ce montant relève du Fonds de la coopération au développement (FCD). De ce montant, trois millions d'euros sont allés à la fenêtre géographique A, dont font partie plusieurs pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise et 100.000 euros à la fenêtre géographique B. Le Luxembourg n'a pas contribué à la fenêtre géographique C. En conséquence de ces contributions, le Luxembourg siège au conseil d'administration du Fonds fiduciaire et aux comités opérationnels des fenêtres géographiques couvertes par sa contribution. Le Luxembourg a été représenté dans toutes les réunions de ces organes qui ont eu lieu depuis la création du fonds.

ad 2) Suivant le rapport soumis au conseil d'administration du Fonds fiduciaire le 30 juin 2017, un total de 116 actions, portant sur un montant de 1.889 millions d'euros, ont été approuvés par les comités opérationnels. Concernant le rapport entre les cinq piliers du Plan d'action de La Valette et les secteurs couverts par les actions approuvées, 58% des actions (1.105,6 millions) relèvent du pilier 1, «Avantages des migrations en termes de développement», 42% des quatre autres piliers (migration légale et mobilité 102,2 millions; protection et asile 264,9 millions; prévenir la migration irrégulière, le trafic des migrants et la traite des êtres humains 220 millions; retour, réadmission et réintégration 182,4 millions; actions transversales 14,2 millions).

Le Gouvernement luxembourgeois salue le fait que la majorité des actions relèvent de l'amélioration des conditions de vie des populations des pays de départ et de transit de migrants, répondent à des besoins réels de ces pays et sont donc pertinentes pour prévenir les départs liés à la pauvreté. Il s'agit de fait d'activités classiques de coopération au développement. Nous regrettons néanmoins que certaines activités prennent du temps à démarrer sur le terrain et ne peuvent atteindre leurs objectifs à court terme. Elles ne sont donc pas en phase avec le caractère d'urgence du Fonds fiduciaire.

Lux-Development, l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement bilatérale, a été sélectionnée par le comité opérationnel de la fenêtre géographique A pour l'exécution de trois activités approuvées par le fonds dans les secteurs de la formation et de l'insertion professionnelle et des services sociaux. Le budget de ces activités est de 36 millions d'euros. Il s'agit d'activités au Mali, au Niger et au Sénégal, trois pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Les trois activités relèvent du pilier 1 du Plan d'action de La Valette «Avantages des migrations en termes de développement» et sont donc des activités classiques de coopération au développement. Il s'agit en fait d'extensions financières et géographiques de programmes mis en œuvre par le Luxembourg dans ces trois pays dans le cadre de ses programmes indicatifs de coopération.

Le Fonds fiduciaire en tant que tel n'est pas à l'ordre du jour du Sommet UE-UA en novembre prochain à Abidjan, mais il est évident

que le dossier des migrations y sera abordé. Nous saluons donc le fait que la majorité des actions mises en œuvre par le Fonds fiduciaire correspondent aux besoins et attentes des jeunes Africains dont le sort et l'avenir sera le leitmotiv des débats au Sommet d'Abidjan.

ad 3) L'UE ne reconnaît que la légitimité du gouvernement d'entente nationale et du conseil présidentiel, tous les deux présidés par Monsieur Favez el-Sarraj.

L'UE contribue à la formation des garde-côtes libyens depuis octobre 2016. Jusqu'à présent, 136 Libyens ont été formés par la mission européenne Eunavfor Med soit en mer, soit en Crète, à Malte ou à Rome. Les candidats, qui doivent se soumettre à un processus de sélection rigoureux, suivent plusieurs modules de formation: parallèlement à des connaissances techniques, comme les activités de navigation, figurent aussi le droit maritime international, la recherche et le sauvetage (SAR), le droit international des droits de l'homme et la procédure de demande d'asile. Ces formations sont assurées par des militaires issus d'États membres de l'Union européenne et des experts d'ONG.

L'UE coopère étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et l'Office international pour les migrations (OIM) afin d'améliorer la situation des migrants. La Libye se trouvant en pleine guerre civile, il faut continuer à insister sur l'accès des organisations internationales et des ONG, afin d'assurer un monitoring indépendant et continu des conditions des migrants et le respect de standards minimums.

Question 3267 (05.09.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **Turquie**:

Suite aux récents événements relatifs à l'arrestation de citoyens allemands en Turquie, le Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale a conseillé à ses citoyens d'être extrêmement prudents lors de tout voyage en Turquie, que ce soit pour des motifs privés ou professionnels. Par ailleurs, dans le débat télévisé d'hier soir entre la chancelière allemande et son principal rival pour les élections à venir, les deux protagonistes se sont prononcés en faveur d'une suspension des négociations relatives à la procédure d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Suite aux développements décrits ci-dessus, quelle est la position du Gouvernement relative à une suspension immédiate des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne?

2. Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un avis de voyage pourrait être indiqué pour les citoyens luxembourgeois désirant se déplacer en Turquie?

Réponse (26.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. L'article 5 du cadre des négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie, adopté en 2005 à Luxembourg, stipule qu'«en cas de violation grave et persistante par la Turquie des principes de liberté, de démocratie, d'état de droit, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sur lesquels s'est bâtie l'Union, la Commission recommandera, à sa propre initiative ou à la demande d'un tiers des États membres, de suspendre les négociations et fixera les conditions pour leur éventuelle reprise».

Le Conseil statuera alors à la majorité qualifiée sur une telle recommandation et les États membres réunis au sein de la Conférence intergouvernementale agiront conformément à cette décision, sans préjudice des dispositions générales requises pour l'unanimité à la Conférence intergouvernementale. Lors des dernières discussions à ce sujet au sein du Conseil de l'UE, un seul État membre s'est prononcé en faveur d'une suspension formelle des négociations d'adhésion.

L'objectif des négociations d'adhésion avec la Turquie est une adhésion de ce pays à l'Union européenne. Cependant, ces négociations sont à considérer comme un processus ouvert dont le résultat final ne peut pas être garanti d'avance. Le rythme des négociations dépendra donc des progrès réalisés par la Turquie en ce qui concerne le respect des critères d'adhésion. Malheureusement, la Turquie continue à s'éloigner de l'Union européenne, surtout au

cours des derniers mois, et les négociations d'adhésion sont de facto à l'arrêt.

Comme le Président de la Commission européenne, Monsieur Jean-Claude Juncker, l'a affirmé le 13 septembre dans son discours sur l'état de l'Union au Parlement européen, «nous garderons toujours la main tendue en direction du grand peuple turc et de tous ceux qui sont disposés à coopérer avec nous sur la base de nos valeurs». Une suspension formelle et unilatérale des négociations d'adhésion n'est donc actuellement pas dans l'intérêt de l'Union européenne, qui reste intéressée à une coopération étroite sur des questions d'intérêt commun avec une Turquie sûre, politiquement et économiquement stable et démocratique. Par ailleurs, une suspension formelle du processus d'adhésion rendrait également très difficile, voire impossible, le soutien de ceux qui en Turquie croient toujours en l'UE et les valeurs qu'elle défend.

ad 2. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes a publié sur son site un avis de voyage à la suite de la tentative de coup d'État du 15 juillet. De manière générale, il est conseillé aux voyageurs d'éviter de se rendre dans des pays ou des régions qui font l'objet de troubles politiques ou autres. La rubrique «Voyages ou Avis aux voyageurs» du Ministère des Affaires étrangères et européennes renvoie également vers des informations émanant d'autres ministères des affaires étrangères.

Question 3269 (06.09.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **radio socio-culturelle 100,7**:

Le Gouvernement en conseil a nommé en date du 1^{er} septembre 2017 un nouveau président du conseil d'administration de la radio socio-culturelle 100,7. Cette nomination a fait l'objet d'un certain nombre de critiques, certains voyant une mise sous tutelle de la radio socio-culturelle par la nomination d'un proche du Premier Ministre, voire une privatisation rampante de la radio publique. Il est un fait que cette nomination intervient dans la suite du renouvellement du contrat de concession de RTL et d'un débat, entamé ouvertement par la direction de radio 100,7 depuis près d'un an, quant à l'orientation future, quant aux moyens et aux missions de la radio publique, dont la loi-cadre a été élaborée dans les années 1980.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Quelles sont les compétences particulières qualifiant la personnalité choisie par le Gouvernement pour ce poste?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend prochainement déposer un projet de loi réformant la mission et les moyens de la radio socio-culturelle?

- Dans l'affirmative, dans le contexte de quel projet de réforme de la radio socio-culturelle envisagé par le Gouvernement se situe cette nomination? La radio recevra-t-elle plus de moyens? Sa mission sera-t-elle redéfinie? Si oui, dans quel sens?

- Quel sera le rôle du président du conseil d'administration de la radio dans la mise en œuvre de cette réforme? Quel sera le rôle de la direction?

Réponse (04.10.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*:

La radio socio-culturelle a été créée par la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. Les modalités de structure et de fonctionnement sont fixées par le règlement grand-ducal du 19 juin 1992.

L'organisation, la composition et la mission du conseil d'administration de l'établissement de radiodiffusion socio-culturelle sont définies à l'article 3 de ce règlement grand-ducal. Ainsi, l'article 3 (2) dispose que: «(...) Le conseil d'administration est composé du président, de quatre membres représentant l'État et de quatre membres choisis parmi les personnalités représentatives de la vie sociale et culturelle.»

La personnalité nommée par le Gouvernement en conseil en tant que président du conseil d'administration de l'établissement de radiodiffusion socio-culturelle satisfait entièrement aux critères de représentativité établis par cet article. De surcroît, cette personnalité dispose eu égard à son parcours d'une expérience forte en matière de gestion d'entreprise.

En ce qui concerne le rôle du conseil d'administration, il est prévu à l'article 3 (6) du règlement grand-ducal du 19 juin 1992 que: «Le conseil d'administration statue notamment sur les matières suivantes: a) - la politique générale de l'établissement dans l'accomplissement de sa mission; - les orientations générales en ma-

tière de programmation et d'organisation des grilles et des plages horaires, sur la base d'une proposition émanant du directeur et établie dans le respect du cahier des charges et en prenant en considération les propositions du Conseil national des programmes relatives à un contenu équilibré des programmes; - les lignes générales suivant lesquelles l'établissement procède à la production et à la diffusion des programmes; - l'engagement et le licenciement du directeur; - l'engagement et le licenciement des autres membres du personnel, sur proposition du directeur (...); et «b) l'organisation et les effectifs du personnel et les conditions et modalités de rémunération; les budgets d'exploitation et d'investissement et les comptes de fin d'exercice (...); les conventions à conclure avec les organismes de radiodiffusion ou de presse ou avec l'État.»

Le nouveau conseil d'administration, de par les fonctions lui octroyées par le règlement grand-ducal mentionné, analysera la situation actuelle de l'établissement. A cet égard, et dans le respect des prérogatives lui attribuées, le conseil d'administration décidera de l'opportunité ou non de propositions de réformes, qu'il formulera.

La radio socio-culturelle a toujours eu un rôle et maintient un rôle spécifique dans le paysage médiatique luxembourgeois alors qu'elle a pour ambition de refléter les réalités multiples d'une société en évolution constante et qu'elle propose, conformément à sa mission, des programmes d'information, des programmes culturels et musicaux, des programmes éducatifs, des programmes de divertissement, et accorde un large accès à l'antenne aux associations socio-culturelles du pays. De surcroît, elle maintient de nombreux partenariats avec les institutions culturelles du Luxembourg et de la grande région.

Les médias ont un rôle de plus en plus important de nos jours, ce qui nécessite une adaptation de leurs moyens. Dans l'intérêt de la qualité des programmes et de la prévisibilité budgétaire, le Gouvernement a conclu pour la première fois depuis l'existence de la radio socio-culturelle une convention pluriannuelle avec les responsables de la radio en 2014. Cette convention expire en 2018; elle sera donc prolongée. La convention comprendra une augmentation alors que la dotation pour 2018 est de 6.090.000 euros.

Question 3270 (05.09.2017) de **Mme Octavie Modert** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**implantation de Google au Luxembourg**:

Faisant suite à la question parlementaire n°3155 du 24 juillet 2017, restant jusqu'à cette date sans réponse de la part du Gouvernement, la presse a révélé en date du 5 septembre que le dernier des trois propriétaires en indivision sur le site au nord de la zone d'activités «Klengbousbiérg» à Bissen aurait accepté de céder son terrain et ainsi de permettre à l'État d'acquiescer un site d'une surface de 33 hectares en vue d'une vente à Google pour l'implantation d'un centre de données.

La réalisation d'un tel projet nécessiterait le reclassement des terrains et impliquerait différentes procédures au niveau communal et national, telles qu'une étude environnementale stratégique (SUP), une adaptation du Plan d'aménagement général (PAG) et un Plan d'aménagement particulier (PAP).

En outre, le Ministre des Communications et des Médias se rendrait dans les semaines à venir en Californie, afin de visiter plusieurs grandes entreprises actives dans le domaine des technologies et de la communication dont Google.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer les informations diffusées par la presse?

- Quelles procédures en vue d'un reclassement des terrains doivent être entamées?

- Quand est-ce que ces procédures vont être lancées, le cas échéant?

- La visite du Ministre des Communications et des Médias au siège de Google en Californie portera-t-elle sur la réalisation d'un Data Center au Luxembourg?

Réponse commune (06.10.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Au stade actuel des discussions autour d'un possible projet, le Gouvernement n'est pas en

mesure de commenter les informations diffusées dans la presse.

En tout état de cause, au cas où une société donne une suite positive à un projet d'investissement au Luxembourg, toutes les procédures légales et réglementaires devront être effectuées afin de réaliser le reclassement des terrains, de même que les études d'impact qui s'appliquent en vertu de la législation actuelle.

Le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, a eu l'occasion d'échanger lors de sa récente visite en Californie avec les responsables de Google sur différents sujets.

Question 3272 (07.09.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **voyeurisme**:

Au Grand-Duché, d'après mes informations, il n'existe pas de texte permettant de punir les faits de voyeurisme, même par la prise d'images, dans les lieux publics. En effet, notre législation ne prévoit de sanctions lors de l'atteinte à l'intimité de la vie d'autrui que lorsque l'image de la personne a été enregistrée à son insu et contre son gré dans un lieu privé.

Du fait de ce vide juridique, et selon un article de presse paru récemment, des victimes n'ont pu avoir réparation, bien que les faits soient extrêmement traumatisants pour les femmes qui en font l'objet. Or, selon l'article précité, de nombreux cas d'atteinte de ce type, plus précisément des cas de voyeurisme «sous la jupe» par l'intermédiaire d'une caméra, ont été constatés dans des lieux publics, tels que des autobus.

Par la loi du 1^{er} février 2016 nos voisins belges ont légiféré sur cette question par l'introduction d'un article 371/1 nouveau au Code pénal.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Existe-t-il des chiffres concernant les plaintes pour voyeurisme au Luxembourg?

2. Ne conviendrait-il pas de modifier le Code pénal luxembourgeois afin de combler ce vide juridique et punir ainsi de tels actes?

Question 3274 (07.09.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **voyeurisme**:

Selon les informations révélées dans la presse, l'affaire concernant une personne filmant depuis des années en toute impunité sous les jupes des femmes dans les transports publics aurait été classée sans suite. Selon le porte-parole de l'administration judiciaire, ces actes ne constituent ni attentat à la pudeur, ni outrage public aux bonnes mœurs, ni atteinte à la vie privée, au vu du principe de l'interprétation stricte de la loi pénale. La loi sur la protection de la vie privée du 11 août 1982 punit quiconque porte volontairement atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en observant ou faisant observer au moyen d'un appareil quelconque, une personne se trouvant dans un lieu non public, sans le consentement de celle-ci. Comme les transports en commun sont considérés comme des lieux publics, le parquet n'aurait pas d'emprise pour agir contre cette forme de voyeurisme.

Le comportement «voyeuriste», basé sur l'attirance à observer l'intimité d'une personne sans interaction du voyeuriste avec la victime, constitue souvent une forme grave d'harcèlement sexuel et moral. Cette agression est dirigée notamment contre les femmes se trouvant dans un lieu public ou privé, celles-ci ignorant souvent qu'elles sont observées. Il y a urgence de lutter contre ces agressions et de protéger les victimes. Dans ce sens le législateur belge a adopté en 2016 une loi pénalisant le voyeurisme dans les lieux publics. De même, le Gouvernement français a lancé un plan de lutte contre le harcèlement dans les transports publics en 2015, suite à un rapport inquiétant du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes publié également en 2015. En outre, le Gouvernement luxembourgeois a affirmé dans son programme de 2013 que «[I]es violences sexistes doivent faire l'objet de mesures de prévention systématiques suivies, le cas échéant, de mesures de répression et de sanctions».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la véracité des informations diffusées par la presse?

- Est-ce que le ministère public dispose des moyens de poursuite des auteurs des actes de voyeurisme dans les lieux publics?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire et urgent de légiférer dans cette matière et de prévoir des sanctions pénales à l'égard des auteurs de voyeurisme dans les lieux publics contre la volonté des victimes?

Réponse (05.10.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Dans l'arrondissement de Luxembourg, trois procès-verbaux pour des faits de voyeurisme dans des lieux publics ont été dressés en 2016.

Dans deux de ces cas, les faits en cause étaient non punissables car il s'agissait de simples tentatives.

ad 2. Le parquet a pris position sur le déroulement des faits dans son communiqué de presse diffusé fin août 2017.

Il ressort de ces explications que le substitut chargé de l'affaire à l'époque avait décidé de ne pas poursuivre ces faits, ceux-ci ne tombant sous aucune qualification pénale.

Plusieurs qualifications pénales sont susceptibles de s'appliquer à ce genre de situation, à condition qu'une analyse des faits concrets permette de conclure que tous les éléments constitutifs des infractions sont réunis.

Il s'agit en l'espèce:

- de l'article 2 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée,

- de l'article 372 du Code pénal: attentat à la pudeur,

- de l'article 385 du Code pénal: outrage public aux bonnes mœurs,

- de l'article 398 du Code pénal: coups et blessures volontaires.

Les autorités judiciaires procèdent actuellement à une analyse pour savoir si les textes sont suffisants pour faire condamner de tels faits. Si tel n'est pas le cas, une nouvelle législation sera élaborée.

Il faut signaler que les textes de nos voisins européens en matière de voyeurisme sont très spécifiques et ne sont pas applicables à de tels faits précis.

Question 3273 (07.09.2017) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **prévention du suicide**:

Dans le cadre de la 10^e édition de la Journée nationale de prévention du suicide, le Service d'information et de prévention de la ligue consacrera le 10^e et 11^e octobre plusieurs conférences et workshops à ce phénomène social. Je voudrais profiter de l'occasion pour me renseigner sur l'état d'avancement du Plan national de prévention du suicide initié en juillet 2015 par la Ministre de la Santé. Ce plan, qui constitue un premier outil de lutte en la matière, annonçait 33 actions ciblées en ce qui concerne la sensibilisation, la formation et l'information.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à la Madame la Ministre de la Santé:

1. Combien des 33 mesures prévues dans le Plan national de prévention du suicide ont été mises en œuvre jusqu'ici?

2. Peut-on déjà dresser un bilan intermédiaire en ce qui concerne les actions annoncées dans le plan?

Réponse (09.10.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le Plan national de prévention du suicide au Luxembourg (PNPSL), qui a été lancé en juillet 2015, a pour but de combattre les causes et les conséquences du suicide; ceci afin de réduire les tentatives de suicide et le nombre de décès par suicide au Luxembourg.

Le PNPSL a été élaboré en étroite collaboration avec le Service d'information et de prévention de la ligue ainsi qu'avec les principaux acteurs du terrain. Le PNPSL englobe 33 actions prioritaires, dont le détail est consultable sur le site www.sante.public.lu.

Parmi ces actions figurent notamment la prévention au sens large du terme, les populations à risque, les jeunes, les personnes âgées, la poursuite de la décentralisation des structures d'aide, les formations spécifiques ainsi que les prises en charge thérapeutiques.

Diverses actions du PNPSL ont pu être mises en œuvre, tel que l'augmentation progressive du temps d'écoute de SOS Détresse, la création et la mise à disposition d'un protocole de prise en charge pour les enseignants lorsque ceux-ci constatent un signal d'alarme de risque suicidaire ou de dépression auprès d'un élève, la

création et la mise à disposition d'un protocole de postvention suicidaire pour les établissements scolaires ainsi que l'amélioration de l'accompagnement des familles ou des proches par l'élaboration d'un protocole, tout comme le fait de proposer systématiquement un soutien aux personnes endeuillées.

De plus, des formations ont été organisées pour les professionnels de première ligne d'intervention en cas de crise suicidaire, et plus particulièrement le personnel des SPOS, les intervenants du secteur médical, paramédical ou travaillant dans les structures hospitalières et extrahospitalières, les enseignants de l'enseignement secondaire, le personnel pénitentiaire ou encore le personnel s'occupant de personnes âgées. Les formations des professionnels de première ligne d'intervention continuent d'être organisées en raison de l'intérêt exprimé par le secteur. En ce qui concerne les autres actions du PNPSL, celles-ci sont en cours de réalisation.

Le PNPSL prévoit une évaluation de toutes les actions après quelques années d'implémentation dudit plan, à travers l'analyse de certains indicateurs. Cette évaluation permettra de fournir des éléments dans le but de prendre une décision quant à la pérennisation des différentes actions dans le futur. À l'heure actuelle, l'impact du PNPSL ne peut pas encore être vérifié, dans la mesure où les derniers chiffres officiels des suicides remontent à l'année 2015. Néanmoins, en ce qui concerne les tentatives de suicide, les services de la Direction de la santé sont en train d'améliorer leur recensement à travers le Système de surveillance des traumatismes et accidents au Luxembourg (RE-TRACE).

Question 3276 (08.09.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** (*DP*) concernant la **cruauté envers les animaux**:

Scandalisés par le récent acte de maltraitance envers des animaux dans le cadre d'une exposition canine organisée au Centre d'exposition du Kirchberg, lors de laquelle huit chiens ont été gardés dans une camionnette dans des conditions pitoyables, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quel est le nombre d'infractions de maltraitance envers des animaux qui ont été enregistrées dans les dix dernières années au Luxembourg?

2) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de réduire les cas de maltraitance envers des animaux au Luxembourg?

3) Quelles sont les conditions établies par l'Administration des services vétérinaires pour pouvoir participer à une exposition d'animaux?

4) Est-ce que l'Administration des services vétérinaires envisage de renforcer ces conditions suite à l'incident du Kirchberg? Dans l'affirmative, quelles seront les nouvelles conditions à remplir?

5) Existe-t-il un registre européen dans lequel toutes les infractions de maltraitance envers des animaux sont enregistrées? Dans la négative, une coopération européenne pour lutter contre les maltraitances envers les animaux sur le plan européen est-elle prévue?

Réponse (27.09.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1) Ces dix dernières années, l'Administration des services vétérinaires a reçu en moyenne 50 à 90 dossiers par an concernant des plaintes en rapport avec le bien-être des animaux. Environ 50% de ces plaintes étaient justifiées et visaient le plus souvent les conditions d'hygiène (pas de nettoyage adéquat de l'étable, animaux vivant dans leurs excréments, etc.), l'entretien des animaux (sabots trop longs, poil dans un mauvais état...) et les conditions générales de détention (absence d'eau de boisson ou de nourriture, absence d'abri en cas d'intempéries...). En ce qui concerne les dix dernières années, on peut donc parler d'environ 350 cas confirmés de maltraitance, avec une tendance croissante ces dernières cinq années.

ad 2) Il est important de sensibiliser et de responsabiliser toute personne qui s'occupe d'un animal. Pour cette raison, la notion de «dignité», reprise dans le nouveau projet de loi sur la protection des animaux, joue un rôle essentiel afin de rendre compte du fait que les animaux sont des êtres doués d'une sensibilité et qu'ils peuvent ressentir la douleur tout comme un être humain.

Des programmes de sensibilisation et des campagnes d'information pourraient être intégrés

dans l'enseignement primaire afin d'éduquer les enfants envers le respect pour les animaux.

Dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection des animaux, le public en sera informé par le biais des moyens modernes tels que les réseaux sociaux. Notre Ministère lancera une campagne d'information également via les médias classiques comme la télévision et la radio.

D'un autre côté, nous comptons réduire le nombre de cas de maltraitance envers les animaux en introduisant dans le nouveau projet de loi des mesures administratives par lesquelles il sera possible d'impartir au détenteur d'un animal un délai dans lequel il doit se conformer à la législation; en cas de non-respect du délai de mise en conformité, le retrait de l'autorisation ou la fermeture d'un établissement peuvent être prononcés.

Outre les mesures administratives, un catalogue d'avertissements taxés est prévu en cas de contraventions.

Les sanctions pénales d'une nouvelle dimension viennent compléter notre stratégie en vue de réduire les cas de maltraitance. Ainsi, certaines contraventions «graves» seront punies d'une amende de 25 à 1.000 €; d'autres, qui tombent dans la catégorie de délits, seront punies d'une amende pouvant aller jusqu'à 200.000 €. De plus, une peine d'emprisonnement, pouvant aller jusqu'à trois ans, est prévue dans le nouveau projet de loi. En cas de récidive, ces peines peuvent même être portées au double.

ad 3) L'organisation d'une exposition d'animaux est à notifier à l'Administration des services vétérinaires.

En principe, l'organisateur de l'exposition est responsable du bon déroulement de celle-ci. Ainsi, les contrôles vétérinaires à l'entrée sont réalisés par l'organisateur de l'exposition. Les vétérinaires effectuent un contrôle des documents (passeports, vaccinations en cours de validité...) et un contrôle de l'état de santé des animaux. En cas d'accident, p. ex. si un chien mord un autre, les vétérinaires sur place réalisent les soins médicaux et chirurgicaux nécessaires.

ad 4) Il faut garder à l'esprit que généralement les expositions d'animaux, et ce depuis de longues années, se déroulent sans aucun incident. Les participants ont tout intérêt à ce que leurs animaux soient dans un très bon état de santé afin de recevoir une bonne évaluation par le juge. La plupart des participants, qui parfois viennent de pays lointains, savent exactement quelles conditions ils doivent remplir en vue de participer à l'exposition ou au concours en question. Pour rappel, les animaux en provenance d'autres pays doivent être identifiés par un microchip, être correctement vaccinés contre la rage et être accompagnés d'un passeport européen. Les vétérinaires à l'entrée du hall d'exposition vérifient que ces conditions sont remplies.

Néanmoins, des contrôles supplémentaires des véhicules des participants et des conditions de transport des animaux seront envisagés à l'avenir. Ces contrôles pourront être faits par les agents de la douane, des vétérinaires ou éventuellement des inspecteurs d'une association pour la protection des animaux.

ad 5) À notre connaissance, un tel registre n'existe pas et n'est pas prévu sur le plan européen.

Si un jour la législation sur la protection des animaux venait à être harmonisée au niveau européen, un registre d'infractions et un échange d'informations entre pays membres seraient envisageables. À l'heure actuelle, la législation sur la protection des animaux ainsi que les sanctions y relatives sont organisées au niveau national uniquement.

Question 3277 (08.09.2017) de **MM. Jean-Marie Haldorf** et **Marc Lies** (*CSV*) concernant l'**utilisation d'injections d'acide hyaluronique dans le traitement de l'arthrose du genou**:

Dans sa réponse à une question parlementaire Monsieur le Ministre a déclaré que les injections à base d'acide hyaluronique, utilisées dans le traitement de l'arthrose du genou, ne seraient plus remboursées par la Caisse nationale de santé (CNS) pour des raisons médicales, suite à un avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale. L'intérêt thérapeutique de la viscosupplémentation ne serait pas suffisamment établi.

Or, la Société luxembourgeoise d'orthopédie et de la traumatologie (SLOT) vient de communiquer que les explications de Monsieur le Ministre ne correspondent pas aux données ré-

centes de la littérature scientifique en la matière qui établissent un effet thérapeutique significatif des injections d'acide hyaluronique. Ce traitement permettrait même à certains patients d'éviter la mise en place d'une prothèse.

Il est par ailleurs porté critique aux fonctionnements institutionnels de la CNS et du Contrôle médical de la sécurité sociale, d'une part en raison de la manière dont la CNS influence par voie statutaire l'accès aux soins pour les personnes protégées, d'autre part à cause d'un manque de transparence et d'objectivité dans l'évaluation de l'utile et du nécessaire par le contrôle médical.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du communiqué de la SLOT?

- Pour quelles raisons les responsables du contrôle médical n'ont-ils pas consulté les médecins concernés avant de rendre un tel avis?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun de réévaluer la décision de la CNS?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport aux allégations formulées par la SLOT quant au fonctionnement de ces institutions?

Réponse (10.10.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les décisions en matière de prise en charge de traitements médicaux par l'assurance maladie relèvent de l'autonomie du comité directeur de la Caisse nationale de santé (CNS) qui est à composition tripartite. Ces décisions sont basées sur des avis médicaux élaborés par le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS). Ces avis du CMSS sont fondés sur la dernière recherche et expertise médicale disponibles.

En l'occurrence, la décision portant sur les injections à base d'acide hyaluronique est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2016. Les raisons médicales à la base de l'avis motivé et circonstancié du CMSS du 2 mars 2016 ayant motivé cette décision, sont reprises dans la réponse à la question parlementaire n°3173 de Monsieur l'honorable Député Marc Lies du 28 juillet 2017. Les mêmes raisons médicales, y compris toutes les sources, sont également détaillées dans l'avis du CMSS ce qui contribue à une prise de décision en connaissance de cause et donc à une transparence dans la procédure applicable.

Les dispositions légales en vigueur ne prévoient pas une consultation par le CMSS des associations professionnelles des médecins et médecins-dentistes, entre autres pour assurer la plus grande objectivité et impartialité médicale de la part du CMSS. Il est à souligner que le CMSS emploie des médecins spécialistes pour accomplir du mieux possible les missions lui conférées par la loi.

Toutefois, les décisions sur la prise en charge de traitements médicaux sont liées à la dernière expertise et connaissance médicales en date, sur lesquelles se basent les avis médicaux du CMSS. Comme les connaissances médicales ne cessent d'évoluer, notamment en fonction de l'évolution technique et technologique médicale, il est tout à fait possible que la décision en question puisse, elle-aussi, évoluer en fonction de nouvelles connaissances médicales.

Finalement, en réponse à la dernière question de Messieurs les honorables Députés, le Ministre de la Sécurité sociale tient à rappeler qu'il ne prend pas position par rapport à des allégations de quelque nature soient-elles, mais s'efforce toujours d'avoir un dialogue constructif avec tous les organes représentatifs liés à l'assurance maladie.

Question 3278 (08.09.2017) de **M. Laurent Zeimet** (*CSV*) concernant le **calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca**:

La loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau introduit à l'article 12 un nouveau secteur pour la tarification des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, à savoir le secteur Horeca. Selon mes informations, certaines communes feraient face à des interprétations contradictoires par les différents services de l'Administration de la gestion de l'eau concernant l'application de la tarification et le calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir la méthodologie pour le calcul du prix de l'eau pour le secteur Horeca en précisant tous les paramètres de la tarification tels que les différentes redevances et taxes?

2. Comment est-ce que le prix de l'eau sera calculé pour un immeuble mixte composé d'unités de logement et de restaurateurs ou cafetiers?

Réponse commune (09.10.2017) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

ad 1. En vue de la réalisation des objectifs environnementaux de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000, la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau a instauré la récupération des coûts moyennant la tarification des services liés à l'utilisation de l'eau selon le principe de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur avec pour but de sensibiliser les consommateurs à une utilisation parcimonieuse de la ressource en eau.

Il y a lieu de rappeler que le prix de l'eau se compose d'une redevance «eau potable» et d'une redevance «assainissement», qui incluent la taxe de prélèvement d'eau et la taxe de rejet des eaux usées.

Afin de tenir compte des coûts spécifiques que génèrent les activités consommatrices en eau par les usagers et d'appliquer une tarification équitable à chaque catégorie de consommateurs, la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau décomposait les schémas de tarification du service de l'eau pour trois différents secteurs économiques dont les pratiques de l'utilisation de l'eau sont comparables.

L'articulation entre la part fixe et la part variable du prix de l'eau permet aux communes d'encourager les économies d'eau tout en ne pénalisant pas outre mesure les différents groupes de consommateurs. À cette fin, la circulaire ministérielle n°2909 du 28 mars 2011 avait recommandé les articulations suivantes:

	Partie fixe	Partie variable
Ménages	20%	80%
Industrie	70%	30%
Agriculture	60%	40%

La part fixe élevée de 70 et 60% des secteurs industriel et agricole a été justifiée par le fait que la réduction du volume de l'eau consommée nécessite des investissements conséquents au niveau de la production industrielle, respectivement que ce volume est difficilement compressible dans le secteur agricole (eau d'abreuvoir). Les analyses économiques ont d'ailleurs montré que cette approche ne joue pas en défaveur des consommateurs ménagers.

D'autre part, la part variable élevée du secteur des ménages (et dont faisaient partie les PME et donc le secteur Horeca) permet aux consommateurs de ce secteur d'influencer activement la charge financière en adaptant un comportement parcimonieux de l'utilisation de l'eau.

La loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 a récemment introduit un schéma de tarification spécifique pour le secteur Horeca afin de regrouper les consommateurs dont le rythme d'exploitation des infrastructures est étroitement lié à la saison touristique.

En s'alignant sur les réflexions ayant conduit aux recommandations de la circulaire ministérielle précitée, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) propose le rapport 50% (partie fixe) - 50% (partie variable) pour la répartition binôme des coûts facturés au secteur Horeca. Ainsi, la tarification de ce secteur se situe au point d'équilibre entre un coût activement influençable par le consommateur (en invitant les clients à respecter la ressource en eau) et un coût qui tient compte des coûts générés par les activités de ce secteur au niveau du fonctionnement, de la maintenance et de l'exploitation des infrastructures d'eau.

ad 2. Dans le cas spécifique d'un immeuble mixte composé d'unités de logement et de restaurateurs ou cafetiers, il y a lieu de distinguer deux cas de figure.

Si l'immeuble dispose d'un compteur d'eau unique, la copropriété sera facturée par la commune suivant les prix applicables au secteur des ménages. Une tarification du restaurateur ou cafetier selon les prix applicables au secteur Horeca impliquera l'installation d'un compteur communal séparé pour ce dernier.

Si l'immeuble dispose déjà de compteurs séparés, les prix applicables au secteur des ménages seront facturés aux logements et les prix applicables au secteur Horeca seront facturés aux restaurateurs ou cafetiers.

Question 3279 (08.09.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le «Code de conduite (fiscalité des entreprises)» du Conseil de l'Union européenne:

Selon les informations révélées par la presse allemande, certains États, dont la France, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne, bloqueraient de manière systématique les travaux sur la lutte contre l'évasion fiscale au sein du groupe «Code de conduite (fiscalité des entreprises)» du Conseil de l'Union européenne. Il est reproché à la Grande-Bretagne de paralyser l'adoption d'une liste noire européenne des paradis fiscaux. La France, l'Italie et l'Espagne se voient reprochées de bloquer une position européenne concernant le régime fiscal des brevets («patent boxes»).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces révélations?

2. Quelle est la position du Luxembourg au sein de ce groupe de travail?

3. Ayant déposé le projet de loi n°7163 sur le nouveau régime fiscal de la propriété intellectuelle, Monsieur le Ministre ne craint-il pas que le Luxembourg en tant que bon élève en conformité avec les règles internationales risque de se retrouver dans une situation désavantageuse par rapport aux pays européens bloquant des avancées dans l'harmonisation des régimes fiscaux sur la propriété intellectuelle?

Réponse (09.10.2017) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

Concernant la première question de l'honorable Député, il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter publiquement des articles de presse relatifs aux travaux en cours au sein du groupe «Code de conduite». En effet, selon les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 9 mars 1998, ces travaux sont confidentiels.

Concernant la seconde question de l'honorable Député, le Luxembourg continue à participer de manière active et constructive aux travaux du groupe «Code de conduite», dont notamment ceux en cours dans le contexte des conclusions du Conseil du 8 novembre 2016 intitulées «Critères et processus relatifs à l'établissement de la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales».

Concernant la troisième question, on ne peut pas affirmer que le Luxembourg risque de se retrouver dans une situation désavantageuse suite à l'introduction du projet de loi n°7163 dont l'objet est d'introduire un régime fiscal en faveur de la propriété intellectuelle conforme à l'approche du lien modifiée. Au contraire, ce projet s'inscrit dans la stratégie générale du Gouvernement de maintenir un environnement fiscal visant à garantir la compétitivité du Luxembourg, tout en respectant les nouveaux principes internationaux et européens en matière fiscale. Or, l'approche du lien modifiée concernant les régimes de propriété intellectuelle constitue un standard minimum, approuvé tant sur le plan de l'OCDE que sur le plan de l'Union européenne. À rappeler aussi que le Conseil «Affaires économiques et financières» dans sa session du 16 juin 2017 vient de demander aux États membres dont les régimes fiscaux favorables aux brevets ne respectent pas l'approche du lien modifiée de procéder à l'alignement de ces régimes dans les meilleurs délais.

Question 3282 (12.09.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **participations directes de l'État dans le capital des établissements bancaires de droit privé**:

La semaine passée, le cours de l'action de l'établissement bancaire coté en bourse BNP Paribas SA a atteint pour la première fois depuis

huit ans le prix du titre quand l'État luxembourgeois est entré au capital de la banque en 2008. Le Luxembourg détient environ 1% de son capital, ainsi qu'environ 34% de l'établissement bancaire non coté en bourse BGL BNP Paribas SA.

En outre l'État luxembourgeois détient environ 10% du capital de la BIL SA. En date du 1^{er} septembre, le Gouvernement a informé le public de l'accord conclu entre Precision Capital et Legend Holdings Corporation pour la reprise de 90% des parts de la BIL SA. Selon le communiqué du Ministère des Finances, cet accord reste sans implications quant à la participation de l'État dans le capital de la banque. En l'occurrence où l'État voudrait à une date ultérieure céder sa participation à Legend Holdings Corporation, cette dernière s'est engagée à payer un prix au moins égal à celui convenu avec Precision Capital.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention de céder une partie ou la totalité de ses participations dans les établissements bancaires susmentionnés?

- Selon Monsieur le Ministre, la participation de l'État dans les établissements bancaires privés devrait-elle être exceptionnelle et temporaire?

- Le Gouvernement a-t-il une stratégie globale concernant ses participations et activités au marché bancaire luxembourgeois, y inclus la Banque et Caisse d'Épargne de l'État ainsi que la coopération entre Post Finance et la Banque Raiffeisen société coopérative?

Réponse (11.10.2017) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg a le statut d'établissement public autonome et fait partie intégrante du patrimoine de l'État.

L'acquisition par l'État des participations dans BIL SA, BNP Paribas SA et BGL BNP Paribas SA a été motivée par les circonstances exceptionnelles de la crise financière. Le Gouvernement décidera en temps utile de la cession de ces participations. À ce stade, aucune décision n'a été prise à cet effet. Les banques en question versent d'ailleurs sur une base annuelle des dividendes conséquents qui viennent s'ajouter aux recettes du budget de l'État.

La coopération entre Post Finance et la Banque Raiffeisen est le résultat d'une décision commerciale des directions des deux établissements.

L'État n'interfère pas dans la gestion journalière et donc les décisions commerciales des entreprises dans lesquelles il détient des participations. Le FMI a d'ailleurs félicité l'État pour cette approche à l'occasion de la dernière mission Article IV au Luxembourg. Le Gouvernement n'entend donc pas changer ce principe.

Question 3283 (12.09.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **trafic de poids lourds à Clervaux**:

Des citoyens de Clervaux m'ont rendu attentif sur le nombre de poids lourds qui passent régulièrement par leur localité pour rejoindre la zone d'activités économiques de Lentzweiler.

Il semble s'agir le plus souvent de camions venant de pays lointains qui ne connaissent pas bien la région et qui quittent ainsi la N7 à hauteur de Marnach pour se diriger à travers les rues étroites de Clervaux au lieu de passer directement par Wemperhardt ou Rossmühle.

À rappeler dans ce contexte que des camions qui dépassent une longueur de dix mètres ne sont pas autorisés à traverser la localité de Clervaux.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur les mouvements de poids lourds qui passent par Clervaux en direction de la ZA Lentzweiler?

- En attendant la finalisation de la transversale de Clervaux, Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire améliorer les signalisations sur la N7 afin d'éviter les passages difficiles et dangereux à travers la cité de Clervaux?

Réponse (20.10.2017) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Les données statistiques de la traversée de Clervaux, dont dispose l'Administration des ponts et chaussées, se basent sur le comptage du trafic par des postes permanents.

Ces compteurs sont en mesure de différencier entre voitures et véhicules utilitaires: par véhicules utilitaires, il faut entendre tous les véhicules qui dépassent la longueur de 8,60 mètres, à savoir les bus et autres poids lourds, mais également les voitures avec remorque attelée. Les derniers comptages révèlent pour la traversée de Clervaux un taux journalier moyen (TJM) de 245 véhicules utilitaires sur sept jours (les deux sens cumulés) et de 307 utilitaires durant les jours ouvrables.

Sachant que 268 bus du Régime général des transports routiers (RGTR) desservent la localité de Clervaux, une grande partie de ces 307 utilitaires revient donc aux transports en commun. Il reste environ 40 poids lourds, parmi lesquels figurent certainement des fournisseurs de la localité de Clervaux, étant donné que le trafic à l'intérieur de la localité est expressément interdit aux véhicules qui dépassent, sans ou avec ensembles, une longueur de dix mètres (signal C, 9), exception faite pour riverains et fournisseurs.

En ce qui concerne la signalisation destinée à empêcher les passages dangereux de poids lourds étrangers à travers la ville de Clervaux, il y a, sur la route nationale N7, des signaux annonçant à l'avance le signal C, 9 susmentionné. De tels panneaux se trouvent également sur la N18 et à proximité d'un grand nombre de carrefours, entre autres à l'intersection de la N18 avec la N10 à Marnach, au croisement des CR325 et 327 à Mecher et des CR326 et 326C près de Drauffelt.

Une répétition des signaux existants sur la N7 et la N18 pourrait être envisagée le cas échéant, mais la réalisation de la transversale de Clervaux contribuera à résoudre le problème de la circulation des poids lourds étrangers à l'intérieur de Clervaux de manière durable.

Pour résoudre le problème à court terme, il conviendrait avant tout de renforcer les contrôles par les forces de l'ordre.

Question 3284 (12.09.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **listes pour les élections communales**:

Dans un article paru le 9 septembre 2017 dans le «Quotidien», le président du parti politique pirate affirme que la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette, en sa fonction de président du bureau principal de vote local, aurait au début invalidé la liste du parti pirate, car le présentant de la liste figurait déjà comme candidat sur une autre liste. Selon l'article 230 de la loi électorale, «nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que l'interprétation de l'article 230 de la loi électorale peut être ambiguë?

2) Monsieur le Ministre a-t-il informé les présidents des bureaux de vote au sujet de la procédure de dépôt des listes par le biais d'une circulaire? Dans l'affirmative, la problématique relatée ci-dessus faisait-elle partie de la circulaire?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il faudra légiférer afin de rendre plus claire la procédure de dépôt et notamment l'article 230 de la loi électorale?

4) Ne serait-il pas envisageable de supprimer l'obligation, telle que prévue par l'article 228 de la loi électorale, de présenter une liste soit par cinquante électeurs inscrits dans la commune soit par un conseiller communal, vu le caractère peu démocratique de cette disposition légale?

Réponse (25.09.2017) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur:

L'honorable Député se réfère à un article paru le 9 septembre 2017 dans le «Quotidien» concernant la procédure de dépôt de candidatures pour les élections communales du 8 octobre 2017 et notamment l'application de l'article 230 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

De l'avis du Ministre de l'Intérieur l'alinéa 1^{er} dudit article, libellé «Nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune», permet deux interprétations différentes. Selon une

interprétation restrictive une même personne est soit candidat d'une liste, soit présentant d'une liste. Selon une interprétation large, favorable à l'administré, une même personne peut figurer comme candidat sur une liste et présenter une autre liste. Les présidents des bureaux de vote principaux de la Ville de Luxembourg et de la Ville d'Esch-sur-Alzette se sont concertés avec les services du Ministère de l'Intérieur pour retenir l'interprétation la plus favorable à l'administré de sorte que les candidats d'une liste étaient admis à présenter une autre liste. Le ministre envisage une modification de l'article 230 de la loi électorale pour éviter des difficultés d'application à l'avenir.

Les communes ont été informées par la circulaire n°3488 du 31 mai 2017 sur les formalités à remplir pour le dépôt des candidatures, mais pas spécialement sur l'interprétation préconisée par le ministre pour l'application de l'article 230 précité alors qu'à sa connaissance, celui-ci n'avait pas donné lieu à des difficultés dans le passé. Par ailleurs les agents du Ministère de l'Intérieur sont disponibles en permanence pour répondre aux questions des communes et des présidents des bureaux de vote principaux concernant les élections.

Dans le système électoral de la représentation proportionnelle les listes de candidats doivent être signées soit par un conseiller communal sortant ou en fonction, soit par cinquante électeurs. Ce système de parrainage adopté par le législateur a comme finalité bien précise de permettre au corps électoral local d'apprécier lui-même si les listes présentées poursuivent des objectifs conformes aux principes constitutionnels du Grand-Duché ou ne soient simplement fantaisistes. Le président du bureau principal quant à lui ne peut refuser des listes que pour des motifs de forme.

Question 3286 (12.09.2017) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **réforme fiscale**:

La réforme fiscale est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Durabilité, équité, sélectivité et compétitivité étaient les maîtres mots de cette dernière, qui avait pour objectif primaire de renforcer le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes et moyens, sans pour autant compromettre la soutenabilité des finances publiques.

En ce qui concerne l'impact budgétaire de la réforme, le Ministère des Finances a estimé celui-ci à quelque 373,2 millions d'euros pour l'année 2017.

Vu que les opinions ont fortement divergé quant à la fiabilité de ces estimations, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- À la lumière des informations actuellement disponibles, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si l'impact budgétaire correspond, à l'heure actuelle, aux estimations de l'époque?

Réponse (11.10.2017) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

La fiche financière annexée au projet de loi n°7020 a regroupé les plus-values et les moins-values de recettes fiscales par catégorie analytique tout en faisant abstraction d'effets indirects éventuels. Au final, les implications budgétaires totales de la réforme fiscale, impôts de solidarité compris, ont été estimées à quelque -373,2 millions d'euros en 2017, -502,9 millions d'euros en 2018 et -524,4 millions d'euros à partir de 2019.

Étant donné que l'année fiscale 2017 est toujours en cours, il est prématuré d'évaluer de manière définitive le déchet fiscal réel de la réforme fiscale en 2017. Néanmoins, après neuf mois, il s'avère que le total des recettes collectées par l'Administration des contributions directes au 30 septembre 2017 est en ligne avec les prévisions présentées dans la loi du 23 décembre 2016 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017. Dès lors, le déchet fiscal de la réforme fiscale correspond, à l'heure actuelle, aux estimations de l'époque.

Question 3287 (13.09.2017) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**achat de systèmes antiaériens de la Turquie auprès de la Russie**:

En effet, la République de Turquie, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), vient de signer avec la Fédération de

Russie un contrat portant sur l'achat de systèmes de défense antiaérienne S-400, le pendant russe du système sol-air américain «Patriot». Selon le Président Erdoğan, un acompte aurait déjà été versé. Selon de nombreux observateurs sur les deux rives de l'Atlantique Nord, cet achat stratégique en dehors de l'OTAN de missiles de diverses portées et de plusieurs stations radar risquerait de renforcer l'inquiétude des alliés d'Ankara. D'aucuns parlent même d'une «crise de confiance» au sein même de l'OTAN. «Nous prenons seuls les décisions relevant de notre indépendance», en est la justification de Monsieur Erdoğan selon la presse internationale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous faire parvenir leur analyse géopolitique de la précitée décision de la Turquie: Quelles en sont les conséquences stratégiques pour l'OTAN et ses alliés? Quelles en sont les conséquences tactiques pour l'Alliance atlantique?

2. Messieurs les Ministres partagent-ils la mise en garde de nombreux observateurs contre une «crise de confiance» au sein de l'OTAN? Qu'en est-il d'éventuels problèmes de compatibilité avec les systèmes de l'Alliance?

3. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire comment le Luxembourg pense réagir au sein des structures de l'OTAN à cette nouvelle donne stratégique en Eurasie?

Réponse commune (10.10.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

La décision d'achat de systèmes de défense antiaérienne S-400 par la République de Turquie, État membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), est une décision souveraine de cet allié, en ligne avec sa perception de la menace et ses impératifs sécuritaires. Par conséquent, cet achat n'a pas fait l'objet de discussions officielles au sein de l'OTAN.

La question de la compatibilité d'un système de défense antiaérienne ne se pose que lorsqu'un allié demande à ce qu'il soit intégré dans le système de défense antiaérienne de l'OTAN. Dans le cas de la Turquie, une telle demande n'est pas sur la table, d'autant plus que le système S-400 n'a pas encore été livré à la Turquie et que les premières livraisons n'auront pas lieu avant deux ans. Qui plus est, la Turquie examine la possibilité d'acquérir d'autres systèmes de défense antiaérienne fabriqués par des entreprises établies dans des États membres de l'Alliance.

Question 3288 (13.09.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **renouvellement du chemin repris (CR350) entre Welscheid et Niederfeulen**:

Des citoyens de Welscheid m'ont rendu attentif sur l'arrêt des travaux de renouvellement du chemin repris (CR350) entre leur village et la localité de Niederfeulen depuis le mois de mai 2017.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cet arrêt de chantier?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur le trafic qui passe régulièrement par le chemin repris en question?

- Quand ce chantier pourra-t-il redémarrer au plus tard?

Réponse (19.10.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Lors des travaux de redressement du CR350 entre Welscheid et Feulen, des teneurs élevées en HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) dans les enrobés en place se sont manifestées et le chantier a dû être arrêté en conséquence. La longueur importante du chantier et l'énorme difficulté pour l'élimination respectivement l'évacuation des matériaux pollués a emmené l'Administration des ponts et chaussées à opter pour le procédé du recyclage à froid in situ. Ce procédé permet de neutraliser en grande partie les effets nocifs émanant des HAP et une autorisation pour sa mise en pratique dans le cadre des travaux en question a été sollicitée auprès de l'Administration de l'environnement en date du 4 juillet 2017. Dès la délivrance de l'autorisation donnée, le chantier pourra redémarrer.

À noter que le procédé du recyclage à froid in situ consiste dans l'emploi de la couche recyclée pour substituer la couche de base sur le tracé entier à renouveler. Ce procédé présente des avantages tant sur le plan environnemental que sur le plan économique. Lors du recyclage, les enrobés pollués en place ne sont pas soumis à des températures élevées, ce qui permet d'éviter une évaporation des HAP. Aussi il n'est pas nécessaire d'évacuer les couches fraisées ce qui préserve la capacité des décharges. En plus la quantité de matériau neuf à amener au chantier est réduite à un minimum. Comme les trajets des camions s'en trouvent bien diminués, il y a moins de coûts de carburant et moins d'émissions de CO₂.

En ce qui concerne le trafic passant par le chemin repris en question, les dernières statistiques de l'administration qui datent de 2011 montrent un chiffre de 80 véhicules par jour dans les deux sens cumulés. Il faut cependant savoir qu'entre Warken et Niederfeulen, beaucoup d'automobilistes ne passent pas par Welscheid pour arriver au CR350 qui mène vers Niederfeulen. Nombreux sont ceux qui empruntent le chemin communal «Féler Dielchen» à partir de Warken pour arriver sans détour à Niederfeulen. Ce chemin communal, pour lequel l'administration ne dispose pas de comptages, constitue en effet un grand raccourci, malgré son étroitesse et sa praticabilité réduite.

Question 3290 (14.09.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **sans-papiers et le Centre de rétention**:

Dans leur réponse commune à ma question urgente n°3280 du 8 septembre 2017 concernant un cas de traite d'êtres humains, le Ministre des Affaires étrangères et européennes et le Ministre de la Justice ont affirmé que: «Dans la mesure où les faits auraient pu constituer une infraction à l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les concernés ont été interrogés et ont fait l'objet d'une vérification d'identité. Les intéressés n'ayant finalement commis aucune infraction, le parquet n'a pas fait procéder à leur arrestation.»

Il est rappelé que la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration prévoit en son article 140 que: «L'étranger qui est entré ou a séjourné sur le territoire luxembourgeois sans satisfaire aux conditions légales ou qui s'y est maintenu au-delà de la durée autorisée ou qui ne se conforme pas aux conditions de son autorisation est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 1.250 euros ou d'une de ces peines seulement.»

Dans la réponse commune susmentionnée, on peut encore y lire qu'un «placement en rétention n'a pas été décidé au vu des capacités libres au niveau du Centre de rétention, mais également au vu de la finalité d'un tel placement».

Ces deux réponses sont contradictoires. En effet, de deux choses l'une: soit il y a «infraction» à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration, en ce sens que l'étranger n'est pas entré en régie sur le territoire luxembourgeois et alors la rétention est une possibilité, soit il n'y a pas d'infraction, et alors nul besoin de parler d'un éventuel placement au Centre de rétention.

Quant aux capacités du Centre de rétention, les ministres ont précisé «qu'entre le 1^{er} janvier et le 10 septembre 2017, la capacité maximale de 45 places des hommes célibataires fut atteinte seulement 17 fois», alors que les 14 chambres réservées aux familles et aux femmes célibataires ne furent jamais occupées complètement. Les ministres rappellent par ailleurs que la capacité du Centre de rétention a été récemment augmentée suite à une réorganisation interne, laissant place à une unité supplémentaire pour hommes célibataires et à l'ouverture de la structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg, utilisée comme alternative à la rétention permettant ainsi de désengorger davantage le Centre de rétention.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres précités:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si les personnes ayant été retrouvées à l'intérieur d'un camion sur l'aire de Berchem le 8 septembre dernier étaient ou non en possession de documents valables conformément à la Convention d'application de l'accord de Schengen respectivement à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'en laissant partir les personnes

en question, l'État luxembourgeois s'est mis en porte à faux, alors qu'il n'a pas rempli toutes les obligations prévues par la Convention d'application de l'accord de Schengen notamment à l'article 5 qui prévoit que l'État ne peut accorder l'entrée sur son territoire à l'étranger lorsque celui-ci ne remplit pas les conditions, dont la possession de documents ou d'un visa valables, permettant le franchissement de la frontière?

- S'agit-il d'une pratique courante de laisser courir les personnes entrées de manière irrégulière sur le territoire, notamment lorsque les structures telles que le Centre de rétention sont surpeuplées au moment des faits? Ou bien s'il s'agit d'un fait isolé, quelles sont en principe les procédures appliquées par la Direction de l'immigration respectivement les autorités judiciaires lorsqu'une personne sans papiers valables entre sur le territoire luxembourgeois et donc dans l'espace Schengen?

- Dans l'hypothèse d'une pratique courante, le Gouvernement ne dispose-t-il pas d'autres moyens que de laisser «filer» les personnes en question? Celles-ci n'auraient-elles pas pu être mises en détention, alors qu'il y a manifestement contrevention à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration? D'ailleurs lorsque les ministres parlent des capacités du Centre de rétention - qui n'auraient pas permis un placement - un placement dans les autres structures disponibles suite à la réorganisation interne du Centre de rétention voire l'ouverture d'une unité supplémentaire a-t-il été envisagé? Si non, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (15.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Il convient de souligner d'emblée que l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration tel que cité par l'honorable Député n'est plus d'application. Il a été modifié par la loi du 26 juin 2014 modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et prend depuis lors la teneur suivante: «Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 1.250 euros ou d'une de ces peines seulement, le ressortissant de pays tiers qui, sans motif justifié de non-retour, séjourne irrégulièrement sur le territoire après avoir fait l'objet d'une mesure régulière de placement en rétention ou d'assignation à résidence ayant pris fin sans qu'il ait pu être procédé à son éloignement.» Le séjour irrégulier en soi ne présente dès lors pas d'infraction pénale.

Pour le reste, il convient de rappeler les éléments déjà contenus dans la réponse à la question parlementaire urgente n°3280:

- une infraction à l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, tel qu'il est d'application, n'a pas été constatée;

- selon l'article 120 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration, la rétention administrative de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier est prévue en vue de l'exécution d'une mesure d'éloignement, ceci en tant qu'ultime mesure au cas où les mesures alternatives à la rétention telles que prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration ne sont pas applicables. La décision de prendre une mesure de placement en rétention doit donc tenir compte des conditions et éléments prévus à l'article 120 précité. Le non-respect de l'article 34 de la loi modifiée sur la libre circulation des personnes et l'immigration, reprenant les dispositions de l'article 5 de la Convention d'application de l'accord de Schengen, ne suffit à lui seul dès lors pas à justifier une décision de placement administratif au Centre de rétention, ni d'une mesure moins coercitive.

Si des personnes peuvent se déplacer au sein de l'espace Schengen sans respecter l'article 5 de la Convention d'application de l'accord de Schengen, un remède à ce phénomène n'est guère envisageable au plan national. Au contraire, ceci met en évidence la nécessité absolue d'une approche commune en matière de migration, que le Luxembourg soutient très activement au niveau européen. Une telle approche doit être fondée sur la solidarité entre les États membres lors du traitement des demandes de protection internationale et en matière de gestion des frontières extérieures. Elle porte également sur une coopération plus étroite avec les pays d'origine, y inclus sur le volet de réadmission, de même que sur la mise en place de voies de migration légale.

Question 3294 (15.09.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **création de nouvelles zones de protection des eaux**:

Afin de protéger les ressources en eau qui sont utilisées pour la consommation humaine, le Conseil de Gouvernement a approuvé le 21 juin 2017 13 avant-projets de règlements grand-ducaux portant création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Le Gouvernement peut-il m'informer sur le nombre d'objections aux nouvelles zones de protection des eaux proposées?

2) Comment ces objections seront-elles traitées?

En ce qui concerne la délimitation des zones de protection, il me revient que les superficies des numéros de cadastre situées à la limite des différentes zones sont classées pour l'entièreté de leur superficie cadastrale dans la zone de protection respective.

3) Pour quelles raisons les superficies susmentionnées sont classées pour l'entièreté de leur superficie cadastrale dans la zone de protection respective?

4) Est-il prévu de classer uniquement la superficie réellement concernée par la zone de protection et dans la négative pour quelles raisons?

Le Programme de développement rural (PDR) prévoit un régime d'aide aux parcelles agricoles situées dans les zones de protection. Les différentes indemnités ont été calculées en fonction des restrictions prévues par le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013, a) relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, et b) modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture.

Or, les avant-projets de règlements grand-ducaux portant création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine imposent des contraintes nettement plus restrictives concernant l'exploitation de certaines zones de protection (zone II et III).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement:

5) Est-il prévu d'adapter les indemnités prévues par le PDR?

Réponse (17.10.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) En date du 17 août 2017, six règlements grand-ducaux portant création de zones de protection autour de captages d'eau souterraine utilisée comme eau destinée à la consommation humaine ont été publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit des règlements grand-ducaux suivants:

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour du site de captage d'eau souterraine Meelerbur et situées sur le territoire de la commune de Berdorf;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Schiessentümpel 1, Schiessentümpel 2 et Härebur 1 et situés sur les territoires des communes de Waldbillig et de la Vallée de l'Ernz;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour du captage d'eau souterraine Weierchen et située sur le territoire de la commune de Redange-sur-Attert;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Lampbour, Giedgendall 1, Giedgendall 2, Lampicht, Auf Setzen 1 et Auf Setzen 4 et situés sur le territoire des communes de Betzdorf et Flaxweiler;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création de zones de protection autour du captage d'eau souterraine Weilerbach et située sur le territoire de la commune de Berdorf;

- règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant création des zones de protection autour des

captages d'eau souterraine Dreibuieren, Débicht et Laangegronn et situées sur les territoires des communes de Mersch, Fischbach, Larochette et Lintgen.

Les dossiers ont été déposés aux fins d'enquêtes publiques conformément à l'article 44 (4) aux maisons communales suivantes:

- Redange-sur-Attert du 12 novembre au 11 décembre 2015;

- Betzdorf du 5 novembre au 4 décembre 2015;

- Flaxweiler du 5 novembre au 4 décembre 2015;

- Waldbillig du 27 octobre au 26 novembre 2015;

- Vallée de l'Ernz du 27 octobre au 26 novembre 2015;

- Berdorf du 9 novembre au 9 décembre 2015;

- Mersch du 30 octobre au 28 novembre 2015;

- Fischbach du 30 octobre au 30 novembre 2015;

- Larochette du 30 octobre au 28 novembre 2015;

- Lintgen du 2 au 31 mars 2016.

En supplément au dépôt des dossiers et afin de bien informer les acteurs concernés, des présentations publiques des dossiers ont eu lieu en présence de Madame la Ministre Carole Dieschbourg, respectivement de Monsieur le Secrétaire d'Etat Camille Gira:

- le 15 octobre 2015 à Mersdorf;

- le 16 octobre 2015 à Berdorf;

- le 27 octobre 2015 à la ville de Luxembourg;

- le 28 octobre 2015 à Redange-sur-Attert.

À l'issue des enquêtes publiques, un total de 32 contestations a été déposé et joint aux avis des administrations communales. Les contestations se répartissent de la manière suivante:

- sites de captage Weierchen et situées sur le territoire de la commune de Redange-sur-Attert; 4 contestations;

- sites de captage Lampbour, Giedgendall 1, Giedgendall 2, Lampicht, Auf Setzen 1 et Auf Setzen 4 et situés sur le territoire des communes de Betzdorf et Flaxweiler: 3 contestations;

- sites de captage Schiessentümpel 1, Schiessentümpel 2 et Härebur 1 et situés sur les territoires des communes de Waldbillig et de la Vallée de l'Ernz: 15 contestations dont 1 contestation regroupant 37 personnes;

- sites de captage Meelerbur et situées sur le territoire de la commune de Berdorf: 2 contestations;

- sites de captage Weilerbach et située sur le territoire de la commune de Berdorf: 2 contestations;

- sites de captage Dreibuieren, Débicht et Laangegronn et situées sur les territoires des communes de Mersch, Fischbach, Larochette et Lintgen: 6 contestations.

Des avis ont également été demandés et reçus de la part des chambres professionnelles et notamment de la Chambre d'Agriculture. Étant donné la pertinence de certains avis notamment de la Chambre d'Agriculture, ceux-ci ont également été considérés.

Le 21 juin 2017 le Gouvernement en conseil a approuvé 13 nouveaux projets de règlements portant création de zones de protection. Des présentations publiques des dossiers ont eu lieu en présence de Madame la Ministre Carole Dieschbourg, respectivement de Monsieur le Secrétaire d'Etat Camille Gira:

- le 26 juin 2017 à Kopstal;

- le 28 juin 2017 à Useldange;

- le 04 juillet 2017 à Contern;

- le 05 juillet 2017 à Saeul.

Les 13 projets de règlements grand-ducaux ont été transmis aux communes concernées le 11 juillet 2017. Ces projets sont actuellement encore en phase de procédure publique dans certaines communes et les objections n'ont donc pas encore toutes été transmises au Département de l'environnement.

ad 2) L'ensemble des avis et réclamations est consulté par les responsables de l'Administration de la gestion de l'eau et toutes les objections sont analysées et traitées individuellement. Si les remarques s'avèrent justifiées et recevables, des adaptations sont apportées aux projets de règlement grand-ducaux. Il est à noter que les règlements grand-ducaux sont rédigés sur base d'une étude de délimitation hydrogéologique réalisée par un bureau de géologues spécialisés d'après des lignes directrices

élaborées par l'Administration de la gestion de l'eau et publiés sur le site Internet www.waasser.lu. Les réclamations ont été traitées en collaboration avec les experts géologiques ayant réalisé les études. Les caractéristiques des zones de protection immédiate (I), rapprochée (II), rapprochée avec vulnérabilité élevée (II-V1) et éloignée (III) sont définies par le règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Pour les six règlements grand-ducaux entrés en vigueur et datés du 28 juillet 2017, plusieurs adaptations de reformulation de phrases ont été réalisées et des erreurs matérielles ont ainsi pu être corrigées.

Suite à notamment l'avis de la Chambre d'Agriculture, certains termes techniques ont également été modifiés.

À cela s'ajoute que plusieurs parcelles initialement classées en zone de protection rapprochée ont été reclassées en zones de protection éloignée. Ceci se justifie par le fait que les parcelles n'ont été touchées que marginalement par la ligne de délimitation de la zone de protection rapprochée (ligne des 50 jours). Certaines parcelles relativement larges ont été découpées le long de lignes visibles (chemins agricoles) pour être classées désormais en zones de protection rapprochée, respectivement éloignée, voire ne sont plus classées en zones de protection.

Enfin, une modification majeure a été apportée aux règlements et projets de règlements grand-ducaux précités moyennant l'introduction d'une disposition permettant au ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions d'autoriser certains ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités par dérogation aux dispositions précédentes. Cette modification fait suite à certaines objections formulées par le secteur agricole, concernant notamment les programmes de vulgarisation (*landwirtschaftliche Beratung*) qui ont lieu actuellement à titre bénévole par des agriculteurs dans certaines zones de protection. Au cas où il peut être prouvé que ces programmes permettent de garantir que l'eau captée ne dépasse pas le seuil de 75% des critères de potabilité et qu'aucune tendance à la hausse significative et durable des concentrations en polluants ne soit observée, des dérogations sous conditions peuvent être autorisées.

ad 3) et 4) Les zones de protection sont régies par un certain nombre de mesures d'interdictions et de restrictions concernant les activités humaines. Ces mesures réglementaires sont différenciées selon le type de zone de protection (zone I, II, II-V1, III).

Les zones sont délimitées dans la mesure du possible en fonction des parcelles cadastrales. Cette approche a été retenue en tenant compte que ces unités administratives constituent les limites les plus facilement identifiables sur le terrain indépendamment des occupations du sol. La transcription entre les zones géologiquement délimitées et les limites des zones suivant parcelles cadastrales se fait suivant des lignes directrices expliquées ci-dessous. Si la surface d'une parcelle cadastrale est jugée démesurément grande par rapport à la limite géologique de la zone, celle-ci peut être découpée le long de lignes visibles (p. ex. chemins agricoles), une division de la parcelle peut être appliquée.

La zone I, dite zone de protection immédiate, est destinée à protéger les captages d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine contre toute introduction directe de polluants dans le captage et la dégradation ou la destruction des installations de captage. La zone de protection immédiate s'étend sur un rayon qui n'excède pas 20 mètres autour d'un captage. Pour un captage de source, la limite extérieure de la zone de protection immédiate n'excède pas 20 mètres en amont de la limite extérieure de l'ouvrage en direction de l'écoulement de l'eau souterraine.

À l'intérieur de cette zone sont interdits tous ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités à l'exception de ceux qui se rapportent à l'exploitation et à l'entretien de la zone et des ouvrages de captage.

La zone II, dite zone de protection rapprochée, empêche que des polluants microbiologiques pénètrent dans le captage, que des polluants arrivent en fortes concentrations au captage, que l'eau souterraine soit polluée par des excavations ou autres travaux souterrains et que des barrages souterrains modifient l'écoulement de l'eau souterraine en direction du captage. La zone de protection rapprochée s'étend depuis la limite extérieure du captage jusqu'à une distance correspondant à un temps de transfert

d'environ 50 jours de l'eau souterraine jusqu'à son arrivée au captage sans que cette distance ne puisse être inférieure à 50 mètres. Lorsque les conditions hydrogéologiques exposent le captage à une dégradation de la qualité de l'eau, une zone de protection rapprochée avec vulnérabilité élevée peut être définie, zone qui est dès lors appelée II-V1. Lorsqu'une parcelle cadastrale est en partie située à l'intérieur de la zone de protection rapprochée, la parcelle est classée, en application du principe de précaution, dans son ensemble à l'intérieur de la zone de protection rapprochée. S'il s'agit néanmoins d'une grande parcelle qui n'est que marginalement située en zone II et qu'il y a une possibilité de découper la parcelle le long de lignes visibles (p. ex. chemins agricoles), une division de la parcelle peut être appliquée.

La zone III, dite zone de protection éloignée, couvre le reste de l'aire géographique d'alimentation du captage. Lorsqu'une parcelle cadastrale est située à plus de 50% à l'intérieur de la zone de protection, la parcelle est classée dans son ensemble à l'intérieur de la zone de protection éloignée. Au contraire, si moins de 50% de la parcelle cadastrale sont situés à l'intérieur de la zone de protection éloignée, la parcelle cadastrale ne sera pas classée en zone de protection. Si une parcelle cadastrale classée en zone de protection éloignée peut être découpée le long de lignes visibles (p. ex. chemins agricoles), une division de la parcelle peut être appliquée.

Une approche similaire est prévue pour la délimitation des zones de protection autour du captage d'eau destinée à la consommation humaine au barrage de la Haute-Sûre. Les études de délimitation y sont actuellement en cours. La finalisation du dossier est prévue pour fin 2018.

ad 5) Un projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aide sur les parcelles agricoles situées dans les zones de protection des eaux, est actuellement en préparation par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Au-delà de ces indemnités, il est prévu que chaque exploitant de captage établisse un programme de mesures conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, article 44, paragraphe 10. Des programmes de vulgarisation agricole doivent notamment être prévus dans le cadre du programme de mesures, qui comprend également le détail des mesures à mettre en place selon le règlement grand-ducal portant création de la zone de protection autour du captage, ainsi que selon le règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine. Conformément à l'article 65, paragraphe 1^{er}, lettre h), de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les dépenses des fournisseurs d'eau relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de mesures visant à protéger les ressources d'eau destinées à la consommation humaine sont prises en charge jusqu'à 75% des coûts par le Fonds pour la gestion de l'eau.

Question 3295 (15.09.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **remboursement d'actes infirmiers**:

Certains actes infirmiers, tels que la distribution et l'administration de médicaments, ne sont pas prévus par la nomenclature et par conséquent non remboursés par la Caisse nationale de santé (CNS).

Or, l'on se doit de constater que la prise de médicaments est un acte indispensable qui exige pour certains cas précis la préparation et la surveillance de la prise des médicaments tel que pour des patients souffrant de maladies démentielles ou des personnes à handicap intellectuel.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Pour quelles raisons ces actes infirmiers ne sont-ils pas remboursés?

2) Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la prise en charge de certains actes infirmiers est indispensable pour la santé des patients dans des cas précis, notamment s'ils n'ont pas les moyens financiers de payer ces actes?

3) Le Gouvernement n'est-t-il pas d'avis qu'une telle prise en charge préventive constitue une solution plus durable pour le bien-être des patients qui permettrait en outre d'éviter des frais pour la CNS en raison des conséquences d'une médication fautive ou absente?

Réponse commune (13.10.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1) Les prestations que les infirmiers effectuent à charge de l'assurance maladie en dehors du milieu hospitalier figurent dans la nomenclature des actes et services des infirmiers, nomenclature qui a été entièrement refaite en 2016 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

En ce qui concerne la distribution et l'administration de médicaments, il convient de préciser d'emblée que la délivrance des médicaments relève de la compétence du pharmacien et que l'administration des médicaments vise tant l'administration orale, l'injection que l'application d'une pommade ou des collyres.

En ce qui concerne la nomenclature actuellement en vigueur elle prévoit d'une part des actes infirmiers spécifiques et d'autre part des forfaits pour les actes infirmiers qui sont prestés dans le cadre de l'assurance dépendance (section 8). En ce qui concerne les actes infirmiers prestés en dehors du cadre de l'assurance dépendance, la nomenclature contient des positions visant l'injection de substances de même que l'application de collyre ou de pommade ophtalmologique. Par contre, l'administration orale n'y figure pas.

ad 2) La législation relative à l'exercice de la profession d'infirmier confère à l'infirmier des attributions qui couvrent la préparation, en vue de leur administration, la reconstitution et l'administration de substances médicamenteuses suivant prescription médicale. En outre, l'aide-soignant est autorisé, dans certaines conditions, à administrer des médicaments clairement identifiés et dosés, pour autant que l'administration de ces médicaments fasse partie d'un plan de soins supervisé par un professionnel de santé de qualification supérieure.

Ces dispositions s'appliquent en tout lieu où des soins de santé peuvent s'avérer nécessaires, donc bien évidemment dans les secteurs hospitalier et extrahospitalier, soit également au domicile des personnes concernées. Le législateur ne distingue pas les actes faisant l'objet d'un remboursement; les dispositions établissant la prise en charge de certains actes infirmiers sont régies par les statuts de la Caisse nationale de santé.

ad 3) Afin de garantir la meilleure efficacité thérapeutique possible et la sécurité du patient, une bonne adhésion thérapeutique aux traitements prescrits est en effet souhaitable dans tous les cas.

De nombreuses études ont en effet démontré que les erreurs médicamenteuses peuvent engendrer des coûts élevés pour les systèmes de santé.

Pour référence:

1) Attributions de l'infirmier

(...) Préparation en vue de leur administration, reconstitution et administration de substances médicamenteuses suivant prescription et par les voies suivantes:

- orale
- transcutanée
- rectale
- vaginale
- urinaire
- sous-cutanée
- intradermique
- intramusculaire
- intraveineuse, à l'exception de produits de contraste
- péridurale
- par voie de dispositifs et montages implantés
- endotrachéales
- en aérosol

Application de pommades, gouttes, collyres

(...)

2) Attributions de l'aide-soignant

À condition que son intervention s'insère dans un plan de soins établi en bonne et due forme par un professionnel de santé de qualification supérieure et autorisé à ce faire et que l'exécution de ce plan de soins soit supervisée par un tel professionnel, l'aide-soignant, sur prescription médicale et le traitement afférent ayant été initialisé et stabilisé, peut administrer par voie orale, nasale, transcutanée, sous-cutanée et

anale des médicaments clairement identifiés et dosés, sous réserve des dispositions suivantes:

- en cas d'administration par voie orale ou anale d'un médicament, le médicament doit être conditionné par une personne autorisée à ce faire et le patient doit être clairement identifié et identifiable;

- en cas d'administration par voie anale sont exclus les médicaments préanesthésiques;

- en cas d'administration par voie nasale sont exclus les médicaments utilisés dans les crises d'asthme;

- en cas d'administration par voie transcutanée sont exclus les médicaments type digitalines et morphiniques;

- en cas d'administration sous-cutanée sont uniquement autorisées la préparation et l'administration d'insuline ainsi que l'administration d'anticoagulants, à condition qu'il s'agisse pour cette dernière catégorie d'anticoagulants conditionnés en seringue préremplie par le fabricant.

L'aide-soignant peut également administrer des pommades et collyres oculaires.

Les stupéfiants ne peuvent être administrés par l'aide-soignant quelle que soit leur forme d'administration.

En ce qui concerne les médicaments, ne peuvent être administrées en dehors d'un plan de soins clairement établi en bonne et due forme par un professionnel de santé de qualification supérieure et autorisé à ce faire, que des pommades antiescarres et réhydratantes.

Question 3297 (15.09.2017) de **MM. Claude Lambert** et **Max Hahn** (DP) concernant la **candidature conjointe des pays du Benelux pour les Jeux olympiques d'été de 2032**:

Les Jeux olympiques d'été 2024 se dérouleront à Paris et ceux de 2028 sont attribués à Los Angeles. Cette double désignation a été récemment approuvée «à l'unanimité par le Comité international olympique (CIO).

Au lendemain de cette désignation, le président du Comité olympique belge, Pierre-Olivier Beckers, a évoqué l'idée d'une candidature conjointe des pays du Benelux pour les jeux de 2032. Selon lui, il s'agit certes «d'une idée ambitieuse, mais qui n'est pas totalement irréaliste».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- D'une manière générale, Monsieur le Ministre des Sports soutient-il l'idée d'une candidature du Benelux pour les JO de 2032?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur Beckers que le projet est certes ambitieux mais réalisable?

- Monsieur le Ministre s'est-il déjà concerté avec le COSL? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette concertation?

- Quelles seraient les prochaines étapes clés en vue d'une éventuelle candidature et selon quel échéancier?

Réponse (06.10.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Il est un fait qu'un pays comme le Luxembourg ne saura jamais servir à accueillir l'ensemble des JO même si le Grand-Duché a déjà démontré par le passé qu'il est en mesure d'organiser l'une ou l'autre grande compétition sportive comme le grand départ du Tour de France en 2002, les demi-finales et finales du Championnat d'Europe de volley-ball/dames à la Coque en 2007, les jeux des petits États d'Europe en 2013, les Championnats du monde de cyclo-cross 2017 à Belvaux, le Championnat d'Europe de tennis de table par équipes 2017 à la Coque ou encore un passage du Tour de France en 2017.

Or, en l'absence de toute information concrète concernant l'idée lancée par le président du Comité olympique et interfédéral belge, j'estime qu'il est prématuré de me prononcer sur une telle candidature ou de lancer des concertations avec le COSL à ce sujet.

De toute façon, il me semble que l'idée avancée par Monsieur Beckers se situe plutôt dans le contexte général de l'ouverture faite par le Comité international olympique (CIO), permettant une candidature conjointe de plusieurs pays, et ne constitue pas une initiative ou un concept concret.

Le cas échéant, le Luxembourg ne se déroberait pas à d'éventuels pourparlers pour autant qu'il soit approché par la Belgique dans ce sens.

Question 3298 (15.09.2017) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **réouverture de la route nationale CR106**:

Suite à l'éboulement du terrain sur le site de la décharge pour déchets inertes à Mondercange du 14 mars 2014 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange, la route nationale CR106, utilisée quotidiennement par beaucoup d'automobilistes, a dû être fermée à la circulation pour être réparée. La fin des travaux était prévue pour mars 2017. Il m'a été rapporté que les travaux sur la route nationale CR106 sont déjà finalisés depuis quelques semaines.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pourquoi la route nationale CR106 n'a pas encore été réouverte à la circulation?

- Pour quand sa réouverture est-elle prévue?

Réponse (28.09.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les travaux à la chaussée proprement dite au chemin repris CR106 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange ont pu être finalisés depuis quelques semaines.

Cependant, les travaux de finition suivants sont actuellement encore en train d'être réalisés:

- l'aménagement de fossés ouverts pour l'évacuation des eaux superficielles,

- la démolition des pistes provisoires construites pour accéder aux points de forages géotechniques et la remise en état initial du terrain,

- l'installation de l'éclairage public,

- la pose des glissières de sécurité,

- la signalisation verticale et horizontale,

- des plantations.

L'ouverture est fixée au 2 octobre 2017.

Question 3299 (18.09.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **participation de ressortissants étrangers aux élections communales**:

Selon un communiqué du Ministère de l'Intérieur datant du 11 août 2017, 34.634 ressortissants étrangers se sont inscrits pour participer aux prochaines élections communales. Ce chiffre représente environ 12% de la population de nationalité étrangère résidant au Luxembourg. Une des conditions à remplir par les ressortissants étrangers consiste à avoir résidé sur le territoire luxembourgeois, au moment de la demande d'inscription, pendant cinq années au moins.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur le nombre potentiel de ressortissants étrangers remplissant tous les critères, y compris celui de la durée de résidence, pour s'inscrire sur les listes électorales communales de 2017?

Réponse (09.10.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les conditions d'éligibilité aux élections communales sont définies par l'article 192 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

Pour être éligible, il faut:

1° jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit d'éligibilité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou dans l'État d'origine; cette dernière condition ne peut toutefois pas être opposée à des citoyens non luxembourgeois qui, dans leur pays d'origine, ont perdu le droit d'éligibilité en raison de leur résidence en dehors de leur État d'origine;

2° être âgé de dix-huit ans accomplis au jour de l'élection;

3° avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature.

Pour les ressortissants étrangers, il faut en outre avoir résidé sur le territoire luxembourgeois, au moment du dépôt de la candidature, pendant cinq années.

Le ressortissant étranger doit produire à l'appui de sa candidature:

1° une déclaration précisant:

a) sa nationalité et son adresse au Grand-Duché de Luxembourg;

b) qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son État d'origine ou, le cas échéant, que la perte du droit d'éligibilité est due aux conditions de résidence imposées par l'État d'origine.

En cas de doute sur le contenu de la déclaration visée sous b) ci-dessus, le président du bureau de vote principal de la commune avant le vote ou la juridiction saisie d'un recours après le vote peuvent demander une attestation des autorités administratives compétentes de l'État membre d'origine certifiant que le candidat n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans cet État ou que les autorités ne sont pas au courant d'une telle déchéance.

2° un document d'identité en cours de validité;

3° un certificat documentant la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg.

Les personnes qui sont privées du droit d'éligibilité par condamnation ne sont pas éligibles.

Sont par ailleurs exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote:

1° les condamnés à des peines criminelles;

2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation;

3° les majeurs en tutelle.

Comme le Registre national des personnes physiques ne gère pas toutes les données nécessaires pour relever le nombre potentiel de ressortissants étrangers remplissant toutes les conditions d'éligibilité prévues par la loi électorale, l'on peut estimer ce chiffre à quelque 150.000 personnes.

Question 3300 (18.09.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant la **vague de violence dans le pays**:

Une nouvelle vague de criminalité semble se propager sur le pays. En effet, la presse a fait récemment état de cas de violence gratuite dans le sud et la capitale du pays. Des bandes de jeunes gens, souvent encore mineurs, se livraient régulièrement à des actes de violence envers des passants souvent choisis au hasard. Selon les mêmes sources, il ne s'agirait pas de cas isolés.

Pas plus tard qu'hier, la presse a rapporté qu'un cambriolage a été commis dans un club sportif, alors que les joueurs s'entraînaient. Les malfaiteurs ont volé de nombreux objets personnels et de valeur pourtant enfermés dans leurs vestiaires. Là aussi, il ne s'agirait pas d'un cas isolé.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des événements évoqués ci-dessus?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'ampleur et la fréquence de cas semblables de violence gratuite et de cambriolages notamment dans des enceintes sportives?

3. Quelles mesures le Gouvernement serait-il disposé à envisager afin de protéger au mieux les citoyens face à ces fléaux?

Réponse (09.10.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. Il y a lieu de préciser que les faits délictueux qui se sont déroulés dans le sud et dans la capitale du pays ne permettent pas de conclure à une nouvelle vague de criminalité.

ad 2. Tous les cas d'agressions auxquels la question parlementaire sous objet se rapporte ont été commis pour voler ou dérober un objet. Il ne peut dès lors pas être question de violence «gratuite», mais il y a partant lieu de parler de vols commis avec violence.

L'on me rapporte que les chiffres ne varient presque pas en comparant les plaintes enregistrées cette année avec les plaintes enregistrées pour la même période au courant de l'année passée. En effet, 290 faits ont été enregistrés par la police pour l'année 2016 et 280 pour les huit premiers mois de l'année 2017.

Concernant les cambriolages et vols commis dans des enceintes sportives ou similaires, la tendance est plutôt à la baisse.

ad 3. Dès que certains phénomènes criminogènes apparaissent, la police réagit par des actions de prévention, notamment à travers des contrôles ciblés sur le phénomène en question et des messages de prévention ad hoc qui sont diffusés par toutes les voies de communication disponibles dans le but de protéger et sensibiliser le citoyen.